

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12332 - 4 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

MERCREDI 19 SEPTEMBRE 1984

Accord franco-libyen : Budget militaire : austérité en 1985

Dollar : plus de 9,50 F

Pari tenu

Les meilleures intentions se jugent à leur réalisation. C'est lorsque ont été levés les doutes et les incertitudes qui pesaient sur elles qu'on les prend en compte. Surtout dans un domaine aussi pragmatique que celui des relations internationales, dominé par les rapports de force.

Les intentions affirmées par la France en Afrique se trouvent brillamment confortées par le succès diplomatique qu'elle vient de remporter en obtenant de la Libye un accord sur le retrait des troupes étrangères au Tchad.

La question tchadienne n'est pas, pour autant, définitivement réglée, rien n'assurant que les mêmes causes ne reproduisent pas les mêmes effets. Il n'empêche que la France se tire d'une situation difficile qu'elle n'aurait pu éviter sans renier ses engagements avec le Tchad et insérer ses partenaires africains et que, sans à l'encontre de son intérêt, elle ne pouvait régler rapidement et de son propre chef.

Dans l'immédiat, le succès est double : il se situe sur le terrain, au Tchad, mais il reste à vérifier si le produit son effet partout où l'on est fondé à s'interroger sur la portée et les limites des engagements de la France, et particulièrement de ses engagements militaires.

L'accord ne pouvait qu'être accueilli avec satisfaction par les partenaires africains de la France, puisque celle-ci a rempli son contrat en obtenant de Tripoli la fin d'une ingérence militaire qui avait le don de préoccuper sérieusement plusieurs Etats de la région. Les capitales africaines ont favorables à Paris qui s'efforcent de voir ses troupes de nouveau stationnées au cœur du continent n'ont elles-mêmes qu'à se louer d'une solution qui, en principe, devrait contribuer à la détente dans une zone où guerres, guérillas et soulèvements militaires ont freiné le développement.

Le colonel Kadhafi a, trop souvent, appuyé les mouvements subversifs dans cette partie du monde, qu'il rêve d'intégrer à un vaste Sahara arabo-musulman, pour que la méfiance ne subsiste pas chez beaucoup de ses voisins. Les accords qu'il vient de passer, d'abord avec Rabat, puis avec Paris, sont souvent perçus comme des gestes de circonstance qui offrent à la Libye un ballon d'oxygène sans vraiment remettre en cause ses ambitions. Des Etats, comme le Niger, qui s'inquiétaient autrefois d'un éventuel débordement du conflit tchadien voient sans enthousiasme le parapluie militaire français se refermer en l'espace de six semaines. Au début du mandat de M. Mitterrand, plusieurs capitales francophones du continent s'étaient alarmées de voir Paris accorder moins d'importance aux questions de sécurité. L'opération Manita ne pouvait que les rassurer.

Le président de la République a tenu son pari, puisque Tripoli a fait, au moins provisoirement, marche arrière. Lorsqu'il se rendra en décembre au Bénin pour le sommet annuel franco-africain, les félicitations qui lui seront adressées seront sans doute tempérées par le scepticisme, et parfois même la crainte : tout il est vrai que le colonel Kadhafi sait, comme quand cela l'avantage, de régler, au moment de l'ingérence flagrante à l'intervention déguisée chez des voisins qui n'ont les moyens ni de se défendre ni de maintenir la cohésion chez eux.

Le retrait des contingents sera contrôlé par des observateurs africains

L'accord franco-libyen a été approuvé par tous les milieux politiques français. Les dirigeants des deux pays devront avoir évacué le Tchad d'ici au 15 novembre, sous le contrôle d'un corps d'observateurs africains qui restent à désigner. Soucieux de rassurer M. Hissène Habré, M. Cheysson a reçu, lundi soir à Paris, le ministre tchadien des affaires étrangères.

C'est un beau « coup », comme on dit dans le langage des joueurs, que vient de réaliser M. Claude Cheysson grâce à ses deux voyages très secrets à Tripoli : en quarante-huit heures, le ministre des relations extérieures a tenu plus que son contrat.

Si tout se passe conformément au scénario mis au point avec le colonel Kadhafi, les troupes françaises stationnées au Tchad et les « éléments d'appui libyens » infiltrés dans le même pays - le colonel Kadhafi a poussé le respect de la fiction jusqu'à refuser de parler, dans le communiqué publié lundi simultanément à Paris et à Tripoli, de troupes libyennes - auront quitté l'ancienne colonie française dans quarante-cinq

jours très exactement, c'est-à-dire à la mi-novembre.

La France, qui plus est, n'aura pas à se désolidariser de M. Hissène Habré, comme l'avait longtemps réclâmé le colonel Kadhafi. M. Cheysson l'a affirmé très nettement lundi soir à TF1 : M. Hissène Habré est le seul chef d'Etat que Paris reconnaît officiellement, et l'accord de coopération militaire qui nous lie au Tchad fonctionnera en principe en sa faveur demain comme hier, si Tripoli viole ses engagements. L'affirmation est d'autant plus remarquable que le chef de la diplomatie française n'est jamais passé pour un très chaud partisan de M. Hissène Habré.

Son « coup », M. Cheysson le préparait de longue date, avec bien sûr l'approbation de M. Mitterrand. Les grandes lignes de l'entente conclue avec la Libye étaient connues depuis février dernier, c'est-à-dire depuis le précédent voyage du ministre à Tripoli. Mais, d'après d'excellentes sources françaises, le versatile colonel libyen n'était alors pas encore « prêt » pour conclure et s'obstinait à réclamer le départ de M. Hissène Habré.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 4.)

Les engagements de la loi-programme ne pourront être respectés

Il manquera 1300 millions de francs au projet de budget militaire de 1985 pour être conforme aux engagements, que le gouvernement avait déclarés « intangibles », de la loi de programmation militaire 1984-1988 adoptée l'an dernier par le Parlement. C'est le signe le plus évident que le ministère de la défense n'échappera pas à l'austérité budgétaire en 1985, comme, du reste, l'avait annoncé M. François Mitterrand dans son message aux armées du 14 juillet dernier. Mais c'est aussi l'occasion pour deux députés de l'opposition, MM. Yves Lanciaud (RPR, Paris) et Jean-Marie Daillet (UDF, Manche), de dénoncer le fait que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a, dès la deuxième année d'application de son plan quinquennal, celui de n'en pas réaliser tous les objectifs.

En réalité, la situation n'est pas aussi simple. On explique au ministère de la défense que le projet de budget pour 1985 résulte d'une double volonté : tenir compte de l'intention du chef de l'Etat de maîtriser les dépenses publiques, y compris celles des armées contraintes à la solidarité avec la nation à laquelle est demandé cet effort, et ne rien compromettre d'essentiel dans

l'équipement nucléaire et classique des forces françaises. C'est un budget « tendu », dit-on, mais c'est un budget « volontariste » qui préserverait l'avenir.

Avec 150,2 milliards de francs, auxquels il faut ajouter 28 milliards de francs de pensions civiles et militaires, les armées françaises ne disposeront donc pas des 151,5 milliards que leur allouait, en principe, la loi de programmation militaire pour 1985. Le manque à gagner est de 1300 millions de francs courants, soit l'équivalent du coût d'un sous-marin nucléaire d'attaque. L'abandon a porté principalement sur les crédits d'équipement, c'est-à-dire qu'il se traduira par des étalonnages dans l'exécution de certaines commandes pour la raison qu'il était devenu difficile de réduire davantage les crédits de fonctionnement, déjà fortement comprimés.

Les crédits de fonctionnement inscrits pour 1985 atteignent 78,5 milliards de francs, ce qui est la stricte application de ce que prévoyait la loi de programmation militaire.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 16.)

Le cours du dollar, qui avait dépassé les 9 F le 5 septembre, a accentué sa progression ces jours derniers pour franchir la barre des 9,50, le mardi 18 septembre, atteignant le cours officiel de 9,5170 F à Paris, nouveau record.

A Francfort, après avoir, la semaine dernière, franchi allégrement le seuil des 3 DM il a dépassé les 3,09 DM, au plus haut depuis onze ans et demi.

Les marchés font preuve d'une extrême nervosité. Il y a de quoi, car le nouvel accès de fièvre du « billet vert » est en contradiction avec un certain nombre de données, qui, en d'autres temps, auraient poussé le dollar à la baisse.

En début de semaine, les autorités de Washington ont fait état d'un déficit-record de la balance des paiements des Etats-Unis (24,4 milliards de dollars pour le deuxième trimestre 1984) et, probablement, 100 milliards de dollars pour l'année.

Les crédits de fonctionnement inscrits pour 1985 atteignent 78,5 milliards de francs, ce qui est la stricte application de ce que prévoyait la loi de programmation militaire.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 40.)

LIRE D'AUTRE PART

PAGE 3 :

La diplomatie secrète a joué un rôle majeur dans la conclusion de l'accord, par ERIC ROULEAU

PAGE 4 :

Les autorités françaises disposent de plusieurs atouts pour réaliser un dégellement en bon ordre, par JACQUES ISNARD

PAGE 5 :

L'opération Manita a permis à M. Hissène Habré de renforcer son régime, par J.-C. POMONTI

Rousseau, le douanier sans frontières

Henri Rousseau, dit le Douanier - à tort puisqu'il ne fut jamais que modeste employé à l'octroi de la Ville de Paris, - « ce cher vieil ange », comme l'appela son ami Apollinaire peu de temps après sa mort, en 1910, comme pour se repentir d'avoir un jour dit de lui qu'il n'aurait dû être qu'un artisan, a trop souvent été cité au panthéon des naïfs, et, même au titre de grand peintre, trop souvent réduit à des schémas de lecture conventionnels, qui sient aux innocents, pour qu'on ne se réjouisse pas de l'exposition du Grand Palais.

Celle-ci fournit l'occasion de corriger l'image en engageant Rousseau dans son époque et dans l'inventaire de la modernité comme père spirituel de l'avant-garde.

C'est le fait surtout de la contribution américaine au catalogue, dirigé par Carolyn Lanchner et William Rubin qui proposent une étude fouillée des rapports que les artistes du vingtième siècle ont eus avec Rousseau, des citations et des références au Douanier qu'ils ont mises dans leur œuvre, non seulement les cubistes qui firent connaître le peintre, mais aussi Kandinsky et Chirico, et Beckmann, et les surréalistes (à cause bien entendu de la rencontre du canotier et de la forêt vierge dans le Rêve de 1910).

Ce travail inédit a l'extraordinaire vertu de renvoyer à l'œuvre de Rousseau, à sa richesse thématique et formelle, et non au personnage, à la légende, à l'anecdote et à l'histoire de vie que le peintre a presque toujours suscitée.

Il faut bien admettre que, sans cette lecture, l'exposition n'aurait pas tout à fait fait le carrousel de l'événement qu'on attendait pour la rentrée. Cela vient-il de l'espace malcommode du Grand Palais ? Toujours est-il que la présentation est affaiblie par la coupure de la rotonde (où sont présentés les documents) qui sépare les grandes jungles du reste de l'œuvre, celle d'une manière d'autant plus flagrante qu'on y a fait des murs d'un vieux orange fauve, alors que les autres salles ont la sobriété grise qui convient aux gris métalliques de certains tableaux.

L'ensemble permet bien évidemment de mesurer que, si une fois de plus on n'échappe pas au pouvoir des « jungles », l'œuvre du Douanier est loin de se résumer au versant exotique, ou à la veine imaginaire d'Épinal.

Le nombre finalement assez restreint d'œuvres - une cinquantaine, - parmi lesquelles figurent des petites choses d'importance inégale ?

Souhaitons toutefois la présence de pièces capitales, venues de loin : celle du Rêve et de la Bohémienne endormie (du Musée d'art moderne de New-York), de Moi-même, portrait-paysage de Prague, du Portrait de Pierre Loti de Zurich, de l'Enfant au policeman de Winterthur ou encore de pièces moins connues comme le Rêve-vous dans la forêt de Washington, la Muse inspirant le poète (Marie Laurencin et Apollinaire), le Portrait de Joseph Brummer, qui viennent s'ajouter aux œuvres des collections nationales : le Carrousel du père Julien, la Charmeuse de serpent, la Guerre, les deux portraits de femmes.

L'ensemble permet bien évidemment de mesurer que, si une fois de plus on n'échappe pas au pouvoir des « jungles », l'œuvre du Douanier est loin de se résumer au versant exotique, ou à la veine imaginaire d'Épinal.

GENEVIEVE BREFRETTE.
(Lire la suite page 17.)

Dolto

99 F

aux Editions du Seuil Paris

SEUIL

AU JOUR LE JOUR

Chic

Des filles plus chics ! Adieu képi, bonjour casquette ! Dès l'an prochain, le gardien de la paix abandonnera - sauf cérémonies exceptionnelles - le couvre-chef cylindrique, encombrant mais bien visible, qui avait fait, avec le bâton blanc et l'antique pèlerine, sa silhouette familière et le plus souvent sympathique.

Voilà donc la casquette, dessinée par Pierre Balmain : aérodynamique, elle offre peu de prise au vent ; collant au crâne en cas de course-poursuite, elle risque moins de rouler sur le pavé au premier incident.

La police française se modernise par le haut.

BRUNO FRAPPAT.

Avec « LE MONDE » du mercredi 19
numéro daté jeudi 20 septembre

UN SUPPLÉMENT MAGAZINE EXCEPTIONNEL

Le Monde

SPECIAL

SICOB

INFORMATIQUE

84 PAGES EN COULEURS SANS SUPPLÉMENT DE PRIX

Elite

En Grande-Bretagne

debert

Deux actes courageux

par FRANÇOIS LEHIDEUX et RENÉ MINGUET (*)

Le cœur, le raison, et le sens de la grandeur ont inspiré le président de la République...

larmes de sang, une page vierge s'ouvre dans le grand livre de l'histoire...

Aussi loin que l'intelligence puisse pénétrer le trépan des hommes civilisés...

En ces temps où les intérêts, les sophismes et la démagogie ravivent trop souvent les passions partisans...

En cette époque de sondages, n'en doutons pas, si nos compatriotes pouvaient s'exprimer...

Monsieur le président, daignez accueillir la requête de tous ceux qui n'ont rien oublié...

En ce domaine, vous êtes souverain. C'est vous - et vous seul - qui détenez le pouvoir de décision...

Sans avoir l'occasion de le dire, innumérables sont les gens qui, dans nos villes, nos bourgs et nos villages, comptent sur vous.

En ce jour où, après la guerre franco-allemande écrite avec des

LETTRES AU MONDE

Réponses à M. Martial Lemoine

L'article de M. Martial Lemoine « Les beaux jours des fonctionnaires » nous a valu un courrier assez abondant...

Ne pas diffamer l'ANPE

Lorsque M. Lemoine écrit qu'à l'ANPE les « fonctionnaires donnent le sentiment d'avoir déjà pris leur retraite si l'on en juge par leur diligence à envoyer un plombier quand on leur réclame un colifour »...

Socialement dangereux

Gardons un peu le sens de la mesure. Il est stérile de chercher à dénigrer une catégorie de citoyens...

Jalousies ou méprisés

L'administration, au dire des usagers, et des étrangers, reste l'une des meilleures du monde. Ce ne sont les fonctionnaires qui la font...

JEAN-YVES DE LÉPINAY (Bourg-la-Reine)

A propos de Victor Serge

Je ne puis laisser passer sans protestations et rectifications la lettre de M. Janover sur Victor Serge.

Celui-ci, connu sous le nom de Kibitchik, fut impliqué en 1913 dans le procès des survivants de la bande à Bonnot et Garnier...

M. Janover reconnaît que Victor Serge n'a jamais renoncé à sa liberté de critique. Nous pouvons en témoigner. Même lorsqu'il semblait accepter les nécessités révolutionnaires...

Notre revue syndicaliste-révolutionnaire la Révolution prolétarienne, fondée par Pierre Monatte en 1925, mena une campagne tenace pour arracher Victor Serge...

Notre revue syndicaliste-révolutionnaire la Révolution prolétarienne, fondée par Pierre Monatte en 1925, mena une campagne tenace pour arracher Victor Serge...

L'élection des sénateurs

A propos de l'article de Maurice Duverger « Moderniser le Sénat » (le Monde du 8 septembre) : s'il est vrai que le président des Etats-Unis...

Certain sens des proportions. Comment est-il possible de mettre en gros titre un papier envoyé par courrier sur un sujet qui n'a que peu d'actualité et surtout un minimum d'intérêt pour les Français...

Quelle vérité ?

82 % de sondés estiment que les hommes politiques ne disent pas la vérité (le Monde du 6 septembre). Vous appelez ça une information ?

Une telle question me paraît stupide et risible (dans la mesure où elle encourage la stupidité). D'abord il y a cette idée enfantine de la vérité comme chose, qu'on serait libre de montrer ou de cacher...

Le Chili est loin...

Le professeur Duverger se plaint, également, de l'« inégalité » de la représentation de ce grand collège aux dépens de la démographie et au profit des communes.

Accuse-t-on les hommes politiques de dissimuler leurs informations ? C'est-à-dire, attend-on de la classe politique dans son ensemble qu'elle publie immédiatement et sans commentaire toutes les informations qu'elle délie ?

Rectificatif

Mme Odette Fabius nous fait savoir, après publication de sa lettre dans le Monde du 14 septembre, qu'elle a commis une erreur...

La dimension africaine

Les motivations africaines ne pourraient-elles être systématiquement développées dans le plus grand bien de l'économie ?

LU

« LA BONNE ÉCONOMIE », de Serge-Christophe Kolm

Sagesse dans les lointains

ÉTRANGE ! Deux économistes dont on ne peut dire qu'ils ont des atomes crochus, François Perroux et Serge-Christophe Kolm, se rapprochent un instant depuis que le second vient de publier un gros livre sur la « bonne économie ».

plus belles qualités de l'homme mais fonctionnent, ou contrairement, à partir de sentiments bien peu nobles : avidité, jalousie, désir de domination, etc.

que la « bonne économie » n'est pas une utopie, qu'en commençant par des groupes assez restreints on pourrait ensuite, de proche en proche, gagner des territoires plus larges...

Solidarité de classe

Que vous ayez publié l'article de M. Lemoine, c'est méfiance. C'est nouveau. C'est courageux. Les fonctionnaires forment pourtant une belle tranche de votre lectorat.

La dimension africaine

Les motivations africaines ne pourraient-elles être systématiquement développées dans le plus grand bien de l'économie ?

Rectificatif

Mme Odette Fabius nous fait savoir, après publication de sa lettre dans le Monde du 14 septembre, qu'elle a commis une erreur...

Choisissez votre nuit. Lorsque vous prenez la Première Classe sur nos vols en Boeing 747 vers l'Asie, Philippine Airlines est seule à vous offrir le choix* pour la nuit: nos 14 lits Skybeds® sur le pont supérieur ou les nouveaux très grands fauteuils relax Siesta Seat® dans la cabine de Première.

Le Monde. 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09. C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 450572 F. Tél. : 246-72-23.

Handwritten Arabic text: كذا من الاصل

صكنا من الامل

étranger

LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES ET LIBYENNES DU TCHAD

Prudence, sinon méfiance à N'Djamena, satisfaction affichée des rebelles, telles sont les premières réactions tchadiennes à l'accord franco-libyen...

Entre-temps, plusieurs démarches ont été entreprises par le gouvernement français auprès de ses alliés africains...

démoucement. Même son de cloche, à Tunis, où le ministre des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebi, a déclaré à notre correspondant...

L'Algérie s'est également félicitée de « l'annonce du retrait progressif des troupes étrangères » qui « favorise la réunion des conditions nécessaires à l'amorce d'un processus devant aboutir à un règlement durable du problème tchadien »...

À Washington, tout en exprimant leur « scepticisme » à l'égard de toute promesse libyenne, les autorités américaines se sont déclarées « favorables » à l'accord...

Alors que le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, se félicitait d'un « pas dans la bonne direction », à Moscou, l'agence Tass s'est bornée, lundi après-midi, à annoncer l'accord entre Paris et Tripoli sans l'accompagner de commentaires.

À Tripoli, le porte-parole du GUNT de M. Goukouni Oueddei, M. Adoum Yacoub, s'est félicité, dans une première réaction, de l'accord...

À Paris, on relève toutefois que les troupes zairoises - deux mille hommes environ - stationnées au Tchad ne sont pas mentionnées dans les textes annonçant l'accord franco-libyen...

De son côté, M. Christian Nacci, ministre délégué au développement et à la coopération, s'est rendu lundi à Dakar, où il a été reçu par le président Abdou Diouf...

Au Maroc, nous signalons notre envoyé spécial Paul Balta, les autorités ont accueilli avec une vive satisfaction un accord qui, annoncé un mois après la signature de l'union avec Tripoli, ne pouvait survenir plus opportunément pour Rabat...

La diplomatie secrète a joué un rôle majeur dans la conclusion de l'accord

Un accord avec la France ne sera possible que le jour où elle admettra que le Tchad appartient aux Tchadiens, tout autant que l'Afrique aux Africains...

Le enlèvement change son fusil d'épaule. Dès la mi-juillet, il engage des négociations avec le roi du Maroc, qui aboutissent, le 13 août, à la signature du traité d'union...

Les responsables français ne sont nullement impressionnés par la rhétorique du colonel Kadhafi, d'autant moins que les échanges secrets avaient repris dès la mi-juillet avec de multiples émissaires libyens...

« L'imprévisible colonel »

La proposition a mis en colère le colonel Kadhafi, qui y a vu une manœuvre pour prolonger l'occupation française. Le projet du Quai était en réalité conçu pour mettre à l'épreuve la bonne foi du guide de la révolution...

À la mi-avril, le colonel Kadhafi avance davantage sur la voie de la conciliation. Par l'entremise de l'ancien chancelier autrichien Kreisky - qui entretient des relations amicales tout autant avec le chef de l'Etat libyen qu'avec le président de la République française...

Vingt années d'affrontements

- 1960 11 AOUT. - Proclamation de l'indépendance. 1965 JANVIER. - La moitié nord du pays, qui était sous contrôle de l'armée française, passe sous administration tchadienne. 1966 JUIN. - Création d'un Front de libération nationale (FROLINAT), un Soudan. 1968 28 AOUT. - Le président Tombalbaye fait appel aux troupes françaises pour mettre fin à la rébellion dans le nord du pays. 1969-1972 Nouvelle intervention militaire française. 1973 Occupation de la bande d'Aozou, dans l'extrême Nord, par les forces libyennes (N'Djamena a rompu ses relations avec Tripoli en 1971). 1974 21 AVRIL. - Trois Français, dont Mme Claude, sont pris en otages dans le Tibesti par les rebelles sous le commandement de MM. Goukouni Oueddei et Hissène Habré. Ils seront libérés trois semaines plus tard. Entre-temps, en 1975, le commandant Gaspard a été exécuté par les rebelles. 1975 13 AVRIL. - Assaut du président Tombalbaye, auquel succède le général Malloum. 1977 20 JUIN. - La France fournit un appui logistique au général Malloum face à une offensive des rebelles dans le Nord. 1978 29 AOUT. - A la suite d'un compromis, M. Hissène Habré devient premier ministre du général Malloum. 1979 FÉVRIER. - Début du conflit armé entre M. Hissène Habré et le général Malloum. 23 MARS. - Accord à Kano (Nigeria) sur la mise en place d'un « Conseil d'Etat provisoire » présidé par M. Goukouni Oueddei. 10 NOVEMBRE. - A la suite des accords de Lagos, signés le 21 août, un gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), présidé par M. Goukouni Oueddei, est mis en place. Il rassemble onze « tendances », et M. Hissène Habré en est le ministre de la Défense. 1980 21 MARS. - Début de la guerre civile entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré et ses trois principaux anciens partisans, MM. Goukouni Oueddei et Ayyi Ahmed, ainsi que le lieutenant-colonel Koussouf. M. Hissène Habré est élu à ses fonctions par M. Goukouni Oueddei tandis que les forces françaises entreprennent d'évacuer le pays. 17 MAI. - Fin de l'évacuation des forces françaises.

- 15 JUIN. - Accord de défense entre la Libye et M. Goukouni Oueddei. 14 DÉCEMBRE. - L'intervention de l'artillerie et des blindés libyens de M. Hissène Habré à se replier sur la frontière soudanaise. 1981 SEPTEMBRE. - De deux combats contre les forces libyennes permet aux FAN d'élargir la zone sous leur contrôle dans l'est du pays. Au même moment, M. Goukouni Oueddei est reçu à l'Élysée. 22 OCTOBRE. - De Cactus, M. Mitterrand réclame l'envoi d'urgence d'une force interafricaine au Tchad. 26 OCTOBRE. - Paris confirme l'envoi d'un « appel logistique » à M. Goukouni Oueddei. 3 NOVEMBRE. - Annonce du retrait des troupes libyennes du Tchad à la demande du GUNT de M. Goukouni Oueddei. NOVEMBRE-DÉCEMBRE. - Après le refus, par M. Goukouni Oueddei, de leur proposition d'armistice, les FAN de M. Hissène Habré tiennent leur contrôle à l'est du pays et occupent Abéché. 1982 FÉVRIER-MAI. - Les FAN occupent progressivement le nord du Tchad, à l'exception de la bande d'Aozou, sous contrôle militaire de Tripoli. 7 JUIN. - Les troupes de M. Hissène Habré prennent N'Djamena. AOÛT-SEPTEMBRE. - Les FAN occupent le Sud tchadien. Les coalisés du GUNT se sont repliés sur le Tibesti. 1983 MAI-JUIN. - Les coalisés, équipés par Tripoli et appuyés par l'armée libyenne, reprennent plusieurs oasis dans le Nord tchadien avant de lancer une offensive sur l'est et d'occuper momentanément Abéché. FIN JUILLET. - A l'occasion d'un raid surprise, M. Hissène Habré, à la tête de ses troupes, reprend Faya-Largeau. Mais il doit l'évacuer six jours plus tard sous les bombardements de l'aviation libyenne. 8 AOÛT. - Déclenchement de l'opération Manta. Trois mille soldats français occupent le centre tchadien, jusqu'à la hauteur du 15° parallèle. NOVEMBRE-DÉCEMBRE. - Des contacts ont lieu en vue de la tenue d'une conférence de réconciliation entre Tchadiens. 1984 JANVIER. - Echec de la réunion d'une conférence de réconciliation sous l'égide de l'OUA, à Addis-Abeba. FÉVRIER. - A la suite d'un accrochage, au cours duquel un pilote français est tué, le contrôle opérationnel des troupes françaises est étendu au 16° parallèle. M. Claude Cheysson se rend à N'Djamena, à Addis-Abeba et à Tripoli. FIN AOÛT. - M. Mitterrand se rend à deux reprises au Maroc, qui vient de signer une union d'Etats avec la Libye. Au même moment, représentant le gouvernement français au quinzième anniversaire de la révolution libyenne (1° septembre), M. Guy Geogy négocie avec les Libyens. 15 et 16 SEPTEMBRE. - M. Cheysson séjourne secrètement à Tripoli, où il est reçu par le colonel Kadhafi. 17 SEPTEMBRE. - Paris et Tripoli annoncent le retrait « simultané et concomitant » des troupes françaises au Tchad et des éléments d'appui libyens.

Bertrand POIROT-DELPECH L'ÉTÉ 36 roman "Parfaitement maître de sa plume, l'auteur touche ici à tous les genres : la satire, la farce, la comédie de mœurs, le chant d'amour, l'intrigue policière. Un Marcel Aymé de gauche." Jacqueline Piatier/Le Monde GALLIMARD

A propos de Victor Segre... (Vertical text on the left margin)

Le Monde... (Small advertisement at the bottom left)

LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES

Consensus en France

(Suite de la première page.)
Même chose, dit-on toujours de côté français, au mois de mai, lorsque le colonel Kadhafi affirme dans un interview au Monde - reconnaissant ainsi pour la première fois la présence de ses « éléments d'appui » au Tchad - qu'il accepte le principe d'un retrait simultané de ses forces et des troupes françaises du Tchad.

La France a-t-elle fait la sourde oreille, comme on l'affirme aujourd'hui à Tripoli ?
On le nie à Paris, mais avec une certaine mollesse. L'intérêt de la France, après tout, n'est-il pas d'attirer que le matériel militaire sophistiqué du colonel commence à « pourrir » dans le désert du nord du Tchad, que la grotte se développe dans le contingent libyen et dans la Légion islamique de même obédience, que la situation intérieure se détériore en Libye, que les fractures décelées dans le front anti-Hissène Habré s'élargissent ? N'avait-on pas toujours maieus dans la capitale française que toute négociation sérieuse dépendrait du rapport des forces sur le terrain et qu'il fallait accepter, avant de pouvoir se désigner d'une manière honorable, de tenir le terrain le temps qu'il faudrait ?

C'est au début de l'été que la situation parait « mûre » à M. Chéysson. Après avoir obtenu l'accord du président de la République, le ministre des relations extérieures envoie un nouveau « ballon d'essai » au colonel Kadhafi en la personne d'un vieux briscard de la Tripolitaine, M. Guy Geogry, ancien ambassadeur à Tripoli, à Alger et à Téhéran, ancien directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay.

M. Geogry est à la retraite, mais qu'importe, il a le « contact » avec le colonel Kadhafi. Il part donc représenter officiellement la France aux cérémonies du 15 septembre pour la célébration du cinquantième anniversaire de la prise de pouvoir par le colonel Kadhafi.

« Je viens n'importe quand »

M. Geogry rentre à Paris sans message formel de son hôte. Il s'en reconstruit à Tripoli que M. Triki, le ministre des affaires étrangères, et le commandant Jaloud, le numéro deux de la Jamahiriya libyenne; les propos tenus en mai par le colonel Kadhafi lui ont certes été recueillis, mais sans conviction, semble-t-il. Soudain, jeudi dernier, le 13 septembre, tout complot à bouger : Tripoli fait savoir à Paris qu'on est prêt à accueillir M. Chéysson. Réponse immédiate de ce dernier : « Je viens n'importe quand ». Le lendemain, nouveau message libyen : le ministre français est attendu le samedi 15 septembre à 17 h 30 par le colonel Kadhafi.

M. Chéysson sera au rendez-vous, mais, vu l'importance de l'objectif et les difficultés apparues au cours de cette première discussion, il décide de retourner dans la nuit de samedi à dimanche à Paris pour rendre compte à M. Mitterrand. Les deux hommes se rencontrent dimanche matin, en domicile privé du président de la République, rue de Bièvre, et mettent les choses en point. Pour donner le change à ses collaborateurs, M. Chéysson prend soin d'en appeler quelques-uns au téléphone sous divers prétextes. Ayant ainsi « prouvé » sa présence à Paris, il peut repartir en fin de matinée pour Tripoli, toujours accompagné de son cabinet, mais qui ne prendra pas part aux négociations.

L'affaire sera conclue dans les heures qui suivent, d'abord avec le colonel Kadhafi pour les grandes lignes, ensuite avec M. Ali Triki pour les détails, mais ce dernier procède les ultimes palabres de nombreux coups de téléphone à son chef suprême. Retour de M. Chéysson à Paris : jeudi matin, vers 4 heures. Le ministre est manifestement épuisé, mais il est ravi. Ne dit-on pas qu'il avait craint un moment que l'obstination de M. Mitterrand à se rendre en visite, fût-elle « strictement privée », au Maroc se mette en péril toute l'opération ? Le voilà aujourd'hui rassuré. Sans doute M. Mitterrand s'est-il parlé du Tchad au roi Hassan II, lors de son séjour à Ifrane. Sans doute Hassan II a-t-il parlé ensuite du Tchad au colonel Kadhafi. Mais qu'on se le dise : la France n'a jamais eu besoin d'un médiateur et n'y a jamais eu recours dans cette affaire. Il s'empêche : la signature du traité d'union maroco-libyen, le 13 août dernier, à Ouïdja, a sans aucun doute influencé dans un sens positif l'évolution des rapports franco-libyens, et ce n'était pas évident au départ.

L'accord de Tripoli, cela dit, a ses limites. Tout d'abord parce que ce n'est pas un accord. En quarante-huit heures, passées en Libye, M. Chéysson n'a rien signé et a simplement négocié les termes d'une déclaration internationale, cela ne vaut même pas ces chiffons de papier que l'on déchire. Peut-être est-ce pour cela, d'ailleurs, que l'on ne cric qu'il moitié victorieux à Paris.

Plutôt que de victoire, c'est d'un nouvel « épisode » de la guerre du Tchad qu'on parle en privé. Une épisode certes important, mais qu'il convient de ramener à sa vraie mesure, et qui sera jugé au fil des semaines et des mois (personne n'ose encore parler d'années). Du respect

des engagements non écrits de Kadhafi, ajoute-t-on, dépendront les promesses (également non écrites) qui auront pu être esquissées par la France : invitation du bouillonnant colonel à Paris ; pressions sur M. Hissène Habré pour qu'il « ouvre » encore plus ses « équipes » ; compréhension pour régler le contentieux économique qui existe encore entre les deux pays.

Ainsi va la crise du Tchad, à petits pas, à longues palabres. A très court terme, il va falloir que Paris et Tripoli s'entendent sur la nationalité de ces quelques dizaines d'observateurs qui vont être chargés de vérifier l'évacuation « totale et concomitante » des forces françaises et libyennes du Tchad.

Des Marocains seront-ils de la partie ? On ne le pense pas, puisque le voyage de M. Mitterrand dans ce dernier pays a été strictement notifié dans ce pays ? Paris, certes, galais seront-ils volontaires, puisque M. Nucci était lundi à Dakar. Peut-être aussi faudra-t-il compter des Nigériens puisque le ministre des affaires étrangères de Lagos déjeune ce mardi avec M. Chéysson. Mais quelle importance après tout, puisque tous ces observateurs, si les informations recueillies à Paris sont vérifiées, devront eux aussi quitter le Tchad « avec la dernière colonne » étrangère stationnée là-bas ?

L'absence de tout observateur après le 15 novembre consigne, si elle est confirmée, l'un des points faibles de l'accord de Tripoli. Comment en effet établir les vraies responsabilités en cas de reprise des hostilités dans le nord du Tchad puisqu'il est prouvé qu'il n'y a jamais eu de guerre civile strictement nationale dans ce pays ? Paris, certes, dispose de moyens d'écoute et d'observation fort sophistiqués, encore qu'on ne veuille pas en faire état officiellement, mais n'est-il pas plus prudent de pouvoir compter sur le témoignage de représentants de pays tiers ?

Autre zone d'ombre : l'accord de coopération militaire qui lie la France à N'Djamena. Pour Paris, cet engagement tient toujours, et il dépend du seul colonel Kadhafi qu'il soit réactivé ou non. C'est ce que M. Chéysson a voulu exprimer sous une forme lapidaire, lundi, lorsqu'il a déclaré à Antenne 2 : « Les Libyens restent, nous restons. Ils partent, nous partons. Ils sont revenus, nous sommes revenus ».

Le colonel Kadhafi doit sans doute faire une autre analyse de la situation et peut être enclin à considérer l'accord franco-tchadien comme caduc. Ses difficultés actuelles rendent peu probables de nouveaux développements à court terme, mais on ne doit pas se contenter du court terme lorsqu'on parle du Tchad, tant les renversements de situation sont brusques et nombreux. Le colonel Kadhafi, qui ne manquera pas un jour de tirer argument de l'accord de Tripoli pour « justifier » son occupation de la bande d'Aouzou, dont l'évacuation n'est pas prévue, le sait mieux que tout autre (2). N'a-t-il pas d'ailleurs déjà présenté l'accord de Tripoli comme « un cadeau à la France socialiste », cadeau qu'il serait prêt à refaire en ce qui concerne la Martinique et la Réunion ? La partie de bras de fer entre Paris et Tripoli n'est peut-être pas terminée, même si MM. Mitterrand et Chéysson viennent de remporter un round déterminant.

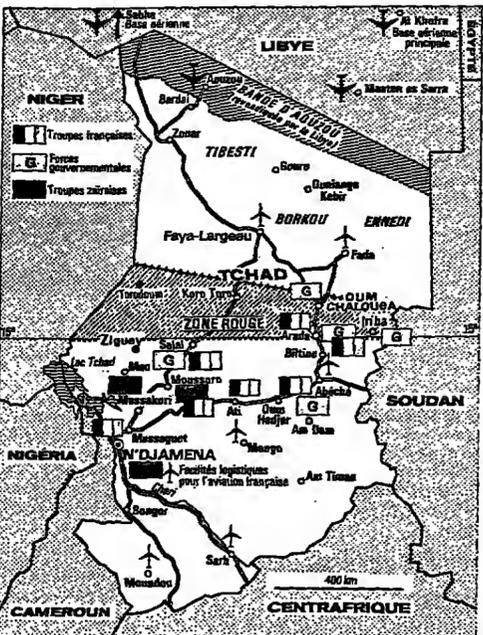
JACQUES AMALRIC.

(1) Le Monde du 11 mai 1984.
(2) « C'est une vieille histoire. L'ONU s'en occupera le moment venu », a déclaré à ce sujet lundi à N'Djamena M. Haras, qui voulait d'être « décerné » de son voyage en Jordanie pour avertir en extrême M. Hissène Habré de l'accord franco-libyen.

Les réactions dans la presse quotidienne nationale...
« L'annonce de l'évacuation « totale et concomitante », à partir du 25 septembre, des troupes françaises et libyennes stationnées au Tchad est une bonne nouvelle », écrit José Fort dans l'Humanité. La presse quotidienne nationale est presque unanime à voir dans cette évacuation un succès de la diplomatie française. Dans Libération, Serge July souligne : « Il est vrai qu'à partir d'une situation particulièrement difficile, c'est-à-dire militairement très favorable au colonel libyen, Mitterrand a réussi à mettre le temps de son côté. (...) Au regard des objectifs que poursuivait Mitterrand en intervenant militairement au Tchad, cette décision commune de retrait est un succès. » Mais il ajoute : « Reste l'avenir du Tchad. Et là, rien n'est sûr. »

Pour Guy Claissio (le Matin) : « L'annonce du retrait simultané des troupes libyennes et françaises du Tchad devrait logiquement apparaître comme un succès pour la France. (...) Les troupes françaises ont rempli la mission qui leur était assignée. Elle n'était pas aisée. (...) La crise tchadienne a connu depuis dix ans trop de rebondissements pour que l'on puisse d'ores et déjà pousser un « ouf » de soulagement définitif. »

Dans le Quotidien de Paris, Philippe Toussan écrit : « On retirera



La Libye occupe militairement la bande d'Aouzou depuis 1973. Les principales bases libyennes dans le BCT (Barkou Enneki) sont celles de Faya-Largeau et de Fada. Les troupes françaises sont stationnées entre le 14° et le 15° parallèles, mais elles ont, depuis février 1984, une surveillance opérationnelle jusqu'à la hauteur de 16° parallèle, dans la « zone rouge ». Les troupes gouvernementales tchadiennes, de M. Hissène Habré, occupent le Tchad au sud du 16° parallèle, où vivent plus de 90 % de la population. Mais elles mènent également des opérations de reconnaissance au nord du 16° parallèle, notamment dans le Nord-Est, aux alentours de Fada. Les forces aériennes (2 000 hommes) sont installées à N'Djamena avec une antenne à AZ, dans le centre du pays.

Les antagonistes tchadiens

L'histoire des mouvements politico-militaires au Tchad est l'une des plus compliquées d'Afrique noire, puisque ce pays, aujourd'hui peuplé de six à sept millions d'habitants, a compté jusqu'à onze « tendances » qui ont surgi, en 1979, à Lagos (Nigéria). Les « tendances » d'ailleurs rattachées au bout de sept mois sur la formation du GUNT (gouvernement d'union nationale de transition). Le panorama politique tchadien s'est, cependant, considérablement simplifié depuis puisque, face aux forces pro-gouvernementales, on compte aujourd'hui trois groupes d'opposants d'importance inégale.

- Les forces gouvernementales - L'UNIR - A N'Djamena, le gouvernement élargi formé le 24 juillet par le président Hissène Habré s'appuie sur l'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), créée un mois plus tôt. Les anciennes FAN (Forces armées du Nord, de M. Hissène Habré) et d'autres « tendances » de 1979 sont regroupées au sein de ce mouvement présidé par le chef de l'Etat.
- Les oppositions - Le groupe de Bardai. Dirigé par M. Goukouni Oueddei et appuyé par la Libye, le GUNT a été renversé au mois d'août. Il s'appuie, pour l'essentiel, sur deux mouvements politico-militaires : les FAP (Forces armées populaires) de M. Goukouni Oueddei et la faction du CDR (Conseil démocratique de la révolution) fidèle à M. Rakhs Manani. En effet, le chef du CDR, M. Achekik Ibn Omar, a été démis, fin août, de ses fonctions de « ministre de la défense ».
- Le groupe de Ouagadougou. Réunis, en août, dans le capitale du Burkina (ex-Haute-Volta), plusieurs opposants à M. Hissène Habré se sont séparés de M. Goukouni Oueddei, accusé d'être « infidèle » à la Libye, et renvoient N'Djamena et le groupe de Bardai des à dos. Ils ne semblent pas disposer de groupes sur le terrain.
- Les opposants de Paris. Un certain nombre de personnalités tchadiennes, exilées en France, conservent leurs distances à l'égard du gouvernement de N'Djamena. Sur le plan militaire, l'évaluation des forces en présence est d'autant plus difficile qu'on ignore l'équipement dont disposent, après un retrait libyen, les rebelles de Bardai (Tibesti). Les FAP et le CDR regroupent, actuellement, quelques milliers de combattants aguerris. En face, les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) compteraient entre vingt mille et trente mille hommes, dont une dizaine de milliers seraient opérationnels.

Les autorités françaises disposent de plusieurs atouts pour réaliser un dégageement en bon ordre

En se retirant progressivement et simultanément de leurs positions actuelles, les forces libyennes auront atteint la bande d'Aouzou, dans le nord du Tchad, qu'elles occupent depuis onze ans maintenant, plus vite que l'armée française n'aura relié sa base arrière de N'Djamena. Question de distance géographique et de dissymétrie des deux dispositifs militaires qui se font face depuis treize mois et demi. Les deux armées se sont observées et défilées sans jamais s'affronter directement, laissant à leurs partisans locaux le soin d'en décider à l'intérieur d'un no man's land parfaitement circonscrit, telle une arène où chacun se contente de pousser ses propres pions.

C'est l'image d'une étrange guerre des saules, qui aura coûté à la France de l'ordre de 1 500 millions de francs dans l'état actuel des choses, et qui aura provoqué la mort de douze militaires français, dont onze par accidents. C'est aussi un lieu, l'Afrique, où, jamais depuis le fin de la guerre d'Algérie, la France n'aura engagé autant d'hommes et armés d'un seul coup, soit un contingent permanent de 3 200 cadres et engagés, dont 2 800 environ pour la seule armée de terre.

En août 1983, il a fallu un véritable pont aérien pour acheminer ces 3 200 hommes et leurs 3 500 tonnes de matériels divers au sein d'une force baptisée Manta et successivement commandée par le général Jean Poli et le général Yves Béchu. Cette force devait ensuite recevoir l'appui de l'aviation de combat (Jaguar) d'attaque protégée par des Mirage et soutenue par des Transall et des KC-135 de ravitaillement) et de l'hélicoptère (Breguet-Atlantic de guidage et de surveillance).

L'élan-major ne laisse pas sur la qualité du matériel de combat expédié sur place, à commencer par les hélicoptères Gazelle armés de canons-mitrailleurs ou de missiles antichars Hot, par les blindés à roues AMX-10 RC équipés des derniers « gadgets » électroniques, par les équipements de guerre électronique les plus modernes ou par ces missiles sol-air à très courte portée en cours d'expérimentation, encore, chez leur constructeur. Le tout dispersé sur la base arrière de N'Djamena et selon deux axes de défense : Moussoro-Salaï à l'ouest du pays et Arada-Biltine-Abché à l'est. Ce dispositif était censé stopper sur le quinzième parallèle une pénétration adverse.

Un tournant

Officiellement, la force Manta était là pour soutenir les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) du président Hissène Habré, c'est-à-dire pour les instruire, reconstituer leurs matériels ou leur logistique et les soigner. Une mission accomplie à ce jour, à raison de 800 personnels instruits et 720 autres « recyclés » dans trois centres d'entraînement à Moussoro, Biltine et à Koumdol, près de la capitale.

En face, le dispositif libyen prit au fil des jours une certaine consistance, avec de l'ordre de 3 000 hommes stationnés entre la bande d'Aouzou et une ligne de défense qui passait par Faya-Largeau et Fada, dans le nord du Tchad, au début du mois d'août, puis avec environ 5 000 hommes durant l'hiver dernier et un matériel aussi perfectionné que du côté français. Les interceptions électromagnétiques opérées par les forces Manta en témoignent, même si les Libyens et leurs alliés de la coalition du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) de M. Goukouni Oueddei eurent des difficultés.

Ces difficultés, précieusement, apparurent en janvier dernier, lorsque les éléments hostiles à M. Hissène Habré tentèrent de contourner le dispositif franco-tchadien lors du raid contre Ziguéy, dans l'ouest du Tchad.

Cette présence outre-mer requise en 1984, au budget estimé à 4 175 millions de francs, soit un peu moins de 3 % des dépenses militaires globales de la France, tant pour ce qui concerne le fonctionnement que l'équipement de ces forces.

Le dispositif comprend quatre commandements dans les départements et territoires d'outre-mer (Antilles-Guyane, Polynésie, sud de l'océan Indien, Nouvelle-Calédonie) et quatre autres commandements à l'étranger (Djibouti, Sénégal, Côte-d'Ivoire et Gabon). A ce réseau de bases permanentes, il convient d'ajouter un détachement d'un millier d'hommes en République centrafricaine (à Bangui et à Bouar), un pays qui a servi de base-relais et de base-arrière à l'opération « Manta ».

N. A.

ET LIBYEN

L'opération

M. Hissène Habré, depuis plus de onze ans, commande la France au Tchad. Mais comme un homme qui ne peut pas se défaire de ses habitudes, il a toujours voulu que les relations avec les Français soient « normales ». Mais il a toujours refusé de reconnaître que les Français étaient présents dans son pays. Il a toujours refusé de reconnaître que les Français étaient présents dans son pays. Il a toujours refusé de reconnaître que les Français étaient présents dans son pays.

Le général Jean Poli et le général Yves Béchu ont commandé la force Manta. Ils ont dirigé les opérations militaires au Tchad. Ils ont dirigé les opérations militaires au Tchad. Ils ont dirigé les opérations militaires au Tchad.

Le Monde
Six promenades d'architecture à Paris
Le Monde du 19 septembre 1984

سكنا من الاموال

FRANÇAISES

Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre

Le dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre...

L'accord de coopération

De l'accord de coopération... L'accord de coopération... L'accord de coopération...

Le dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre...

Le dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre...

Le dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre...

Le dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre... Les autorités françaises ont de plusieurs atouts un dégageant en bon ordre...

ET LIBYENNES DU TCHAD

EN DÉPIT DES FRICTIONS AVEC PARIS

L'opération Manta a permis à M. Hissène Habré de renforcer son régime

M. Hissène Habré, depuis plus d'un an déjà, considère la France comme son allié. Mais comme un allié difficile, dont les objectifs ne coïncident pas toujours avec les siens et avec lequel les relations sont tendues, pour le moins, de soupçon. En août 1983, il avait amèrement reproché à Paris de ne pas lui fournir l'appui aérien nécessaire à la défense de Faya-Largeau, qu'il avait dû abandonner sous un déluge d'obus libyens. Quelques jours plus tard, une fois l'opération Manta déclenchée, il s'était sans doute félicité de l'appui militaire français mais avait regretté que la France ne l'aide pas à reconquérir le nord du territoire tchadien.

Cette fois, il y a eu quelques grincements de dents supplémentaires à N'Djamena, notamment parce que les autorités tchadiennes n'ont pas été, pour autant qu'on le sache, tenues au courant des tractations entre la Libye et la France et que l'audience de M. Charles Hernu, lundi en fin de matinée, par le président tchadien, a pratiquement coïncidé avec la première dépêche de l'Agence France-Presse annonçant l'accord entre Paris et Tripoli. M. Guara-Lassou, ministre des affaires étrangères de N'Djamena, a même déclaré sa surprise au micro de Radio Monte-Carlo. Il a surtout émis de sérieuses réserves sur les intentions libyennes : « Nous ne croyons pas que la Libye puisse réellement se retirer du Tchad », a-t-il résumé.

M. Hissène Habré, auquel les socialistes français avaient préféré, au départ, M. Goukouni Oueddei, son principal adversaire, n'en traite pas moins le principal bénéficiaire de l'opération Manta, même si l'accord franco-libyen mettrait un terme à cette intervention ne pourra se juger réellement qu'à son application.

En premier lieu, l'opération Manta a gelé les combats, empêchant toute offensive des Libyens et de leurs alliés locaux sur N'Djamena après la chute de Faya-Largeau. En second lieu, elle a permis à M. Hissène Habré de réorganiser sa petite armée, alors à bout de souffle, puisque les meilleurs éléments avaient été contraints, dans des conditions périlleuses, de se sauver de Faya-Largeau, abandonnant alors une partie de leur matériel.

Sous la protection du parapluie militaire français, le président Hissène Habré a pu également relancer une machine administrative complètement désorganisée - les salaires n'étaient plus payés depuis deux ans - lorsqu'il avait pris N'Djamena, le 7 juin 1982. Même si des poches de disette font leur réapparition, en ce moment, au Tchad, le pays est gouverné. Dans le Sud, région du coton, les ralliements de dissidents ne se sont pas fait aisément, d'autant que N'Djamena n'a pas toujours de quoi les loger, les nourrir et les payer. On l'a vu encore récemment quand des « commandos rouges » ont choisi de retourner en brousse et que des incidents ont eu lieu dans plusieurs localités.

Mais pour l'instant, le Sud - région la plus peuplée du pays - pose un problème d'une autre nature : ses relations avec N'Djamena ont tou-

jours été difficiles, quel que soit le pouvoir en place. Pour peu que le colonel Kadafi, conformément à l'esprit, sinon à la lettre, de l'accord qu'il vient de passer avec Paris, évite d'y intervenir, M. Hissène Habré peut, s'il le veut, négocier un modus vivendi avec une région lassée par des années de conflit et d'anarchie.

L'opposition scindée

Sur le plan politique, faute d'une négociation entre les principaux protagonistes tchadiens du conflit, l'opération Manta aura permis à M. Hissène Habré de marquer plusieurs points. Ces dernières semaines, plusieurs scissions se sont produites au sein de l'opposition - réfugiée en Libye, dans le nord tchadien ou à l'étranger - tandis que N'Djamena formait un rassemblement - l'UNIR - et élargissait son gouvernement en y incluant même plusieurs nouveaux représentants du Sud.

En décembre 1980, M. Hissène Habré et ses partisans armés avaient été contraints d'évacuer N'Djamena sous un déluge d'artillerie, les blindés libyens étant venus occuper la capitale tchadienne par le compte de M. Goukouni Oueddei et du GUNT (gouvernement d'union

nationale de transition). L'armée libyenne avait alors occupé le Nord, la zone centrale du Tchad, tandis que les hommes de M. Hissène Habré se terraient dans la région de Koubaou, sur la frontière soudanaise.

En novembre 1981, le colonel Kadafi décidait de se replier sur l'extrême nord tchadien, par lassitude et, également, parce que la guérilla de M. Hissène Habré commençait à lui coûter cher en hommes. Huit mois plus tard, face aux coalisés du GUNT et de l'UNIR, M. Hissène Habré réoccupait N'Djamena, pratiquement sans combats et après avoir repris les principaux points stratégiques dans le nord du pays.

Le chemin qu'il vient de parcourir, en l'espace de trois ans, est donc considérable. Même quand il se félicite de l'accord franco-libyen, les anciens ennemis semblent aujourd'hui trop divisés - notamment à propos de l'attitude de la Libye - pour que certains, au moins, ne soient pas tentés par un marché avec N'Djamena. L'accord entre Paris et Tripoli n'affecte pas les accords de défense entre le Tchad et la France, au non desquels avait été justifié, du moins au départ, l'opération Manta.

Pour M. Hissène Habré, la partie n'est pas forcément gagnée. Il lui

reste à affronter le problème posé par les repaires du Tibesti, où les hommes de M. Goukouni Oueddei sont probablement bien retranchés. D'un autre côté, l'accord ne précise pas si l'administration de N'Djamena reprendra pied dans les grandes oasis du Nord, à commencer par celle de Faya-Largeau, où est né M. Habré. Mais pour peu que les Libyens soient contraints de jouer le jeu, l'aide militaire française lui aura permis de se retrouver en position de force. L'immense majorité de la population tchadienne est placée sous son administration. Rien, dans le texte de l'accord franco-libyen, ne met en cause une légitimité reconnue à la fois par l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine. Enfin, si tout appui militaire de la Libye leur est retiré, les anciens coalisés n'auront pas, en toute logique, les moyens de faire face à son armée qui, par le passé, les avait dispersés sans grand mal. L'accord franco-libyen ne signifie pas, tant s'en faut, le retour de la paix au Tchad. A plus ou moins long terme, il débouchera même, peut-être, sur la reprise de la guérilla dans le Nord. Mais, pour N'Djamena, le bilan de plus de treize mois d'intervention militaire directe française est loin d'être négatif.

JEAN-CLAUDE POMONTI

LES RÉACTIONS EN FRANCE

De gauche à droite aucune réserve

Beau succès pour M. François Mitterrand dans les milieux politiques français : l'accord franco-libyen ne suscite aucune réserve, à droite comme à gauche, tout au plus quelques recommandations évidentes de vigilance sur les conditions dans lesquelles s'effectuera le retrait des troupes libyennes. Cette approbation générale contraste avec les réactions qui avaient suivi, au PCF et dans l'opposition, la décision d'intervention au Tchad.

A l'époque, l'UDF et le RPR, d'accord sur le principe même de l'intervention, s'étaient étonnés des « hésitations » (MM. Lecanuet et Chirac) qui avaient précédé et des « contradictions regrettables » (M. Lecanuet) de la diplomatie française. Le président de l'UDF déplorait alors que les désaccords entre socialistes et communistes aient de telles répercussions sur la politique africaine de M. Mitterrand.

Aujourd'hui, M. Lecanuet juge « positif » le principe de l'accord qui, dit-il, « s'inscrit dans la ligne de la politique suivie depuis des années par la France ». Le président de l'UDF souhaite naturellement que « les modalités de la mise en œuvre de cette évacuation garantissent l'établissement d'une paix durable au Tchad dans le respect de sa su-

veraineté nationale ». M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, recommande, au président de la République et au gouvernement, de rester « extrêmement vigilants » sur la réalité du retrait libyen et sur « la possibilité pour le gouvernement légal du Tchad d'assurer la totalité de sa responsabilité sur la totalité du territoire du Tchad ».

La direction du Parti communiste, qui redoutait, l'année dernière, que la France ne s'enlise dans le « borborygme tchadien » et émettait de sérieuses réserves sur le caractère militaire de l'intervention, se « félicite » de l'accord conclu qui répond, selon M. Maxime Gremetz, à la nécessité d'une recherche d'un « règlement politique ». M. Gremetz, lui aussi, appelle à la « vigilance ».

Seul, le Parti socialiste avait approuvé sans la moindre réticence officielle l'intervention française. Comme M. Lionel Jospin l'avait fait la veille en saluant ce « succès marquant », M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime qu'il s'agit là de l'« aboutissement naturel » des choix opérés par la France dans cette région.

J.-Y. L.

UN EVENEMENT LE 19 SEPTEMBRE :

SPARTY OUVRE A MONTPARNASSE ET AUX ULIS.

SPARTY CHAMOIGNY Centre Commercial

SPARTY CERGY-PONTOISE Centre Commercial des 3-Fontaines

SPARTY BONDY 105, avenue Gollien RN 3.

NOUVEAU SPARTY 110, bd Diderot, 12^e. Métro Rouilly-Diderot. Parking gratuit.

NOUVEAU SPARTY Centre Galté-Montparnasse 68, avenue du Maine, 14^e. Métro Galté. Parking gratuit.

SPARTY LES ULIS Centre Commercial Les Ulis 2.

SPARTY KREMLIN-BICÊTRE Porte d'Italie RN 7. Parking gratuit.

DÉSORMAIS 7 SUPERMAGASINS DES SPORTS EN RÉGION PARISIENNE.



41 SPORTS. 400 MARQUES. LES PRIX BAS TOUTE L'ANNÉE.

Le Monde

Six promenades d'architecture à Paris

Tirés à part et regroupés sous étuis plastiques, les itinéraires publiés dans LE MONDE AUJOURD'HUI

Non _____

Adresse _____

Commande à adresser au MONDE, PROM. ARCHITECTURE, VENTES AU NUMÉRO, 6, rue des Saussaies, PARIS CEDEX 08 43 F (frais d'expédition inclus).

22 300 MILITAIRES FRANÇAIS STATIONNÉS OUTRE-MER

Cette promotion concerne le général, en 1984 un budget de 1 174 milliards de francs, soit 10 fois plus que le budget de 1983. Les dépenses de la Défense ont donc augmenté de 100%.

Le général... (text continues)

ABONNEMENTS AIR INTER

Volé du temps à vos concurrents

Prenez le problème de haut. Moins le voyage est long plus on a de temps à consacrer à ses affaires et plus c'est rentable. C'est le charme de l'avion et d'Air Inter.

Chaque jour Air Inter propose plus de 250 vols qui desservent 28 villes en France. Et pour être gagnant sur tous les tableaux, profitez des multiples possibilités d'abonnement offertes par Air Inter : à la carte, toutes lignes... l'achat d'une carte d'abonnement vous procure bien des avantages... A commencer par 30% de réduction sur tous les vols.

Pour tous renseignements contactez Air Inter Paris : Tél. (1) 320.13.60 ou votre agent de voyages.

AIR INTER

le raccourci des Français

PRATIQUER LA MICRO

C'EST PARFOIS DUR SAUF QUAND C'EST SOFT.

Pratiquer la micro-informatique, c'est parfois dur. Changer ses habitudes, se compliquer la vie... Et pourtant ! La micro-informatique, c'est simple lorsqu'on en parle simplement. Alors, pour tous ceux qui croient aux utilités quotidiennes de la micro-informatique, voici Soft & Micro.

Soft & Micro, c'est un nouveau magazine qui parle de micro-informatique d'un point de vue pratique, donc plus clair.

Applications concrètes, programmes, bases de données, conseils pratiques... Avec Soft & Micro, prenez la micro-informatique du bon côté, le côté soft.

Soft & Micro, messez-vous avec votre marchand de journaux.

N°1

POUR SUIVRE L'ÉVOLUTION DES ÉQUIPEMENTS

4 NIVEAUX D'INITIATION

BOSSIER LES LOGICIELS FACILES

MATCH CONTRE FINITION UN PROGRAMME POUR MESURER VOTRE IQ

SOFT & MICRO. CHAQUE MOIS LA MICRO EN ACTION.

DIPLOMATIE

DANS LA FUTURE COMMISSION EUROPÉENNE

Paris proposerait le second siège français à une personnalité de l'opposition

Bruxelles (Communautés européennes). La Commission européenne, présidée par M. Delors, prendra ses fonctions en janvier 1985. L'ancien ministre français des finances succédera à M. Thorn (Luxembourg) à la tête de l'institution européenne. La plupart des membres actuels quitteront Bruxelles. Du côté français, M. Ortolu, vice-président responsable des affaires économiques et financières, est donné comme partant. S'agissant de M. Pisani, il semble que ses chances soient minces de conserver son poste. Le gouvernement offrirait le second siège français à une personnalité de l'opposition. Les rumeurs circulant à Bruxelles concernant les noms de MM. Girard, Chabanol et Stoléru. Des commissaires sortants, seul M. Andriessen (Pays-Bas), qui détient le portefeuille de la concurrence, est assuré d'être maintenu. MM. Natali (démocrate-chrétien italien), vice-président responsable

De notre correspondant

du dossier sur l'élargissement, et Narjes (CDU), chargé de celui du marché intérieur européen, ont cependant de fortes chances de rester à Bruxelles.

Plusieurs gouvernements ont désigné leurs nouveaux représentants dans les prochaines commissions :

- Royaume-Uni : Lord Cockfield (conservateur) membre sans portefeuille du cabinet Thatcher, et M. Davis (travilliste), secrétaire d'Etat aux transports de 1974 à 1979 ;
- Danemark : M. Christopher, ministre des finances jusqu'en juillet dernier ;
- Irlande : M. Sutherland (Fine Gael, parti du premier ministre, M. Fitz Gerald), secrétaire d'Etat à la justice ;
- Grèce : M. Vassiliou, ancien secrétaire d'Etat aux affaires européennes dans le gouvernement Papandréou.

Les autres Etats membres n'ont pas encore communiqué les noms des prochains commissaires mais de fortes probabilités existent pour MM. Pfeiffer (SPD), Dielo (socialiste italien), parlementaire européen, de Clesco (libéral flamand), ministre des finances, qui prendrait le poste belge de M. Davignon, le responsable des affaires industrielles. Pour le Luxembourg, la désignation se jouerait entre deux chrétiens-sociaux : MM. Estgen, député à Strasbourg, et Moser, président du groupe parlementaire de son parti à l'Assemblée grand-ducale.

Une fois connue la composition de la nouvelle commission, M. Delors pourra entamer ses consultations sur la répartition des portefeuilles. Il devra tenir compte de l'adhésion prochaine de l'Espagne et du Portugal pour attribuer, le moment venu, aux représentants de Madrid et de Lisbonne leurs compétences. Pour l'instant, il est trop tôt pour prévoir la configuration de la commission Delors, mais on connaît déjà les aspirations de certains membres.

Lord Cockfield souhaite prendre le relais de son prédécesseur conservateur, M. Tugendhat, aux affaires budgétaires. Ce portefeuille, qui a pris une importance considérable ces dernières années, est visé par Bonn. Le gouvernement Kohl souhaiterait que le commissaire allemand représentant la CDU, le prince M. Narjes, soit chargé de ce dossier. M. Narjes serait plus tenté par les relations extérieures, convoitées également par M. Andriessen. M. Natali songerait à l'agriculture, mais il va rencontrer l'opposition des Français, qui préfèrent pour ce portefeuille un commissaire danois ou néerlandais. Paris pourrait appuyer en échange M. Natali pour se charger de la coopération au cas où la France ne pourrait conserver son deuxième représentant à ce poste.

MM. Davis et Pfeiffer ne devraient pas avoir de grandes difficultés pour satisfaire leurs préférences. Le commissaire britannique souhaite les transports et le représentant ouest-allemand les affaires sociales.

MARCEL SCOTTO.

La cheville ouvrière de l'Europe

Les commissaires sont au nombre de 14 : 2 pour la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, et 1 pour chacun des 6 autres Etats membres, auxquels il faudra ajouter les représentants de l'Espagne (2) et du Portugal (1), soit 17 membres dans une Commission à 12. Ils sont nommés pour une durée de quatre ans.

Le mandat du président et des cinq vice-présidents, limité à deux ans, est renouvelable, en principe, de manière automatique pour les deux années suivantes. Les commissaires prêtent serment d'indépendance devant la Cour européenne de justice. Les décisions du collège sont prises à la majorité simple (8 voix).

La Commission est la cheville ouvrière de la Communauté économique européenne (CEE). Le conseil des ministres ne peut prendre de décision sur la base de ses propositions. La Commission est la seule institution européenne à avoir la capacité de présenter des projets dans les domaines relevant de la CEE, de la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA) et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM). Le dossier d'élargissement est la seule exception. Dans les négociations d'adhésion, en effet, les Etats membres sont également compétents pour formuler des propositions. S'agissant des relations extérieures, la Commission négocie toujours au nom des Dix les accords internationaux. Ici aussi, une seule exception existe : la négociation avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la convention de Lomé, est conduite par la présidence du conseil des ministres.

La Commission n'est responsable que devant le Parlement européen, qui peut la renverser par la vote d'une motion de censure. L'indépendance de Bruxelles est toutefois limitée par l'attitude des capitales européennes qui n'hésitent pas à exercer de fortes pressions. Les commissaires nommés par les gouvernements présentent encore l'inconvénient d'appartenir à des familles politiques différentes, parfois opposées. La cohésion de la Commission est également hypothéquée par les convictions européennes plus ou moins solides de ses membres. Au total, la position des commissaires reflète souvent la ligne des gouvernements dans les dossiers communautaires qui font l'objet de conflits entre les Dix (agriculture, budget, élargissement, relations commerciales avec les Etats-Unis).

M. S.

Les Dix n'ont pu se mettre d'accord sur la résorption des excédents viticoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Affaires budgétaires, élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, réforme de la politique agricole commune (PAC) : tels sont les trois thèmes qui constituent l'essentiel de l'ordre du jour des ministres des affaires étrangères et des ministres de l'Agriculture des Dix réunis lundi 17 et mardi 18 septembre à Bruxelles.

Dimanche, les entretiens informels des ministres des finances à Drumoland Castle, en Irlande, s'étaient terminés dans l'euphorie. Les Britanniques ayant assoupli leurs positions, les Dix se montraient convaincus qu'un accord sur le problème essentiel de la « discipline budgétaire » s'est-à-dire sur la manière de maîtriser la progression des dépenses de la Communauté, et en particulier des dépenses agricoles, était désormais tout proche.

Lundi il a fallu déchanter. « Le projet préparé en Irlande donne aux ministres des finances des pouvoirs exorbitants qui sont contraires aux règles du traité », a commenté M. Roland Dumas, le ministre français des affaires européennes.

Pourquoi ce langage sévère ? Le texte, mis au point à Drumoland Castle, prévoit la fixation chaque année d'une enveloppe budgétaire à l'intérieur de laquelle devraient être maintenues les dépenses agricoles et non agricoles de la Communauté (l'enveloppe en fait serait donc divisée en deux, la progression des dépenses de la PAC étant supposée devoir être moins rapide que celle des autres dépenses). Mais, et c'est là où le bât blesse, il donnait la possibilité aux ministres des finances - et même semble-t-il à un seul d'entre eux - de bloquer toute décision qui risquerait d'aboutir à un dépassement du seuil des dépenses autorisées. En clair, cela veut dire que le chancelier de l'Echiquier britannique se verrait pratiquement reconnaître un droit de veto sur toute décision agricole au tant soit peu importante.

Le débat sur les affaires budgétaires reprenait mardi. Les ministres de l'Agriculture ont débatté des réformes à apporter à la réglementation du marché du vin dans la perspective de l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Personne ne conteste la nécessité de réduire une production qui, d'ores et déjà, est largement excédentaire et qui entraîne des coûts considérables pour le budget européen. Paris préconise la mise en place, comme pour les autres produits agricoles, de « seuils de production garantis ». Dans l'esprit des Français, la partie excédentaire de la production devrait être distillée à bas prix. Ils insistent pour que cette distillation à bas prix frappe de façon prioritaire les rendements les plus élevés. La proposition française était appuyée, au moins dans son esprit, par l'Allemagne et, dans une certaine mesure, par le Royaume-Uni et par les Pays-Bas. Mais les Italiens n'ont rien voulu savoir. Les seules mesures qu'ils sont prêts à accepter, pour assurer un meilleur équilibre entre l'offre et la demande, c'est l'aide à l'arrachage des vignobles.

PHILIPPE LEMAITRE.

Nations unies

La trente-neuvième s'ouvre dans

La quarante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'ouvre à New York le 24 septembre. Cette session de l'Assemblée générale des Nations Unies sera la plus longue de son histoire. Elle sera ouverte par le Secrétaire général et se poursuivra jusqu'au 12 octobre. Elle sera la plus longue de son histoire. Elle sera ouverte par le Secrétaire général et se poursuivra jusqu'au 12 octobre.

La quarante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'ouvre à New York le 24 septembre. Cette session de l'Assemblée générale des Nations Unies sera la plus longue de son histoire. Elle sera ouverte par le Secrétaire général et se poursuivra jusqu'au 12 octobre.

En visite à Tokyo

M. CHIRAC SOULIGNE LA COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊTS ENTRE LA FRANCE ET LE JAPON

De notre envoyé spécial

Tokyo. - M. Jacques Chirac a commencé le lundi 17 septembre, son deuxième voyage officiel au Japon. En juillet 1976, quelques semaines avant de démissionner de l'Hôtel Matignon, il y avait été reçu en tant que premier ministre par M. Miki, alors chef du gouvernement. Aujourd'hui, il est l'hôte, en tant que maire de Paris, de son homologue, M. Suzuki, gouverneur de Tokyo.

Au cours de son séjour, M. Chirac doit bénéficier d'attentions spéciales. Il déjeunait ce mardi avec les dirigeants du Keidanren, équivalent japonais du CNPF, et devait ensuite être reçu en audience par l'empereur Hirohito, au palais impérial. Il rend, en outre, visite à M. Miki, son homologue d'il y a huit ans, et reçoit les dirigeants de plusieurs groupes financiers et industriels, Mitsubishi, Tokyo Sogo Bank, ainsi que le directeur du puissant journal *Asahi Shimbun*. La suite du programme pour les autres jours est tout aussi chargée et variée avec, notamment, un déjeuner avec le premier ministre et un dîner à l'ambassade de France.

Au cours du vol entre Paris et Tokyo à bord d'un long-courrier d'Air France, M. Chirac avait été reconnu et applaudi par un groupe d'une cinquantaine d'ouvriers de Dunlop-France partant en stage au Japon après que leur usine ait été rachetée par un industriel nippon.

Lundi soir, après son arrivée à Tokyo, M. Chirac, au cours d'un dîner, a répondu aux vœux de son hôte, M. Suzuki. Il a souligné, à cette occasion, les convergences entre les deux pays, au-delà de l'amitié entre les deux capitales, en disant : « Nos intérêts communs sont essentiels. Nous sommes tenus à avoir la même vision globale des affaires du monde. Nous appartenons à la communauté du monde libre et nous faisons face à des menaces analogues. Il y a une même nécessité pour la France et pour le Japon à assumer leurs responsabilités dans les affaires du monde. C'est pourquoi nous saluons la part croissante prise par le Japon dans ces responsabilités mondiales. »

ANDRÉ PASSERON.

صلى الله عليه وسلم

DIPLOMATIE

Nations unies

MARQUÉE PAR LA RENCONTRE ENTRE MM. REAGAN ET GROMYKO

La trente-neuvième session de l'Assemblée générale s'ouvre dans un climat d'expectative et de résignation

De notre correspondant

New-York. — Une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement, parmi lesquels le président des Etats-Unis, et plus d'une centaine de ministres des affaires étrangères, dont celui de l'URSS, vont, dans les jours qui viennent, prendre le chemin de New-York pour participer à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies, dont les travaux commenceront ce mardi 18 septembre et se prolongeront trois mois. Le rituel rassemblement annuel du gotha politique mondial sur les bords de l'East River s'ouvre dans un climat d'expectative, mais aussi de résignation.

D'expectative, car l'URSS a saisi cette occasion pour renouer, au moins formellement, le dialogue avec les Etats-Unis. Vétéran de l'ONU, M. Gromyko, qui avait préféré boycotter, l'an dernier, les travaux de l'Assemblée générale, au lendemain de la destruction du Boeing-747 des lignes sud-coréennes par la chasse soviétique, plutôt que de se plier aux conditions rigoureuses mises à sa venue à New-York par une Amérique indignée, rencontrera le 26 septembre le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. Les choses auraient pu en rester là, étant donnée l'atmosphère de tension régnant entre les deux pays et la volonté de Moscou de ne rien faire qui puisse aider M. Reagan à obtenir un second mandat présidentiel, en novembre prochain. La direction soviétique a pourtant choisi de répondre favorablement à l'invitation faite à M. Gromyko de se rendre à la Maison Blanche, et celui-ci sera reçu par le président Reagan le 28 septembre, après avoir rencontré, il est vrai, la veille, son adversaire démocrate, M. Mondale.

Le président Reagan montera, le 24 septembre, à la tribune de l'ONU, et M. Gromyko s'y exprimera le lendemain. Une chose est certaine : les questions de désarmement, tant les armes antisatellites que les deux négociations nucléaires de Genève suspendues depuis décembre 1983, tiendront une place privilégiée dans leurs discours.

En fait, les Africains ont choisi cette année de se battre sur le terrain économique, en présentant deux des quatre annuelles questions à l'ordre du jour de la trente-neuvième session : la situation économique et alimentaire de l'Afrique et les problèmes de désertification et de sécheresse. Les deux autres points inédits de l'agenda sont le droit des peuples à la paix, soulevé par la Mongolie, et le cent cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique, soulevé par Antigua.

Les Etats-Unis, qui pourtant font un gros effort financier en faveur de

l'Afrique sur le plan bilatéral, risquent fort de se retrouver isolés face à une Assemblée qui réclamera sans doute une intensification de l'assistance multilatérale à ce continent. Le débat se déroulant actuellement au sein de la Banque mondiale, qui brandit un plan d'urgence pouvant atteindre 1 milliard de dollars, auquel les Etats-Unis et la RFA sont hostiles, aura certainement des prolongements à l'Assemblée.

Du côté du Proche-Orient, les choses apparaissent blanches. Comme dans bien d'autres domaines, le déroulement de la campagne présidentielle américaine a gelé toute initiative pouvant venir de Washington. Les divisions internes du monde arabe ont fait le reste. L'OLP a bien essayé de relancer le débat sur la question palestinienne en réclamant la réunion du Conseil de sécurité, mais elle s'est heurtée au refus de la Syrie, qui n'entend toujours pas se prêter à une manœuvre susceptible d'aider M. Arafat.

Les perspectives ne semblent guère différentes sur les autres grands dossiers traditionnels abordés à l'Assemblée générale : les négociations globales sur la création d'un nouvel ordre économique internatio-

nal sont mortes et presque enterrées. Chacun a fini par s'accommoder du conflit afghan. La guerre Iran-Irak, dont on avait craint l'an dernier les répercussions sur les approvisionnements pétroliers occidentaux et la stabilité des monarchies du Golfe, n'a pas entraîné les effets redoutés. M^{me} Thatcher n'entend pas plus qu'hier négocier la souveraineté des Iles Malouines avec l'Argentine. Les pays de l'ASEAN se montrent des plus circonspects devant les ouvertures de Hanoi sur le conflit cambodgien. Quant aux problèmes du désarmement, ils donneront lieu, comme par le passé, à des joutes oratoires et à des dizaines de recommandations qui resteront lettre morte.

La France, elle, paraît surtout préoccupée par les velléités du Vanuatu de saisir l'Assemblée générale de la question de la Nouvelle-Calédonie. Les pays du Forum du Pacifique s'étaient montrés satisfaits des explications récemment données par Paris sur l'avenir de l'île, et avaient renoncé à soulever le problème, aux Nations unies. Mais le gouvernement de M. Walter Lini pourrait bien en décider autrement.

(Interim.)

PICARD
serrures Picard
protection renforcée

Offre exceptionnelle à saisir avant le 30 septembre

Profitez de nos prix spéciaux

sur les derniers modèles 84 encore disponibles :

1 RANCHO • 1 SAMBA LS • 1 SOLARA SX • 2 305 SR
1 305 GT • 2 505 Fam. GR • 2 505 SR • 2 505 GTI
1 604 GTI

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

UN EVENEMENT LE 19 SEPTEMBRE :

SPARTY OUVRE A MONTPARNASSE ET AUX ULIS.

Une série de bloquages

Traditionnellement, l'URSS a toujours réservé à l'Assemblée générale la primauté d'une ou deux initiatives dans le domaine du désarmement. Mais ses propositions ont toujours été rejetées par les Occidentaux, qui leur reprochent leur aspect vague et rhétorique et leur caractère de propagande. En scrutant de même le 25 septembre, quand M. Gromyko s'adressera à l'Assemblée? Ou choisira-t-il ce terrain pour avancer une concession sur la question des fameuses négociations sur les armes antisatellites, auxquelles Moscou attache tant de prix, afin de relancer la balle dans le camp américain?

Le retour de M. Gromyko sur la scène onusienne sera aussi l'occasion d'entretiens bilatéraux du chef de la diplomatie soviétique avec ses principaux collègues d'Europe occidentale, dont M. Cheysson, ainsi sans doute qu'avec ceux du Japon et de la Chine. La présence des ministres des affaires étrangères occidentaux à New-York donnera lieu également, en marge de l'Assemblée générale, à des réunions entre eux devenues traditionnelles : la rencontre à quatre « sur Berlin » (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, RFA), celle des sept grands industrialisés et, enfin, celle des pays du groupe de contact sur la Namibie, dont la France, en principe, devrait rester absente depuis qu'elle boude les travaux de ce groupe.

Cette trente-neuvième session devrait être aussi celle de la résignation. Toutes les sources diplomatiques interrogées, qu'elles soient de l'Est, de l'Ouest ou du tiers-monde, s'accordent pour prédire que rares sont les éléments nouveaux à attendre des travaux de l'Assemblée, dont la présidence reviendra cette année au groupe africain. Celui-ci a choisi, pour succéder à M. Jorge Illuecas (Panama), l'ambassadeur de Zambie à l'ONU, M. Paul Lussaka, qui, seul candidat, devrait être élu mardi par acclamations.

Aussi peut-on s'attendre que les problèmes du continent africain occupent une large place au cours des travaux de l'Assemblée générale. En d'autres temps, on aurait

DÉSORMAIS 7 SUPERMAGASINS DES SPORTS EN RÉGION PARISIENNE.



41 SPORTS. 400 MARQUES. LES PRIX BAS TOUTE L'ANNÉE.

MISSION EUROPÉENNE

second siège français de l'opposition

Le président de la Commission européenne, Jacques Delors, a annoncé hier qu'il ne se présenterait pas à la présidence de la Commission européenne en 1989. Cette déclaration a été accueillie avec satisfaction par les membres de l'opposition à la Commission, qui ont vu en Delors un homme trop proche des intérêts de la Commission pour être un adversaire crédible.

rope

Les négociations pour la signature d'un accord de libre-échange entre l'Europe et le Japon ont pris un tournant décisif hier. Les deux parties ont convenu de suspendre temporairement les discussions sur les questions les plus délicates, afin de permettre à la Commission européenne de présenter une proposition de compromis.

En visite à Tokyo

M. CHIRAC SOLICITE LA COMMUNAUTÉ D'INTERETS ENTRE LA FRANCE ET LE JAPON

M. Chirac a souligné la nécessité de renforcer les liens entre la France et le Japon, en particulier dans le domaine économique. Il a appelé à une coopération accrue entre les deux pays, afin de favoriser le développement et la prospérité de nos deux nations.

ANDRÉ PASSERON

PROCHE-ORIENT

Israël

Le procès de vingt membres d'un réseau terroriste juif s'est ouvert à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. - Le procès des vingt membres du réseau terroriste juif démantelé fin avril par les services de sécurité s'est ouvert le dimanche 16 septembre devant le tribunal de district de Jérusalem. Quatre autres accusés - qui avaient préféré conclure une transaction avec le ministère public et reconnu leur culpabilité, notamment dans la conspiration visant à détruire les deux grandes mosquées de Jérusalem - ont déjà été condamnés à des peines allant de dix-huit mois à dix ans de détention, et un cinquième attend de passer en jugement.

Malgré les charges accablantes pesant sur eux, les vingt accusés ont décidé de plaider non coupables. Ils devront répondre, selon les cas, des chefs d'accusation suivants : meurtre, tentative de meurtre, appartenance à une organisation terroriste, tentative d'attentat, utilisation d'explosifs, détention illégale d'armes. Composés de trois magistrats, la cour examinera cinq affaires imputables au même réseau : la tentative d'assassinat contre trois maires de Cisjordanie, MM. Bassam Chakaa, Karim Khilas et Abraham Tawil (juin 1980); l'explosion d'une grenade piégée sur un stade d'Hébron (octobre 1982); le meurtre de trois étudiants du collège islamique d'Hébron (juillet 1983); l'explosion de deux grenades dans deux mosquées d'Hébron (décembre 1983); la pose d'engins piégés dans cinq autobus de Jérusalem-Est (avril 1984). Six prévenus sont accusés de meurtre prémédité contre les étudiants d'Hébron. Cette affaire sera examinée en fin de procès. La quasi-totalité des accusés appartient au Gush Emounim (Bloc de la foi), mouvement nationaliste qui fut le fer de lance de la colonisation juive en Cisjordanie. Le barreau du groupe est un ingénieur électronique, Menahem Livni, ancien responsable de la reconstruction du quartier juif au centre d'Hébron.

Le procès des vingt membres du réseau terroriste juif démantelé fin avril par les services de sécurité s'est ouvert le dimanche 16 septembre devant le tribunal de district de Jérusalem. Quatre autres accusés - qui avaient préféré conclure une transaction avec le ministère public et reconnu leur culpabilité, notamment dans la conspiration visant à détruire les deux grandes mosquées de Jérusalem - ont déjà été condamnés à des peines allant de dix-huit mois à dix ans de détention, et un cinquième attend de passer en jugement.

Les autorités menacent de fermer une agence de presse opérant dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. - Les autorités israéliennes menacent de mettre un terme aux activités de l'agence palestinienne de presse FPS (Palestinian Press Services), la seule du genre opérant dans les territoires occupés. Elles lui reprochent d'être liée à l'OLP.

Le préfet de Jérusalem, M. Raphaël Lévy, a engagé une procédure judiciaire contre l'agence. Dans une lettre adressée aux directeurs de FPS, M. Raymond Smith et M. Ibrahim Karim, le préfet affirme « avoir reçu des informations et des documents prouvant que leurs deux publications - le service

de l'agence et un hebdomadaire en arabe et en anglais intitulé *Al Awlah* (le retour) - sont financées par le Fatah et utilisées au service des activités illégales de cette organisation ».

M. Tawil et M. Karim sont convoqués le 3 octobre au ministère de l'Intérieur. Ils devront répondre aux arguments des autorités qu'ils ont qualifiés, lundi 17 septembre, d'« absurdes » et d'« infondés ».

« Toutes nos publications », a ajouté M. Tawil, sont soumises à la censure israélienne. Nous n'avons rien fait d'autre récemment que poursuivre notre travail de journalistes. On veut chercher à étouffer la voix du peuple palestinien dans les territoires occupés. Les responsables de l'agence sont d'autant plus étonnés qu'ils assurent « entretenir d'excellentes relations avec le Parti travailliste. Il n'a jamais été question de fermer notre bureau, même de temps où Sharon était ministre de la Défense », observent-ils.

M. Karim a lancé un appel à l'aide à l'ancien chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, et au premier ministre portugais, M. Mario Soares.

Créée en 1977, l'agence FPS emploie douze journalistes. Ses bureaux sont situés dans la partie arabe de Jérusalem. En septembre 1982, l'agence avait été contrainte de cesser la diffusion de deux lettres quotidiennes fort appréciées des diplomates et des correspondants de presse. M. Tawil fut arrêté pendant un mois et demi en 1978, puis assigné à résidence pendant quatre mois. On lui a interdit à plusieurs reprises cette année de se rendre à l'étranger. En juin, le rédacteur en chef de FPS, M. Radouane Abou Ayash, fut, à son tour, assigné à résidence pour six mois à Ramallah. Parmi tous les journalistes étrangers en poste en Israël, l'agence FPS représente une précieuse source d'informations sur les territoires occupés.

« Les Jordaniens nous demandent un effort, a confié M. Haras, que nous sommes disposés à faire en partie ». Le ministre de la Défense a mentionné à ce propos sa volonté, dès son retour à Paris, de convaincre son collègue des finances de « faire les gestes nécessaires » pour des facilités de paiement.

En attendant, un groupe de travail franco-jordanien a été formé pour examiner les besoins d'Amman et établir une hiérarchie afin que la France puisse satisfaire les priorités de l'armée hashémite.

EMMANUEL JARRY.

La France est prête à livrer de nouvelles armes à Amman

Correspondance

Amman. - Le ministre français de la Défense, M. Charles Hernu, a prévu de se rendre à nouveau à Amman, en Jordanie, probablement à la fin d'octobre, après avoir dit interrompre son séjour officiel, commencé dimanche 16 septembre, pour aller informer, lundi 17 septembre, à N'Djaména, le président du Tchad, M. Hissène Habré, des conversations franco-libyennes sur un retrait simultané et progressif des forces des deux pays. « C'est parce qu'il y a une grande convergence de vues entre la Jordanie et la France qu'il peut y avoir une coopération militaire. Coopération que je suis décidé à pousser aussi loin que la pourront nos industries », nous a déclaré le ministre de la Défense. Cette volonté aux yeux des dirigeants jordaniens, qui souhaitent s'affranchir de leur dépendance à l'égard des Etats-Unis en matière d'armements, en diversifiant leurs sources d'approvisionnement.

Les besoins d'Amman couvrent une large palette d'équipements, des avions de type Mirage-200 aux missiles antichars ou antiaériens, en passant par les hélicoptères, le matériel de transmissions et des camions. Leur priorité demeure la défense aérienne anti-aérienne et les matériels terrestres. Des discussions sont d'ores et déjà en cours sur la fourniture éventuelle par l'industrie militaire française d'un nouveau système de défense contre-missiles électroniques, destiné à équiper le Mirage F-1 jordaniens, et d'un système ultra-moderne de commandement intégré et informatisé de l'ensemble de la défense aérienne du royaume hashémite.

« Les Jordaniens nous demandent un effort, a confié M. Haras, que nous sommes disposés à faire en partie ». Le ministre de la Défense a mentionné à ce propos sa volonté, dès son retour à Paris, de convaincre son collègue des finances de « faire les gestes nécessaires » pour des facilités de paiement.

En attendant, un groupe de travail franco-jordanien a été formé pour examiner les besoins d'Amman et établir une hiérarchie afin que la France puisse satisfaire les priorités de l'armée hashémite.

EMMANUEL JARRY.

Université Aix-Marseille II
Faculté des sciences économiques
Aix-en-Provence

- D.E.A. Croissance - Développement - Planification
- D.E.S.S. Economie et stratégie de développement rural

Catégorie : CV, diplôme n° 30 sept. 1984
CEDEP, 45 avenue Lafayette, 13200 Aix-Milles - Tél. (4) 27-47-11

« EGOIR VERT »

le projet global auto-citoyen de restauration des terres désertiques est enfin disponible.

200 F Franco - Tél. : (1) 374-69-27

et EXPOSITION
ÉCOLOGIE ÉNERGIE SURVIE
38, route de Viorzon
41400 MONTRICHARD

CEPES
sciences-po

depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants...
préparations d'été ou annuelles
sur place ou par correspondance
19 et 21 rue - fin d'été
2 centres : Quartier latin ou Neuilly
57, J. Ch. Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 746.08.19

CONTRE L'OCCUPATION ET LA RÉPRESSION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS ET POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Nous sommes tous concernés

Devant la recrudescence des manifestations violentes organisées par des extrémistes israéliens qui tentent d'expulser d'Israël les Arabes qui y vivent depuis toujours comme à Ouhel-Fahm.

Face à la poursuite de l'implantation des nouvelles colonies de peuplement menée par Tel-Aviv dans le cadre de sa politique expansionniste condamnée par le concert des Nations.

Préoccupés tout particulièrement par l'aggravation de la situation au Sud-Liban qui est coupé du reste du pays par l'armée israélienne, et dont la population musulmane et chrétienne subit une oppression et une répression de plus en plus grave.

Considérant que depuis 1948, les pratiques qui ont conduit aux massacres de Sabra et de Chatila ne peuvent qu'exacerber la haine entre les communautés et annihilent toutes les chances, aussi fragiles soient-elles, de règlement pacifique du conflit du Proche-Orient, c'est-à-dire d'abord la possibilité pour le peuple palestinien - sous la direction qu'il s'est donnée légitime par l'ONU et les instances internationales, à savoir l'OLP, de recouvrer ses droits nationaux dans un Etat indépendant et souverain établi sur une partie de sa terre ancestrale ; comme cela a été proposé lors des résolutions du sommet de Fès en 1982.

Les soussignés se sachant tous concernés par les événements dramatiques qui se déroulent dans cette région du monde, lancent un appel à tous ceux et toutes celles épris de liberté, de dignité, et attachés à la défense des droits de l'homme, pour qu'ils agissent auprès de chacune de leurs instances organisationnelles, syndicales, corporatives, politiques, religieuses, etc., afin qu'elles les sensibilisent dans le sens d'une démarche nationale et internationale en faveur de la paix au Proche-Orient.

ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE
14, rue Angereau, 75007 Paris - Tél. : (1) 555.27.52

Liste des premiers signataires

Jean ADELLE, Marie-Claude AL-HAMCHARI, D. Adel AMER, Pierre ANDREU, Pierre BAUBY, M. Michèle BEAUVILLARD, Paul BINNINGER, Lucien BITTERLIN, M. Maurice BUTTIN, Jean-Paul CEAGNOLLAUD, Joseph CHELHOD, Philippe DAUMAS, Robert DAVEZIES, Michel HARB-DLONGLE, Pierre DESCHAMAKER, André DUFOUR, Mohammed EL BAKI, Eugène FAGET, Antio Gaudin, R. de GOUFFRE de LA PRADELLE, Gérard GODFREY, Chloé GOLDET, Pr. Jean-Pierre GONON, Daniel GOUBET, Bruno HANZA, M. Hubert JABOT, Michel LARVIERE, Jacques LAPASTIE, R. M. LELONG, Michel-Louis LENTIN, Yves LUYOT, Pierre MARELLO, Gilbert MAYETI, Étienne MAYETOT, Étienne MATHIOT, Alain MEYLOU, Élie MIGNOT, Georges MONTARON, Louis ODRU, Raymond OFFROY, Roger PARMENIER, Daniel PERISSE, Jean RABINOVICI, Abdelkader RAHMANI, D. François REMY, Maxime RODINSON, Paul-Louis SOULIER, Robert SWANN, Norbert TAPIERO, René TAYERNIER, Louis TERRENORE, Robert VIAL, Eva VITRAY de MEYEROVITZ, Daniel VIVIER, Ronni WEENSTERN.

EUROPE

UNION

Les tribulations d'un journaliste transfuge

Après presque un an de confortable séjour en Occident, le journaliste transfuge soviétique Oleg Bitov, ancien rédacteur en chef adjoint de la *Litersourmaya* Gostiz, est subitement réapparu à Moscou, ce mardi 18 septembre. Il a aussitôt dénoncé la « captivité cauchemardesque » et les « violences physiques » qu'il a dû subir, tandis que l'agence Tass rattachée à la présidence comme « un organe des services spéciaux britanniques, qui a vécu l'honneur d'une tragédie montée sur mobile emprunté aux archives des bouches noires » (sic).

Ce dénouement spectaculaire n'est pas vraiment une surprise. M. Bitov avait, en effet, disparu subitement de Londres, où il résidait, le 16 août dernier, et sa voiture avait été retrouvée peu après ses abords de l'ambassade soviétique.

« Ses déclarations actuelles sont hautement invraisemblables (de nombreuses personnes ont rencontré l'intéressé pendant son séjour à l'Ouest, et peuvent témoigner qu'il était parfaitement libre de ses mouvements), mais l'épilogue de l'affaire laisse ouverte une question majeure : M. Bitov était-il un agent en mission à l'Ouest, déguisé en transfuge ? A-t-il été « converti » de retour, ou tout simplement enrôlé par les services soviétiques ? »

Dès l'origine, la première disparition de M. Bitov, alors qu'il se trouvait à Venise, en septembre 1983, à l'occasion du Festival, avait éveillé certaines suspicions, ne serait-ce qu'en raison des liens étroits et notoirement entretenus entre son journal et le régime soviétique.

Alors qu'elle observe d'habitude une grande discrétion dans ce type d'affaires, la presse soviétique avait très rapidement parlé en termes dramatiques de la « disparition » de M. Bitov (lequel n'apportait pas sur son fond d'un canal de Venise), et publié des appels pathétiques de sa mère.

M. Bitov réapparut ensuite à Londres, où il recut l'accueil polémique, et écrivit plusieurs articles, notamment pour le *Daily Telegraph*, enregistrant une émission d'une demi-heure pour Radio-Liberty (station américaine émettant en russe vers l'URSS) et une autre pour la BBC, et se rendit aux Etats-Unis à l'invitation de *Reader's Digest*.

Tout cela lui permit de s'enrichir rapidement, puisqu'il a légalisé 40 000 livres (près de 600 000 F) sur son compte à Londres. Il avait aussi acheté une voiture, une machine à traitement de texte, une chaîne stéréo...

Selon les déclarations faites à son amie, et rapportées notamment dans le *Sunday Telegraph* du 16 septembre, cet homme impulsif, qui avait sec sans s'enlever, avait d'abord espéré que les autorités soviétiques laisseraient sa famille (sa femme et sa fille de quinze ans) le rejoindre, mais avait ensuite perdu tout espoir et semblait très nerveux.

Les conversations qu'il avait eues - notamment à Paris - avec des experts et des journalistes avaient été certaines amitiés par une certaine ambigüité. Tout en ne se privant pas de dire tout le mal possible des dirigeants et du système soviétiques, il plaçait aussi, pour certaines thèses chères aux agents d'influence soviétiques : éviter toute démarche qui serait susceptible de renforcer le camp des durs ; au Kremlin, prendre garde de ne pas nourrir le complexe d'encerclement « des Soviétiques, ne pas aider la réélection afghane ».

Oleg Bitov a-t-il trompé tout son monde, ou bien a-t-il voulu éviter une tragédie personnelle en se prêtant à l'extrême à la mise en scène plutôt loufoque organisée ce mardi ? Il n'est pas sûr qu'on le sache un jour.

J. K.

SEPT BLESSÉS DANS L'ATTAQUE D'UN AUTOBUS ISRAËLIEN EN CISJORDANIE

Cinq Israéliens et deux Palestiniens ont été blessés, lundi soir 17 septembre, au cours de l'attaque d'un autobus par des inconnus près de Bethléem.

De source militaire israélienne, on précise que des rafales de Kalachnikov ont été tirées contre l'autobus, qui assurait le service entre Hébron et Kiyarihi Arbi (colonne de peuplement proche de Hébron). Cinq Israéliens ont été blessés. Les occupants de l'autobus ont riposté, et, au cours de l'échange de tirs, deux Palestiniens se trouvant dans une voiture qui roulait derrière l'autobus, ont été, eux aussi, atteints.

D'autre part, de violents affrontements ont opposé, lundi matin, en plusieurs endroits de Cisjordanie occupée, l'armée israélienne, qui manifestait à l'occasion du deuxième anniversaire du massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Selon des sources israéliennes, ces manifestations se sont limitées à trois camps de réfugiés, et la plupart des Cisjordaniens n'ont pas suivi le mot d'ordre de grève lancé par l'OLP.

A Beyrouth, une importante manifestation a groupé plus de dix mille Palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila à l'occasion du second anniversaire des massacres. La manifestation - la première de cette envergure depuis le départ des combattants palestiniens de Beyrouth en août 1982 - était organisée à l'appel de l'Alliance démocratique palestinienne (FDLP, FPLP, FLP et Parti communiste palestinien). - (AFP, Reuters).

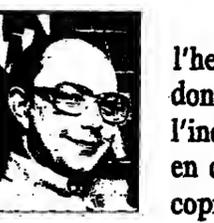
M. Shimon Pérès a invité le président Mitterrand à se rendre en Israël. - Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a remis à M. Gaston Defferre une invitation au président de la République française à se rendre en visite officielle en Israël. M. Pérès a rencontré dimanche, au cours d'un déjeuner, le ministre français de l'Plan et de la décentralisation, en visite privée en Israël. Après ce déjeuner, le premier ministre israélien avait seulement déclaré à la presse que M. Mitterrand serait « toujours le bienvenu en Israël ». - (AFP).

Un enseignant condamné pour « propagande hostile » en Yougoslavie. - M. Miodrag Markovic, un enseignant accusé de « propagande hostile » à la Yougoslavie, a été condamné à trois ans et demi de prison ferme, vendredi 14 septembre, par le tribunal de Doboj (Bosnie-Herzégovine). M. Markovic, trentetwo ans, aurait, à plusieurs reprises, entre 1980 et 1984, présenté d'une manière « malveillante et mensongère » la situation politique et sociale en Yougoslavie. Il aurait également tenu des propos « insultants » pour la mémoire du maréchal Tito. - (AFP).

Moins de charges pour les co-propriétaires

Un nouveau système de gestion autorise une réduction sensible des charges dès la première année. Tous renseignements gratuits fournis par CEFI, 101, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. 322.89.73.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI



l'hebdomadaire dont vous garantirez l'indépendance en devenant copropriétaire

ÇA Y EST!

Dès maintenant, vous pouvez devenir actionnaire de L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

Pour obtenir un bulletin de souscription et la note d'information qui a reçu, de la Commission des Opérations de Bourse, le visa n° 84.205 en date du 31 juillet 1984, il suffit d'écrire à « L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI », 80, avenue du Maine, 75014 Paris, ou de se présenter au guichet « Actions/Titres » de la Banque PARIBAS, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Lisoz
St. Hodez
PHILLISTES
SAISON DE LA MONTAGNE

SOVIÉTIQUE

Un procès

Nous avons reçu le communiqué suivant sur le procès de M. Alexandre Bogachev, condamné le 18 juillet dernier, à trois ans de camp pour « diffusion de calomnies antisoviétiques » le Monde du 20 juillet.

Moscou, le 18 juillet 1984. - Le 17 juillet 1984, le tribunal collégial de la Cour suprême de la République démocratique populaire de la République de Pologne a condamné le journaliste polonais Alexandre Bogachev, âgé de quarante-sept ans, à trois ans de camp pour « diffusion de calomnies antisoviétiques ». C'est un cas de conscience et les responsables de la presse polonaise ont souligné avec indignation la condamnation de ce journaliste. Le communiqué de presse de la République de Pologne a dit que le journaliste avait été condamné à trois ans de camp pour « diffusion de calomnies antisoviétiques ». Les responsables de la presse polonaise ont souligné avec indignation la condamnation de ce journaliste.

Le procès introduit dans la presse polonaise a été très médiatisé. Les responsables de la presse polonaise ont souligné avec indignation la condamnation de ce journaliste. Le communiqué de presse de la République de Pologne a dit que le journaliste avait été condamné à trois ans de camp pour « diffusion de calomnies antisoviétiques ». Les responsables de la presse polonaise ont souligné avec indignation la condamnation de ce journaliste.

Un enseignant condamné pour « propagande hostile » en Yougoslavie. - M. Miodrag Markovic, un enseignant accusé de « propagande hostile » à la Yougoslavie, a été condamné à trois ans et demi de prison ferme, vendredi 14 septembre, par le tribunal de Doboj (Bosnie-Herzégovine). M. Markovic, trentetwo ans, aurait, à plusieurs reprises, entre 1980 et 1984, présenté d'une manière « malveillante et mensongère » la situation politique et sociale en Yougoslavie. Il aurait également tenu des propos « insultants » pour la mémoire du maréchal Tito. - (AFP).

Bonn accepte la de M. An

Correspondance

Le communiqué de presse de la République de Pologne a dit que le journaliste avait été condamné à trois ans de camp pour « diffusion de calomnies antisoviétiques ». Les responsables de la presse polonaise ont souligné avec indignation la condamnation de ce journaliste.

Un nouveau système de gestion autorise une réduction sensible des charges dès la première année. Tous renseignements gratuits fournis par CEFI, 101, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. 322.89.73.

سكزا من الاعمال

SOVIÉTIQUE

TÉMOIGNAGE

Un procès de routine

Nous avons reçu le témoignage suivant sur le procès de M. Alexandre Bogoslovski, condamné le 18 juillet dernier, à trois ans de camp pour « diffusion de caricatures antisoviétiques » (Le Monde du 20 juillet).

Moscou, le 18 juillet 1984, à l'aube. Un fourgon cellulaire contorne la gare de Leningrad et vient s'arrêter derrière le bâtiment du tribunal de la ville. Un homme en descent, sous bonne escorte. Il s'appelle Alexandre Bogoslovski. Agé de quarante-sept ans, marié, père d'un garçon de six ans, il travaille comme archiviste. C'est un passionné de littérature russe et les spécialistes ont souvent recours à son érudition. Qu'est-ce qui lui vaut d'être conduit ici comme un dangereux malfaiteur ? L'article 190-1 du code pénal : il est accusé d'avoir « diffusé des assertions notoires fausses dénigrant le régime soviétique ».

Les gardes l'introduisent dans la salle d'audience, une pièce minuscule en sous-sol, où une dizaine de personnes à peine pourront bientôt trouver place : la « public ». Vers 10 heures, les juges pénètrent dans la salle, le président, M. Markina, en tête. Deux pièces de conviction seront présentées : un cahier d'écolier et un fichier saisi l'année dernière par le KGB au domicile de l'inculpé. Huit pages de ce cahier sont remplies de notes tirées d'ouvrages écrits à l'étranger, tels les Mémoires du professeur Etkind (1). Or lesdits ouvrages affirment « mensongèrement » que le régime soviétique ne satisfait pas les besoins de la population et prétendent même qu'il devrait être amélioré. Il est vrai que si l'on s'en tient à la lettre de l'article 190-1, celui-ci ne vise pas la détention de littérature antisoviétique, mais seulement sa diffusion. Et puis l'inculpé ne possédait même pas les livres en question.

Un petit coup de pouce va tout arranger : « L'accusé fabriquait sous forme manuscrite des extraits d'ouvrages antisoviétiques dans le but de les diffuser. » A-t-il fait lire ce cahier par quelqu'un ? Non, mais il aurait pu. Quant au fichier, c'est la bibliographie d'un poète russe, Boris Poplavski (2). Alexandre Bogoslovski explique qu'il s'agit d'un travail littéraire, sans aucun caractère politique, entrepris à la demande d'une célèbre collection soviétique ; il y a consacré quinze années de recherches. Peu importe, ce fichier devra être détruit.

On passe à l'audition des témoins. On appelle d'abord l'ancêtre de l'accusé, Pavel Bogoslovski. Un homme malade, alcoolique. Officier du ministère de l'intérieur, il a démissionné du parti lors de son départ en retraite. Bref, ce n'est pas une figure très présentable aux yeux d'un tribunal soviétique, mais il faut faire

avec : c'est au fond sur lui que repose le procès, car au cours de l'instruction on a obtenu qu'il dépose contre son neveu. Il bredouille, n'arrive pas à s'exprimer et se contente finalement d'acquiescer aux questions du président.

« Votre neveu vous a bien prêtés des ouvrages antisoviétiques ?
- Oui.
- Il s'agissait bien, n'est-ce pas, de tels et tels numéros du journal La Pensée russe et de la revue Continent ? (3).
- (Après un silence). Oui.
- Vous avez bien reçu également, par l'intermédiaire d'un ami de l'accusé, Dimitri Markov, trois numéros de La Pensée russe ?
- (Nouveau silence). Oui. »

Deuxième témoin : Dimitri Markov, lui-même condamné en 1983 à trois ans de détention pour diffusion de littérature antisoviétique, il a été extrait d'un camp pour venir à la barre. Livide, les yeux creusés, voûté, très faible, cet homme autrefois bien en chair affirme sans hésiter :

« L'inculpé ne m'a jamais donné d'ouvrages antisoviétiques et je n'en ai jamais transmis de sa part à qui que ce soit. »

Le tribunal fera comme s'il n'avait rien entendu et rédigera le procès-verbal sans se laisser intimider : « Le tribunal n'a aucune raison de ne pas ajouter foi à la déposition de l'oncle de l'accusé, puisqu'elle est confirmée par celle de Markov. »

Dans sa dernière déclaration, Alexandre Bogoslovski répète qu'il n'a jamais commis les délits dont on l'accuse, qu'il n'a jamais transmis d'ouvrages antisoviétiques, que toutes les notes qu'il prenait étaient motivées par ses recherches littéraires.

Si les juges refusent d'entendre des témoins supplémentaires, ne tiennent aucun compte des arguments de la défense et n'examinent même pas les documents que celle-ci lui présente et qui contribuent à disculper l'accusé, ils sauront au moins faire preuve d'humanité dans l'énoncé du verdict : « Considérant la santé de l'accusé, considérant sa situation de famille, considérant les mauvaises sentes de sa femme et de sa mère, etc. », le tribunal le condamne... à la peine maximum prévue par l'article 190-1 : trois ans de détention dans un camp à régime ordinaire. La séance est levée.

- (1) Traduits en français sous le titre Dissidents malgré lui.
(2) Né en 1903, mort à Paris en 1935, Boris Poplavski était considéré par ses contemporains comme le meilleur poète de l'émigration russe. Il n'avait aucun engagement politique.
(3) Périodiques publiés en russe par des émigrés.

Suède

AU CONGRÈS DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

M. Palme se prononce pour la fermeté et la poursuite du dialogue avec l'URSS

De notre correspondant

Stockholm. - Trois cent cinquante délégués participent au vingt-neuvième congrès national du Parti social-démocrate suédois, qui s'est ouvert, le samedi 15 septembre. A un an des élections législatives, M. Olof Palme, chef du parti depuis 1969, et premier ministre, s'efforce de préserver l'unité du mouvement ouvrier et de mettre une sourdine aux divergences, qui s'expriment notamment à propos de la politique économique et de la défense.

M. Palme a prononcé lundi un long discours de politique étrangère, dans lequel il a évoqué les tensions avec l'URSS, consécutives aux violations des eaux territoriales et de l'espace aérien scandinaves ces dernières années. Une fois de plus, il a affirmé que la Suède entendait rester fidèle à sa politique de neutralité traditionnelle, et il a rappelé ce qu'il disait il y a deux ans déjà, à savoir que « le gouvernement peut donner l'ordre militaire de couler un sous-marin étranger surpris dans les eaux suédoises ». « Les infiltrations soviétiques sont graves, et nous sommes intransigeants en matière de sécurité nationale et de droit international », a-t-il ajouté. « Nous ne courbons pas l'échine devant les grandes puissances ». M. Palme a précisé avec plus de clarté qu'a-

bitude la politique des sociaux-démocrates à l'égard de l'URSS : condamner l'invasion de l'Afghanistan, défendre la cause d'André Sakharov et soutenir les revendications des ouvriers polonais ne signifie pas à ses yeux faire de l'« antisoviétisme ». La Suède souhaite entretenir les meilleures relations possibles avec le grand pays voisin mais protestera chaque fois que ses intérêts nationaux seront menacés.

Le dirigeant social-démocrate estime donc qu'il faut être ferme avec Moscou tout en maintenant le dialogue. Il considère que les « représailles » sous forme d'interruption des relations bilatérales ou d'ampliation de visites officielles sont inefficaces. Ainsi le ministre suédois des communications et des transports, M. Carl Boström, se rendra-t-il prochainement comme prévu à Moscou en dépit du récent incident aérien au-dessus de l'île de Gotland en mer Baltique. Par ailleurs, la Suède et l'URSS ont des points de vue convergents sur certains aspects du désarmement.

Le chef du parti s'est ainsi clairement démarqué des conservateurs et des centristes de l'opposition, qui es-

timent que les rapports avec l'URSS devraient être gelés tant que les incursions de sous-marins dans les archipels de la Baltique n'auront pas définitivement cessé.

An cours des débats, plusieurs représentants des Jeunesses de parti, du Mouvement chrétien et de la Fédération des femmes ont demandé au parti de s'engager à limiter les crédits militaires et à définir un modèle suédois de désarmement. Leur motion a toutefois été repoussée, la majorité estimant que la neutralité suédoise exige une défense armée forte.

La politique économique donne lieu par ailleurs à de vifs échanges entre « les deux branches du mouvement ouvrier » : le parti et le centrale ouvrier LO qui compte plus de deux millions de membres et finance en grande partie les campagnes électorales social-démocrates. Le puissant syndicat estime que la gauche, depuis son retour au pouvoir en 1982, a manqué à ses promesses et n'a pas pris suffisamment de mesures contre le chômage, qui touche 3,7 % de la population active, alors que les travailleurs ont consenti des sacrifices importants en acceptant

une baisse du pouvoir d'achat de 2 % l'année dernière.

Le syndicat préconise une politique de relance et d'expansion par les investissements publics, notamment dans le bâtiment et le secteur énergétique. Mais le ministre des finances, M. Feldt, personnellement visé par ces critiques, doit faire face à un déficit budgétaire supérieur à 10 % du produit national brut. Il donne la priorité à la rigueur, au ralentissement des dépenses publiques et à la lutte contre l'inflation. Celle-ci s'est pas donné les résultats escomptés : la hausse des prix atteindra sans doute 7 % cette année contre les 4 % prévus et l'objectif de 3 % fixé pour 1985 ne paraît guère réaliste. M. Palme a affirmé, pour apaiser les esprits, qu'il n'existe pas de « guerre des roses » comme on l'appelle ici, entre le parti et le syndicat, mais simplement une discussion approfondie. Il a toutefois tranché le différend en faveur de son ministre des finances, en indiquant que les rôles devaient être clairement définis au sein du mouvement ouvrier : la tâche des syndicats est de défendre les intérêts des travailleurs, celle du parti de mener la politique qui s'impose pour redresser les finances publiques et stabiliser l'économie.

ALAIN DEBOVE.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS advertisement. Includes text: 'DÉCOUVREZ GRATUITEMENT L'ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS', 'NOUVELLE EDITION', 'GRATUITE, VOTRE DOCUMENTATION COMPLÈTE, ILLUSTRÉE EN COULEURS.', and a form for requesting documentation.

RFA and RDA advertisement. Includes text: 'Bonn accepte les « regrets » de M. Andreotti', 'Correspondance', 'Innsbruck, en Autriche, en l'honneur des nationalistes tyroliens du siècle dernier...', 'Si cette affaire doit avoir des suites, ce sera probablement au niveau des partis démocrates-chrétiens ouest-allemand et italien. Les dirigeants de la CDU ont très mal pris qu'un responsable d'un parti frère ait pu non seulement donner prise à la propagande soviétique mais également fournir des arguments à l'opposition social-démocrate.'

Advertisement for 'NEMENT JEUDI' (Thursday). Includes text: 'Moins de charges pour les co-proPRIÉTAIRES', 'l'hebdomadaire dont vous garantirez l'indépendance en devenant copropriétaire', 'EST!', 'maintenant, devenir actionnaire', 'NEMENT DU JEUDI'.

AMÉRIQUES

Nicaragua

EN VISITE A PARIS

Les dirigeants de la Contra veulent organiser « des élections libres un an après la chute des sandinistes »

« Si les sandinistes reviennent des Mig soviétiques, nous ferons tout pour les détruire. Les représentants - de passage à Paris - des organisations armées antisandinistes ayant récemment fusionné (1) paraissent plus déterminés que jamais à renverser le gouvernement de Managua par la force.

Ils démentent naturellement toute valeur aux élections qui doivent avoir lieu normalement le 4 novembre au Nicaragua. « Pour le régime, disent-ils, c'est un simple produit d'exportation, et tous les partis inscrits se situent dans l'orbite sandiniste... Pourtant, Managua doit admettre que ce produit n'a déjà plus de marché ».

Ils doutent, d'autre part, que ces élections puissent être reportées, bien que de fortes pressions internes et externes s'exercent dans ce sens (2). C'est ainsi que plusieurs dirigeants d'Amérique latine, en particulier le président colombien Belisario Betancur, ont conseillé un report aux leaders du Front sandiniste. Sans succès, semble-t-il, du moins jusqu'à présent.

Curieusement, le gouvernement de Managua ne s'est pas opposé en septembre au voyage officiel dans plusieurs capitales d'Amérique latine d'une délégation de la Coordination démocratique, dirigée par M. Cruz, et pourtant mise « hors la loi » en juillet pour avoir décidé de ne pas prendre part aux élections de novembre en raison du manque de garanties démocratiques.

Une ambiguïté de plus dans une situation nicaraguayenne complexe, violente, et que les leaders antisandinistes dépeignent d'abord « en termes de guerre ».

« Nous avons douze mille combattants, tous volontaires, à l'intérieur même du Nicaragua », affirme M. Calero, dirigeant de la FDN (Force démocratique nicaraguayenne, basée en Honduras). Et le tiers de cette force se bat déjà dans le centre et au sud. Ce n'est pas une guerre de frontière. Nous attendons une reprise de l'aide militaire américaine. Et nous sommes effectivement sollicités par des organisations dirigées par des vétérans du Vietnam. Ce sont nos conseillers. Mais ils prennent parfois trop de risques. Cela dit, nous manquons encore de moyens et d'armes, bien que d'autres pays que les Etats-Unis nous aident... »

Sur le rôle des anciens membres de la garde de Somoza dans la FDN, M. Calero est catégorique. « Ce sont les civils qui commandent aux militaires chez nous. Et sur vingt-quatre groupes de combat, quatre seulement sont dirigés par d'anciens gardes nationaux... »

Aussi, M. Calero, comme M. Robelo, leader de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique, basée au Costa-Rica), rejettent-ils l'argument avancé par M. Eden Pastora (l'ancien commandant Zero dirigeait le « bras armé » de l'ARDE jusqu'à sa rupture avec cette organisation) pour ne pas se joindre à l'UNIR. « Ce qu'il voulait, disent-ils, c'est être le chef militaire suprême de toutes les forces antisandinistes. Il n'est pas notre allié. Nous nous sommes définitivement séparés de lui en septembre, de corps comme de biens... Un divorce à l'amiable ».

« La révolution, ajoutent-ils en forme de boutade, est trop sérieuse pour être confiée à un seul homme, fit-il Pastora... ». M. Robelo, ancien dirigeant de la social-démocratie nicaraguayenne et ancien membre de la junte de Managua, insiste, lui, sur « le refus de toute tentative de retour au passé somociste » et sur la volonté des signataires de l'accord de Panama d'organiser des élections vraiment libres et démocratiques un an après la chute des sandinistes ».

M. N.

(1) L'UNIR (Unité nicaraguayenne de réconciliation) a été créée à Panama le 24 juillet 1984. En sont membres l'ARDE, la FDN, des organisations mixtes (à l'exclusion du groupe du sud de Brooklyn Rivera, ami de Pastora) et des représentants des Noirs de la côte atlantique.

(2) Le Parti communiste, pro-soviétique, lié au gouvernement de Managua, s'est lui-même prononcé la semaine dernière pour un report des élections du 4 novembre.

« L'Eglise demande au groupe de Contadora d'intervenir pour que l'opposition participe aux élections. - Mgr Obando y Bravo, archevêque de Managua, a demandé au pays du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama), d'intervenir en faveur de la participation aux élections du 4 novembre de Coordination démocratique, principale coalition d'opposition. L'archevêque a également rappelé qu'il préconisait « un dialogue national » comprenant les groupes armés antisandinistes.

Uruguay

ANCIEN CHEF DES TUPAMAROS, M. SENDIC EST CONDAMNÉ A QUARANTE-CINQ ANS DE PRISON

Montevideo (AFP). - Un tribunal militaire a confirmé en appel, au mois d'août, la peine de quarante-cinq années de prison infligée, en première instance, en juillet 1980 à M. Raul Sendic, fondateur et idéologue du Mouvement de guérilla uruguayen les Tupamaros, a indiqué, le lundi 17 septembre, le frère de l'intéressé, M. Victoriano Sendic.

Le procès a eu lieu hors de la présence de l'avocat de M. Raul Sendic, M. Hugo Batalla, a-t-il précisé. La peine se décompose en trente années de réclusion et quinze années de détention moins stricte. M. Raul Sendic a été, depuis 1972, plusieurs fois incarcéré dans des conditions inhumaines : les autorités ont explicitement indiqué qu'elles le considéraient comme un « otage », en cas de reprise de la lutte révolutionnaire armée en Uruguay. M. Sendic avait été blessé au visage lors de son arrestation. Il avait dû subir alors une délicate opération. Ses proches assurent, d'autre part, que son état de santé demeure précaire en raison de tortures qu'il a subies. M. Sendic est âgé de cinquante-huit ans.

Il avait fondé le Mouvement de libération nationale (MLN) Tupamaros en 1963 et avait commencé de pratiquer la guérilla urbaine après avoir constaté les limites de son action syndicale auprès des coupeurs de canne à sucre dans le nord du pays. Le mouvement, d'abord populaire, puis entiché lorsqu'il avait commis des crimes de sang, avait été démantelé en quelques mois par les forces de l'ordre en 1972.

Bolivie

NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LE PRÉSIDENT SILES ZUAZO

L'opposition conservatrice, majoritaire au Congrès, a annoncé son intention de lancer une procédure de révocation du président social-démocrate, M. Hernan Siles Zuazo, au pouvoir depuis octobre 1982. Elle entend ainsi censurer le fait que le chef de l'Etat ait couvert une rencontre, en juin 1983, entre l'ex-président du Conseil national de lutte contre la drogue, M. Rafael Otazo, et le « roi de la cocaine », M. Roberto Suarez, actuellement recherché par les polices de son pays et des Etats-Unis. Selon le ministre de l'Information, M. Mario Rueda Pena, le président avait délégué M. Otazo afin que celui-ci puisse procéder à l'évaluation de l'armement dont disposait le cadé en vue de préparer son arrestation. Cette version, cependant, a été démentie par M. Otazo lui-même. Selon cette personnalité, l'objectif de la rencontre était un véritable « dialogue » ; au cours de l'entretien, M. Suarez aurait offert de prêter 2 milliards de dollars au gouvernement de La Paz, assailli par les difficultés économiques. M. Otazo a été récemment démis de ses fonctions pour avoir accusé deux députés du parti du président (MNR) d'être liés au trafic de drogue. Si le Congrès vote la révocation du président Siles, le texte devra encore être ratifié par la Cour suprême, où l'opposition est également majoritaire. - (AFP.)

Canada

La formation du gouvernement de M. Mulroney

Le poids des provinces anglophones de l'Ouest se fera davantage sentir

De notre correspondant

Montréal. - Le chef du Parti conservateur, M. Brian Mulroney, a pris ses fonctions de premier ministre en annonçant, lundi 17 septembre, à Ottawa, la formation d'un gouvernement qui accordera la priorité aux problèmes économiques. Pour la première fois dans l'histoire du pays, l'équipe formée donne une part importante aux représentants des provinces de l'Ouest.

Les ministres francophones du Québec sont moins nombreux - dix, y compris M. Mulroney - qu'à l'époque de M. Trudeau, et surtout, ils occupent des fonctions moins importantes. Le nombre de femmes, en revanche, n'a jamais été aussi élevé : elles détiennent six portefeuilles.

M. Mulroney, l'homme du juste milieu, a formé un gouvernement à son image. Toutes les tendances du Parti conservateur et toutes les régions du pays sont représentées au sein du gouvernement, ce qui donne un cabinet plébiscitaire - quarante ministres. Il est vrai que le premier ministre devait récompenser beaucoup de monde, puisque son parti a obtenu 211 sièges sur 282 - un autre record - aux élections du 4 septembre. Il a notamment largement puisé dans l'ancien cabinet de M. Joseph Clark, qui fut un éprouvé premier ministre conservateur en 1979-1980. M. Clark lui-même obtient, comme il le désirait, le portefeuille des affaires extérieures. Il est improbable qu'il soumette de nouveau un projet - le transfert de l'ambassade du Canada en Israël de

Tel-Aviv à Jérusalem - qui lui valut quelques ennuis avec les pays arabes, lorsqu'il était premier ministre. On ne connaît pas très bien les idées de M. Clark en politique étrangère, mais on sait déjà que M. Mulroney souhaite renforcer les relations avec Washington (le Canada réalise 70 % de son commerce avec les Etats-Unis) et ne plus faire cavalier seul en matière de désarmement et de relations avec le tiers-monde.

Le nom de M. Sinclair Stevens, qui fut ministre dans le gouvernement Clark, avait été souvent cité pour diriger la diplomatie canadienne. Il s'était fait remarquer en soutenant à fond le président Reagan, en particulier, à propos de l'Amérique centrale. M. Mulroney l'a sans doute trouvé trop extrémiste pour occuper cette fonction et a préféré lui confier un portefeuille économique, le ministère de l'expansion industrielle régionale. M. Stevens a déclaré quant à lui, que pour relancer l'économie, il accorderait la priorité à la recherche de nouveaux débouchés pour les produits canadiens et au rétablissement de la confiance chez les investisseurs étrangers.

Deux ministres seront plus particulièrement responsables du dossier économique : M. Robert De Cotret, qui, à titre de président du conseil du Trésor, contrôlera les dépenses du gouvernement, et, surtout, le ministre des finances, M. Michael Wilson. Tous les deux viennent des

milieux financiers - le premier de Montréal, l'autre de Toronto - et bénéficient de la confiance des hommes d'affaires.

« Nous devons étudier les dossiers avant de prendre des décisions », a déclaré M. Wilson. Nous voulons remettre de l'ordre dans les finances du pays et réduire le taux de chômage à 11 %, actuellement, M. Wilson est un ennemi du déficit budgétaire, qui est plus élevé proportionnellement au Canada qu'aux Etats-Unis (plus de 30 milliards de dollars sur un budget de 100 milliards de dollars). Mais il sera confronté à des exigences contradictoires qui risquent d'aggraver ce déficit : d'une part, maintenir les avantages sociaux que M. Mulroney s'est même engagé à amplifier, d'autre part, augmenter les dépenses militaires.

Les « Red Tories »

La nomination à la défense nationale d'un homme proche des idées en vogue dans les milieux conservateurs d'Amérique du Nord, M. Robert Coates, semble indiquer que M. Mulroney entend respecter les promesses qu'il a faites au cours de la campagne électorale. Il s'était notamment engagé à augmenter substantiellement le budget de la défense (+ 6 % par an en termes réels) et à augmenter les effectifs de l'armée. Ce n'est sûrement pas un hasard si, le jour même de la prise de fonctions du gouvernement conservateur, un important groupe de pression, le Business Council on National Issues, a fait connaître les grandes lignes d'un rapport préconisant la modernisation des forces armées canadiennes et une participation plus active au sein de l'OTAN.

Le nouveau gouvernement devrait donc être conservateur sur les plans économique et militaire et plutôt libéral en matière sociale. Quelques

« Red Tories » (« conservateurs rouges ») détiennent en effet les portefeuilles sociaux. M^{me} Flora MacDonald, qui fut ministre des affaires extérieures dans le gouvernement Clark, est nommée ministre de l'emploi et de l'immigration. C'est un méonomite (une secte d'anabaptistes) de quarante-cinq ans. M. Jack Epp, qui appartenait à l'aile « gauche » du parti conservateur, qui détiend le portefeuille de la santé et du bien-être social.

S'il est vrai que la formation du gouvernement sera déterminée essentiellement par les seize ministres qui ont déjà exercé le pouvoir pendant quelques mois en 1979-1980, il reste que la majorité des ministres sont des inconnus et, pour la plupart, des nouveaux venus sur la scène politique fédérale.

C'est le cas de la majorité des ministres québécois. Seuls M^{me} Robert De Cotret (conseil du Trésor), Roch La Salle (travaux publics) et Marcel Masse (communications) ont une véritable expérience. Les autres détiennent des portefeuilles mineurs. 25 % des ministres viennent du Québec, ce qui correspond au poids démographique de la province francophone, mais absolument pas à l'appui que les électeurs québécois ont accordé aux conservateurs dans 58 circonscriptions sur 75. Le « french power » a pris du plomb dans l'aile, ce qui - ce n'est pas un paradoxe - devrait faciliter les relations entre Ottawa et le gouvernement indépendantiste du Québec.

L'Ouest, qui a également élu 58 députés conservateurs à la Chambre des communes, se taille en revanche la part du lion avec treize ministres, et non des moindres : les affaires extérieures, le poste de vice-premier ministre, les transports, l'énergie. Il est vrai que l'Ontario, la province industrielle, s'en tire très bien aussi puisqu'elle contrôle les principaux ministères économiques. BERTRAND DE LA GRANGE.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 2 octobre 1984, à 13 h 30
54, r. de BOURGOGNE PARIS 7^e
1^{re} CHAMBRE 6 étages n° 5
2^e CHAMBRE 6 étages n° 14
M. A. P.X 1) 50.000 F 2) 30.000 F
S'ad. M^{re} G. BERNARD
Avocat Paris (7^e) 37, rue de Lille. Tél. : 261-15-45. A ts avocats près Tribunal Gde Instance Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication le JEUDI 25 OCTOBRE 1984, à 15 h, à la Mairie de MIRAMBEAU.
MIRAMBEAU (17)
à 50 km de Royan et 70 km de Bordeaux (accès à l'autoroute A 10 à 2 km)
CHATEAU DE LA TREMOILLE
LIBRE
Comprendant : CHATEAU, bâtiments annexes et PARC en partie boisé de 5 ha.
MISE A PRIX : 1.500.000 FRANCS
(contenance de 75.000 F)
Visite sur rendez-vous
RENSEIGNEMENTS ET CONSULTATION DU CAHIER DES CHARGES :
Direction des Services Fonciers Domaines
45, quai Valin - 17036 La Rochelle Cedex - Tél. : (46) 41-45-11.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Pontoise (95), 27 SEPT. 1984, à 14 h
avec PETIT JARDIN de 60 m² (face à la maison)
MAISON D'HABIT.
à HAUTE ISLE (95) - M. P. : 128.000 FRANCS
Consign. pour ench. 25.000 F (ch. cert. Bône) - Reus à Pontoise (95)
M^{re} BUISSON AVOCAT
T. 032-31-62-29, rue P. Bata, M^{re} BOIRON
avocat à Paris, 41, av. Kléber - T. 704-30-06

Vente en la Chambre des Notaires de Paris, 12, avenue Victoria à Paris (1^{re}) le Mardi 2 octobre 1984 à 14 h 30
37 ACTIONS de la Société Foncière « St-Ferdinand » donne vocation
An lot n° 229
APPART Paris 17^e r. ST-FERDINAND
N° 27 et 29 de place St-Ferdinand, sans n° (3^e et 4^e ét. Bat. D) 3 pièces princ. An lot n° 23 : BOX
M. A. P.X 350.000 F s'ad. M^{re} G. BERNARD
Avocat à Paris 7^e, 37, rue de Lille. Tél. : 261-15-45. A ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre. M^{re} FONTAINE-DESCAMBRES, notaire à Cléry (92) 74, boulevard Jean-Jaures. Tél. : 770-07-10.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, MARDI 25 SEPT. 1984, 13 h 30
EN DEUX LOTS
UN APPARTEMENT - UN GARAGE pr 2 voit.
15, Allée de Gagny - LE RAINCY (93)
LIBRES - MISES A PRIX : 350.000 F - 20.000 F
S'ad. à M^{re} VATIER, avocat à PARIS (7^e) - 27, bd Raspail - 544-52-95
Visite sur place le 21 septembre 1984, de 17 h à 18 h.

Vente sur saisie licite au Palais de Justice de Pontoise (95) le 27 septembre 1984 à 14 h en 4 Lots
à JAULZY (Oise)
1^{er} LOT : 3 PARCELS DE TERRE - M à Px 13.000 F
lieux-dits - Le Coq - 3 a 18 ca - Le Sac - 5 a 16 ca - Les Prés Hauts - 2 a 77
2^e LOT - UN TREFOND DE CARRIERE - SUPERF. 17.000 TOISES
MISE A PRIX 51.000 F
3^e et 4^e LOTS à AUVERS S/OISE (Val-d'Oise)
PROPRIÉTÉ 17, rue Carnot M à Px 373.000 F
TERRAIN 2 a 26 ca - BATI 21, rue du Poir M à Px 36.000 F
Consign. pour ench. 10.000 F pour le 1^{er} lot, 25.000 F pour chacun des lots suivants
(ch. cert. Bône) - Reus à Pontoise (95) 29, R.-P. Buisin :
M^{re} BUISSON AVOCAT. Tél. : 032-31-62

Le nouveau cabinet

Voici la liste des membres du nouveau gouvernement qui a prêté serment le lundi 17 septembre (dans l'ordre protocolaire) :

Premier ministre : M. Brian Mulroney ; anciens combattants : M. Georges Hees ; chef de la majorité au Sénat : M. Duff Roblin ; affaires extérieures : M. Joseph Clark ; emploi et immigration : M^{me} Flora MacDonald ; vice-premier ministre et président du conseil privé : M. Erik Nielsen ; justice : M. John Crosbie ; travaux publics : M. Roch La Salle ; transports : M. Donald Mazankowski ; solliciteur général (ministre de l'intérieur) : M. Elmer MacKay ; santé et bien-être social : M. Jack Epp ; pêches et océans : M. John Fraser ; expansion industrielle régionale : M. Sinclair Stevens ; agriculture : M. John Wise ; ministre d'Etat, chef de la majorité à la Chambre des communes : M. Ramon Hnatyshyn ; affaires indiennes et Nord canadien : M. David Crombie ; président du Conseil du Trésor : M. Robert De Cotret ; revenu national : M. Perrin Beatty ; finances : M. Michael Wilson ; défense nationale : M. Robert Coates ; ministre d'Etat, chargé du multiculturalisme : M. Jack Murta ; approvisionnement et services : M. Harvie Andre ; ministre d'Etat, à la condition physique et au sport amateur : M. Otto Jelinek ; ministre d'Etat, chargé des sciences et de la technologie : M. Thomas Siddon ; ministre d'Etat, coordination canadienne du blé : M. Charles Meyer ; travail : M. William McKnight ; secrétaire d'Etat, affaires culturelles : M. Walter McLean ; ministre d'Etat au tourisme : M. Thomas McMillan ; énergie, mines et ressources : Patricia Carney ; ministre d'Etat, petites entreprises : M. André Bissonnette ; environnement : M^{me} Suzanne Blais-Grenier ; ministre d'Etat aux transports : M. Benoît Bouchard ; ministre d'Etat à la jeunesse : M^{me} Andrée Champagne ; consommation et corporations : M. Mielbe Côté ; commerce extérieur : M. James Kelleher ; ministre d'Etat aux mines : M. Robert Layton ; ministre d'Etat aux communications : M. Marcel Masse ; ministre d'Etat aux finances : M^{me} Barbara McDougall ; ministre d'Etat aux forêts : M. Gerald Merribeu ; relations extérieures : M^{me} Mathieu Vézina.

ASIE

Sri-Lanka

NOUVEL ATTENTAT DANS LE NORD Deux policiers tués

Colombo (Reuter, UPI). - Deux policiers en patrouille ont été tués et quatre autres blessés lorsque la jeep dans laquelle ils se trouvaient a sauté sur une mine, lundi 17 septembre, près de Kilinochchi, dans le nord du pays, a indiqué le ministre de l'Information. Huit jours auparavant neuf soldats avaient trouvé la mort dans les mêmes conditions.

Le président Jayewardene a annulé la plupart des cérémonies devant marquer son sixième anniversaire, à la suite de ces attentats. Lundi également, les magasins, les écoles étaient restés fermés à Jaffna, principale ville du Nord. Des séparatistes tamouls ont jeté des bombes sur quelques boutiques, qui étaient restées ouvertes, et ont dévalisé un établissement public.

Philippines

VINGT MORTS DANS DES ACCROCHAGES ENTRE MILITAIRES ET INSURGÉS

Une vingtaine de personnes, dont douze soldats et volontaires de la défense civile, ont été tués le lundi 17 septembre au cours de deux accrochages avec des insurgés communistes au nord de Davao, dans le sud du pays, a annoncé mardi le général Diuniso Tan-Gatue, commandant de la police provinciale. - (Reuter, UPI.)

150 من الاموال

de M. Mulroney de l'Ouest

« Red... »
« Red... »
« Red... »

Niveau cabinet

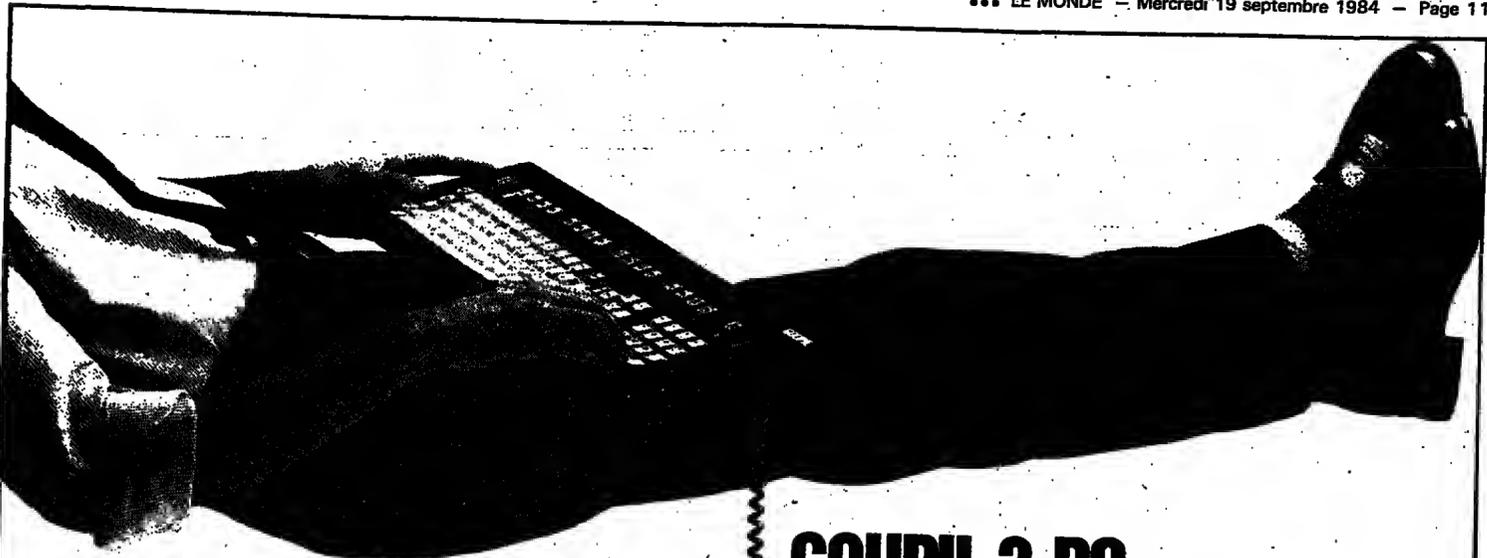
M. Brian...
M. Brian...

Sri-Lanka

TENTAT DANS LE NORD

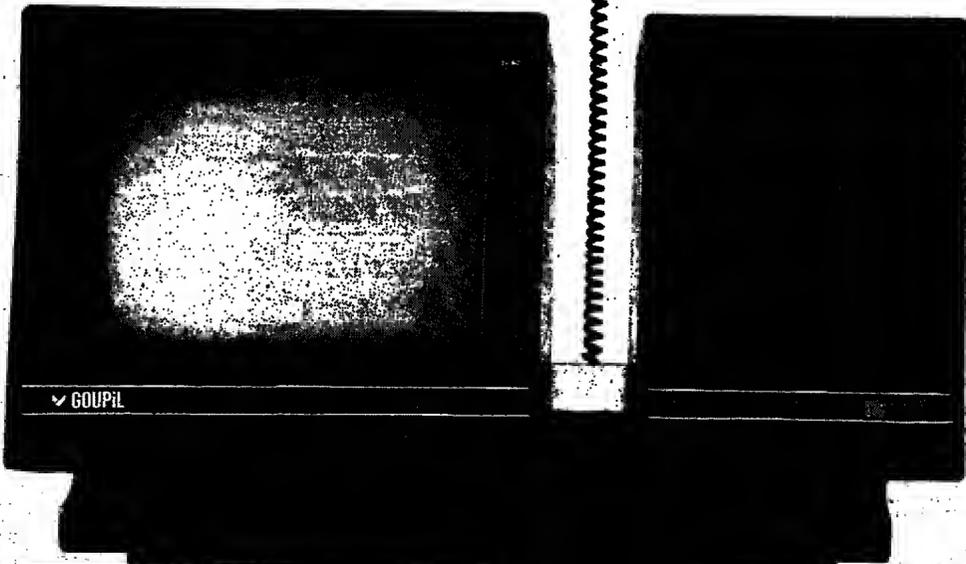
Philippines

M. Vincent...
M. Vincent...



GOUPIL 3-PC
BEAUCOUP
PLUS QU'UN
SIMPLE PC.

Pour la S.M.T., l'innovation a toujours été le moyen de répondre aux attentes d'un marché très concurrentiel et de gagner en satisfaisant pleinement sa clientèle.
Dans cet esprit, le nouveau Goupil 3-PC, dernier né de la gamme Goupil, est lancé demain au SCOR. Produit hautement performant, conçu pour et avec les grands utilisateurs professionnels, Goupil 3-PC offre le top niveau de la technologie informatique. Sa remarquable rapidité d'affichage, l'exceptionnelle définition de son écran haute résolution, sa capacité à présenter tous les grands logiciels du moment, sa compatibilité avec les principaux PC du marché (MS/DOS notamment) en font le micro répondant parfaitement aux exigences des professionnels de la micro-informatique.
En proposant cette nouvelle machine, qui s'intègre parfaitement à la gamme de ses produits, la S.M.T. vous propose beaucoup plus qu'un simple PC.



GOUPIL 3-PC

SMT-GOUPIL - 22, RUE SAINT-ANDRE - 75001 PARIS. TEL. (1) 533.81.38

M. Strauss-Kahn (PS) : le budget de 1985 ne peut être résumé à « moins d'impôts, plus de taxes »

M. Dominique Strauss-Kahn, qui vient d'être nommé membre du secrétariat national du PS chargé des études, a commenté, lundi 17 septembre, les critiques adressées au projet de budget pour 1985, tant par le PC que par l'opposition ou certains syndicats. A ce propos, M. Strauss-Kahn a évoqué, faisant allusion aux déclarations de M. Henri Kravick, secrétaire général de la CGT, des « déclarations tonitruantes de leaders syndicaux et de leaders de l'opposition, qui disaient assez largement la même chose ».

M. Strauss-Kahn, qui estime que le projet de loi de finances pour 1985, qui marque « une différence qui dérange pas mal », ne peut être analysé, sauf à commettre une « erreur », à partir des « critères traditionnels : relance ou austérité ». Ce projet de budget, qui est « par définition, un budget actif », s'inscrit, a souligné M. Strauss-Kahn, dans la logique du IX^e Plan.

Le PSU chez M. Fabius. - M. Serge Depaquit, secrétaire national, porte-parole du PSU, a été reçu, lundi 17 septembre, par le premier ministre, avec lequel il s'est entretenu, pendant plus d'une heure, de la politique gouvernementale, notamment sur l'emploi et les jeunes.

M. Depaquit, qui était accompagné par M. Jacques Salvador, secrétaire national, porte-parole adjoint du PSU, a indiqué à M. Laurent Fabius que le PSU apprécie les efforts du gouvernement pour la modernisation du pays, la formation des travailleurs et la politique de recherche. Ces axes correspondent bien, selon M. Depaquit, aux nécessités actuelles.

Les dirigeants du PSU ont fait part à M. Fabius de leurs préoccupations sur trois sujets : la réduction du temps de travail, la lutte contre les inégalités, la modernisation qui entraîne d'inévitables restructurations industrielles qui ne doivent pas se faire « par-dessus la tête » des travailleurs.

M. Strauss-Kahn a estimé qu'« on avait tort » de résumer ce budget à « moins d'impôts, plus de taxes », un projet de budget qui a demandé des « redéploiements considérables ».

Il a dissocié le cas de l'essence de celui du téléphone. Au sujet de l'essence, pour laquelle il a expliqué que le gouvernement souhaite orienter la consommation des diverses catégories d'énergie par une politique des prix, il a rappelé que la part de la fiscalité dans le prix de l'essence reste stable, et que « la baisse de 1 % des prélèvements obligatoires est nette de l'opération sur l'essence ». Au sujet du téléphone, il a affirmé : « La vraie question est de savoir si c'est une bonne ou une mauvaise politique, pour que la France ait une industrie de l'électronique et une industrie de la communication, que les Français paient 10 centimes de plus par communication téléphonique. » Il a néanmoins relevé que le gouvernement a commis « une grosse erreur » en présentant « en vrac » ces diverses mesures.

M. Strauss-Kahn a aussi abordé les critiques émises notamment par le PC, sur l'insuffisance fiscale du projet de budget. « Je ne crois pas », a-t-il estimé, « que les efforts de baisse des prélèvements obligatoires soient répartis de façon injuste. Il y a toujours moyen de faire plus en matière d'équité, mais la baisse des prélèvements obligatoires n'est pas une mesure d'équité en elle-même. » M. Strauss-Kahn a évoqué la possibilité d'un « dégrèvement qui aurait été plus que proportionnel en faveur des revenus moyens ». Il a estimé à ce propos : « On ne peut pas dire à la fois qu'il faut un plus fort produit de l'impôt sur le revenu et continuer à ne pas vouloir imposer ou dégrever au maximum les revenus moyens ».

Pour M. Strauss-Kahn, l'action pour plus d'équité fiscale passe surtout par un renforcement de la lutte contre la fraude.

Le monde selon « D.S.-K. »

Né le 25 avril 1949 à Paris, M. Dominique Strauss-Kahn, chef du service financier du commissariat au Plan, est connu des milieux économiques et financiers. Il commence à s'imposer en politique, au Parti socialiste. Principal collaborateur économique de M. Lionel Jospin, il vient d'être nommé membre du secrétariat national chargé des secteurs études, où il succède à Jean Prostian.

« Je ne sais rien faire, sur rien », M. Dominique Strauss-Kahn a le modestie un peu chargée. Quand on est, à trente-cinq ans, membre du secrétariat national du Parti socialiste et chef du service financier du commissariat au Plan — poste « bon chic » qui conduit généralement du bureau que Goering avait fait installer là, à sa mesure, pendant l'occupation, jusqu'à la présidence d'une grande banque, — il faut bien que quelque un vous ait reconnu quelque savoir-faire.

Pour le Parti socialiste, c'est M. Lionel Jospin, longtemps après, il est vrai, que M. Christian Saunter, aujourd'hui secrétaire général adjoint de l'Elysee, lui a ouvert, en 1977, les portes de la commission économique du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement. Pour le Parti, c'est M. Michel Rocard.

Pour sa famille, qui le voulait soit juriste, soit médecin, ce n'est peut-être pas le plan de carrière souhaité. Quelle idée d'avoir choisi la politique, et de s'y tenir, quand tout va mal pour les socialistes, sans même s'engouffrer dans la voie des cabinets ministériels !

M. Strauss-Kahn, « D.S.-K. » comme on dit au PS, peut rester ostensiblement modeste sans pour autant s'annoncer de ce qu'il est devenu, il fait partie de ces intellectuels qui multiplient les études parce qu'ils ne veulent pas s'enfermer trop tôt dans une carrière et une spécialité.

Né en 1949 à Paris, il a vécu ses premières années au Maroc

puis à Monaco. Le lycée terminé, il savait surtout ce qu'il ne voulait pas faire : ni droit ni médecine. Il a fait droit pourtant — occasion à la famille — mais seulement, comme sciences po, parce qu'il s'ennuyait un peu à HEC. A vingt-deux ans, la licence et les deux diplômes en poche, il ne se voyait pas « vendre des savonnets ». Comment l'éviter ? En continuant ses études. Il obtient une bourse du CNRS pour une expérience de recherche sur les problèmes de l'épargne. Ces travaux-là nécessitent un verbe mathématique — statistiques et probabilités — auquel HEC, sans doute, ne suffit pas. M. Strauss-Kahn s'est donc arrêté à la maîtrise, puis, l'appétit venant en apprenant, au doctorat obtenu en 1975 et au concours d'agrégation qu'il a passé en 1977.

Le costume lui paraît encore un peu étroit. Son modèle, dans la vie, c'est M. Marcel-Paul Schutzenberger, professeur au Collège de France, médecin psychiatre qui, s'intéressant à la biologie, a passé un doctorat de mathématiques pour mieux la comprendre, puis s'est passionné pour l'informatique avant de devenir l'un des meilleurs spécialistes des langages et des automates. M. Schutzenberger a soixante-quatre ans. Cela laisse du champ à M. Strauss-Kahn pour tenter d'apaiser l'angoisse de sa vie : en quoi le monde aura-t-il été différent parce que lui, Strauss-Kahn, aura existé ? C'est à vous creuser un ulcère à l'estomac. Mais l'angoisse a de l'humour. Le monde selon Strauss-Kahn n'est pas si grand ni si terrifiant que cela.

Economiste — financier plutôt, rectifié-t-il, — il ajoute aujourd'hui la politique au champ de ses investigations et de la capacité d'action qu'il recherche. Ancien militant à l'Union des grandes écoles (alors tenue par les étudiants communistes), il a vite quitté la nébuleuse du PCF : « On a vu et on a été déçu. » Au CERES aussi, il n'a donné qu'un coup d'œil, de 1977 aux élections législatives de 1978 ; c'était un peu « archaïque »,



Dessin de CAGNIAT.

« franco-français ». Il sera beaucoup plus attentif aux amis de M. Jean-Pierre Chevènement lorsqu'il s'agira de les combattre, dans les débats internes au Parti socialiste. Ainsi, M. Strauss-Kahn a largement participé, dans l'ombre de M. Lionel Jospin, aux discussions préparatoires au congrès de Bourg-en-Bresse (octobre 1983), à la rédaction du texte soumis au PS par le premier secrétaire et au débat, essentiellement économique, qui a abouti à la motion unitaire commune à tous les courants du PS.

Ainsi M. Strauss-Kahn choisit la politique plutôt que la carrière privée souvent incompétente, dans les milieux financiers, avec la responsabilité publique qui est la sienne. Il a de surcroît choisi le parti plutôt que les cabinets ministériels, malgré les appels d'offre, en 1981, de MM. Jacques Delors et Jean-Pierre Chevènement notamment.

Pourquoi le parti ? alors que la plupart, justement, le quittent pour les palais officiels ? Parce qu'il ne fallait pas le laisser se vider, bien sûr. Mais aussi parce que l'on a plus de chances d'y rendre service et d'accéder au sommet de l'appareil lorsque le terrain est dégagé. Malgré la rigidité du système

depuis le poids des courants, M. Jospin est parvenu à imposer l'entrée de M. Strauss-Kahn, son principal collaborateur économique, au comité directeur en 1983, puis l'a nommé membre adjoint du secrétariat national et, enfin, secrétaire national.

Entre-temps, M. Strauss-Kahn s'était efforcé de constituer, autour du premier secrétaire du PS, une équipe d'économistes « professionnels » capables d'apporter leur soutien technique aux politiques. M. Strauss-Kahn estime que l'opposition traditionnelle entre « technocrates » et « politiques » a fait « un mal terrible » au Parti socialiste. « On n'est pas obligé, dit-il, de ne rien connaître aux techniques économiques pour faire de la politique, de s'aligner sur le comportement de ces jeunes femmes qui exigent d'être mieux payées qu'une secrétaire sous prétexte qu'elles ne savent pas taper à la machine. »

Le parcours de la gauche depuis 1981 a montré combien le Parti socialiste avait besoin de ces intellectuels pragmatiques qui établissent le lien entre la réflexion et l'action. M. Strauss-Kahn, sans doute, est de ceux-là.

JEAN-YYES LHOMEAU.

LA NOUVELLE CONQUÊTE DU TÉLÉPHONE : LA CARTE.

Vous téléphonez souvent hors de chez vous ou de votre bureau, vous vous déplacez fréquemment pour affaires ou tourisme, la Carte Télécommunications est faite pour vous, pour vous simplifier la vie. Nouvelle carte de crédit, elle vous permet de

téléphoner de partout, - de n'importe quel poste téléphonique, - de n'importe quelle cabine à pièces ou équipée d'un publiphone à cartes,

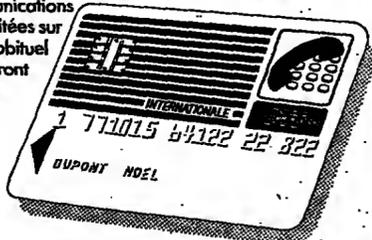
sans paiement immédiat, vos communications seront débitées sur le relevé habituel et apparaîtront de manière distincte,

avec un service sur mesure, 3 types de cartes vous sont proposés : - l'option "internationale", - l'option "nationale", - l'option "société" qui permet d'obtenir des numéros désignés à l'avance (de 1 à 10).

Pour obtenir votre Carte Télécommunications, il suffit de passer commande à votre Agence Commerciale ou à votre Téléboutique (adresses dans les pages bleues de l'annuaire).

Pour tout renseignement complémentaire, appelez gratuitement notre NUMÉRO VERT 16.05.202.202

De partout et sans pièce de monnaie, téléphoner devient de plus en plus simple, profitez-en !



CARTE TÉLÉCOMMUNICATIONS : LE TÉLÉPHONE A SON PASSE-PARTOUT



Partial view of another page from 'Le Monde' showing text about M. Marchais and M. Bernard...

Handwritten note at the bottom of the page: 'سكزا من الاصل'

AU COMITÉ CENTRAL DU PCF

M. Marchais dénonce l'évolution des socialistes

Le comité central du Parti communiste, réuni pour trois jours, a entendu, le lundi 17 septembre, le rapport du bureau politique présenté par M. Georges Marchais...

Mauroy, et que le désaccord des communistes - rappelé par M. Marchais le 8 septembre - remonte à juin 1982...

La discussion s'est engagée, lundi après-midi, sur le rapport du bureau politique. Dès mardi, l'Humanité a indiqué qu'elle publiera...

Il apparaît donc que la question du vote sur le rapport du secrétaire général, si tant est qu'elle se pose...

Le rapport présenté par le secrétaire général dénonce, en effet, vigoureusement l'évolution des socialistes...

Le texte présenté par M. Marchais revient, aussi, sur la responsabilité des dirigeants du PCF au début des années 60...

En outre, la longueur de ce rapport, qui aborde tous les aspects de la période, semble indiquer, pour ce qui est de la préparation du congrès...

M. Bernard Pons affirme qu'aucun membre du RPR n'est barriste

Invité de l'émission de France-Inter « Face au public », lundi 17 septembre, M. Bernard Pons a mis en cause « une cellule de communication »...

nous dirons au président de la République : « Eh bien ! voyez... les élections anticipées... Si vous nous avez écoutés... Il est encore temps. »

Se déclarant « entièrement d'accord pour que les responsables de l'opposition rencontrent ceux qui sont aujourd'hui légalement au pouvoir », M. Pons a indiqué que M. Chirac est prêt à répondre à toutes les invitations...

Antenne 2, a pour sa part, diffusé lundi au cours de son journal du soir, un reportage réalisé dans la fédération de M. Marcel Rigout...

PATRICK JARREAU.

AU COURS DE LEURS CONVENTS ANNUELS

Les organisations maçonniques approuvent la recherche d'un compromis sur l'école

De tous les citoyens impliqués dans la « guerre » scolaire, les franc-maçons furent - et restent - assurément les plus attachés à la nécessité de défendre l'idéal de la laïcité.

ses inquiétudes devant la dégradation de la qualité de l'enseignement public. Les orientations définies par le successeur de M. Alain Savary rejoignent donc tout à fait ses propres convictions.

En revanche, pour le Grand-Orient de France - principale obédience française (près de 39 000 membres répartis dans 650 loges, dont 120 à Paris) - l'approbation du revirement gouvernemental n'était nullement acquise d'avance.

En avril 1983, il avait notamment dénoncé les hésitations du gouvernement dans l'affirmation de la laïcité ; « Certaine atomisation n'ont aucune justification » M. Gourdot était revenu à la charge, en mai dernier, pour critiquer vivement le projet de loi présenté par M. Alain Savary.

permis au GODF d'opérer sa propre révision en douceur. En la personne de M. Roger Leray, élu sans obstacle en remplacement de M. Gourdot, le conseil de l'ordre - organe exécutif - s'est donné pour grand maître un homme qui a toujours incarné le courant du GODF le plus proche du Parti socialiste.

M. Leray est membre du PS. Son élection à une charge qu'il avait déjà assurée de 1979 à 1981 assure donc la continuité du courant progressiste. Toutefois, ce changement se traduira sans doute par une plus grande souplesse à l'égard des positions gouvernementales.

Le gouvernement paraît ainsi assuré de bénéficier, dans sa négociation d'une paix scolaire, de la bienveillante compréhension de la franc-maçonnerie. La diatribe de M. Leray contre le pape à propos de la position du Vatican à l'égard des Églises catholiques des pays du tiers-monde, n'en est, par contraste, apparue que plus violente.

ALAIN ROLLAT.

Le Grand-Orient : « Jean-Paul II est dangereusement réactionnaire »

Au Grand-Orient de France, M. Leray a été élu grand maître, en recueillant, au premier tour de scrutin, les suffrages de vingt-sept des trente-trois membres du conseil de l'ordre. Il y a eu six bulletins blancs. M. Leray n'avait pas de concurrent.

Dans sa première déclaration, lundi, le nouveau grand maître a longuement exposé la position de cette obédience sur la querelle scolaire. Il a notamment souligné : « La question scolaire reste posée ; mais, dans ses développements récents, le débat, devenu affrontement, n'avait plus que de lointains rapports avec l'éthique même de la laïcité. C'est pourquoi nous nous félicitons du compromis auquel semblent vouloir se tenir les animateurs des secteurs public et privé de l'enseignement. Nous souhaitons que désormais toute attitude dogmatique soit rigoureusement écartée d'un domaine qui est, par essence, celui de l'échange, ouvert à toutes les forces qui font le progrès de l'homme. Nous le souhaitons mais nous restons attentifs. »

que, nous pourrions dire : c'est leur problème. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de ces régimes que nous condamnons en toutes circonstances, notamment du régime de Pinochet (...). On ne peut pas s'offrir pour des pouvoirs oppresseurs et en même temps condamner ceux de ses prêtres qui se battent et se font tuer pour que vivent mieux des hommes, des femmes et des enfants martyrisés. Il y a un choix que l'Église catholique romaine ne fait pas et qu'elle devra bien faire un jour ou l'autre. »

Le grand maître du Grand-Orient a également souligné les préoccupations de son obédience face à la montée du racisme, aux campagnes anti-immigrés et aux conséquences de la crise économique.

La Grande Loge : « L'antiracisme est notre devoir »

Interrogé, à ce sujet, au cours d'une conférence de presse, M. Leray a ajouté : « Je reprends à mon compte tout ce qu'a dit en son temps le grand maître Paul Gourdot, mais Paul Gourdot s'est exprimé en un temps qui n'est plus le mien. Comme disait l'autre, lui, c'est lui, moi, c'est moi... » Après avoir rappelé que les prises de position de son prédécesseur étaient intervenues à une période où la laïcité subissait de nombreuses agressions, M. Leray a tenu à rendre hommage à l'ancien ministre de l'éducation tout en réaffirmant son souci de détente : « Nous avons simplement constaté, après les patients efforts, les tenaces et honorables efforts de M. Alain Savary, que les uns et les autres laissent qui les faux, qui les menaces nazifonnes dans l'arsenal de protestations dépassées, pour finalement parler hors des limites de l'affrontement. A partir du moment où l'on parle, les solutions de sagesse doivent être reçues avec une certaine sérénité. »

A la Grande Loge de France, M. Henri Tort-Nougats a été réélu grand maître en recueillant 95,75 % des suffrages exprimés : 338 sur 353 lors du vote tenu par les « députés » (délégués des loges) constituant le conseil fédéral de l'ordre. La franc-maçonnerie écossaise accordant traditionnellement une primauté absolue au spirituel sur le temporel, le grand-maître a notamment affirmé, lundi après-midi, au cours d'une conférence de presse : « Nous pensons qu'oa a poura sauver l'humanité que par une sorte de révolution, de conversion intérieure vers le domaine de l'esprit, en donnant à la vie la déité, la direction du vrai, du juste et du beau. »

Le grand maître du Grand-Orient a alors estimé que l'évolution de la querelle scolaire constitue aussi « une manière de mettre devant leurs responsabilités le Vatican et Jean-Paul II ». Evoquant l'attitude du pape à l'égard des Églises des pays du tiers-monde, et notamment d'Amérique latine, M. Leray a déclaré : « Ce qui se passe actuellement dans l'Église catholique romaine ne peut pas ne pas alerter toutes les consciences. L'Église catholique romaine voit 47 % de ses effectifs mondiaux réunis en Amérique du Sud où il se passe des choses, où il se dit des choses... Jean-Paul regarde ces choses passées, dites, promises, et il a une attitude fondamentalement réactionnaire, dangereusement réactionnaire. S'il ne s'agitait que de l'avenir de l'église catholique, nous pourrions dire : c'est leur problème. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de ces régimes que nous condamnons en toutes circonstances, notamment du régime de Pinochet (...). On ne peut pas s'offrir pour des pouvoirs oppresseurs et en même temps condamner ceux de ses prêtres qui se battent et se font tuer pour que vivent mieux des hommes, des femmes et des enfants martyrisés. Il y a un choix que l'Église catholique romaine ne fait pas et qu'elle devra bien faire un jour ou l'autre. »

Publicité Pour la première fois révélé au public LE BRÉVIAIRE DU CARABIN Un véritable florilège des Salles de Garde

Une tradition vivace La médecine a, personne n'en doute, évolué depuis le début du siècle de façon spectaculaire, mais ses étudiants sont restés dans l'ensemble fidèles à certaines traditions séculaires ; tonus, bal de l'Internat, et à l'une des plus caractéristiques : la chanson de Salles de Garde.

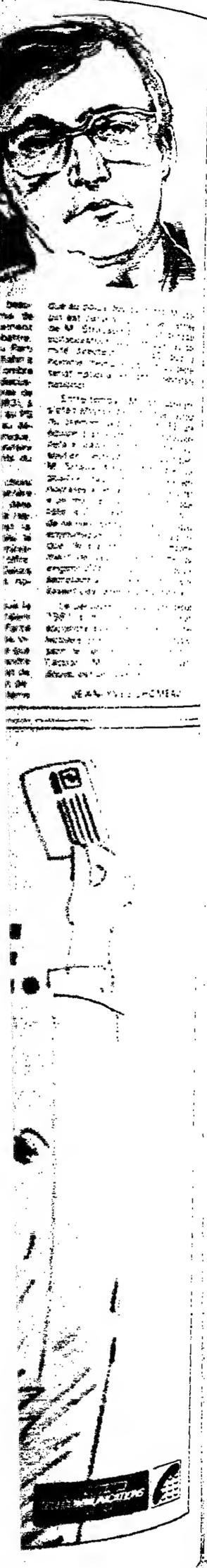


Certains de ces échantillons comme L'Auberge de l'Écu vous sont sans doute connus et font figure pour le carabin d'innocentes blagues, d'autres comme la malheureuse aventure de cette pauvre Charlotte qui avait la prétention de « se passer des hommes » sont plus musclées ; assez connues, elles éveilleront sans doute quelques souvenirs de jeunesse dans votre mémoire.

Des conditions exceptionnelles de soustractions L'ouvrage est à l'heure actuelle en souscription au prix de lancement de 148 F (250 F pour la reliure pleine cuir). Le droit de retour avec remboursement intégral vous étant assuré. N'hésitez pas à profiter de ces conditions exceptionnelles et à nous adresser dès maintenant le bon ci-dessous.

BON A ADRESSER A L'A.S.G.M.P. 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes. Je désire profiter de votre offre exceptionnelle de souscription et recevoir LE BRÉVIAIRE DU CARABIN.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger. Exemplaies spécimen sur demande



L'augmentation de la criminalité s'est ralentie en 1983

La criminalité et la délinquance augmentent, mais moins vite qu'auparavant. Entre 1982 et 1983, leur progression a été de 4,4 % seulement, contre 10 % en moyenne ces dix dernières années.

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui venait s'enquérir sur le terrain des résultats de la politique de prévention et de répression, s'est gardé d'avancer une explication. Ces statistiques, dont on avait déjà eu une idée au début de 1984, sont sujettes d'une année à l'autre à des sous-entendus souvent mystérieux, et le ministre dont elles sont établies laisse quelquefois à désirer (Le Monde du 4 février).

S'il s'avérait que le ralentissement de la hausse de la délinquance et de la criminalité était dû à la politique de prévention tous azimutés du gouvernement, celui-ci s'en vanterait sûrement. Mais il n'ose pas, et pas encore, le faire. Attendez, c'est trop bon pour être vrai, semble penser M. Joxe, qui remarque cependant que les premiers chiffres pour 1984 sont encourageants eux aussi (1).

L'année 1983 a été un bon cru, comparable à 1974 (+ 3,62 %), mais 1976 avait été meilleure encore (- 4,62 %). Le tableau que nous publions d'autre part montre l'évolution en volume des infractions généralisées du sentiment d'insécurité. Il s'agit de crimes et de délits constatés par les services de police et de gendarmerie, ce qui relativise certaines hausses spectaculaires comme celle des trafics de stupéfiants (+ 173 %). Les crimes et délits enregistrés par les services qui en ont la charge sont toujours en hausse lorsque les policiers s'y intéressent de près. Et de fait, ils sont aujourd'hui plus nombreux à combattre ce fléau.

Parmi les bonnes nouvelles données par M. Joxe, il y a la faible augmentation des vols à l'étranger et à la roulotte. Elle explique en grande partie la moindre progression de la délinquance et de la criminalité en 1983. On note même un recul des vols d'automobiles (- 2,62 %), et de deux roues (- 6,19 %). Quant aux chiffres détaillés des cambriolages, ils permettent de dissiper une idée fautive : il s'agit, dans un cas sur dix seulement, de « visites » de résidences secondaires (2).

Les points noirs de ce bilan restent les vols, les agressions et les meurtres crapuleux. Tout se passe comme si la faible augmentation des atteintes aux biens, c'est-à-dire des vols, était compensée par une multiplication inquiétante des violences physiques. Les statistiques montrent que les vols ont pratiquement doublé depuis 1972 (+ 97,31 %), mais ce phénomène serait dû en grande partie au fait que les victimes hésitent moins qu'autrefois à porter plainte.

Ce raisonnement rassurant ne vaut pas pour les vols avec violence (+ 10 %) et moins encore pour les homicides crapuleux. Eux qui n'avaient augmenté que de 8,65 % en 1982 sont en progression de près de 38 % en 1983. Même s'ils ne représentent qu'une faible part de la délinquance et de la criminalité (0,008 %), les « passages » de pompistes et de commerçants exaspèrent l'opinion et exacerbent le sentiment d'insécurité.

Modernisation

La satisfaction relative de M. Joxe (les 4,4 % de 1983 - c'est déjà trop) va de pair avec une volonté réformatrice qui tient en quatre mots : prévention, répression, professionnalisation, et, référence obligée au credo gouvernemental, modernisation.

Prévention : ministre de la police, M. Joxe a symboliquement installé, vendredi 14 septembre, à Evry, un

conseil départemental de prévention de la délinquance en présence de M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national qui porte le même nom (le premier ministre en est le président à qualifications).

Répression : M. Joxe avait, symboliquement aussi, demandé à M. Robert Broussard, préfet délégué pour la police en Corse, et à M. Claude Bardon, chef du SRPJ de Versailles, d'être à ses côtés lundi. On doit au premier la baisse constatée en 1983 des attentats à l'explosif. Le second dirige le service qui a identifié cet été les membres du groupe M5 et a obtenu, sans incident, la reddition des meurtriers du policier tué à Auxerre.

Professionnalisation : M. Joxe veut développer la formation des policiers qui entrent dans la carrière et de ceux qui, en fonctions depuis plusieurs années déjà, n'en ont pas bénéficié. Le ministre de l'intérieur souhaite multiplier les stages de techniques d'interpellation. Ce projet devrait mettre du baume au cœur à la Fédération autonome des syndicats de police (gauche), qui, la semaine dernière, accusait le ministre de l'intérieur de ne pas préparer suffisamment les policiers à leur métier et aux risques que celui-ci

leur fait courir. De manière générale, M. Joxe ne semble pas vouloir convenir de la polémique avec la FASP : « La sécurité de tous », a-t-il déclaré, « passe prioritairement par la sécurité de ceux dont c'est le métier, même si le risque est inhérent au métier de policier ».

Modernisation : le ministre de l'intérieur compte faire de l'informatique et de la bureautique une de ses priorités budgétaires. Il souhaite que les policiers « consacrent plus de temps à ce qui est leur métier, les tâches de police, et moins de temps aux tâches administratives ». Ainsi espère-t-il contenir la délinquance dans des limites raisonnables.

BERTHAUD LE GENDRE.

(1) Dans deux villes du Nord choisies pour expérimenter des actions de prévention, le nombre d'infractions est en baisse au premier semestre de 1984 par rapport aux six premiers mois de 1983. Lille : - 2,17 % et Roubaix : - 6 %. Ce résultat est d'autant plus intéressant que la criminalité et la délinquance ont augmenté de 14,81 % en 1983 dans les départements dépendant du CRJ21 (11).

(2) Les vols simples représentent 47,49 % de la criminalité et de la délinquance constatées en 1983. Viennent ensuite les chèques sans provision (11,71 %) et les cambriolages (5,96 %).

Table with 6 columns: DÉLINQUANCE ET CRIMINALITÉ GLOBALES, 1973, 1979, 1982, 1983, VALEURS en 1000. Rows include Vols simples, Cambriolages de biens d'habitation, Vols sans violence, etc.

(3) Ces chiffres incluent les tentatives d'homicide. Sources : Direction centrale de la police judiciaire du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.



Adieu képi

Les policiers vont changer de tenue. Adieu le képi et la vareuse. Le nouvel uniforme, signé Pierre Belmain, reste bleu « police », mais le revolver devient apparent. Le blouson que porteront les policiers à partir du printemps prochain sera en gabardine, avec doublure amovible, en tissu allumés. Pour les nostalgiques, il subsistera une « tenue d'honneur », avec képi colle-à, très semblable à l'uniforme actuel, mais réjoui.

TRANSPORTS

Les compagnies américaines réduisent leurs vols pour remédier à l'engorgement des aéroports

Washington. - Un accord est en vue entre les compagnies aériennes et le gouvernement américain pour remédier aux embouteillages qui paralysent les aéroports des Etats-Unis. En effet, les passagers américains sont exaspérés par les retards d'une ou deux heures qui leur ont été infligés, cet été, au décollage des aéroports les plus importants.

LA DIRECTION D'AIR AFRIQUE ADOPTE UNE « POSITION DURE » A L'ÉGARD DE SES NAVIGANTS EN GRÈVE

La direction de la compagnie Air Afrique semble avoir choisi de briser la grève de ses pilotes et de ses mécaniciens, qui paralysent ses appareils depuis le 15 septembre. Elle recourt systématiquement à l'affrètement d'avions de compagnies charters, parmi lesquelles Mincerve, Luxair, Spantax et World Airways, qui lui permettent d'assurer certains vols. Elle menace de licencier tous les grévistes. Ceux-ci pourraient recevoir le renfort du personnel au sol et du personnel commercial de la compagnie, basée à Dakar, sur la conduite à tenir.

Aucune négociation n'est engagée. La tournure prise par les événements et l'intransigence de la direction laissent à penser que le conflit sera arbitré par M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire. Si celui-ci ne parvenait pas à régler les problèmes en sus, les gouvernements des dix Etats africains propriétaires de la compagnie se saisiraient du contentieux.

CIRCULATION ROUTIÈRE RÉTABLIE ENTRE ITALIE ET SUISSE

Plus d'un millier de camionneurs qui interdisaient la circulation depuis cinq jours aux points de passage frontaliers entre l'Italie et la Suisse ont levé leur blocus lundi 17 septembre après que les autorités douanières italiennes eurent accepté d'accélérer les procédures de contrôle. Le trafic commercial entre les deux pays a repris dans la matinée de lundi, peu après la signature d'un accord entre des représentants syndicaux italiens et les autorités douanières.

EN BREF

Cinq attentats dans Paris

Cinq attentats ont été commis à Paris pendant la nuit du 17 au 18 septembre. Le premier explosif a été projeté, peu après minuit, à proximité du Sacré-Cœur, dans un bâtiment appartenant à l'archevêché de Paris, siège de l'Association Pédérin et de tourisme. Les quatre autres attentats, commis dans le centre, entre 5 heures et 30, ont visé des établissements bancaires, une annexe du ministère de la culture, ainsi qu'une voiture des PTT.

Les attentats, qui n'ont provoqué que des dégâts matériels légers, n'avaient pas été revendiqués. On remarquera qu'ils surviennent quelques jours avant le procès, les 20 et 21 septembre prochains, à Paris, de militants de l'ex-FLNC, auteurs présumés d'une « nuit blanche », le 29 avril 1983, dans la capitale.

La colère des gardiens de prison

Après l'agression dont a été victime, le dimanche 16 septembre, un surveillant de la maison d'arrêt de Vannes (Morbihan), M. Jean-Claude Dagos (et non Jacques, comme nous l'avions indiqué par erreur), gravement blessé par un ancien détenu, Archange Dauber (Le Monde du 18 septembre), on a appris qu'un autre surveillant, M. Alban Locard, affecté à la maison d'arrêt de Caen (Calvados), avait subi, peu avant, un sort identique. M. Locard se prononçait dans l'après-midi du samedi 15 septembre en compagnie de son fils dans le centre de Caen, lorsque deux hommes l'ont violemment frappé à coups de poings, lui fracturant le nez. M. Locard a déclaré avoir reconnu un ancien détenu de l'établissement pénitentiaire où il travaille parmi ses deux agresseurs, qui ont réussi à s'enfuir.

Après l'opération de protestation « prisons mortes », déclenchée lundi 17 septembre à l'appel du syndicat FO du personnel pénitentiaire, majoritaire dans cette profession, et qui a consisté en quatre heures de débrayages n'affectant pas la sécurité des prisons, d'autres formations syndicales se sont émus. Ainsi, l'Union générale des syndicats pénitentiaires UGSP a-t-elle fait part de son « inquiétude devant la recrudescence des agressions commises » sur des membres du personnel pénitentiaire, précisant toutefois que ce n'est pas « dans une répression accrue » que se trouve la réponse. Pour la CGT, c'est en dotant le système pénitentiaire d'effectifs en nombre suffisant, d'une formation professionnelle de haut niveau et

Un conseiller municipal inculé de viol

Nice. - Un conseiller municipal (RPR) de Nice, M. Robert Santarelli, a été inculé de viol et incerçonné mercredi 12 septembre à la maison d'arrêt de Nice. Il lui est reproché d'avoir abusé de la jeune épouse d'un employé du palais de justice qu'il avait raccompagné au domicile de ses parents.

Une conférence sur la protection des données informatiques

Vienne. - La 6e conférence annuelle des universitaires (médecins) et commissaires chargés de la protection des données informatiques dans les pays du Conseil de l'Europe s'est tenue du 10 au 14 septembre à Vienne, en Autriche. Treize pays - dont la France - ont adopté une législation en matière de protection des données et trois pays observateurs (Suisse, Portugal, Espagne) où une telle législation est en voie de préparation étaient représentés.

Le rétablissement de la peine de mort

M. Bernard Manovelli, conseiller municipal de Marseille, non-inscrit, a fondé officiellement, le 15 septembre, le Comité national pour le rétablissement de la peine de mort. Devant plusieurs centaines de membres de l'Union marseillaise du troisième âge, M. Manovelli, président de Marseille-Sécurité, mouvement d'opposition, a fait approuver à l'unanimité par l'assistance « le rétablissement de la peine de mort à l'encontre des assassins de personnes âgées, des enfants et de policiers ; la démission du garde des sceaux, M. Badinter ; la dissolution du Syndicat de la magistrature ; l'accroissement des pouvoirs des policiers et l'expulsion des étrangers oisifs et délinquants ».

Le « Bikini » EST ORPHELIN

Le créateur du Bikini - avec un B majuscule : il s'agit là d'une marque déposée, brevetée dès 1946 - est mort à l'âge de quatre-vingt-sept ans dans un hôpital de Louzanne (Suisse). Français et ingénieur de formation, M. Louis Raard avait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, choisi d'habiller, fut-ce en disant, les belles élégantes et repris à son compte un atelier de bonnetier créé par sa mère.

L'évêque de Lourdes souhaite prendre sa retraite

Mgr Henri Danze, évêque de Tarbes et Lourdes, a annoncé un cours d'une réunion de prières qu'il avait demandé au pape de lui nommer un évêque coadjuteur avec droit de succession. Mgr Danze, qui est âgé de soixante-deux ans, a indiqué qu'il se retirerait dès la nomination de son coadjuteur. - (Corresp.)

Un directeur pour le Nouveau Touring

M. Joël Vernier, qui occupait les fonctions de directeur régional du Touring club de France, vient d'être nommé directeur du Nouveau Touring club de France. Né au printemps dernier, le Nouveau Touring est constitué de trois associations : VVF (villages-vacances-familles), AFA (association française des automobilistes) et UGTCF (union des groupes du Touring club de France).

Un cargo japonais, « abordé » par Greenpeace au Havre

Les militants écologistes de Greenpeace, sont venus au Havre à bord de leur navire Sirius, pour faire le siège, lundi 17 septembre, du port-conteneur japonais Kamakura-Maru, venu prendre livraison d'uranium enrichi. De leur Zodiac, les écologistes ont demandé à l'équipage japonais de refuser d'assurer le transport de matières nucléaires.

Le rétablissement de la peine de mort

M. Bernard Manovelli, conseiller municipal de Marseille, non-inscrit, a fondé officiellement, le 15 septembre, le Comité national pour le rétablissement de la peine de mort. Devant plusieurs centaines de membres de l'Union marseillaise du troisième âge, M. Manovelli, président de Marseille-Sécurité, mouvement d'opposition, a fait approuver à l'unanimité par l'assistance « le rétablissement de la peine de mort à l'encontre des assassins de personnes âgées, des enfants et de policiers ; la démission du garde des sceaux, M. Badinter ; la dissolution du Syndicat de la magistrature ; l'accroissement des pouvoirs des policiers et l'expulsion des étrangers oisifs et délinquants ».

L'évêque de Lourdes souhaite prendre sa retraite

Mgr Henri Danze, évêque de Tarbes et Lourdes, a annoncé un cours d'une réunion de prières qu'il avait demandé au pape de lui nommer un évêque coadjuteur avec droit de succession. Mgr Danze, qui est âgé de soixante-deux ans, a indiqué qu'il se retirerait dès la nomination de son coadjuteur. - (Corresp.)

Première TRAVERSÉE SOLITAIRE DE L'ATLANTIQUE EN BALLON

L'écrolier américain Joe Kit-tinger, un ancien colonel de l'US Air Force âgé de cinquante-six ans, vient de réaliser la première traversée solitaire en ballon de l'Atlantique. Parti de Caribou (Maine) dans la soirée du vendredi 14 septembre à bord d'un ballon libre baptisé Rosie O'Grady et gonflé de 5000 mètres cubes d'hélium, dont la hauteur avoisine celle d'un immeuble de neuf étages, Joe Kit-tinger avait survolé avant l'aube du mardi 18 septembre les villes américaines de New-York et Caracacas, pour franchir la côte hispanique entre San-Remo et Alamo vers 11 h 30. Il a atterri ensuite près de Savoie, dans le nord de l'Italie.

Un cargo japonais, « abordé » par Greenpeace au Havre

Les militants écologistes de Greenpeace, sont venus au Havre à bord de leur navire Sirius, pour faire le siège, lundi 17 septembre, du port-conteneur japonais Kamakura-Maru, venu prendre livraison d'uranium enrichi. De leur Zodiac, les écologistes ont demandé à l'équipage japonais de refuser d'assurer le transport de matières nucléaires.

Le rétablissement de la peine de mort

M. Bernard Manovelli, conseiller municipal de Marseille, non-inscrit, a fondé officiellement, le 15 septembre, le Comité national pour le rétablissement de la peine de mort. Devant plusieurs centaines de membres de l'Union marseillaise du troisième âge, M. Manovelli, président de Marseille-Sécurité, mouvement d'opposition, a fait approuver à l'unanimité par l'assistance « le rétablissement de la peine de mort à l'encontre des assassins de personnes âgées, des enfants et de policiers ; la démission du garde des sceaux, M. Badinter ; la dissolution du Syndicat de la magistrature ; l'accroissement des pouvoirs des policiers et l'expulsion des étrangers oisifs et délinquants ».

L'évêque de Lourdes souhaite prendre sa retraite

Mgr Henri Danze, évêque de Tarbes et Lourdes, a annoncé un cours d'une réunion de prières qu'il avait demandé au pape de lui nommer un évêque coadjuteur avec droit de succession. Mgr Danze, qui est âgé de soixante-deux ans, a indiqué qu'il se retirerait dès la nomination de son coadjuteur. - (Corresp.)

LE « BIKINI » EST ORPHELIN

Le créateur du Bikini - avec un B majuscule : il s'agit là d'une marque déposée, brevetée dès 1946 - est mort à l'âge de quatre-vingt-sept ans dans un hôpital de Louzanne (Suisse). Français et ingénieur de formation, M. Louis Raard avait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, choisi d'habiller, fut-ce en disant, les belles élégantes et repris à son compte un atelier de bonnetier créé par sa mère.

L'évêque de Lourdes souhaite prendre sa retraite

Mgr Henri Danze, évêque de Tarbes et Lourdes, a annoncé un cours d'une réunion de prières qu'il avait demandé au pape de lui nommer un évêque coadjuteur avec droit de succession. Mgr Danze, qui est âgé de soixante-deux ans, a indiqué qu'il se retirerait dès la nomination de son coadjuteur. - (Corresp.)

Un cargo japonais, « abordé » par Greenpeace au Havre

Les militants écologistes de Greenpeace, sont venus au Havre à bord de leur navire Sirius, pour faire le siège, lundi 17 septembre, du port-conteneur japonais Kamakura-Maru, venu prendre livraison d'uranium enrichi. De leur Zodiac, les écologistes ont demandé à l'équipage japonais de refuser d'assurer le transport de matières nucléaires.

Le rétablissement de la peine de mort

M. Bernard Manovelli, conseiller municipal de Marseille, non-inscrit, a fondé officiellement, le 15 septembre, le Comité national pour le rétablissement de la peine de mort. Devant plusieurs centaines de membres de l'Union marseillaise du troisième âge, M. Manovelli, président de Marseille-Sécurité, mouvement d'opposition, a fait approuver à l'unanimité par l'assistance « le rétablissement de la peine de mort à l'encontre des assassins de personnes âgées, des enfants et de policiers ; la démission du garde des sceaux, M. Badinter ; la dissolution du Syndicat de la magistrature ; l'accroissement des pouvoirs des policiers et l'expulsion des étrangers oisifs et délinquants ».

L'évêque de Lourdes souhaite prendre sa retraite

Mgr Henri Danze, évêque de Tarbes et Lourdes, a annoncé un cours d'une réunion de prières qu'il avait demandé au pape de lui nommer un évêque coadjuteur avec droit de succession. Mgr Danze, qui est âgé de soixante-deux ans, a indiqué qu'il se retirerait dès la nomination de son coadjuteur. - (Corresp.)

Difficile le temps



Journaux français

Choix de vins, bières



Sièges confortables

Tous ces avantages En fait, une des raisons pleinement du votre Avec nous, vos voyages Paris pour en faire

Pour tous renseignements Tél. (1) 265.37.35. 69 Côte d'Azur, Tél. (93)

سكنا من الاصل

صكنا من الامل

Difficile de profiter de tous nos avantages le temps d'un vol pour l'Allemagne.



... du ... la ... les ... are ... rer ... de ... ent ... fir ... en ... de ... di ... ne ... ot ...
 ... ks ... rs ... ur ... la ... di ... en ... le ... n ...
 ... de ... nt ... re ... le ... as ... il ... le ... nt ... pe ... e ... o ... i ... re ... é ... o ...
 ... s ... n ... di ... s ... il ... le ... re ... v ... o ...
 ... t ... n ... s ... s ... i ... k ... e ... t ...
 ... s ... s ... i ... k ... e ... t ...
 ... s ... s ... i ... k ... e ... t ...



Journaux français, anglais, allemands.



Nombreux magazines.



Rafraîchissements variés.



Choix de vins, bières et spiritueux.



Menus de qualité.



Bien chauds le café et le thé!



Sièges confortables pour le travail.



Davantage d'espace pour la détente.



Et, bien sûr, arrivée ponctuelle.

Tous ces avantages et beaucoup d'autres encore vous sont offerts en classe économique sans aucun supplément de prix. En fait, une des rares choses que Lufthansa ne peut pas vous offrir, c'est davantage de temps. Alors, sachez profiter pleinement du vôtre. Avec nous, vos voyages d'affaires sont de véritables voyages d'agrément. Vous avez 77 vols hebdomadaires au départ de Paris pour en faire l'expérience.



Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa. 75008 Paris, 21-23, Rue Royale, Tél. (1) 265.37.35. 69431 Lyon Cedex 3, Tour Crédit Lyonnais, 129, Rue Servient, Tél. (7) 863.66.66. 06056 Nice Cedex, Aéroport Nice-Côte d'Azur, Tél. (93) 83.02.80. 31000 Toulouse, 76, Allées Jean Jaurès, Tél. (61) 62.80.66.

MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE GARANCIÈRE

Le fluor a démontré son efficacité pour prévenir les caries dentaires

Les Entretiens de Garançière, réunion annuelle de formation continue des chirurgiens-dentistes, se sont ouverts jeudi 17 septembre à Paris. Un thème abordable : la prévention de la carie dentaire, cette maladie qui épargne pratiquement aucun adulte et dont l'Organisation mondiale de la santé estime qu'elle doit être considérée comme un véritable fléau planétaire.

Les chiffres ne trompent pas. En France, quatre enfants sur dix âgés de trois ans ont une ou plusieurs dents cariées. A quinze ans, ils sont neuf sur dix, et 95% des adultes souffrent de maladies bucco-dentaires. On n'imagine pas pire constat d'échec pour la prévention. On connaît aussi le coût socio-économique considérable des affections dentaires pour lesquelles la carie est souvent la première responsable. En 1978, le budget santé moyen d'un Français était de 3 018 F, dont 271 F (9%) affectés aux soins dentaires. Sur ces 271 F, 160 restaient à la charge du patient. En 1981, le budget santé passait à 4 528 F dont 413 F de frais dentaires, la part non convertie par les organismes de protection sociale s'élevait à 243 F.

Pourquoi fait-on la carie ? La réponse n'est pas simple. Parmi les responsables se trouvent des facteurs individuels : dents fragiles, mal disposées, rôle de la salive, etc. On connaît aussi l'action négative de la consommation de sucres. Enfin, depuis une vingtaine d'années, il a été clairement établi que la carie dentaire était aussi (surtout ?) une maladie bactérienne : certains micro-organismes de la cavité buccale ont la faculté de coloniser la surface des dents. A ce niveau, ils forment une plaque dentaire responsable des caries mais aussi des maladies des tissus voisins (gencives, os alvéolaires, etc.). Cette colonisation bactérienne est spontanée. Elle survient même après un brossage soigné des dents. Les bactéries libèrent alors des acides organiques qui attaquent en permanence l'émail et créent des cavités qui apparaissent bientôt à l'œil nu.

Une campagne en France

La France a toujours été très réservée à l'égard de telles pratiques, ignorant même-t-elle leur efficacité et le faible coût de leur mise en œuvre. Les arguments retenus, notamment par le Conseil supérieur d'hygiène, concernent les risques d'intoxication accidentelle toujours possibles : à haute dose, le fluor est à l'origine d'accidents. La prévention de masse de la carie est donc avant tout d'ordre politique. En France, seuls jusqu'à présent, les industriels des pâtes dentifrices vantent les bienfaits du fluor. Une situation d'autant moins satisfaisante que cet oligo-élément n'est vraiment efficace que pendant la période de formation des dents, soit avant quinze ans (1).

RELIGION

AU CANADA

Jean-Paul II dénonce l'écart grandissant entre les pays riches et le tiers-monde

Edmonton. - Jean-Paul II, de nouveau, surpris ses auditeurs par la teneur politique d'une homélie prononcée à la veille de la prise de fonctions du nouveau gouvernement conservateur de M. Mulroney. Le thème de la messe célébrée à Edmonton le 17 septembre était « Le Canada et le tiers-monde », et le pape a développé la célèbre citation de Paul VI tirée de son encyclique *Populorum progressio* : « Le nouveau nom de la paix est le développement. » « Oui, s'est-il écrit, le Christ parle de la dimension universelle de l'injustice et du mal. Il parle de ce que nous appelons aujourd'hui le contraste Nord-Sud : le Nord toujours plus riche et le Sud toujours plus pauvre. Le Sud qui s'appauvrit sans cesse, a insisté le pape, et le Nord qui s'enrichit en ressources et aussi en armements avec lesquels les super puissances menacent de se détruire. »

« A la lumière des paroles du Christ, le pauvre Sud jugera le riche Nord, a ajouté Jean-Paul II. Et les nations pauvres - pauvres de plusieurs manières, non seulement privées de nourriture mais aussi de liberté et d'autres droits humains - jugeront les peuples qui leur envient ces biens et s'approprient pour eux-mêmes le monopole impérialiste d'une suprématie économique et politique au détriment d'autrui. » Cette homélie aurait très bien pu être dite par un théologien de la libération latino-américain. Elle n'est pas passée inaperçue au Canada qui est tenté, après les Etats-Unis, de réduire l'aide au tiers-monde.

IMPORTATEUR EUROPÉEN, SIÈGE EN AUTRICHE, offre représentation exclusive de « NOUVEAUTE MONDIALE FELIX CLARIFANT BIOLOGIQUE »... **BERLITZ**

DÉFENSE

Budget militaire : austérité en 1985

(Suite de la première page.) Comme en 1984, le ministre de la défense continuera, en 1985, à réduire les effectifs : 8 466 militaires (soit 6 707 appelés et 1 759 cadres d'active) et 650 civils dans les trois armées et leurs services. Seule la gendarmerie devrait recevoir 500 gendarmes supplémentaires en plus de son contingent actuel pour faire face à l'augmentation de ses missions de défense opérationnelle du territoire. Ces mouvements de personnels représentent une économie de 336,4 millions de francs, soit l'équivalent de huit hélicoptères Super-Puma, du matériel de ceux qui seraient affectés à la force d'action rapide.

En faveur des appelés, il est proposé d'augmenter encore la hiérarchisation du prêt, de façon à mettre les recrues à prendre des responsabilités : plus élevé sera leur grade et plus leur solde sera augmentée, comme en témoigne le fait de porter à 40,50 F, en juillet 1985, la solde journalière de l'aspirant (au lieu de 37,80 F en septembre 1984) et à laisser inchangée (13,50 F) la solde du deuxième classe. De même, la campagne en faveur du recrutement des volontaires pour un service long, au-delà de douze mois, sera intensifiée dans l'espoir d'attirer jusqu'à 10 % du total du contingent.

Baisse du pouvoir d'achat

Mais c'est dans le domaine de l'équipement des forces que l'austérité est la plus manifeste, avec un montant de crédits de paiement qui s'élève à 71,7 milliards de francs (alors que la loi de programmation militaire prévoyait 73 milliards pour 1985) et un montant des autorisations de programme de 85 milliards de francs, inchangé par rapport au budget de 1984.

A en croire les députés de l'opposition, c'est, à coup sûr, l'initiative la plus préoccupante du gouvernement des Joxe qu'elle menace le pouvoir d'achat des armées et leur niveau d'investissement. Faute de pouvoir continuer d'augmenter les dépenses de fonctionnement, observent ces élus, le ministère de la défense s'en est pris aux commandes de matériels nécessaires à la modernisation des forces. A l'appui de cette thèse, ils citent plus particulièrement l'exemple de l'armement nucléaire, stratégique et tactique, qui voit ses crédits de paiement stagner à 23 386 millions de francs (au lieu des 23 810 prévus par la loi de programmation) et ses autorisations de programme diminuer de 4,28 % par rapport à 1984 (soit 27 737 millions de francs en 1985 contre 28 976 millions de francs en 1984).

Le ministre de la défense refuse cette interprétation, faisant valoir que les crédits d'équipement augmentent en 1985 de 7,66 % par rapport à ceux de 1984, c'est-à-dire un taux de hausse supérieur à l'inflation retenue qui serait de l'ordre de 5,7 % à 5,8 % selon les calculs prévisionnels du produit intérieur brut marchand (PIBM). Au reste, dit-on dans l'entourage de M. Heron, tous les engagements de la loi de programmation en matière d'équipement militaire seront respectés.

C'est ainsi que l'armée de l'air sera autorisée à commander seize Mirage 2000-N de pénétration militaire à basse altitude et douze Mirage 2000-DA de défense aérienne. La marine mettra en service opérationnel, en avril prochain, son premier sous-marin, baptisé *l'Inflexible*, qui portera seize missiles M.4 à plusieurs têtes thermonucléaires, et elle mettra en chantier la refonte, c'est-à-dire la modernisation, du premier de ses sous-marins stratégiques déjà en activité. De même, elle pourra commander ses premiers avions de surveillance maritime Atlantique-2 et elle achèvera la mise au point de la chaudière nucléaire de son nouveau porte-avions.

Pour témoigner de sa volonté de préserver l'avenir, le ministre de la défense avance le fait que les crédits de recherche en amont augmentent de 14,7 % et que les crédits de recherche-développement seront en hausse de +3,8 %.

En somme, observe un conseiller de M. Heron, les armées font preuve du *Fabius cunctans*, l'homme en complicité des dépenses et les effectifs, en favorisant la recherche et la modernisation des équipements. Reste à savoir si, dans le même temps, ce projet de budget militaire saura « décrier » l'opposition.

Le général de brigade Robert Gastaldi remplace le général Jacques-Julien de Zélicourt au poste de chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Laurent Fabius. Le général de Zélicourt, qui sera promu général de division, prendra, en octobre prochain, le commandement de la 5^e division blindée.

SPORTS

CYCLISME

Charles Mottet, routier de l'avenir

Depuis qu'il ne dirige plus Bernard Hinault, Cyrille Guimard a conduit deux fois Laurent Fignon à la victoire dans le Tour de France et, en l'absence de Fignon, il vient de remporter le Tour de l'avenir avec Charles Mottet, l'un des benjamins de son équipe. Cette épreuve par étapes, ouverte aux amateurs et aux professionnels, mais principalement réservée aux jeunes... a confirmé les talents d'un directeur sportif dont on sait qu'il est d'abord un excellent recruteur, mais elle a aussi et surtout révélé au grand jour les qualités d'un concurrent du Dauphiné, professionnel depuis deux saisons seulement.

Agé de vingt-deux ans, Charles Mottet n'est cependant pas un inconnu. Lauréat en 1980 du concours cycliste national et troisième, la même année, du championnat de France Juniors gagné par Vincent Barteau - un autre poulain de Guimard, - il s'était classé sixième du Tour de l'avenir en 1983 avant de s'affirmer cette année le meilleur espoir du Tour d'Italie.

Pour conquérir définitivement le premier maillot jaune de sa carrière, Mottet a dû faire la preuve de sa régularité et de son endurance, puisque le Tour de l'avenir ne comportait pas moins de douze étapes, d'un total de 1 625 kilomètres. Il lui a fallu contenir les attaques incessantes des routiers soviétiques et repousser l'assaut du Tchecoslovaque Skoda contre la montre. Mais il a trouvé le partenaire efficace en Philippe Bouvattier, sa plus récente recrue de la formation Renault, qui, après avoir subi un échec sévère dans l'épreuve sur route des Jeux olympiques, a parfaitement réussi son entrée chez les professionnels.

Le Tour de l'avenir, qui accueillait de nombreux coureurs étrangers, y compris des Japonais, a mis l'accent sur la valeur des Soviétiques Ivanov et Iarochenko, vainqueurs à Super-Bagnères, du Colombien Mantoya, premier au Tourmalet, du Suisse Wiss, gagnant de deux étapes consécutives, de l'Espagnol Carlos Hernández, malheureusement victime d'une chute dans la descente de Port-d'Aspe, alors qu'il détenait le maillot jaune, et de son compatriote Miguel Indurain, un remarquable rouleur.

SCIENCES

Les pays européens veulent encourager la mobilité de leurs chercheurs

C'est par un succès complet que s'est achevée la première conférence des ministres européens responsables de la recherche, tenue lundi 17 septembre, sous l'égide du Conseil de l'Europe, au centre des conférences internationales de Paris. La déclaration de politique générale et les deux résolutions sur la mobilité des chercheurs et sur les réseaux de coopération scientifique et technique ont été adoptés à l'unanimité des vingt-trois Etats représentés. Pourtant, les discussions avaient été vives lors des réunions préparatoires entre experts. Des points qui semblaient encore délicats il y a quelques mois, comme le contenu de la future carte d'identité de chercheur, n'ont pas fait problème. Que M. Hubert Curie, ministre français de la recherche et de la technologie, qui présidait la conférence, ait joué un grand rôle dans sa préparation au titre de président de la Fondation européenne de la science, n'est sans doute pas étranger au bon climat et à l'accord intervenu.

L'essentiel des acquis figure dans les deux résolutions. La première détermine plusieurs mesures qu'il est souhaitable de prendre pour encourager la mobilité en Europe des jeunes chercheurs. La création proposée d'une carte d'identité européenne de chercheur, précisant un certain nombre de droits et de facilités, est un moyen de lever certains obstacles administratifs. Elle permettra aussi d'assurer la mobilité du matériel dont ont besoin les chercheurs comme l'a indiqué M. Curien en rendant compte de la conférence : « un chercheur se rendant dans un laboratoire étranger doit pouvoir emporter un voltmètre électronique comme il emporte son pyjama ». Les ministres souhaitent également un accord européen sur l'importation temporaire de matériel scientifique et des échanges de formation entre des institutions d'enseignement supérieur.

Des réseaux de coopération. Voyager coûte cher et les ressources des jeunes chercheurs sont limitées. Sur proposition de M^{me} Kerstin Nilbeus, secrétaire d'Etat à la recherche du gouvernement suédois, un système de bourses de recherche a été mis à l'étude. La Suède a un plan d'échange de bourses avec les Etats-Unis qui fonctionne de manière satisfaisante, et M^{me} Nilbeus propose de créer quelque chose d'analogue à l'échelon européen.

L'autre résolution porte sur la constitution de réseaux de coopération, définie comme une organisation souple qui peut revêtir des formes très diverses et doit, de préférence, être créée par les scientifiques eux-mêmes. Un réseau a pour objectifs d'établir des liens privilégiés entre des laboratoires travaillant sur les mêmes thèmes et de faciliter la mise en commun des idées et des efforts, des ressources humaines et des équipements, des possibilités de formation et d'expertise. Les ministres ont recensé une vingtaine de thèmes qui se prêtent à cette coopération et sont convenus de stimuler la création de réseaux ou le renforcement de ceux qui existent. Les moyens financiers nécessaires ont été évalués à 1 million d'ECU. La Fondation européenne de la science a été chargée de présenter dans cinq mois des propositions détaillées et d'établir dans deux ans un bilan des décisions prises dans chaque pays pour faciliter la mobilité.

CLASSEMENT GÉNÉRAL FINAL

1. Mottet (Fr., Renault), 41 h 15 mn 24 s ; 2. Skoda (Tch.), 1 h 1 mn 47 s ; 3. Bouvattier (Fr., Renault), 2 mn 27 s ; 4. Ivanov (URSS), 3 h 3 mn 44 s ; 5. Bernard (Fr., la Vie Claire), 5 mn 52 s, etc.

TENNIS
TULASNE CONSERVE SON TITRE NATIONAL

Le National de tennis 1984 aura été celui de la continuité pour le palmarès. Après Nathalie Herremann, qui avait conservé son titre féminin, le 15 septembre, Thierry Tulasne s'est aussi imposé pour la deuxième année consécutive dans la finale masculine, disputée lundi 17 septembre, à Mareq-en-Barœul (Nord). Pascal Portes, son adversaire, comme l'an dernier, se lui a opposé qu'une faible résistance. Subissant le lift puissant de Tulasne, il n'a jamais fait preuve d'initiative avant d'être, de surcroît, handicapé par une douleur à la jambe droite. Vainqueur 6-1, 6-2, 6-0, Tulasne avait, en fait, été beaucoup plus inquiet en demi-finale, où il avait dû sauver trois balles de match au deuxième set face à Guy Forget.

Le Monde

NOTES

Variantes
PARADIS-LATIN
Bonne nuit corrigée
Le Monde

ALAIN WAIE
Le Monde

ÉCHECS

Le championnat du monde

KARPOV MARQUE LE PREMIER POINT
Contre un autre joueur cela aurait pu marcher, mais le champion du monde, la formule lapidaire du grand maître soviétique Marc Taimanov résume parfaitement la troisième partie du championnat du monde jouée le lundi 19 septembre à Moscou. « Cela », c'est le sacrifice d'un pion au seizième coup décidé par Kasparov après cinquante minutes de réflexion.

Le challenger n'est-il pas vu ou a-t-il sous-estimé la simple réplique de Kasparov : 20-Td6 ? Difficile à croire. Kasparov, lui, avait vu et beaucoup plus loin. En onze coups admirables de logique et de simplicité, le champion du monde contraignait son challenger à l'abandon : les noirs ne pouvaient éviter la perte d'une pièce.

Il ne reste donc à Kasparov que cinq victoires à obtenir pour conserver son titre. Il reste à Kasparov à ne pas oublier, toujours selon Taimanov, « une petite première des échecs : la patience avec les noirs ». Mais, mercredi, il aura les blancs, et ce sera sûrement Kasparov qui devra se montrer patient. Il sait l'être.

...ET ZIIP BERLITZ.
Pour apprendre une langue : immersion totale, leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.
BOULOGNE: 608150. CHAMPS-ÉLYSÉES: 7204160.
LA DÉFENSE: 773 6038. NATION: 3711134.
OPÉRA: 742133. PANTHÉON: 633.98.77. SAINT-LAZARE: 522.22.23. SAINT-GERMAIN: EN-LA-ITE: 972.75.00.
VERSAILLES: 95018.70.

TENNIS A PARIS
STAGES LONGUE DURÉE
1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois
STAGES INTENSIFS de mai à septembre, Noël, Pâques.
tennis-action
734.36.36
équipé par BERLITZ

سكزا من الالصل

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Calendar listing various musical events, including 'ROYAUMONT', 'CATHÉDRALE DE CHARTRES', 'L'ENSEMBLE DE HANOIS', 'LAURENCE ALLIX', 'BORDEAUX-AQUITAINE', 'BENZIG PIRE', 'HERBIN', 'CONCERT DE MUSIQUE FRANÇAISE', 'LE FLOCH', 'VANDOME', and 'CYCLE DU QUATUOR VIA NOVA'.

CONCERTS

Radio France Concerts section featuring 'NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE' and 'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE'.

Orchestre de Paris section featuring 'ORCHESTRE DE PARIS' and 'Salle Pleyel'.

Palais des Glaces section featuring 'PALAIS DES GLACES' and 'CLAUDE CONFORTÉS'.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX section listing various theatrical productions.

Les salles subventionnées section listing subsidized theaters.

Les autres salles section listing other theaters.

Opéra section listing opera performances.

Les concerts section listing various musical concerts.

Festivals section listing festival events.

Festival d'Automne section listing the Autumn Festival.

Les exclusivités section listing exclusive theatrical works.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20 section providing contact information for event listings.

Mardi 18 septembre section listing events for the specific date.

Les cafés-théâtres section listing events at cafe-theaters.

La danse section listing dance performances.

Opérettes section listing operetta performances.

Opéra section listing opera performances.

Les concerts section listing various musical concerts.

Festivals section listing festival events.

Festival d'Automne section listing the Autumn Festival.

Les exclusivités section listing exclusive theatrical works.

HOTEL NEW HAMPSHIRE section listing events at the hotel.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

LES NUITS DE LA PLERINE LUNE section listing events.

LES MALECHES DE HERIN section listing events.

ACTUELLEMENT

Actuellement section listing current events and spectators.

LA TRICHE section featuring a theatrical production with a large image.

A PARTIR DU 22 SEPT.

A PARTIR DU 22 SEPT. section listing theatrical works starting from Sept 22nd.

SARAH section featuring a theatrical production.

COMPAGNIE JEAN-CLAUDE DROUOT section listing the Reims Dramatic Center.

cinéma

Cinéma section listing film screenings.

IRCAM/eio section advertising music courses and recordings.

Large advertisement for Bertuccelli signorini and Carole Laure.

Handwritten note at the bottom of the page.

صحنه من الراحل

SPECTACLES

COMMUNICATION

Garmon Saint-Charles, 15 (579-3100); Victor-Hugo, 16 (727-075); Paramont Mallot, 17 (758-2424); Imagis, 18 (522-974).

PRÉNOÛM CARMEN (Fr.): Grand Palais (h. sp.), 19 (554-46-85).

FRIS AU PIEDGE (A. v.a.): Paramont Odéon, 6 (325-59-83); V.I.: Paramont City Triomphe, 6 (562-45-76); Paramont Opéra, 9 (742-36-31); Paramont Montparnasse, 14 (329-90-10).

ROAR (A. v.a.): George V, 8 (562-41-46); V.I.: Lumière, 9 (246-49-07); Basille, 12 (307-54-40); Paramont, 15 (320-30-19).

LA SMALA (Fr.): Rex, 2 (236-93-93); UGC Opéra, 2 (574-93-50); Cidé Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Odéon, 6 (225-10-30); UGC Montparnasse, 6 (544-94-94); UGC Normandie, 6 (563-16-16); UGC Boulevard, 9 (574-95-40); UGC Gare de Lyon, 12 (543-01-59); Aubert, 12 (343-00-65); UGC Gobelins, 13 (395-23-44); Mistinguo, 14 (539-52-43); UGC Convention, 15 (828-20-64); Imagis, 18 (522-47-94).

SUDDEN IMPACT (A. v.a.): UGC Danton, 6 (225-10-30); George V, 8 (562-41-46); UGC Biaritz, 8 (723-69-23); Marignan, 8 (359-92-82); V.I.: Rex, 2 (236-83-93); Français, 9 (770-33-88); Montparnasse Pathe, 14 (329-12-96); Mistinguo, 14 (539-52-43); UGC Convention, 15 (828-20-64); Pathe Clichy, 18 (522-46-01); Tournefort, 20 (364-51-98).

LE TARTUFFE (Fr.): Gaumont Halles, 11 (297-49-70); Studio de la Harpe, 2 (634-25-32); La Pagode, 7 (705-12-15); Colisée, 8 (359-29-46); Montparnasse, 14 (327-52-37).

TIR A VUE (Fr.): Forum Orient Express, 14 (233-42-26); Paramont Marignan, 17 (380-03-11); Paramont Odéon, 6 (325-59-83); Paramont Mercury, 8 (562-75-90); Paramont Opéra, 9 (742-36-31); Paramont Basille, 12 (343-79-17); Paramont Galeries, 13 (580-18-03); Paramont Gobelins, 13 (707-12-28); Paramont Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramont Orléans, 14 (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15 (579-31-00); Paris, 16 (634-25-32); Paramont Mallot, 17 (758-24-24); Paramont Montmartre, 18 (606-34-25).

TOOTSIE (A. v.a. et v.l.): Opéra Night, 2 (236-62-56).

LA TRECHERE (Fr.): Forum Orient Express, 14 (233-42-26); Impérial, 2 (742-72-52); Marignan, 8 (359-92-82); Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06).

LA ULTIMA CENA (Cub.): Demter, 14 (321-41-01).

UN AMOURE DE SWANN (Fr.): Caylopo, 17 (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.): Caylopo, 17 (380-03-11).

UNDER FIRE (A. v.a.): Olympe Luxembourg, 6 (633-97-77); Biaritz, 8 (723-69-23).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.): Clichés, 6 (633-10-82); Gaumont Submarine, 6 (359-19-08).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A. v.l.): Napoléon, 17 (755-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.): UGC Biaritz, 8 (723-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.): UGC Marbeuf, 5 (561-94-95).

VLA LES SCHTROUMPFS (A. v.l.): Caylopo, 17 (380-03-11).

LE VOYAGE (Fr.): Paramont Montparnasse, 14 (329-90-10).

XTRD (Angl. v.l.): Lumière, 9 (246-49-07).

VENTIL (A. v.a.): Marbeuf, 5 (561-94-95).

Les grandes reprises

L'ACTION DES MAUDITS (A. v.a.): Action Rive gauche, 5 (329-44-00).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.a.): Cidé Beaubourg, 3 (271-52-36); George V, 8 (562-41-46); V.I.: Capit, 2 (508-11-69); Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06).

CORRESPONDANT 17 (A. v.a.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Braz. v.a.): George V, 8 (562-41-46); V.I.: Impérial, 2 (742-72-52); Rex, 2 (236-83-93).

DON GIOVANNI (It. v.a.): Gaumont Halles, 11 (297-49-70); UGC Opéra, 2 (574-93-50); Champs Elysées, 8 (354-07-76); Gaumont Colisée, 8 (359-29-46); Gaumont Convention, 15 (828-20-64).

EZ (Mex. v.a.): 14-Juillet Parasse, 6 (326-58-00).

EXCALIBUR (A. v.a.): Paramont, 14 (329-93-11).

LA FELINE (Tommaso 42) (v.a.): 7^e Art Beaubourg, 6 (278-34-15).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.a.): UGC Opéra, 2 (574-93-50); Olympe Entrepôt, 14 (545-35-38).

LA FILLE DE RYAN (Ang. v.a.): UGC Marbeuf, 5 (561-94-95); Espace Cité, 14 (327-95-94).

FENETRE SUR COEUR (A. v.a.): Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65).

FRITZ THE CAT (A. v.a.): Champs Elysées, 8 (354-07-76).

HALLELUJAH (A. v.a.): Pamphos, 5 (354-10-04).

L'HERITIERE (A. v.a.): Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65); Mac-Mahon, 17 (380-03-11).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A. v.a.): Action Eclaire, 5 (325-74-07).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A. v.a.): Saint-Michel, 5 (326-79-17).

IL BIDONE (It. v.a.): Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25).

LA LOI DU SILENCE (A. v.a.): Forum Orient Express, 14 (233-42-26); Balzac, 6 (561-10-60).

LA MAIN AU COLLET (A. v.a.): Gaumont Halles, 11 (297-49-70); Saint-Michel, 5 (326-79-17); Publicis Saint-Germain, 6 (222-72-80); Ambassade, 6 (359-19-08); Lincoln, 8 (359-36-14); V.I.: Biaritz, 8 (742-60-33); Blainvilliers-Montparnasse, 15 (544-25-02); Gaumont Convention, 15 (828-20-64).

MAIS QUI A TUÉ HARRY? (A. v.a.): Logo, 5 (354-42-34); UGC Marbeuf, 5 (561-94-95).

MANHATTAN (A. v.a.): Epée de Bois, 5 (337-57-47).

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (ex-LE BAL DES VAURIENS) (A. v.a.): Forum Orient Express, 11 (233-42-26); 14-Juillet Racine, 6 (326-19-68).

METROPOLIS (All.): Forum, 11 (297-53-74); UGC Opéra, 2 (574-93-50); Saint-Germain Saadia, 6 (633-63-20); Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Rex, 2 (236-83-93).

MONTY PYTHON, SACRÉ CRAAL (Angl. v.a.): Champs Elysées, 8 (354-07-76); Rex, 2 (236-83-93).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Angl. v.a.): Quintette, 5 (633-79-38).

L'OMBRE D'UN DOCTE (A. v.a.): Action Chrétienne, 6 (329-11-30); Action La Fayette, 9 (329-79-38).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.l.): (***) Lumière, 9 (246-49-07).

LE PIGEON N'HOUD-UP LA MILANAISE (It. v.a.): Logo 1, 5 (354-42-34).

PLUS FORT QUE LE DIABLE (A. v.a.): Action Chrétienne, 6 (329-11-30).

LES RAISONS DE LA COLERE (A. v.a.): Champs Elysées, 8 (354-07-76).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind. v.a.): Bompard, 8 (326-12-12).

LA SOIF DU MAL (A. v.a.): Olympe Saint-Germain, 6 (222-87-23).

SUEURS FROIDES (A. v.a.): Logo 2, 5 (354-42-34).

THE BLUES BROTHERS (A. v.a.): UGC Danton, 6 (225-10-30); UGC Marbeuf, 5 (561-94-95).

THE SERVANT (A. v.a.): Champe, 9 (326-58-00).

TO BE OR NOT TO BE (Lahitsch) (A. v.a.): Saint-André des Arts, 6 (326-80-25).

TRISTANA (Fr. It. Esp.): Quintette, 5 (633-79-38); 14-Juillet Parasse, 14 (326-58-00).

TUEURS A GAGES (A. v.a.): Action Chrétienne, 6 (329-11-30).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A. v.a.) (vers. inédite) Marie, 11 (260-43-99); Lincoln, 8 (359-36-14).

LA VIE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ (Mex. v.a.): Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

ZARSKIE POINT (A. v.a.): Studio Médicis, 5 (633-25-97).

CANAL PLUS, JOUR J MOINS 50

Ce cher abonné

« Non, madame, si vous recevez déjà nos émissions test, vous n'avez pas besoin de changer votre antenne; nous allons vous envoyer la documentation sur Canal Plus et un bulletin d'abonnement. Votre nom, s'il vous plaît ? » Les doigts courent sur le clavier. L'ordinateur rajoute un nom à son fichier et édite automatiquement, dans la nuit, un courrier personnalisé. Soudain dix jeunes femmes répondent ainsi par roulement, de 9 heures à 21 heures, au 530-10-10. En trois minutes, il faut convaincre, répondre aux questions les plus diverses: sera-t-on remboursé si Canal Plus fait faillite ? Y aura-t-il des films érotiques ? De la politique ? Comment brancher son magnétoscope sur le décodeur ? Peut-on commander un film ?

Comme dans toutes les télévisions payantes d'outre-Atlantique, le centre d'accueil téléphonique est le point névralgique de Canal Plus, plus important que la direction des programmes ou la régie technique. C'est là que se joue l'image de la chaîne dans un premier contact avec le futur abonné. Un abonné qui lui veut rassurer, conserver. C'est là que l'on mesure la distance entre la quatrième chaîne et le traditionnel service public: ici, le client est roi, il peut faire et défaire chaque mois la télévision.

Sont-ils conscients de leur pouvoir ? Les gens sont très gentils avec nous, nous nous sentons très curieux, exigeants. Ils attendent une télévision différente et nous reconstruisons tout ce qu'ils ne veulent plus voir sur leurs écrans.

« Je ne paie pas la redevance... »

Les standardistes de Canal Plus — on les appelle ça) ont des télé-négociatrices et ont encore d'autres tâches. Elles sont en contact direct avec les revendeurs, les trois mille cinq cents magasins qui remettent à l'abonné son décodeur et encaissent le montant de l'abonnement. Un coup de téléphone à Canal Plus pour communiquer le numéro de série de l'appareil et l'ordinateur édite immédiatement les numéros de code des deux premiers mois. L'abonné peut ainsi éviter, le soir même, aux émissions. Ce système contrôle aussi la circulation des décodeurs, les suit à la trace, de la sortie d'usine jusqu'aux clients, pour éviter tout risque de piratage. L'ordinateur de la tour Olivier-de-Serres, à Paris, gère le stock des revendeurs, déclenche automatiquement les réapprovisionnements et délivre, chaque soir, un diagnostic complet sur l'état de santé du réseau commercial de la chaîne.

LA RENTRÉE A LA TÉLÉVISION

Au nom de l'amour et du hasard

Avoir le cœur lourd, se souvenir d'un temps heureux, le temps d'un amour fou, d'une rencontre à jamais gravée au plus profond de soi-même. Cette autre moitié, qu'est-elle devenue ? Impossible de la retrouver par ses propres moyens. Que faire, quand elle vous trotte toujours dans la tête ? Eh bien, c'est simple, vous écrivez à l'émission « Au nom de l'amour » (CEDEX n° 8022, 75601 Paris Brune). Cette nouvelle émission, présentée par Pierre Bellemare, les téléspectateurs en seront eux-mêmes les auteurs, puisque ce sont leurs histoires qui seront racontées en direct tous les samedis sur FR3 à 20 h 35.

« Au nom de l'amour », c'est simple. Imaginez, il y a une bonne quarantaine d'années, une rencontre poignante qui n'a duré, hélas, que quelques instants, dont vous avez perdu le fil dans l'immense foule des étranx anonymes. La retrouver ?

L'ANTI-SICOB

Philippe, quinze ans, veut troquer un micro-ordinateur et des cartouches de jeu contre un instrument plus performant... bourse de huit ans, a échangé un fusil contre un ORIC-1, il propose aussi un poste noir et blanc, un téléphone, une calculatrice... Gérard, vingt-huit ans, attend avec un synthétiseur l'éventuel amateur qui aurait un « personal computer pour lui. Robert, quarante-deux ans, annonce cinq cents films sur cassettes (son « vide-club » a fait faillite) comme ça qu'on voudrait.

Fanas du troc — ceux-là ont apporté toute leur quincaillerie — ou fans de la micro, passionnés de la vidéo, ils se sont rencontrés le samedi 16 et le dimanche 17 septembre, sur le parvis de la Défense, à la Foire annuelle du troc. Le Carrefour international de la communication (CIC), qui les avait conviés à cette première bourse de troqueurs de la micro-informatique et de l'audiovisuel, voulait ainsi manier le paradoxe: la plus ancienne des pratiques marchandes pour les plus récents des appareils. Un clin d'œil à l'imposant voisin, le SICOB, cette autre foire aux matériels sophistiqués et coûteux qui ouvre ses portes ici, même trois jours plus tard.

La plus malheureusement contrarié ces plans. Quelques dizaines de troqueurs ont trouvé leur bonheur, et ont gagné des cassettes et des micros, des calculatrices et des logiciels, en participant aux jeux d'animation. Il faudra plus que quelques nuages d'automne pour décourager l'équipe du CIC, dont l'une des missions est de mener en réseau tous ceux qui intéressent la communication et ses techniques.

Frankenpen le maudit

Voilà donc l'horrible vampire Frankenpen foudroyé en pleine gloire. La marionnette imaginée par Stéphane Collaro et représentée par Jean-Marie Le Pen va devoir abandonner son écran allemand avant de retrouver, sur les écrans de TF1, ses fidèles téléspectateurs usés. Ainsi en a décidé le 17 septembre le tribunal de Paris, saisi d'une demande de référé par le président du Front national.

Comment Frankenpen va-t-il revenir ? Tandis qu'on le blâme sur un nuage de gaz ? Blanc moulin enraché de rose ? Son géniteur, apparemment hanté soit au journal de TF1 dans le costume de sa marionnette, a laissé entendre que celle-ci avait suivi une cure de chirurgie esthétique dans une clinique marocaine.

M. Le Pen, qui n'est pas ami avec des choses de l'esprit, supporterait-il l'été — qu'on le moque sous les traits d'Obélix le Galte ou de Béatrice la Bretonne. Ce serait là de la bonne et loyale gaucherie française, de la saine satire qui ne dépasserait pas les limites de l'admiration. Mais je ne suis pas de ces hommes politiques prêts à n'importe quoi pour quitter un ricanement de la foule, nous a-t-il déclaré. Que feriez-vous si l'on publiait dans la presse une photo de votre mère les tresses nues ?

M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, partage cette appréciation des « limites de l'admiration ». « L'aspect de la marionnette litigieuse, le nom qu'elle porte, la coiffure (un casque à pointe) dont elle est affublée et son accent germanique sont tels (...) que le public associe à l'événement cette marionnette au nazisme et à ses séquences », a-t-elle analysé dans son ordonnance.

TF1 — qui a décidé de faire appel — et Stéphane Collaro plaident non coupables: « Vous avez déjà vu beaucoup de nazis avec des casques à pointe ? » demande le fantasiste qui a, sur ce point, la vérité historique de son côté. Joli coup de pub en tout cas pour la jeune émission rivale du « Théâtre de Boulevard » sur Antenne 2.

Quant à M. Le Pen, il pourrait bien s'empêtrer dans le ridicule. Dans son combat de brave gauchiste contre la « bande des quatre », il avait réussi jusqu'à mettre à la grosse rîe de son côté. Mais il devrait se douter que bon nombre de ses électeurs de base font leurs délices de « Corricoboy ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Bertuccelli signe un film original et efficace... Allez voir "Stress" et vous serez comblés.

«PREMIERE», Jean-Pierre Lavoignat

AU DELA DE LA MORT, UNE VENGEANCE D'AMOUR.

CAROLE LAURE GUY MARCHAND

JEAN-LOUIS BERTUCCELLI

CAROLE LAURE GUY MARCHAND

STRESS JEAN-LOUIS BERTUCCELLI

ANDRÉ GUSQUILLER BERNADETTA MONTAUDO MICHELE RICCIARDI

FRANÇOIS LEROUX JEAN-LOUIS BERTUCCELLI

ANNE MARIE LAROCHE ANNE MARIE LAROCHE

ANNE MARIE LAROCHE ANNE MARIE LAROCHE

ANNE MARIE LAROCHE ANNE MARIE LAROCHE

SORTIE MERCREDI

BOTEL NEW HAMPSHIRE (A. v.a.)

IL ETAIT UNE FOIS EN AMERIQUE

LISTE NOBLE

LOCAL HERO

LES MAUJES DE HEIDI (A. v.a.)

MELTRIF DANS UN JARDIN

GLAIS

LES NUTS DE LA PLEINE LUNE

LAIR

LAIR

FAVILLONS MONTAINS

PIRAT SIMPLE FILM

POLITE ACADÉMIE

LES FILMS NOUVEAUX

AM eib

MENTS 84/85

صكنا من الامل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC	ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col	La mm/col TTC
DEMANDES D'EMPLOI	30,00	106,74	OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
IMMOBILIER	27,00	32,02	DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
AUTOMOBILES	60,00	71,16	IMMOBILIER	39,00	46,25
AGENDA	60,00	71,16	AUTOMOBILES	39,00	46,25
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92	AGENDA	39,00	46,25

ANNONCES CLASSEES

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Groupe J. SOUFFLET

1er groupe français céréalier privé (collecte, stockage, négoce, transformation) 100 km de Paris, recherche :

Directeur de l'information et de la gestion

Chargé d'animer le contrôle central de gestion du groupe, il développera le système d'information de l'entreprise sous ses deux aspects organisationnel et informatique.

- Notre candidat aura :
- 35 ans environ ;
 - une formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO...);
 - une réelle connaissance des contraintes et possibilités de l'informatique ;
 - l'expérience d'un poste similaire de préférence dans une entreprise travaillant à l'export.

Juriste d'affaires

Chargé de faire face à tous les problèmes juridiques de l'entreprise, il sera capable de résoudre à la fois les questions de Droit Bancaire des Sociétés, suivi des divers contentieux et problèmes d'assurances, rédaction de contrats de Droit interne et international.

- Notre candidat aura :
- moins de 40 ans ;
 - un Doctorat de Droit privé ;
 - une expérience réussie en entreprise.

Réf. 900 C2

- Leurs qualités essentielles seront :
- la dynamisme, la rigueur, le capacité de dialoguer efficacement avec tous les autres responsables
 - la volonté de s'intégrer à une équipe jeune et performante au sein d'une entreprise à fort développement.

Les dossiers de candidature (CV + lettre manuscrite + photo) seront à adresser, en précisant la référence du poste choisi, à :

Jean-Pierre Martichoux & Associés
Conseillers de Direction
15, rue des Saint-Pères, 75006 PARIS.

DIRECTEUR MARKETING

La filiale française d'un important groupe international du secteur de la **chimie fine** recherche son Directeur de Marketing. Basé dans la très proche banlieue de Paris et placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général, il sera membre du Comité de Direction et animera une importante équipe de cadres. Il aura pour mission de définir et de mettre en œuvre la stratégie la mieux adaptée sur un marché très concurrentiel tant en France qu'à l'export.

Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé doté d'une solide formation supérieure (HEC, ESSEC, Agro, Ingénieur Grandes Ecoles) et possédant une bonne expérience marketing acquise de préférence dans le domaine **agro-alimentaire**. Des qualités de **management**, de **diplomatie** et la pratique des **négociations commerciales** sont indispensables.

Les relations avec le groupe impliquent la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions s/réf. 11644 à **PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Banque Internationale Paris 8e

Nous sommes **une des grandes banques étrangères en France**

Nous recherchons, dans le cadre de notre stratégie de développement, un

DIRECTEUR RESPONSABLE DE MARCHES A DOMINANTE PASSIF

Par «marchés à dominante passif», nous entendons l'ensemble des clientèles auprès desquelles nous souhaitons promouvoir en priorité des produits et des services de trésorerie et de placement : grandes entreprises françaises ou multinationales, institutionnels résidents et non résidents, banques et correspondants, etc...

- Par Directeur responsable, nous entendons à la fois :
- un excellent technicien des opérations bancaires et financières.
 - un tempérament de commercial ; aptitude au contact clientèle de haut niveau, mobilité géographique, bi ou trilinguiste.
 - un animateur d'hommes ; il s'agit de coordonner l'action de plusieurs responsables de clientèle.

Le profil souhaité est donc un cadre supérieur, d'environ 40 ans, pouvant justifier d'une expérience réussie dans une fonction de ce type et connaissant bien au moins une des clientèles ci-dessus. Parlant l'anglais et/ou l'allemand, il possèdera un réel tempérament d'«battant», et l'aptitude à s'intégrer dans une équipe jeune et très motivée.

M. A. Dannenberger (1) 267.81.24 vous assure la discrétion et transmettra votre candidature CEPIAD 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

AVIS DE RECRUTEMENT
Le Département du Val-de-Marne recrute par voie de détachement
UN DIRECTEUR
des personnels départementaux (16.000 agents aux statuts très diversifiés).

- Rémunération assise sur la grille indiciaire de Directeur (indice brut 701 à 820) ou d'attaché principal du cadre départemental (indice brut 663 à 801).
- Poste ouvert aux candidats titulaires de l'un ou l'autre de ces grades ou de grades équivalents dans la fonction publique de l'Etat ou des communes justifiant d'une solide expérience professionnelle.

Adresser avant le 30 septembre 1984 candidature et C.V. au Président du Conseil Général des Services Départementaux, av. du Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Fabricant américain d'appareils industriels recherche un entrepreneur capable de créer une filiale de distribution pour la France. Education supérieure, dynamique, très bon organisateur, parlerait français, anglais. Solidaire, responsable et possédant d'investissement minoritaire. Envoyer C.V. avec prétentions et références à L.P. - 30, Grand Street, 30th Floor, New-York, N.Y. 10004, U.S.A.

Devenez notre secrétaire general paris

Nous vous proposons de prendre en charge, au sein de notre société cotée à la Bourse de Paris et travaillant en France et à l'étranger :

- La DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES : droit social, gestion du personnel, relations avec le C.E., délégués...
- La GESTION DE LA MASSE SALARIALE : paie (en liaison avec la comptabilité et l'informatique), statistiques provisionnelles...
- Le SUIVI JURIDIQUE de la société et de ses filiales :

assurances, contentieux, immobilier, contrats, droit des sociétés, droit international...

Si vous avez une solide formation juridique, une grande expérience de l'entreprise et la maîtrise de l'anglais, c'est avec beaucoup d'intérêt et le plus grande discrétion que nous examinerons votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. 500/LM à Mlle JANIAUX - B, rue Bassano - 75116 PARIS.

450.000 + DIRECTEUR COMMERCIAL

recherché par constructeur automobile étranger

Ce poste rattaché directement au président conviendrait à :

- Diplômé grande école : X, HEC, INSEAD, MBA...
- Ayant 10 années exp. professionnelle avec minimum 3 années à un poste de direction à responsabilités hiérarchiques.
- Expérience études de marketing et vente nécessaire.
- Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V., lettre manuscrite + photo à : REGIE-PRESSE, sous n° 68.343 M, 7, rue de Monttassu, 75007 Paris

Discrétion assurée.

FONDATION DE LA DISTRIBUTION

Créée à l'initiative des plus grands Producteurs Français de Boissons en association avec des Entreprises de Distribution, la Fondation de la Distribution a pour objectifs :

- Contribuer à la formation des futurs cadres des Entreprises de Distribution.
- Etre un lieu d'échange privilégié entre producteurs, distributeurs, universitaires.
- Participer au développement du secteur de la Distribution par la recherche, l'innovation et l'aide à la création d'entreprises.

Nous recherchons

Directeur général

- Notre candidat aura :
- moins de 40 ans,
 - une formation supérieure,
 - une expérience réussie de préférence dans une entreprise de distribution ou de produits de grande consommation.

Sees qualités :
- le dynamisme, la créativité, le sens du contact,
- le goût des problèmes de formation,
- l'aptitude et la volonté de développer une idée nouvelle.

Les dossiers de candidature (C.V. + lettre manuscrite + photo) seront à adresser sous référence 400 à :

JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES
15, rue des Saintes Pères - 75006 PARIS

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF HEC - ESCP ou équivalent + 10 ans d'expérience gestion financière et administrative

Une industrie lourde à Strasbourg recherche ce cadre relevant directement du D.S.

- Missions :
- Supervision de la comptabilité (générale, analytique, bilan), du service achat et magasins.
 - Relations avec banques, grandes administrations et collectivités locales.
 - Montage des financements d'importants investissements.
 - Dossiers fiscaux.

Poste de large responsabilité.

Adr. CV dét. s/réf. 1089 à

seletec
67009 STRASBOURG
CEDEX

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emploi régionaux

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
recherche pour son établissement de TOULOUSE dans le cadre de ses activités de RECHERCHE et de DEVELOPPEMENT un

Ingénieur électrochimiste

Grande école ou universitaire, débutant ou quelques années d'expérience. Il participera aux études d'alimentation en énergie des satellites et stations spatiales futures. Connaissances techniques générales concernant plus particulièrement l'électrochimie et l'énergétique. Merci d'adresser CV et prétentions au CNES, division du personnel, 18 avenue Edouard Belin, 31055 Toulouse Cédex.

HUTCHINSON transport

Chef du service entretien Région Centre

Pour notre jeune département Carrosserie et Polyuréthane en expansion (actuellement 100 personnes), nous créons ce poste rattaché au Chef de Production. Nous cherchons un Ingénieur Mécanicien (A.M. ou équivalent) ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine entretien, travaux neufs. Nous souhaitons qu'il puisse, à terme, prendre en charge également les méthodes et les outillages. Anglais indispensable, si possible Italien ou allemand. Le poste est basé à Ingrandes S/Vienne (86). Si vous êtes intéressés adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous Réf. 169 à HUTCHINSON Département Recrutement 2, rue Bazac 75008 PARIS.

Vertical text on the left margin containing various small notices and advertisements.

Vertical text on the right margin containing various small notices and advertisements.

صحة من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



ingénieur méthodes d'entretien RHONE-ALPES

pour un important Groupe Chimique Français. MISSION : avec une équipe d'un vingtain de personnes (techniciens, dessinateurs, inspection-ordonnancement) il créera un SERVICE METHODES-ENTRETIEN (budget 80 MF/an) avec pour objectifs : améliorer la fiabilité des équipements et optimiser les dépenses, mettre en place un standard du matériel et définir l'amélioration et le suivi des procédures et méthodes. Il sera responsable de l'ordonnancement des travaux confiés à la sous-traitance et aux ateliers centraux. Ce poste peut intéresser un Ingénieur (30 ans environ) Contrate, A. et M. ou équivalent ayant une expérience de quelques années en Maintenance ou Bureau d'Etudes sur des installations chimiques ou pétrochimiques. Après réussite, il pourra se voir confier d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles. La rémunération est ouverte en fonction des compétences et de l'expérience acquises. Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 456-M

Recherche / Conseil / Cadres 6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS CSNCR



usine de Bordeaux recherche

pour le Centre Européen d'approvisionnement des Composants

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Formation ESE, INSA, ENSI, DESS ou équivalent
- Spécialisés en micro-électronique
- Débutant(e)s ou possédant une courte expérience
- Bonnes connaissances en électronique digitale, microprocesseurs et technologie de circuits intégrés pour évaluations de fonctionnalité ou de fiabilité de composants VLSI.

UN CADRE DE GESTION FINANCIÈRE

HEC, ESSEC, ESCP débutant(e)s ou possédant une courte expérience.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV. à Usine IBM Service du Personnel - B.P. 27 - CANEJAN 33610 CESTAS.



Un groupe bancaire à caractère décentralisé (500 personnes) recherche son

RESPONSABLE PLACEMENTS

Il connaît d'une manière approfondie le marché interbancaire et la gestion de portefeuille obligataire. Judicieux dans la détermination des disponibles et dans le choix des placements, il possède des compétences certaines pour analyser et cerner les risques.

Autonome dans ses décisions quotidiennes, il possède : - une solide expérience dans ce secteur avec une formation bancaire de haut niveau (diplôme ITB ou expérience équivalente), - la connaissance des marchés monétaires, - l'aptitude à négocier à haut niveau avec autorité naturelle, - les qualités relationnelles et de commandement inhérent à ses responsabilités.

Gestionnaire de la trésorerie et des dépôts : bourse, titres, opérations de change, comptes à terme, fonds communs de placement, bons de caisse, emprunt obligataire, trésorerie, il exerce un pouvoir de décision sur tout le placement avec une responsabilité directe et entière sur les résultats du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 8012 à AXIAL Publicité, 27, rue Tairbout 75009 Paris, qui transmettra.

DE FUTURS DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉS

DE FUTURS DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉS

MISSION : assurer une unité de vente dans le secteur alimentaire ou non alimentaire et réaliser les objectifs sur lesquels ils se sont engagés.

- NOUS SOUHAITONS NEGOCIER :
- Soit avec des jeunes Directeurs Adjointes d'hypermarchés dont les perspectives actuelles sont limitées dans leur Société.
 - Soit avec des Chefs de Département alimentaire ou non alimentaire, ayant 2 à 3 ans minimum d'expérience réussie (animation équipe et résultats) dans la Distribution.
 - Soit avec des Chefs d'Etablissement de surface de ventes alimentaire ou non alimentaire d'environ 2.000 m².

Si vous pensez répondre à l'un de ces profils, merci d'adresser C.V., photo, prétentions à F. BERTSCHY, Direction des Relations Humaines, 3, bd Diderot, 25000 BESANCON.

Entreprise spécialisée en construction offshore région Provence

RESPONSABLE SERVICE PLANNING DE PRODUCTION

- Avez une exp. de plusieurs années dans la mise en œuvre et la gestion du planning (traitement informatique). - Expérience en chaudiromerie offshore ou même secteur apprécié.

INGÉNIEUR METHODES CHAUDRONNERIE

- Expérience de 5 à 10 ans en chaudronnerie lourde. - Connaissance parfaite en : • Dessin ; • Gamme de montage ; • Outillages spécifiques ; • Calcul de résistance des matériaux.

Ecrire avec cv. sous n° T 068.292 M REGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, Paris-7.

Ingénieur qualitatif

Le candidat ingénieur diplômé d'une école délivrant une formation générale, âgé d'environ 35 ans, doit avoir une expérience en Gestion de la Qualité appliquée aux entreprises de production. Disponibilité rapide souhaitée. Adresser lettre de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 10319 à Média-Systém Méditerranée, 29 La Canetière 13001 Marseille.

UN DES PREMIERS CABINETS FRANCAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL Membre d'une firme internationale recrute pour LYON et GRENOBLE

AUDITEURS et CONSEILS CONFIRMES

- NOUS VOUS PROPOSONS :
- Le cadre de travail stimulant d'un cabinet international d'audit et de conseil
 - Une carrière évolutive et des prises de responsabilités pouvant conduire à l'association
 - Une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.
- NOUS VOUS DEMANDONS :
- Le diplôme d'une grande école
 - Une expérience d'au moins 2 ans.

Adresser votre C.V. ainsi qu'une photo et une lettre de candidature manuscrite à Mme B. MOGNET - B.P. 39 - 69811 TASSIN Cedex.

Adjoint chef d'agence Crédit Mutuel

Votre profil : de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience bancaire d'au moins 5 ans en tant qu'exploitant en clientèle privée. Vos plus : sens de l'organisation et des responsabilités, esprit d'initiative. Votre future mission : accompagner un directeur d'agence dans toutes ses tâches : gestion administrative et comptable, animation commerciale, conseil technique. Le bon tournant, prenez-le en appelant du Lundi au Vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le (1) 296.15.16 (précisez la référence) ou adressez votre dossier à ALLO-CARRIERES - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra. (1) 296.15.16

Chef entretien études - travaux neufs (A.M. - ICAM - ECAM...)

Filiale d'un grand groupe français international, nous sommes une société du secteur BIOTECHNOLOGIE en pleine expansion. L'accroissement de nos moyens de production et l'attention portée à nos investissements nous amènent à renforcer les activités entretien-maintenance et études afin d'accroître la fiabilité de l'appareil de production. Les moyens sont importants : le budget est de l'ordre de 50 millions et les effectifs de 50 personnes dont 2 cadres. Nous souhaitons confier ces responsabilités à un ingénieur de fort potentiel, aux connaissances techniques modernes et diversifiées (mécanique, chaudronnerie, électricité, électronique, informatique de process), et qui justifie d'une expérience réussie de la fonction, acquise de préférence dans l'agro-alimentaire, la pétrochimie ou la chimie. Il s'agit d'un poste très attractif car à très forte responsabilité au sein d'une entreprise et d'un groupe qui permettent de larges possibilités de carrière. Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout. L'usine est située à Amiens. Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence 3029 M à Danielle Jalbart. 65, avenue Kléber 75116 PARIS. MEMBRE DE SYNTHEC

SOURIAU et Cie

CONNEXIONS-EQUIPEMENTS INDUSTRIELS - CA 1 milliard de francs - 10 unités France et étranger - nous recherchons pour notre usine de La Ferté Bernard (800 personnes - Sarthe - proximité Le Mans) un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Qui, après formation, devra prendre la responsabilité complète de la fonction qualité dans la division Equipements Industriels. Ce poste, en liaison avec la clientèle, le Bureau d'Etudes et la fabrication, implique de nombreux contacts et couvre tous les aspects de l'assurance qualité. Il peut représenter une étape enrichissante dans la carrière d'un jeune ingénieur électronicien diplômé avec, de préférence, une 1^{ère} expérience industrielle. Adresser CV, photo et prétentions à SOURIAU, 11 rue Gallien, 92100 BOULOGNE.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA SARTHE LE MANS recherche

Le Responsable de son Service Juridique et Contentieux

Diplômé de Droit Privé et disposant de bonnes connaissances en fiscalité, le candidat apportera une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans le secteur bancaire, en Cabinet d'Avocat... Outre la responsabilité du service, il aura pour mission : - la formation, l'information et le conseil en matière juridique et fiscale de l'ensemble de la Caisse Régionale, - la gestion et le recouvrement des créances litigieuses et contentieuses ainsi que le suivi des actions de justice, - le recouvrement pré-contentieux, le règlement des assurances décès-invalidité, les mainlevées, successions... Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. + photo, sous référence 326 M à Corinne VAN LOEY, 11, rue La Boétie 75008 PARIS

degré Conseil

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

nous possédons une MOTOCYCLE

des services de dessinage professionnels, nous sommes prêts à CREER UN poste de NOUVEAUX MOYENS

UNE INGENIEUR PRODUCTION

pour ces entreprises

de formation spécialisée, nous recrutons dans le cadre d'une LARGE offre de postes au Directeur Usine.

ATTENTION : L'ANNACTION d'une équipe forte de 20 personnes, vous assurerez la production de nos FACTEURS.

AMBULANCE AGREABLES, VOUS SEREZ PERSONNEL, de la QUALITE de nos services.

RESOLUTIONS

editeur

AGRICOLE DE P...

de nos services, nous recherchons pour nos usines de production, des techniciens et des ingénieurs expérimentés.

de nos services, nous recherchons pour nos usines de production, des techniciens et des ingénieurs expérimentés.

de nos services, nous recherchons pour nos usines de production, des techniciens et des ingénieurs expérimentés.

ILIC DEMARRE

SERIE DES

COPIES

L TRÈS PORTEUR

de nos services, nous recherchons pour nos usines de production, des techniciens et des ingénieurs expérimentés.

THOMSON

GRAND PUBLIC

de nos services, nous recherchons pour nos usines de production, des techniciens et des ingénieurs expérimentés.

ANCY

de nos services, nous recherchons pour nos usines de production, des techniciens et des ingénieurs expérimentés.

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

GRUPE LA RUCHE MÉRIDIIONALE
Leader de la distribution dans le grand SUD-OUEST

Nous connaissons depuis 5 ans une croissance exceptionnelle - C.A. 83 : 2 600 000 KF - 3000 pers.

JEUNES DIPLOMES
ATTIRÉS PAR LA GRANDE DISTRIBUTION

Vous souhaitez obtenir des responsabilités dans notre groupe ?

Notre réseau de magasins leaders s'offre à vous et la formation que nous assurons sera votre meilleure carte pour gravir rapidement les échelons.

Sachez que nous sommes exigeants et que nous demandons :

- enthousiasme et combativité,
- sens commercial aiguisé,
- goût des responsabilités,
- aptitudes à former, gérer et animer les autres,
- esprit gestionnaire et méthodique.

Pour un premier entretien, adressez C.V., photo et prêt à Michel BONEYDS - LA RUCHE MÉRIDIIONALE - 2, rue J.-B. PÉREZ 47000 AGEN.

LA RUCHE MÉRIDIIONALE
SAVOIR VIVRE ET TRAVAILLER DANS LE SUD-OUEST

Administrer notre PME :

Du dynamisme et de l'imagination avant tout !

Mais soutenus par de réelles compétences en administration générale, comptabilité, finances, gestion du personnel. Et une bonne approche des PME.

Le rôle (30 pers.) est spécialisé dans la comptabilité et réalise 10% de son CA à l'export. Nous sommes à la recherche de personnes au bassin d'un marché qui évolue, site nécessitant une vraie réorganisation. Vous en serez l'artisan.

Si en plus des connaissances indispensables, vous débitez de dynamisme et d'idées, nous brülerons de vous connaître !

Adressez vite votre candidature détaillée et motivée, s/réf. 84/37199 à notre Cortail.

ANATOR S.A.
CAPITAL 1.306.000 F

L'informatique industrielle est notre domaine :

- Contrôle d'accès, boîtes variables ;
- Excitateur électronique ;
- Numériseur téléphonique automatique.

Nous commercialisons nos produits et systèmes auprès d'une clientèle très diversifiée (banques, entreprises, administrations, etc.)

Nous recherchons :

RESPONSABLE RÉGIONS
(LYON-BORDEAUX)

Votre profil :

- Formation technique de haut niveau (électronique ou informatique) ;
- Expérience commerciale réussie ;
- Age : 28 ans environ ;
- Rémunération : fixe + commission + frais.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à : ANATOR S.A. - 15, rue de Sartrouville, 95240 CORMELLES-EN-PARISIS.

JEUNE INGENIEUR DIPLOME, DEBUTANT,

OUVERT A L'INFORMATIQUE :

L'AVENIR EST A VOUS. AU CREDIT AGRICOLE

même si vous n'avez pas pris d'option informatique, nous nous intéressons car nous vous formerons : vous débutez en faisant de la programmation au Service Etudes. Mais vous évoluerez vite, puisque notre objectif est de vous voir prendre, dans 2/3 ans, un poste de chef de projets. Ces projets ? Implantation TP dans les agences, mini/micro pour le siège, bureautique, vidéotex. L'environnement ? Parcours des hommes : 30 personnes, réparties en équipes de projets ; et du matériel : Burroughs 6800 (appelé à être remplacé par un système AS), Burroughs 5900.

Si vous êtes intéressé, adressez rapidement votre candidature s/réf. 403 à :

UNILOG

9 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

CTRE TECHN. LYONNAIS

UN (E) TECHNICIEN (E) 30-35 ans, niveau BAC technique, chimie, textile, électromécanique, connaissant la blanchisserie industrielle, ses activités diverses : études, format, profession, assistance technique aux entreprises, etc.

Diplômes fréquents : I.T.E.C. S.P. 1000 89222 LYON Cedex 02.

Le Centre Communal d'Action Sociale de GRENOBLE recherche un :

RESPONSABLE

Centre Social Chorier-Berliet. Conditions de recrutement :

- ou licence
- ou assistants sociaux chefs
- ou éducateurs chefs.

Connaissances professionnelles de 8 ans dont 3 de coordination au moins.

Salaires d'embauche net mensuel : 8.573 F, possibilité de complément.

Date limite de dépôt de candidature le 30 SEPTEMBRE 1984 (curriculum vitae + lettre + diplôme).

14, r. Hébert, 38000 Grenoble.

Le Conseil Général de Vaucluse fait appel à des candidats pour un poste de :

D'EDUCATEUR CHEF

à la Maison d'Enfants Départementale de Carpentras-Sarraz.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 24 septembre 1984.

Tous autres renseignements pourront être fournis par le bureau du personnel du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Carpentras, (90) 86-33-33, poste 12-28.

CABINET COMPTABLE PROVENCE recherche :

EXPERT COMPTABLE DIPLOME OU MEMORIALISTE

Pour poste d'encadrement dans entreprise. Ligne d'admission et réelle possibilité d'intégration.

Ecrire sous le n° 7068-299 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7^e.

COLLECT. LOCALE EST FRANCE (30.000 habitants) recherche :

RESPONSABLE AFFAIRES ECONOMIQUES

Bonne formation générale, connaissances gestion d'entr. et droit des sociétés indispensables. Expérience prof. en entreprises ou collect. locale souhaitée.

Ecrire sous le n° 294-082 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7^e.

SOCIÉTÉ RECHERCHE INSPECTEUR FONCIER DÉPARTEMENT HAUTES-ALPES

Profil : Licence en droit ou connaissances indispensables de droit immobilier, cadastre, hypothèques et procédures d'expropriation. Expérience minimum 3 ans.

Adressez C.V. détaillé + photo à S.E.D. 3, rue de la République, 05000 GAP.

Aucun renseignement téléphonique.

Ingénieurs d'études

ESE, ENSAE, ENSEEIHT, ISEN, ENSEM

SINTRA ALCATEL recherche des ingénieurs pour son établissement de COLOMBES.

Ils interviendront dans l'un des deux domaines suivants :

- l'étude et le développement de systèmes informatiques organisés autour de microprocesseurs,
- l'étude et le développement de systèmes de visualisation à haute performance.

Dans le cadre de leur activité, ils auront à utiliser des outils C.A.O. et à réaliser des logiciels techniques.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. GET/AM à Madame BRIAND SINTRA - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.

SINTRA FILIALE THOMSON-CSF

GRUPE PHARMACEUTIQUE
Ville Universitaire 300 Km Sud de Paris, renforce son

CONTROLE DE GESTION

Après formation, le candidat (H/F) prendra en charge la responsabilité du contrôle budgétaire d'une division du groupe. En outre, il assurera des missions d'organisation.

Candidat de contact et de rigueur, il devra devenir le correspondant direct des responsables de départements pour l'analyse de leurs résultats et la préparation de leur décision.

PROFIL :

- Formation Supérieure (Ecole de Commerce, gestion ou scientifique + formation à la gestion)
- Anglais ou Allemand parlé apprécié
- Une première expérience professionnelle sera un plus.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 29284 M aux enveloppes à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

GRUPE BANCAIRE recherche

JEUNES DIPLOMES HF
IUT FC / TC ou équivalent

Après formation, les candidats retenus (10) seront rattachés à la direction d'une agence et chargés du développement des activités du groupe auprès des clients « privée » et « entreprises ».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur ouvriront d'intéressantes perspectives de carrières au sein du réseau commercial (80 agences). Mobilité géographique indispensable.

Ecrire avec C.V. + photo s / réf. 3520 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Réponse assurée.

CENCEP

CHEF DU DEPARTEMENT DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE ET DES METHODES DE GESTION

Le Centre National des Caisses d'Épargne et de Prévoyance créé par la loi du 1er Juillet 1963 est le chef de réseau des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et son agent financier (480 Caisses d'Épargne et 22 établissements financiers). Il a pour mission de définir la politique, d'organiser et de contrôler son développement. Dans cette structure, la DIRECTION FINANCIERE est chargée notamment d'élaborer et d'organiser en œuvre les mesures financières et comptables nécessaires au développement, à l'organisation et au bon fonctionnement du réseau et de ses organismes.

Rattaché au Directeur Financier, ce chef de département sera chargé, avec l'appui d'une petite équipe de Cadres de haut niveau, de définir et de faire appliquer la réglementation comptable du réseau, d'organiser sur le plan comptable (comptabilité analytique, prévisions) les méthodes modernes de gestion dans les organismes du réseau. Cette fonction s'adresse à un **EXPERT COMPTABLE** (éventuellement HEC, ESSEC, ESCP + DECS) justifiant de six années d'expérience, de préférence acquises au sein d'un organisme financier, bancaire si possible ou à son contact par le biais d'un Cabinet. Créatif, rigoureux, il devra être un homme de communication ayant un sens pédagogique développé.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1300 M à :

Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Important organisme d'économie sociale recherche

UN(E) CADRE

Ayant une parfaite connaissance de l'entreprise : droit et fonctionnement.

Il (elle) devra allier le sens de l'organisation à celui des relations humaines en vue d'être un concepteur du développement des entreprises qu'il ou elle devra coordonner.

Le poste est à pourvoir en :

région PROVENCE-COTE D'AZUR.

Faire parvenir C.V., photo et prétentions à : M. DELAYRE, chargé du recrutement F.N.M.T., 62 bis, av. Parmentier, 75011 PARIS.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

Florian Mantione Institut
Société de traitement et de valorisation des déchets recrute un

Directeur développement industriel

Basé dans une ville universitaire du Midi bas droit du P.O.G. il coordonne le travail des 10 cadres techniques, supervise l'organisation commerciale et la réalisation des installations (entre 10 et 100 millions), contrôle l'interaction des paramètres sous-traitants.

A un ingénieur de 35 à 45 ans, bénéficiant d'une expérience analogue de grands chantiers et maîtrisant bien l'anglais, il est proposé, d'une part, 300 à 350.000 F. + un intéressement sur l'activité de l'entreprise, et, d'autre part, de participer au rayonnement international d'une PME de 30 personnes.

rejoignant international d'une PME de 30 personnes, déposent d'un savoir-faire unique dans le monde entier.

Une définition de fonction sera envoyée aux candidats qui adresseront leur CV et photo, sous la référence LR 984 G, à : Florian Mantione Institut, conseil en recrutement, CSNCR, 30 rue Robert, 75007 Paris. Dictionnaire et réponses assurées.

PARIS - MONTPELLIER - TOULOUSE

Responsable administratif et comptable

Vous possédez une formation de gestionnaire complétée par un DECS, et justifiez d'une réelle expérience dans une fonction à responsabilité et à dominante comptable.

Vous êtes dynamique et vous possédez des qualités d'animateur.

Vous avez un goût prononcé pour l'utilisation de l'informatique et de la bureautique.

Nous sommes l'un des tout premiers Groupes immobiliers français, et nous recherchons le :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE de notre région Ile-de-France qui aura à rendre compte à la Direction du Groupe.

Si votre potentiel est en outre celui que nous espérons, vous devrez évoluer vers un poste de **DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**.

Et si vous avez en plus une bonne connaissance de la comptabilité immobilière, n'hésitez plus nous devons nous rencontrer.

Envoyez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions sous référence 3413 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Groupe Bancaire recherche

Jeunes Diplômés HF

Maîtrise de Droit Privé pour le service contentieux de sa direction de réseau Rhône-Alpes (Lyon).

Ecrire avec CV et photo sous réf. 10318, en indiquant un n° de tél. à Média-System Méditerranée 29 La Canebière 13001 Marseille.

Réponse rapide assurée.

Vendre les technologies du futur :

Leader de l'équipement communautaire des zones rurales des pays de l'hémisphère Sud, nous recherchons un

Responsable Commercial International

Ingénieur électronicien, Télécom... 250 000 F +

Parfaitement bilingue français-anglais ou espagnol, 35 ans environ, ayant acquis une première expérience dans le domaine des télécommunications (production, transmission, réception), vous prospecterez et établirez des contrats grande exportation avec les administrations des pays concernés.

Adressez votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite) sous réf. PHV 8481 au

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

Siemens Data des hommes compétents

Après la plus forte progression d'aujourd'hui de plus de 100% nous recrutons aujourd'hui des spécialistes.

Pour assurer le développement de nos activités nous recherchons :

des Ingénieurs

Profil : une excellente formation pluris-années d'expérience Langues courantes et bien maîtrisées Fonction : vous assurerez la production de nos produits de la série 7 5000 en vue de la réalisation de contrats de 2,7 à 27 millions de francs.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à Monsieur DUCCOUDRO 105 av. Victor Hugo 75116 Paris.

Siemens S.A. Département R&D

OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE DE ...

Nous sommes leader européen dans le secteur des équipements électroniques. Nos postes proposés sont le fruit de notre action tout inclusive.

CHEF DE PROCÉDÉS ET MOYENS CENTRALE, ENR

Ingénieur, vous possédez 5 à 6 ans dans le secteur des composants électroniques. Bonne connaissance.

2 INGÉNIEUR SERVICE COM

Électronicien de formation, vous avez travaillé couramment dans deux postes. Déplacements fréquents.

INGÉNIEUR ÉL

Pour assistance technique, nous recherchons un ingénieur Temps-Fréquence au Centre de Recherches et de Développement de la France. Ce poste requiert une expérience de 5 ans dans la pratique courante de la recherche et de la conception de circuits en Europe et aux USA. Le candidat est prévu aux ETATS-UNIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

CEFE - SERVICE DU PERSONNEL 95100 ARGENTELI.

Informa économique

La agence de presse internationale, spécialisée dans la fourniture d'informations économiques, recherche :

INGÉNIEUR ÉLECTRON

Il travaillera avec l'équipe commerciale et les ingénieurs de développement pour assurer le suivi des systèmes de l'agence et ceux de ses clients.

Ce poste requiert une spécialisation des problèmes de développement de systèmes électroniques, une maîtrise de la programmation en langage assembleur, ainsi que le développement de logiciels techniques.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1300 M à :

JEAN-CLAUDE MAURICE S.A.
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

OPPORTUNITÉ CONTROLEUR

Diplômé de l'enseignement supérieur (H/F) anglais et bénéficiant d'une expérience professionnelle de 5 ans dans le service de contrôle de gestion d'une entreprise, vous serez affecté au département organisation-comptabilité de la Banque et son groupe.

Cette première affectation vous permettra de bénéficier d'une formation de gestion, à l'élaboration et au suivi des budgets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. HC 10 à :

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formations
44 rue de Courcelles - 75008 Paris

SIEMENS

Siemens Data des hommes compétents

Après la plus forte progression d'aujourd'hui de plus de 100% nous recrutons aujourd'hui des spécialistes.

Pour assurer le développement de nos activités nous recherchons :

des Ingénieurs

Profil : une excellente formation pluris-années d'expérience Langues courantes et bien maîtrisées Fonction : vous assurerez la production de nos produits de la série 7 5000 en vue de la réalisation de contrats de 2,7 à 27 millions de francs.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à Monsieur DUCCOUDRO 105 av. Victor Hugo 75116 Paris.

Siemens S.A. Département R&D

صكرا من الاصل

ص.ك.ا.ف.ال.ا.ه.ل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

Emplois régionaux

ANATOR S.A.
CAPITAL 100.000.000 F

2.000 postes vacants dans les régions de France, hors Ile de France

Responsable Régions (Lyon-Bordeaux)

Profil : Formation technique de haut niveau, maîtrise de l'informatique, expérience commerciale dans le secteur des composants électroniques, 35 ans maximum.

Responsable C.V. (Marseille) - Poste à pourvoir à ANATOR S.A. - 110, rue de la République - 13001 Marseille Cedex 01

Emplois

Etudes

ALCATEL recherche des ingénieurs expérimentés pour la conception de systèmes informatiques organisés autour de systèmes de visualisation à base de cartes CAO et de logiciels.

Profil : Diplôme de l'École Supérieure de l'Industrie, maîtrise de l'informatique, expérience en conception de systèmes informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo) en précisant la référence du poste qui vous intéresse à : CERCIL - SERVICE DU PERSONNEL - 44, avenue de la Glacière - 95100 ARGENTEUIL.

IT DE COMPTABLE ET DES

Profil : Diplôme de l'École Supérieure de l'Industrie, maîtrise de l'informatique, expérience en conception de systèmes informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo) en précisant la référence du poste qui vous intéresse à : CERCIL - SERVICE DU PERSONNEL - 44, avenue de la Glacière - 95100 ARGENTEUIL.

Administratif

Profil : Diplôme de l'École Supérieure de l'Industrie, maîtrise de l'informatique, expérience en conception de systèmes informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo) en précisant la référence du poste qui vous intéresse à : CERCIL - SERVICE DU PERSONNEL - 44, avenue de la Glacière - 95100 ARGENTEUIL.

Commerciaux

Profil : Diplôme de l'École Supérieure de l'Industrie, maîtrise de l'informatique, expérience en conception de systèmes informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo) en précisant la référence du poste qui vous intéresse à : CERCIL - SERVICE DU PERSONNEL - 44, avenue de la Glacière - 95100 ARGENTEUIL.

Hugo 7516 Paris

CEPE
FILIALE DE THOMSON-CSF

Nous sommes leader européen en PIÉZOÉLECTRICITÉ, (COMPOSANTS et SOUS-ENSEMBLES ÉLECTRONIQUES). Les postes proposés sont le reflet du développement de ce leadership et de notre action tant technologique que commerciale:

CHEF DU SERVICE PROCÉDÉS ET MOYENS DE FABRICATION CENTRALE, ENSAM, ICAM, ENSMM

Ingénieur, vous possédez 5 à 6 ans d'expérience acquise si possible, dans le secteur des composants ou sous-ensembles électroniques ou électrotechniques. Bonne connaissance de l'ANGLAIS. (Réf. 90094/1)

2 INGÉNIEURS SERVICE COMMERCIAL EXPORT

Électronicien de formation, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience. Vous parlez couramment ANGLAIS, et ALLEMAND pour l'un des deux postes. Déplacements fréquents. (Réf. 90094/2)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEEN

Pour assistance technique et mise en place de standards Temps-Fréquence au CESIUM.

Ce poste requiert une expérience de quelques années dans ce domaine, ainsi que la pratique courante de l'ANGLAIS. Déplacements nombreux en Europe et aux USA. Un stage technique initial de 6 semaines est prévu aux ETATS-UNIS. (Réf. 90094/3)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, et photo), en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à : CEPE - SERVICE DU PERSONNEL - 44, avenue de la Glacière - 95100 ARGENTEUIL.

THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

THOMSON-CSF
DIVISION AVIONIQUE

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Division Avionique d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe. Notre développement nous conduit à recruter

CHEF DE PROJET LOGICIEL (H/F)
ÉQUIPEMENT AÉRONAUTIQUE

De formation Grande École, il (elle) aura acquis une spécialisation ou une première expérience en Logiciel Temps Réel (langage de haut niveau et/ou assembleur). Il (elle) dirigera une équipe chargée de :

- l'élaboration des propositions.
- l'intégration au matériel.
- la réalisation des logiciels.
- le contrôle des coûts.

Ce poste concerne des matériels de technologie de pointe et permet l'utilisation des techniques les plus élaborées du logiciel. Il induit une évolution de carrière intéressante au sein du premier groupe électronique français. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitable. Le poste est à pourvoir en région parisienne.

Les candidatures sont priées d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX sous réf. CPLM.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Informations économiques

Une agence de presse internationale, leader mondial dans la fourniture d'informations économiques par informatique, recherche un

INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN

Il intervient avec l'équipe commerciale pour traiter les problèmes d'équipement informatique et de télématique, et plus particulièrement pour assurer l'interface entre les systèmes de l'agence et ceux de la clientèle.

C'est un ingénieur spécialiste des problèmes de télécommunication, passionné par l'innovation et ses applications pratiques, dont le tempérament le prédispose à une activité qui nécessite de nombreux contacts avec une clientèle variée.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408240 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKCC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

INGENIEUR D'AFFAIRES INFORMATIQUES

Notre métier : Ingénierie Informatique Industrielle - mini et micro temps réel. Nos domaines d'activité : Énergie, Industrie, Transport, Communication.

Notre richesse : 450 personnes dont 260 ingénieurs. A leur disposition, notre atelier logiciel Vulcan.

INGENIEUR CONFIRMÉ, vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans l'ingénierie d'affaires industrielles à dominante informatique. Une bonne connaissance des systèmes informatiques industriels sera appréciée. Nous vous proposons de prendre la responsabilité de la gestion et du suivi de nos affaires. Au contact du client - éventuellement en groupement d'entreprises - où vous pourrez jouer le rôle de chef de file en liaison avec nos équipes de réalisation - vous aurez à faire valoir vos capacités d'autonomie et de décision.

Elisabeth PICARD examinera avec vous, votre intégration et vos perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 0108 à CERCIL - Direction du Personnel 56, rue Roger-Salengro - 94126 FONTENAY-SOUS-BOIS (proche RER Val de Fontenay).

Cercil
FILIALE JEUMONT SCHNEIDER

OPPORTUNITÉ POUR UN JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé de l'enseignement supérieur (M.B.A. apprécié), vous maîtrisez parfaitement l'anglais et bénéficiez d'une expérience acquise durant quelques années dans :

- le service de contrôle de gestion d'une banque ou d'une industrie de service,
- le département organisation-conseil d'un Cabinet d'Audit.

Nous vous proposons de participer, au sein du service de planification et de contrôle de gestion, à l'élaboration et au suivi des budgets de la Banque.

Cette première affectation vous donnera de nombreuses opportunités d'évolution dans la Banque et son groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. HC 10 à :

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

JEUNE INGENIEUR

- AM, électromécanicien ou électronicien
- de 0 à 2 ans d'expérience
- décidé à prendre rapidement des responsabilités dans une industrie de pointe

ENVOYEZ-NOUS VOTRE CV.

- 1 milliard de C.A.
- 8 centres de Production à Paris et en Province
- filiale d'un groupe international, spécialisé sur les marchés de l'Aéronautique, de l'Aérospatial et de l'Armement,

notre client, dans le cadre d'une politique humaine ambitieuse, renouvelle ou crée différents types de fonctions (Fabrication, Méthodes, Etudes). Plusieurs postes sont à pourvoir à Paris et en Province. Si vous nous envoyez votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, nous lui réserverons le meilleur accueil. En fonction des perspectives et besoins de notre client, nous vous inviterons à venir discuter avec nous de votre avenir dans son Groupe. Merci de préciser sur l'enveloppe ORION, référence 409318 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris

ORION
Homme et l'entreprise

SIEMENS

Siemens Data
des hommes compétents pour une informatique de qualité

Après la plus forte progression constatée sur le marché P.C.M. ces deux dernières années, Siemens dispose aujourd'hui de plus de 150 installations en Europe et à la veille de développer sa part de marché en France, où elle compte déjà parmi ses clients une dizaine des plus grandes sociétés françaises.

Pour assurer le développement de notre activité 7.500 unités centrales et périphériques compatibles, nous recherchons

des Ingénieurs Commerciaux

Profil : une excellente connaissance du marché des grands systèmes IBM ou PC/M, acquise au cours de plusieurs années d'expérience auprès d'un constructeur ou d'une société de leasing. L'anglais courant et/ou l'allemand sont nécessaires.

Fonction : vous assurerez la responsabilité de vos résultats commerciaux en regard des objectifs assignés.

Produit : la série 7.800 comporte la gamme complète de produits s'adressant au marché MVS/VM : unités centrales de 2,7 à 27 MIPS (KA) • disques et autres périphériques locaux • télétraitement • logiciel

Pour un premier contact, nous vous attendons au SICOB à notre STAND N° 3288 Niveau 3 Zone BC. Monsieur DUCOURTIER vous y recevra tous les après-midi.

Vos candidatures peuvent également être adressées, sous référence 1003/M à :

Siemens S.A. Département du Personnel BP 122 - 92204 St DENIS Cedex 01

Siemens Data,
l'avenir informatique est aussi européen.

Développer, analyser et mettre en place

Nous sommes un important groupe de distribution situé en banlieue sud de Paris. Notre politique de développement passe en partie par l'adhésion de nouveaux points de vente.

Votre rôle consistera à vous tenir informé en permanence des opportunités du marché national puis à établir le diagnostic complet (commercial, financier et humain) des magasins entrant dans le cadre de la stratégie de développement de notre groupe. Il vous appartiendra ensuite d'accompagner le rapprochement du nouveau point de vente.

Vous avez une formation supérieure, quelques années d'expérience dans la grande distribution et une bonne connaissance des magasins. Vos bases en matière juridique et fiscale sont suffisantes. Vous avez des talents de négociateur et des déplacements fréquents en province ne sont pas faits pour vous déplaire.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 10511 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RESPONSABLE ORGANISATION ET INFORMATIQUE

C'est au sein de l'une des filiales de distribution d'un des plus grands groupes industriels français que vous allez prendre vos fonctions. Fonctions d'un haut niveau de responsabilités qui font appel aux compétences d'un organisateur si possible doublé d'un informaticien. C'est en effet vous qui maîtrisez l'ensemble de l'informatique de la filiale. En contact permanent avec les décideurs de cette société, vous bénéficierez de moyens importants (micro-informatique à base d'IBM PC, Infocentre Focus, moyens bureautiques) ainsi que des systèmes de gestion d'aide à la décision. Ces moyens performants permettent une mise en oeuvre efficace depuis le cahier des charges jusqu'au bilan de fin d'études. Profil idéal pour bien «tenir» cette opportunité : une grande école d'ingénieurs ou une formation supérieure commerciale ou d'organisation. Et l'idéal voudrait que cette formation ait été complétée par une expérience de 3/4 ans vous ayant fait participer à des projets d'organisation. La rémunération est en outre liée indéniablement à l'envergure du poste, très évolutif compte tenu de la taille de notre Groupe.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 928 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



UN REDACTEUR BRANCHÉ SUR LA MICRO INFORMATIQUE

Notre domaine, un domaine dans lequel nous excellons : la micro-informatique grand public. Notre continue expansion et notre place de leader nous permet d'offrir une nouvelle opportunité à un bon rédacteur (formation littéraire, économique ou juridique).

A lui de faire passer en langage clair ces manuels destinés aux utilisateurs pour nos logiciels grand public.

A lui donc de trouver le mot juste en gardant l'esprit technique.

Nous n'exigeons pas la candidature d'un professionnel de la micro, une bonne sensibilité à la technique doit en effet suffire. C'est pour cela qu'une première expérience préalable dans la rédaction de documents ou d'articles de vulgarisation pourrait lui permettre de postuler.

Chez nous il peut s'il sait se montrer à la hauteur du poste faire évoluer rapidement sa carrière...

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 929 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 av. Ch. de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



JEUNES INGENIEURS

ENEZ FAIRE VOS PREMIERS PAS PROFESSIONNELS DANS L'INFORMATIQUE

Entrer dans notre Entreprise, c'est bénéficier pour vos débuts des atouts d'un des plus grands groupes industriels français, intervenant dans des secteurs très diversifiés (chimie, pharmacie, etc.).

Vous êtes jeune diplômé expérimenté, passionné d'informatique mais soucieux de trouver un terrain d'action formateur, préparant votre devenir professionnel.

Des opportunités vous sont ouvertes au sein de la Société Informatique de notre groupe, dans son Département Etudes.

Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris.

Si vous souhaitez faire vos premiers pas professionnels dans l'informatique chez un grand utilisateur adressez dès aujourd'hui un dossier complet de candidature, détaillant vos motivations sous référence 932 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



Sitintel

Groupe STERIA

Spécialisés dans la TELEMATIQUE et l'interconnexion de RESEAUX, nous progressons régulièrement de 30% par an, preuve de notre maîtrise des technologies de pointe, de notre dynamisme, et de notre position sur le marché. Créatifs et innovateurs, nous présentons six nouveaux produits au SICOB. Des ambitions plus importantes encore, nous conduisent à renforcer nos équipes.

UN CHEF DE GROUPE PROJETS SYSTEMES

Ingénieur de formation, vous êtes devenu un spécialiste des Etudes et Projets liés à la TELE INFORMATIQUE. Vous appuyant sur nos produits et notre savoir-faire, vous aurez pour mission de répondre aux besoins de nos clients par l'étude, la conception, la présentation et la négociation des solutions optimales. Vous animerez une petite équipe d'ingénieurs de projets. Votre connaissance du marché, votre sens de l'innovation, vous permettront de jouer un rôle actif dans notre politique produits. (réf. 958 M)

UN INGENIEUR DE PROJETS

Diplômé, vous aussi, d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, votre expérience affirmée des études et projets vous a révélé un goût et de réelles compétences pour les SYSTEMES et RESEAUX. Responsable de vos missions, votre technicité, votre autonomie et votre sens de la négociation vous permettront de traiter avec succès des affaires importantes auprès de nos clients. (réf. 959 M).

Pour ces deux postes, nous proposons un intéressement lié à la progression de notre CA.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. correspondante à notre Conseil ALPHA CDI, 181 av. Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ASSIGRAPH : TRADUISEZ CAO

TRADUISEZ efficacité. TRADUISEZ expansion. TRADUISEZ succès. Liés aujourd'hui à un groupe que vous connaissez -SERETE- reconnus par tous comme les grands professionnels de la CAO, nous avons maintenant les plus beaux atouts pour nous hisser au premier rang de notre domaine.

Les grands projets industriels nationaux auxquels nous nous sommes associés, confirment bien cette notoriété, tant dans les domaines de la mécanique, de l'électronique, de l'électrotechnique ou de l'ingénierie.

Fort de ces succès, sans être pour autant grisés, convaincus que de nouveaux talents vont nous aider à continuer sur cette lancée, nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Connaissant bien, ou en tout cas intéressés par la CAO et plus généralement la productique.

Ils vont rapidement prouver leurs talents de fins négociateurs dans un contexte particulièrement stimulant : ils vont donc faire passer leur vœu, être cohérents auprès d'interlocuteurs de haut niveau qu'ils vont rencontrer. Compte tenu de nos structures et de notre continue expansion, ils peuvent envisager une belle évolution de carrière.

Notre Conseil ALPHA CDI, se propose de vous rencontrer pour vous parler plus en détail de ces opportunités, de l'intérêt qu'elles représentent. Ecrivez aussi sans tarder en indiquant la réf. 923 M au 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



SYSTEMES AVANCES DE PRODUCTION : LA CERTITUDE D'UN METIER D'AVANT-GARDE

ESIA, filiale de Technip et SGM poursuit sa croissance dans l'ingénierie des systèmes avancés de production.

Nous concevons et réalisons des systèmes informatiques pour l'aide à la conduite, au pilotage et la gestion de production d'importantes unités industrielles chimiques et mécaniques.

Le développement rapide de nos activités nous amène à rechercher pour nos équipes de réalisation :

UN CHEF DE PROJET

De formation Grande Ecole ou universitaire, vous avez une solide expérience dans la réalisation de logiciels temps réel sur mini-calculateurs sous environnement multitâches (Solar/RTES, PDP/RXS, HP/RTE...).

Une expérience d'études d'avant-projets et de devis aérafi appréciée, une aptitude à la conception et à l'encadrement d'équipes de réalisation est en revanche indispensable. (Référence 951 M)

DES INGENIEURS INFORMATIENS

Ces postes conviennent à de jeunes diplômés ou à des candidats ayant une première expérience des mini-calculateurs, des systèmes d'exploitation et des langages évolués : Fortran et Pascal. (Référence 952 M)

ESIA vous propose des métiers d'avant-garde dans un secteur de pointe : l'informatique industrielle. Le lieu de travail : banlieue sud-ouest de Paris (accès direct par la ligne C du RER et SNCF Montparnasse). Si vous aimez les responsabilités et si à la lecture de cette annonce vous retrouvez votre profil, envoyez votre dossier de candidature à notre Conseil ALPHA CDI en indiquant la référence du poste choisi. ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ECRIVEZ-NOUS

Ces offres de postes ne constituent qu'une partie de ce que nous proposons. Pourquoi ne pas nous adresser votre carte professionnelle ou votre dossier. Nous vous rencontrerons et trouverons avec vous la solution la mieux adaptée. Spécialistes du recrutement dans le domaine de l'informatique, la robotique, la CAO, etc., nous recrutons pour nos clients des cadres de tous niveaux.

La qualité de nos prestations, nos références et notre connaissance du marché confirment notre notoriété. Il y a de grandes chances que nous puissions vous aider à trouver le job que vous attendez.

ALPHA CDI 181 av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE



صكنا من الامم

GOU BEAU QU'UI

Pour la SMT, de répondre au rentiel et de sa clientèle. Dans cet esprit, né de la SICOB. Produ pour et avec nels, Goupi 3 F logie informati fichage, l'exp haute-need les grands avec les prix tamment en aux exigences informatiq. En proposant parfaitement à propose beau lui permet aus opportunités.

DIRECTION ET DE LA

CHEF DU PRODUITS

INGENIEUR SPECIALIS

INGENIEUR DEBUTANT OU I

INGENIEUR OU EQUIVALENT

INGENIEUR INNOVER ET GAGNER

Notre remarque innover et gagner proposer. Envoyez avec rapidité ALPHA CDI

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CGEE ALSTHOM
INNOVER ET ENTREPRENDRE

Notre dynamique passe par RED

organisateur (Bac + 3)

Succursale française de la première Compagnie d'Assurances en Europe, nous recherchons l'organisateur de notre branche Vie - Assurance de personnes.

Outre les tâches traditionnelles d'organisation, il devra analyser et exprimer les besoins des utilisateurs et participera à la conception de projets informatiques.

Une expérience de 2 ou 3 ans de la gestion est requise si possible dans le domaine de l'assurance-vie.

La connaissance de l'allemand est impérative et des connaissances de base en comptabilité et en micro-informatique seront appréciées.

Allianz vous prie d'adresser CV et prétentions à Allianz - Mme Rougé BP 24 - 75761 Paris Cedex 16

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche un **Fiscaliste** pour renforcer son équipe de spécialistes.

- Il exercera une activité d'assistance et de conseil auprès de l'ensemble des Sociétés du Groupe Crédit Agricole dans tous les domaines de la fiscalité.
- Il aura :
 - une très bonne connaissance de la fiscalité des entreprises
 - une maîtrise de Droit et un diplôme de Droit Fiscal
 - 3 à 5 années d'expérience.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. MAF 91 à ONCA Service - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brume

Groupe MATRA

Pour une de ses filiales performantes par son dynamisme et ses résultats (CA 1 milliard) offre un poste intéressant et évolutif au sein de sa Direction Financière à

Expert-comptable ayant potentiel de directeur

SA MISSION :
Intégré à une équipe qui poursuit la mise en place d'outils de gestion précis et efficaces dont une informatique largement utilisée par l'ensemble du personnel (environ 300 terminaux en T8); le titulaire du poste devra dans un premier temps :

- prendre en charge la comptabilité générale, les problèmes fiscaux, la conception et la mise en place des procédures comptables en relation avec l'informatique.
- assurer les relations avec la Direction des Comptabilités du Groupe (consolidation) et les commissaires aux comptes.
- participer étroitement avec les Contrôleurs de Gestion aux rapprochements analytiques mensuels ainsi qu'aux divers audits internes et externes de contrôle de gestion.

SON PROFIL :
• expert-comptable, ESC + DECS ou équivalent, disposant d'un fort potentiel et d'une réelle compétence (3 ans environ d'expérience en Cabinet d'Audit ou au sein d'une Direction comptable et financière performante).

La réussite à ces fonctions en particulier dans ses aspects organisation et informatique est importante pour l'extension prévue du poste. Larges perspectives d'évolution de carrière au sein de la Société ou du Groupe dans les domaines liés à la gestion financière.

Poste à Paris.
Ecrire sous référence EX 144 AM
Discretion assurée.

Rémunération : 250 à 300.000 F

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

Groupe CEGOS

1er groupe européen indépendant de conseil et de formation, recherche :

Consultant international en management de projets industriels

Vous êtes ingénieur de haut niveau, ayant dans l'ingénierie une expérience de chef de projet et des fonctions «planning», «cost control».

Vous aimez l'initiative et la responsabilité, liées à une grande solidité technique.

Votre mission sera de conseiller les sociétés d'ingénierie et les constructeurs de gros équipements sur :

- l'organisation croisée des équipes «projets» et des services spécialisés (Etudes, Achats, Chantier, ...),
- la fonction, les méthodes et les outils du chef de projet,
- les systèmes informatisés de contrôle des délais et des coûts.

Vous conduirez également des actions de formation, dont certaines en collaboration avec des consultants américains.

Vous serez l'adjoint direct du Directeur du Département CEGOS MPI (Management des Projets Industriels) dont la notoriété et le niveau d'activité sont en croissance régulière.

Votre rémunération initiale sera de 300 000 F/an ; vous serez basé à Paris avec des déplacements de courte durée.

Envoyez votre C.V. manuscrit à G. de LIGNY, Directeur CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE

sélé CEGOS

SNECMA

SOCIETE NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires ainsi que d'équipements aéronautiques. Largement exportateurs, nous entendons poursuivre une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

Nous recherchons pour un de nos centres en Région Parisienne

INGENIEUR CHIMISTE EXPERIMENTE

diplômé d'une grande école de chimie et spécialisé en chimie organique et minérale afin de participer à nos études sur les matières et produits non métalliques.

Merci d'adresser sous référence 178/84 lettre, CV et prétentions à SNECMA - Département Encadrement 2, Bd Victor - 75724 PARIS CEDEX 15

ANDERSON JACOBSON

Division télécommunications

recherche **INGENIEUR SUPPORT PRODUIT TELECOM**

De formation supérieure, âgé de 25 - 30 ans, le candidat justifiera d'une expérience de quelques années dans le domaine des transmissions de données.

Il sera chargé du suivi technique des produits télécom et de leur mise en oeuvre dans l'environnement télématique de nos clients.

Anglais impératif. - possibilités de déplacements.

Adresser lettre manuscrite, avec c.v. détaillé et photo à ANDERSON JACOBSON - Département Technique 86, avenue Lénine - 94250 GENTILLY.

FRANCE CABLES & RADIO

Deux experts pour les produits et services nouveaux de Télécommunications

Analyste Système
Il se verra confier l'analyse et la programmation de nouveaux systèmes de messagerie. Une bonne connaissance du matériel DIGITAL EQUIPMENT et plus précisément du PDP 11/70, RSX 11M- est nécessaire. Cependant, une période de formation aux méthodes et systèmes existants est prévue pour faciliter l'intégration du candidat. (Réf. MRE/FC/AS)

Ingénieur expert réseaux internationaux
Il participera à l'exploitation et au développement de réseaux de transmission de données sur le plan international. De formation supérieure, le candidat recherché possède une expérience affirmée dans le domaine des normes et procédures (X25, X28, X75) et a déjà participé à la conduite de projets mettant en oeuvre les techniques de commutation de paquets. Une disponibilité pour de brefs déplacements à l'étranger est nécessaire ainsi que la pratique de l'anglais. (Réf. MRE/FC/ER)

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature qu'il traitera en toute confidentialité.
ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

Intégrer notre équipe développement 150 000

Au sein d'un établissement financier très connu, nous souhaitons recruter un jeune cadre afin de lui confier des projets de développement, tant au niveau des produits que des hommes. Vous serez responsable de l'initiation des projets jusqu'à leur réalisation : diagnostic du problème et objectifs à atteindre - choix de l'approche commerciale et moyens correspondants - mise en place et suivi de l'opération.

Homme d'action, de réflexion et de dialogue, vous avez environ 25 ans et vous possédez une formation supérieure complétée par une expérience développement ou marketing de 2 à 3 ans.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence B6961M, 1 rue de Berr - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec

Assistante d'un chasseur de têtes

Conseils sur un plan international (Paris Se), nous offrons à une Secrétaire de Direction confirmée (5 ans minimum d'expérience - pratique de l'anglais), l'opportunité d'une collaboration très personnalisée au sein d'une petite équipe de haut niveau.

De la présence, de la vivacité d'esprit, beaucoup de rigueur, de l'aisance dans les contacts, une bonne capacité de rédaction, le sens de la confidentialité, l'intérêt pour la vie des affaires.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 205 314M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

PRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

rue Massenet 75...

Directeur de production
réf. 145 CM

Ingénieur recherche
réf. 142 CM

UN...
réf. 143 CM

Ingénieur fabrication
réf. 143 CM

Ingénieur en chef
réf. 145 CM

Ingénieur fabrication
réf. 143 CM

Ingénieur en chef
réf. 143 CM

PHILIPS

LE CENTRE DE TECHNOLOGIES PHILIPS A FONTENAY

pour son centre international applique dans activité en plein développement réseaux précoces

ingénieur électronique

Support technique international

Innovation, responsabilité

technicien électronique

Assistance technique

Réalisation et vérification des nouveaux produits

Ces postes demandent une Micro-Electronique ou une expérience dans des domaines similaires en C.A.O. La commission sera convoquée à la demande.

Envoyer C.V. et photo au Service 4 à 16 heures 92260 FONDENAY

سكرا من الامن

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

etap
4, rue Massenet 75116 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur de production
référence PY 145 CM
PME en expansion - 200 personnes, fortement exportatrice, recherche un ingénieur pour lui confier la responsabilité de l'ensemble de la production (mécanique, moyenne série). Rattaché au PDG, il aura pour objectif premier d'organiser et gérer la production afin d'accroître la productivité. Il animera un effectif d'environ 130 personnes (ordonnancement, lancement, achats, approvisionnements, fabrication). Agé d'environ 35 ans, le candidat retenu sera ingénieur diplômé (AM, ENSM, IDN...) et possèdera une expérience de 5 ans en production ou direction d'ateliers (si possible multiproduits) dans le domaine de la petite mécanique. Gestionnaire rigoureux et animateur, il aura de solides capacités d'analyse et de synthèse.
Poste : proche banlieue sud-ouest Paris. Rémunération : 280 000 F

Ingénieur recherche
référence CV 142 CM
NORSOLOR - un leader de la chimie européenne des produits acryliques, filiale en expansion d'un grand groupe chimique français, recherche pour son unité située en province, un Ingénieur Recherche, débutant ou quelques années d'expérience (thèse souhaitée), formation grande école chimique, pour poste en recherche appliquée dans le domaine des acryliques portant sur :
• amélioration et développement de procédés acryliques.
• optimisation sur pilote de catalyseurs de type hétérogène.
Carrière évolutive notamment vers postes de responsabilités dans Direction Recherche, Technique ou Fabrication.

X, ESE, Télécom. Sup. Aéro... électronicien ou informaticien niveau jeune Ingénieur en chef
référence BZ 146 CM
UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN recherche un Ingénieur de haut niveau pour animer le développement de techniques d'exploitation d'un système automatisé à haute performance.
Il s'agit d'une première réalisation mondiale qui, dans les prochaines années, doit connaître un développement important en France et à l'étranger.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant minimum 3 ans d'expérience dans le domaine des systèmes automatisés. Outre son goût pour les techniques avancées, il témoignera de bonnes capacités d'autonomie, de solides qualités pédagogiques et d'excellentes facilités de contact à haut niveau.
Rémunération attractive en fonction de la valeur et de l'expérience du candidat.
Poste à Lille.

Ingénieur fabrication entretien
INSA, ENSM, ICAM, ENI...
référence DW 143 CM
SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS fabriquant des articles métalliques en moyenne et grande séries, renforce son potentiel de production. L'ingénieur recherché se verra confier, après une période de formation, l'organisation et l'encadrement de la fabrication, ainsi que l'entretien et l'évolution d'un parc machines important.
Ce poste nécessite une formation d'ingénieur diplômé à dominante mécanique et, si possible, une expérience de 2 à 3 ans (entretien ou fabrication ou méthode). Le candidat possèdera de fortes capacités d'animation et d'ouverture. Evolution possible pour candidat de fort potentiel.
Lieu de travail : 180 km sud Paris.

Chef de service travaux neufs entretien force motrice
référence PI 131 CM
IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE fabrication de papiers pour emballés et d'emballages en carton ondulé, 30 km grande ville universitaire Centre-Ouest, recherche son Ingénieur Chef de Service travaux neufs, entretien et force motrice.
Il s'agit d'un poste important impliquant nettes possibilités d'évolution ultérieure de carrière, qui peut convenir à diplômé AM, ENSI ou mécanicien marine, 30 ans minimum, ayant 3 à 5 ans d'expérience dans industrie feu continu, si possible solides connaissances en mécanique, électricité ainsi qu'en électronique et informatique appliquées au pilotage de matériels modernes de production; des qualités certaines de chef et d'animateur, un esprit inventif et réalisateur sont indispensables. Logement proche entreprise - site agréable.
Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

INGENIEURS

Programme : le contrôle industriel. Objectif : 168 pays.

Accès : la recherche et le développement. Energie, Industrie, Tertiaire. l'innovation est dans tous les domaines.

confirmés et débutants
X, Centrale, Supélec, INPS...

Ingénieurs du logiciel « temps réel »
Pour l'étude et la réalisation d'automatismes industriels, les régulations d'ensemble pour les processus industriels, la génie logiciel (VAX/SOLARI) et la CAO.

Ingénieurs électroniciens « courants forts »
Pour les études, les essais et les mises en service d'équipements, tant matériel que logiciel et les automatismes industriels.

Si vos objectifs concordent avec les nôtres, écrivez à Fabienne DUCRET CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92308 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

CGEE ALSTHOM
INNOVER ET ENTREPRENDRE

JEUNES INGENIEURS
maîtrisez les risques !

L'expertise en risques industriels est une fonction polyvalente et passionnante. Evaluation technique et financière, diagnostic : vous conseillerez des sociétés de toutes natures, dans des secteurs d'activités divers, et vous dialoguez avec les chefs d'entreprise pour résoudre leurs problèmes dans leur contexte.
Cette mission requiert autonomie, esprit d'initiative, rigueur intellectuelle et aisance sociale. Pour l'assumer pleinement, votre diplôme d'ingénieur sera rendu opérationnel par une formation à nos techniques.
Une certaine mobilité géographique est nécessaire : vous serez rattaché à l'une de nos Délégations Régionales. Et un fort potentiel personnel facilitera votre future évolution ou siège ou en région.
PFA, c'est un nouveau nom dans le monde de l'assurance. Une marque qui dynamise l'histoire de compagnies reconnues : La Préservatrice, La Foncière ont décidé de mettre en commun leur puissance et leur notoriété. PFA, c'est aujourd'hui 3000 personnes, 1000 agents généraux en France, 45 représentations à l'étranger. Pour situer PFA, deux chiffres : 52 milliards de francs de CA et 2,6 millions de contrats en cours.

Pour un premier entretien, nous vous remercions d'adresser votre candidature avec CV, et photo sous référence CD 702 à PFA - Emplois et Carrières, Catherine DANGER - 18, rue de Londres 75467 PARIS CEDEX 09

PFA
Préservatrice Foncière Assurances

BANQUE INTERNATIONALE recherche très urgent

2 INGENIEURS CONCEPTEURS

DE BASE DE DONNEES COORD. MEDIE ou ADJAL ou MSB Tel. pr r.v. 754-74-82.

ORSTOM
Et public recherche pour responsabilité laboratoire cadre-jeune

TECHNICIEN CHIMISTE H-F

possède BTS-DUT ou équivalent diplôme de degré :
- formation en chimie analytique générale ;
- expérience organisation et gestion laboratoire ;
- connaissances pratiques : électricité, mécanique et électronique souhaitées ;
- motivation pour l'étranger.
Ecrire ORSTOM 24, r. Bayard, 75008 Paris.

INGENIEUR COMMERCIAL
GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL

Vous avez une expérience d'au moins deux ans dans la vente de matières plastiques, de produits chimiques ou techniques aux industries. Votre formation est plutôt celle d'un ingénieur ou Technicien, mais si elle est commerciale, ce n'est pas un handicap.
Basé à notre siège à Paris, nous vous confierons le suivi et le développement d'une clientèle diversifiée de transformateurs de matières plastiques sur environ un quart de la France.
Nous apprécierons votre dynamisme commercial, mais aussi votre rigueur dans le suivi technique des affaires en coordination avec les services développement et fabrication. La pratique de l'anglais vous sera utile.
Votre salaire, fixe, sera fonction de votre acquis.
Merci d'envoyer rapidement votre CV complet précisant votre salaire et accompagné d'une lettre manuscrite à Monsieur LAURENT - 28, rue St-Ambroise - 75011 PARIS, qui garantit toute confidentialité.

PHILIPS

LE CENTRE DE TECHNOLOGIES INFORMATIQUES DE PHILIPS A FONTENAY AUX ROSES (92) recherche pour son centre international de micro-électronique appliquée dans activités en pleine croissance centrées sur réseaux prédifusés BIPOLAIRES et CMOS

ingénieurs électroniciens

- Support technique international pour conception de circuits prédifusés ECL.
- Innovation, méthodes et outils C.A.O.
- Définition projets circuits standards.
- Cours de formation.

techniciens électroniciens

- Assistance technique des projets clients.
- Réalisation et vérification des nouveaux outils et bases de données C.A.O.
- Réalisation de circuits standards.

Ces postes demandent une bonne formation en Micro-Electronique ou une expérience de quelques années dans des domaines similaires en particulier l'usage des C.A.O. La connaissance de l'Anglais est exigée.

Envoyer C.V. et photo au Service du Personnel C.T.I. 4 à 16 avenue du Général Leclerc 92280 FONTENAY AUX ROSES.

SIEMENS

Siemens Data des hommes compétents pour une informatique de qualité

Notre Département Technique recherche pour notre activité "GRANDS ORDINATEURS COMPATIBLES" (gamma 7 800)

Techniciens de Maintenance expérimentés.

De formation minimum BTS électronique ou A.F.P.A. équivalent et possédant une expérience de maintenance de grands systèmes IBM ou PC/M (unités centrales et périphérie), ils assureront après une période de formation théorique et pratique, l'installation et la maintenance de systèmes informatiques en clientèle.
Pour réussir dans ce poste, une première expérience en maintenance informatique est nécessaire, la connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais courant serait appréciée.
Pour un premier contact nous vous attendons au SICOB à notre STAND N° 3288 Niveau 3 Zone BC Monsieur DUCOURTIER vous y recevra tous les après-midi. Vos candidatures peuvent également être adressées, sous réf. 689/M à :
Siemens S.A. Département du Personnel B.P. 122 - 92004 St-Denis Cedex 01

Siemens Data : l'avenir informatique est aussi européen.

Grandes Boulangeries Associées

Prestataire de services (centrales d'achats, suivi de gestion, assistance technique, etc.) auprès de 12 sociétés adhérentes de panification industrielle : 350 millions F - 1200 personnes, recruté à PARIS (Pont de l'Alma - rive droite).

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Relevant du Directeur Général, il bénéficiera d'une large autonomie. Il aura pour mission le conseil et le suivi de la gestion des 12 sociétés adhérentes et plus particulièrement :
• établir leur budget prévisionnel,
• analyser et comparer leurs performances mensuelles ; proposer des mesures pour améliorer leur rentabilité.
Cours déplacements en province.

Perspectives d'évolution.
Le candidat (28 ans minimum) aura une formation supérieure et un début d'expérience de contrôle de gestion, si possible dans l'industrie.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous référence 29M à notre conseil Monique LAVROT ou Richard BÉNATOUIL - GROUPE BCC - 1 bis, place de Vauvats - 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

table directeur

250 à 300.000 F

etap

S
tionation, recherche
tionnal
s industriels

communications

R SUPPORT TELECOM

r notre équipe
nement

stante
leur de têtes

en PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



IBM
IBM FRANCE DIFFUSION

Recherche

Pour le développement et l'animation de son réseau de distributeurs agréés d'ordinateurs personnels IBM

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Afin d'exercer leur activité de Conseillers-Distributeurs, nous leur demanderons de satisfaire aux conditions suivantes :

- Diplômé(e)s d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce
- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle au moins
- Bonne connaissance de la vente et de l'anglais
- Motivation pour la micro-informatique
- Esprit d'entrepreneur.

Ces postes sont basés à PARIS LA DÉFENSE, mais nécessitent des déplacements en province.

Si vous êtes intéressé, merci de nous adresser votre candidature à : IBM France - Département Recrutement - Orientation-Conseils, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence IFD - M 2

OBJECTIF RÉUSSITE
Ingénieur d'Études Systèmes

Vous avez acquis une première compétence dans l'un de ces domaines : Systèmes, Missiles, Radars, Optronique, Transmission de données, Calculateurs, Automatismes, Logiciels. Les mots INNOVATION - CONCEPTION - SIMULATION ont une résonance pour vous. Et vous savez transmettre, échanger, finaliser vos idées.

Vous êtes prêt à développer vos connaissances et à prendre de réelles responsabilités au sein d'équipes pluridisciplinaires.

La DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES de THOMSON-CSF, l'un des leaders mondiaux des systèmes de défense, affirme son expansion et concrétise ses marchés. Vivez la haute technologie : adressez votre dossier de candidature, accompagné d'une lettre manuscrite précisant vos centres d'intérêt techniques sous réf. OBJ/2/M au Service des Relations du Travail - THOMSON-CSF, 1, rue des Mathurins - 92223 BAGNEUX.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES

THOMSON
DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Une des plus importantes

BANQUE PRIVÉE
filiale de l'une des premières banques européennes recherche pour sa Direction des Grandes Entreprises à Paris

JEUNE EXPLOITANT HF ENTREPRISES
min. 25 ans.

De formation supérieure, et maîtrisant parfaitement l'anglais, le candidat devra justifier d'au moins 3 ans d'expérience bancaire, dont 1 an min. dans l'exploitation clientèle entreprises, avoir le sens du risque et le goût des contacts.

SPECIALISTE HF CREDITS EXPORT
min. 28 ans.

Le candidat aura au moins 5 ans d'expérience bancaire dont 2 ans min. en qualité de négociateur ; il possèdera une connaissance approfondie des cautions sur l'étranger, ainsi qu'un bon niveau d'anglais.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s / réf. 11645 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

PARIS ORGANISATEURS-CONSEILS HF

Pour la conduite de nos projets d'organisation, nous recherchons des ingénieurs ou diplômés de l'enseignement supérieur justifiant d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans le domaine de l'organisation.

Pour des candidats de valeur, ces postes offriront de réelles opportunités d'évolution au sein d'équipes de spécialistes jeunes et dynamiques ou dans les autres Directions de la Société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence OC 109 à Benoit LAURET.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

La Société des supermarchés DOC
filiale des DOCKS DE FRANCE
recherche

directeurs adjoints hypermarché (n°1, 200)

chefs de département (n°1, 200)

chefs de rayon (n°1, 200)

• Produits frais • Viande • Epicerie • Liquides • Bazar

Ces offres s'adressent à des candidats ambitieux et dynamiques, désireux de valoriser une 1^{re} expérience réussie acquise obligatoirement en magasin de grande surface.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence au poste à SMO, Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence 92100 Antony.

DELANDE GROUPE PHARMACEUTIQUE ET CHIMIQUE FRANÇAIS D'IMPLANTATION INTERNATIONALE, nous réalisons 700 MF de C.A. Les Laboratoires DELANDE, notre filiale principale, vous propose de

Diriger les services comptables

Collaborateur immédiat et autonome du Directeur Administratif, votre action personnelle portera sur l'amélioration des procédures comptables et l'optimisation du système d'information.

Pour les aspects classiques de la fonction (Comptabilité Générale, Fournisseurs, Clients, Trésorerie) et la production des états périodiques, vous serez appuyé par une équipe d'une quinzaine de personnes que vous animerez.

De formation supérieure, complétée par un DECS, vous avez au moins 5 ans d'expérience acquise tant en Cabinet qu'en Entreprise. Une bonne connaissance de la fiscalité, la pratique - même courte - du contrôle de gestion et l'utilisation de l'outil informatique vous seront autant d'atouts pour réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la réf. C/CSC/LM, à notre Conseil, Daniel DESJARDINS, qui vous garantit toute discrétion.

ARCOREM **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CHEFS DE PROJETS

Vous serez chargés de concevoir, de réaliser et de maintenir un secteur d'applications définies et d'encadrer une équipe d'analystes et de programmeurs.

Vous serez rattaché à la Direction Informatique située à notre siège social (quartier Etoile).

Vous possédez de préférence une formation supérieure (I.A.E., D.E.C.S...) et une solide expérience en informatique de gestion.

Vous exercerez cette responsabilité au sein de la principale société d'un groupe de 2000 personnes, équipée d'un réseau de huit ordinateurs VAX et de micros.

Votre rémunération de départ sera de l'ordre de 240.000 Francs.

PRIMAGAZ

Merci vos remerciements d'adresser votre candidature sous réf. 720 à André GLEISSANT Directeur du Personnel PRIMAGAZ SA, Avenue Roche 75008 PARIS

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
recherche pour sa Direction Informatique à St-Quentin-en-Yvelines

Ingénieurs Informaticiens APL

- Pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement... Développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDHAL - V7 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux : temps réel (OCS), temps partagé (APL), infocentre... Evolution vers les réseaux et micros...
- Ces postes conviendront à des Ingénieurs Grande Ecole ou Docteur, possédant au moins 3 ans d'expérience. Réf. FR 91

Ingénieurs Informaticiens

- Pour prendre en charge des projets informatiques, de la phase fonctionnelle jusqu'au lancement.
- Ces postes conviendront à des Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent possédant au moins 3 ans d'expérience en réalisation d'applications de gestion en temps réel (COBOL - CICS - VSAM) sur ordinateur IBM - SOUS MVS. Réf. FR 92

Adressez CV, photo et prétentions sous référence correspondante à CNCA - Gestion des Personnes - 75010 Paris Bruns

Laboratoires Miles
recherche

MILES

TECHNICIEN SAV ÉLECTRONICIEN HF

pour matières médicales de pointe : FRANCE - AFRIQUE DU NORD

- Niveau DUT/BTS électronique.
- Connaissances mécaniques.
- Anglais.
- 3 à 5 ans d'expérience sur matériel médical souhaitable.
- Salaire rémunéré de 6 mois.
- Salaire 110 à 120.000 F. annuel + indemnités voiture.
- Lieu de travail : 50 km Sud-Ouest de Paris EPERNON (Eure-et-Loir)

Envoyer C.V. avec photo à l'attention de Mme SINOU - Chef du Personnel Laboratoires MILES rue des Longs Réages 28200 EPERNON

PRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Important organisme de la mutualité recherche son... RESPONSABLE DE LA PRÉVOYANCE... chargé de... recherche... Age maximum 30 ans.

Pour son activité "Téléphonie" un constructeur recherche un Ingénieur... Qualité souhaitée : dynamique, apte à conduire, responsable, libre... la prise en charge...

Commercial... bénéfices d'un... de remboursement... de remboursement...

Ingénieur technico-commercial... Les services... industriel de 17 000... charge par le... l'ense de l'... de la prod... systèmes d'arme.

Pour renforcer votre équipe commerciale... un jeune ingénieur... sous l'égide de l'... de l'étranger, vous... à vos négociations.

Nous vous remercions d'adresser votre... de notre service de... sous référence 2462, en précisant vos prétentions, aux ESAT, 24, avenue Pieur de la COG... 54114 ARCUEL, CÔTE D'OR.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INVESTISSEMENT POUR LES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES CRÉER à PARIS (Pont de l'Amont)

JEU AGRO - ECO

Sélecteur du Chef de la Division... au sein d'une équipe de... opérationnels à définir les... économique céréalière. Il sera chargé de recherches de données... pour le créateur de leur analyse... de leur élaboration de bulletins... pour les services opérationnels... de grandes perspectives de... destinées à nourrir les projets.

Le candidat - 25 ans minimum - technique ou équivalente aura un... connaissance supérieure. La connaissance... pourriez téléphoner pour... (01.65.61) ou écrire sous réf. 11... à notre conseil Monique... GROUPE BBC - 1 bis place de Val... rapide et discrétion ab

صكرا من الامين

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OBJECTIF RÉUSSITE
Ingénieur d'Études Systèmes

THOMSON

NOUVE PRIVEE

EXPLOITANT HF

DIETS EXPORT

joint hypermarché

de rayon

PROJETS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Important organisme de la mutualité recherche son ou sa

RESPONSABLE DE LA PRÉVOYANCE

Il(elle) aura en charge ses caisses autonomes ou il elle devra produire une politique dynamique du développement de leurs produits.

Le poste sera confié à un homme ou à une femme d'expérience de haute technicité d'encadrement et faisant preuve d'un sens commercial développé.

Age minimum 30 ans.

Le poste est à pourvoir en région parisienne.

Faire parvenir c.v., photo et présentations à : M. DELAYRE, chargé du recrutement F.N.M.T., 62 bis, av. Parmentier, 75011 PARIS.

Pour son activité "Téléphonie", un constructeur recherche

un Ingénieur Commercial

possédant une expérience de la vente de la location de matériels de téléphonie privée, auprès de clients nouveaux.

Qualités souhaitées : dynamisme dans la prospection, bon négociateur, apte à conclure, sens de la responsabilité commerciale et libre rapidement pour la prise en charge d'un secteur en ILE DE FRANCE

Il bénéficiera d'un fixe et d'un intéressement élevés, d'une voiture et de remboursements de frais.

Une formation sera assurée. Ses connaissances et résultats feront de lui un futur responsable

Envoyez CV, détaille + photo sous la référence N° 33663 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

ingénieur technico-commercial

GIAT

Nous sommes un groupement industriel de 17 000 personnes, chargé par le Ministère de la Défense de l'étude, du développement et de la production de systèmes d'armes.

Pour renforcer notre équipe commerciale, nous souhaitons accueillir un jeune ingénieur généraliste. Vous serez chargé de présenter nos matériels en France et à l'étranger, vous élaborerez les offres, et participerez à leur négociation.

Vous effectuerez de nombreuses missions internationales : l'anglais vous est donc familier.

Lieu de travail : Pont de Saint Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre service de recrutement, sous référence 9482, en précisant vos prétentions, aux ESAT, 24, avenue Prieur de la Côte d'Or, 94114 ARCUEIL Cédex.

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES (80 personnes) CRÉE À PARIS (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

JEUNE AGRO-ECONOMISTE HF

Relevant du Chef de la Division Études et Prévisions Économiques - au sein d'une équipe de 5 personnes - il aidera les services opérationnels à définir les actions de développement de l'économie céréalière. Il sera chargé :

- de recherches de données macro et micro-économiques sur le secteur céréalière, de leur analyse, de leur suivi et diffusion ;
- de l'élaboration de bulletins de tendances conjoncturelles pour les services opérationnels et les sociétés affiliées ;
- d'études prospectives de secteurs ou filières agro-alimentaires destinées à nourrir les projets de développement.

Le candidat - 28 ans minimum - de formation supérieure agro-nomique ou équivalente aura un début d'expérience dans une fonction similaire. La connaissance de l'anglais sera indispensable.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (461.65.61) ou écrire sous réf. 117 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNAOUIL-GENOUEE BBC - 1 bis, place de Volots - 75001 PARIS. Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

participez à la réussite de nos projets



En France et dans le monde, nos ingénieurs et nos techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service de réalisations industrielles diversifiées : chimie, offshore, agro-alimentaire, industries manufacturières, techniques avancées, ingénierie de systèmes, équipements collectifs... Parce que nos spécialistes sont des professionnels de l'ingénierie et parce que nous répondons avec efficacité aux défis technologiques et économiques de l'industrie d'aujourd'hui, Serete se développe et recrute.

Que vous soyez débutant ou expert confirmé, votre place est peut-être avec nous.

ingénieurs d'affaires ou logistique industrielle

TRES HAUT NIVEAU - Vous avez un sens commercial développé et le goût de la technique. Vous avez acquis ces dix dernières années une expérience très solide et diversifiée en logistique industrielle. Au sein de notre service ingénierie de systèmes et en relation avec l'ensemble de nos équipes techniques et informatiques, vous aurez la responsabilité complète de la prospection de nos clients, la définition de leurs besoins particuliers. Vous leur proposerez les meilleures solutions techniques dans les domaines du management, stockage, et des techniques de maintenance. Ces postes, basés à Paris, supposent de fréquents déplacements en province et une bonne connaissance de l'industrie industrielle.

(Réf. 84.09-M)

ingénieurs automatismes industriels

TRES CONFIRMES - Vous êtes ingénieur grande école. Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans la conception et l'installation de systèmes industriels en chimie fine, agro-alimentaire, métallurgie automatisée, et plus généralement dans l'automatisation de chaînes de fabrication en industries manufacturières. Le poste que nous vous proposons vous permettra de poursuivre au sein de notre équipe une carrière professionnelle et humaine particulièrement enrichissante avec l'ensemble des services techniques de Serete et de ses filiales spécialisées. Ces postes sont basés à Paris.

(Réf. 84.09-M)

ingénieurs électricité confirmés

Vous êtes un professionnel en électricité. Vous recherchez un poste technique motivant. Avec notre service électricité, vous aurez la responsabilité des études de conception et la réalisation de projets techniques : production d'énergie, réseaux électriques, équipements électriques de bâtiments publics et industriels (incendies, foras, courants faibles). Ces postes sont basés à Paris et couvrent tout le territoire français. Vous serez amenés à intervenir auprès de 5 à 10 ans d'expérience.

(Réf. 84.54-M)

ingénieurs instrumentistes confirmés

Vous êtes un professionnel confirmé en instrumentation de procédés. Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans différents domaines d'application : centrales, procédés chimiques, pétrochimie, techniques avancées. Votre expérience professionnelle vous a permis d'acquies une bonne connaissance de l'utilisation de systèmes de conduite centralisés. Au sein de notre service instrumentation, vous aurez la prise en charge des études de conception et de réalisation de nos projets en instrumentation, ainsi que le démarrage d'unités. Ces postes sont basés à Paris.

(Réf. 84.57-M)

ingénieurs informatique de gestion industrielle

TRES CONFIRMES - Au sein de notre groupe informatique de gestion industrielle, vous serez amenés à intervenir sur les études de conception en vue de la mise en œuvre sur site de systèmes automatisés de traitement de l'information associés à la production (gestion des stocks, planification, bases de données techniques...) selon les besoins de nos clients que vous aurez contribué à définir. Votre expérience de 5 à 10 ans dans une fonction analogue vous a permis en outre d'acquies une très bonne connaissance des logiciels associés et de l'organisation des entreprises. Ces postes sont basés à Paris.

(Réf. 84.28-M)

jeunes ingénieurs électriciens grande école

Vous êtes ingénieur grande école. Vous débutez ou avez une première expérience de un ou deux ans. Vous participerez à la réalisation de projets électriques pour l'industrie lourde. Les industries de transformation et les techniques avancées. Parallèlement à cette mission, vous serez amenés à effectuer des développements informatiques correspondant aux besoins du service (création de bases de données, développement de logiciels spécifiques, schématisés). Ces postes sont basés à Paris.

(Réf. 84.29-M)

ingénieurs de projet bâtiment et industrie

Vous prendrez en charge le suivi de nos contrats et la gestion de nos projets en province : élaboration des offres, planning d'études et de réalisation, coordination des spécialistes, des fournisseurs, suivi des clients... Vous avez acquis une expérience diversifiée dans le domaine de l'ingénierie et éventuellement de l'entrepreneuriat sur des projets des secteurs tertiaires, industries de transformation et industrielle. Ces postes sont à pourvoir auprès de nos Directions Régionales de Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes et Toulouse.

(Réf. 83.00-M)

ingénieurs process France et étranger

TRES CONFIRMES - Vous êtes ingénieur grande école. Vous avez environ 10 ans d'expérience dans la conception et l'installation d'unités chimiques ou pétrochimiques en étroite relation avec les utilisateurs. Votre maîtrise des procédés industriels et votre expérience vous permettent d'effectuer des transferts originaires de solutions techniques éprouvées d'un domaine vers d'autres types d'installations industrielles. Dans le cadre de votre action, vous pourrez également : animer des équipes de conception pluridisciplinaires ou bien assurer la réalisation et la mise en route d'unités. Ces postes sont à pourvoir en France et à l'étranger.

(Réf. 82.31-M)

jeunes techniciens automatismes

Vous êtes titulaire d'un BTS automatismes ou informatique. Vous êtes à la recherche d'un premier emploi sûr et motivant. Au sein de notre service Automatismes et Informatique Industrielle, vous participerez à la réalisation de projets d'automatisation pour les industries lourdes, les industries de transformation et les techniques avancées. Parallèlement à ces missions, vous serez associés, en compagnie d'ingénieurs, aux développements informatiques correspondant aux besoins du service. Une première expérience des automatismes sera appréciée.

(Réf. 84.29-M)

jeunes techniciens électricité

Vous êtes titulaire d'un BTS électromécanique. Vous êtes à la recherche d'un premier emploi sûr et motivant. Au sein de notre service électricité, vous participerez à la réalisation de projets électriques pour les industries lourdes, les industries manufacturières et les techniques avancées. Parallèlement à ces missions, vous serez associés en compagnie d'ingénieurs aux développements informatiques correspondant aux besoins du service. Ces postes sont basés à Paris.

(Réf. 84.53-M)

spécialistes et ingénieurs de projet offshore

Les techniques de la mer vous passionnent. Nous vous proposons la responsabilité de projets diversifiés : études spéciales, plates-formes offshore, équipements associés... Selon votre expérience, vous assurerez la coordination générale de ces projets ou bien les développements techniques spécialisés dans des domaines tels que la mécanique, le contrôle-commande ou l'instrumentation en techniques maritimes. Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant une dizaine d'années d'expérience.

(Réf. 84.15-M)

jeunes ingénieurs études économiques

Vous êtes ingénieur diplômé grande école. Vous avez acquis une formation économique complémentaire. L'étude des coûts des projets industriels vous intéresse. Après une période de formation à nos méthodes, vous serez amenés à participer à la responsabilité d'études de faisabilité de projets, d'implantation d'unités, d'études de marchés de biens industriels, de recherches technico-économiques, en France ou à l'étranger. Vous débutez ou avez une première expérience de la fonction. Une bonne connaissance de l'anglais et une bonne mobilité géographique sont indispensables.

(Réf. 82.41-M)

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Serete, Service Recrutement 86, rue Régnault - 75640 Paris Cedex 13



Jeune diplômé ingénieur ou universitaire : option informatique, vous vous orientez vers un secteur d'activité dynamique de pointe : l'informatique. Réalisez-vous dans une SSI et choisissez l'un des tout premiers groupes français d'ingénierie informatique : SG2.

SG2, Groupe plissant de 4500 personnes, assure la maîtrise d'oeuvre et la réalisation de projets informatiques mettant en oeuvre des technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties) dans des secteurs d'activités très divers (banques, assurances, transports, administration, industrie, PME en France et à l'étranger).

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes études à Paris. Après formation complète et adaptée, vous pourrez ainsi, bien intégré au sein du groupe, aux structures souples, à la hiérarchie courte, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle.

Vos candidatures (lettre, CV et présentations) sont à adresser, sous réf. YR 38 M, à SG2, Direction Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

Ingénieurs et Universitaires option informatique, SG2 mieux qu'une carte de visite : un vrai métier passionnant.

SG2: La maîtrise de l'informatique.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

STRATEGIE DE CONQUETE DANS LA "HIGH TECH"

COMPUTERVISION, numéro 1 mondial de la CFAO - 400 millions de dollars de C.A., 5 000 personnes - à lancé récemment de nouvelles lignes de produits sophistiqués (systèmes et logiciels d'applications). Pour étoffer notre filiale française - numéro 1 du marché - nous créons au sein des Directions Marketing/Communications la fonction de :

PROMOTION MANAGER HAUT-NIVEAU

Il aura la responsabilité, après avoir élaboré un plan budgété, de conduire les actions de promotion :

- Définir et développer les outils de promotion,
- Etablir les programmes de training des forces de vente en relation avec les structures européennes et le siège de ComputerVision Corporation à Boston.
- Représenter la Société aux conférences (Utilisateurs, Convention informatique, Grandes Ecoles...) et assurer l'animation des shows.

La préférence sera donnée à un candidat d'environ 35 ans, diplômé d'Etudes Supérieures bilingue anglais, maîtrisant parfaitement les techniques de Communication.

- Ayant réussi dans une fonction similaire, en milieu informatique, électronique ou industriel,
- Possédant un tempérament de leader et devant s'intégrer rapidement dans une structure performante,
- Disponible, réalisateur, alliant un esprit créatif et méthodique.

Une expérience de Management dans la vente ou la promotion de systèmes informatiques constituerait un atout important.



Toute candidature sera traitée confidentiellement. Merci d'envoyer votre dossier de candidature s/réf. M.S., photo, lettre manuscrite et prétentions à Michèle CURA, Directeur du Personnel COMPUTERVISION France - Tour Galléri 2 - 93175 BAGNOLET Cedex (Discrétion assurée).



De véritables responsabilités en recherche appliquée pour des ingénieurs de haut niveau

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie, 2^{ème} U.S., 6^{ème} mondiale. Notre site de Drusenheim, près de Strasbourg, regroupe plusieurs unités de fabrication (mousses et films plastiques) de haute technologie et depuis peu, un centre de recherche appliquée à vocation européenne. Ce centre de recherche a pour mission de développer nos films et nos mousses plastiques et d'améliorer nos procédés de fabrication en liaison avec le marketing, la production et le service de conseil auprès de nos clients. L'accent que nous mettons sur les spécialités dérivées de la chimie, nous conduit à constituer une équipe de recherche internationale composée de compétences complémentaires. L'équipe en place est jeune, d'un très haut niveau et particulièrement motivée. Nous avons plusieurs postes à vous proposer, en particulier dans le développement des mousses plastiques.

Après une période de formation à nos produits et à nos procédés, vous participerez et contribuerez à notre recherche constante d'amélioration et à la mise au point de nouveaux produits.

Le succès et le développement rapide de nos activités en Europe, dont la recherche en particulier, nous permet de vous proposer des évolutions de carrière rapides et variées tant en France qu'à l'étranger, si vous savez être performants et mobiles.

La bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Envoyer lettre, CV et photo sous réf. 18 LM, à : Dow Chemical France, Département des Relations Humaines, BP 20, 67410 Drusenheim.



* Marque déposée : The Dow Chemical Company.

Conseil en Ressources Humaines... CONSULTANT H/F

Pourquoi EGOR ?

Vous pouvez justifier d'une première expérience réussie dans le conseil aux entreprises. Vous êtes passionné par cette activité et vous souhaitez y faire carrière. Vous êtes diplômé d'enseignement supérieur, doté d'une importante force de travail et d'une bonne capacité relationnelle.

Parce que !

Notre conception de la fonction qui comprend à la fois l'approche commerciale, l'étude du poste, des structures et l'évaluation des candidatures vous offre l'autonomie que vous revendiquez. Nous mettons à votre disposition les moyens d'un des premiers groupes européens de conseil en ressources humaines. Nous complétons votre formation et nous vous offrons une ambiance de travail conviviale et professionnelle. Enfin, nous vous attendons, et si vous êtes à l'image de nos ambitions et de notre dynamisme, nous serons vos recruteurs.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M EP 09, à Paul Bemaux.

EGOR PROMOTION

63 rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



Banque Française nationalisée

PARIS

Gestionnaire de portefeuille actions

Il aura principalement au sein du Département Financier, la responsabilité de suivre des comptes de particuliers et développer cette clientèle, et de gérer des fonds communs de placements axés sur le marché Nord-Américain.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans un organisme financier d'audience internationale.

Une bonne connaissance de la Bourse Américaine est indispensable. Formation école supérieure et bonne maîtrise de l'anglais impératives.

30 ans minimum pour ce ou cette candidat(e) prêt à s'investir dans la création d'une nouvelle fonction.

Rémunération motivante liée à l'acquis professionnel.

Ecrire avec C.V., détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 24016

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly.

Banque privée importante

recherche pour ses AGENCES DE PARIS ET MONTPELLIER

DEUX RESPONSABLES DE CLIENTÈLE ENTREPRISE - P.M.E.

Vous avez déjà une expérience bancaire de 2 à 3 ans. Vous êtes diplômés d'études supérieures. Vous souhaitez un poste dynamique et chargé de responsabilités. Vous voulez être partie prenante à la vie de votre entreprise et développer votre carrière au rythme de son expansion.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous n° T 068 321 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

ECONOMETRE

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, dans le cadre de sa mission de Conseil auprès des 38 banques régionales du groupe, recherche un Economètre chargé de :

- développer des modèles de gestion prévisionnelle (concernant les équilibres financiers et la trésorerie de la banque),
- effectuer leur analyse et programmation,
- d'aider à leur mise en place et de former les utilisateurs.

Ce poste implique donc de fréquents déplacements de courte durée en province.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ENSAE, grandes écoles ou universités), qui avez une expérience professionnelle (de préférence dans le domaine bancaire), adressez votre lettre accompagnée d'un C.V. et indication de la rémunération actuelle sous réf. DEV à Anny NOE CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES



131, avenue de Wagram 75647 PARIS CEDEX 17

- PROGICIELS
- GESTION
- COMPTABILITE
- TELEGESTION
- MICRO
- INFORMATIQUE

Ingénieurs commerciaux

Pour participer à l'expansion de nos activités d'exploitation informatique de systèmes comptables dans notre nouveau centre SG2 de LEVALLOIS (92), nous souhaitons rencontrer :

Vous aurez pour mission de développer le portefeuille de Cabinets d'Experts Comptables et d'Entreprises qui nous vous confions. Vous y assurerez la promotion et la vente d'une gamme diversifiée de produits informatiques de gestion comptable et financière.

Vous avez acquis un niveau de formation supérieure (DECS ou diplôme de gestion) et vous souhaitez valoriser une première expérience de 2 ans en Cabinet Comptable, ou dans la commercialisation de produits informatiques en SSII ou chez un constructeur.

Vos motivations : la négociation de produits de technologie très élaborée et l'atteinte de résultats ambitieux.

Futurs responsables de secteur

- 4 à 5 ans dans la vente de produits informatiques comptables vous ont permis d'acquérir la maîtrise de cette fonction. Vos résultats en témoignent.

- Vous dynamisez le secteur de vente que nous vous confions et le développement de vos résultats vous amène à assurer l'animation d'une équipe commerciale sur votre marché.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. IC/MQ/B41, à Christian ESPINOSA - Direction Commerciale - SG2 - 12-14, avenue Vian-Whitcomb - B.P. 215/16 - 75765 PARIS Cedex 16.

LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE



Juriste H/F

Un important organisme professionnel recherche un Juriste. Intégré dans un Département d'une quinzaine de personnes, il sera affecté au secteur DROIT DU TRAVAIL, pour réaliser des études et conseiller les organismes adhérents. Le candidat sera un débutant possédant une Maîtrise ou un Doctorat en Droit. Ce poste évolutif permet l'accès à des fonctions de responsabilités.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous la référence 3358 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROSSISTE DISTRIBUTEUR Charcuterie - Saïsons

recherche pour dépôt Paris Nord

RESPONSABLE LOGISTIQUE

(Atelier Préparation + Service Livraisons)

Ce poste conviendrait à :

- candidat expérimenté, même type d'activités
- ou à Bac + 2, petite expérience professionnelle.

Libre rapidement. Salaire début 30.000 F rs./an

Merci d'adresser C.V. détaillé et photo sous référence 90018 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX



COMPAGNIE FRANÇAISE GOODYEAR DIVISION CHIMIE

Notre Centre Technique Européen situé à ORSAY (25 km Sud de Paris) recherche

TECHNOLOGISTE EN PLASTIQUE

Pour renforcer notre position de leader comme fournisseur de polymères pour la modification des Thermo-plastiques. Niveau universitaire requis : Ecole d'ingénieur/CNAM - transformation des matières plastiques avec une expérience industrielle de plusieurs années dans la mise en œuvre des plastiques (PVC). Age 30 ans minimum. Le candidat sera responsable des travaux de développement et d'applications de nos produits et assistera nos clients dans leurs utilisations. Ce poste demande une motivation personnelle, des facultés de créativité, des déplacements à l'étranger et une aptitude à communiquer. Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. au Directeur du Centre Technique Compagnie Française GOODYEAR - B.P. 21 - 91941 LES ULIS Cedex

هكذا من الاصل

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

CONSULTANT
E. EGOR ?
...
EGOR PROMOTION

Portfeuille actions

privée importante

RESPONSABLES CLIENTELE
EPRISE - P.M.E.

OMETRE
MEDICALE DES BANQUES PORTAISE

AGENCE FRANCAISE
BYEAR DIVISION CHIMIE

IOLOGISTE
ASTIQUE

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST
propose à un

INGÉNIEUR CHIMISTE
un poste

TECHNICO-COMMERCIAL
pour la Région Parisienne.

Disposant d'une large autonomie, il aura en charge la commercialisation d'une gamme de **PRODUITS AUXILIAIRES TEXTILES ET SPÉCIAUX**.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur (ENSAT, ITR, ENS Chimie) ayant une première expérience technique ou commerciale dans ce type de produits.

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais serait très appréciée.

Adresser C.V. sous réf. 676 au Département des Ressources Humaines **SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST**
Tour Roussel / Nobel - Cédex 03
92080 PARIS LA DÉFENSE.

Hoechst

ACTIS

RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France
(30 collaborateurs permanents,
une marge brute en forte progression :
8 millions de francs en 1983,
estimation 1984 : 11 millions de francs)

recrute

**POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE SA FILIALE
SPÉCIALISÉE EN COMMUNICATION ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE
FINACTIS**

2 CHARGÉ(E)S DE DOSSIERS

Formation économique et financière (Sciences Po [Ecofi] HEC,...),
Anglais courant.

Expérience professionnelle d'au moins 3 ans, soit en agence, soit dans une entreprise appartenant à la communauté financière (banque, assurance, établissement financier...).

Adresser c.v., photo et prétentions à :
Département Ressources Humaines, ACTIS Relations Publiques,
78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS.

AMPEX
Amplex Corporation - One of The Spinal Companies

**DÉPARTEMENT INFORMATIQUE ET INSTRUMENTATION
DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE SES GAMMES
DISQUES ET ENREGISTREURS ANALOGIQUES**

recherche
pour le support technique

**INGÉNIEURS
ou TECHNICIENS
de HAUT NIVEAU**

Spécialistes supports magnétiques numériques et/ou analogiques.
Anglais et français.

Envoyer c.v., photo à : AMPEX
Circulaire 1, 2, rue Carnot, 75017 PARIS.

CREATION DE POSTE

**SPECIALISTE DE LA
DISTRIBUTION MODERNE**

PARIS + MISSIONS AFRIQUE
Diplômé grande Ecole de Commerce,
Agé au minimum de 30 ans.

Il devra posséder une expérience de plusieurs années dans la distribution spécialisée, de préférence, dans le secteur bricolage et équipement de la maison.

Il assurera un ensemble de missions d'assistance aux magasins et grandes surfaces quincaillerie professionnelle et ménage d'Afrique Noire :

- Formation du personnel d'exploitation.
- Merchandising et rénovation de magasins.
- Etude de nouveaux marchés.

Mobilité indispensable pour déplacements fréquents en Afrique représentant au minimum 50 % du temps d'activité annuel.

Nous sommes un Groupe (30 filiales - 4 000 personnes) qui distribue en France et en Afrique une large gamme de biens de consommation. Nous offrons au spécialiste que nous recherchons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et lettre manuscrite sous réf. N° 50138 à **PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220, 75083 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DÉPARTEMENT **RADARS, CONTRE-MESURES, MISSILES** de THOMSON-CSF : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Vous avez acquis une spécialisation en informatique et possédez une expérience minimum de 4 ans dans les domaines :

- AIDE À LA GESTION (GAO) : Votre mission sera de renforcer les traitements de coûts, détails, plans de charge, devis... dans un environnement IBM 3083-MVS - DL1 - CICS.
- SUPPORT VAX : Vous assisterez les équipes de développement et les utilisateurs dans la mise en place des applications, l'évolution des configurations, l'intégration dans le réseau d'informations. Expérience VAX, VMS, DECNET.
- Débutants, venez développer nos moyens de gestion, de communication, de conception en électronique : BUREAUTIQUE ET RÉSEAUX : Vous serez responsable de la conception du plan bureautique et de l'architecture du réseau général du Département. Vous en suivrez la mise en place avec les équipes d'exploitation. Votre pragmatisme et vos connaissances en réseaux multi-construc-teurs (IBM, DEC, BULL) seront appréciés.
- APPLICATION : Vous analyseriez et mettriez en place des applications de CFAO circuits prédiffusés, hyperfréquence, micro-électronique, simulation de circuits sur des machines mini-micro connectées au réseau.
- GESTION DE PRODUCTION : Vous analyseriez et développeriez les applications de gestion de production au sein d'une équipe projet, dont vous assureriez la responsabilité rapidement.
- SYSTÈME : Vous participeriez à l'animation et à l'évolution d'un centre de production de logiciels pour microprocesseurs embarqués. (Matériel PERKIN-ELMER 32-xx et VAX). Votre expérience et vos connaissances en génie logiciel, réseaux locaux, SGBD et UNIX seront de sérieux atouts.

Adresser-nous votre candidature en précisant vos centres d'intérêt technique :
Madeleine GUIGUES - Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF Cedex.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

THOMSON COMPOSANTS

La Division des Composants Discrets (2.150 personnes), dont l'activité est en forte croissance au sein de la Direction des Activités semi-conducteurs, poursuit ses applications informatiques de gestion. Elle crée le poste de **chef de projet de la gestion de Production** pour les trois usines de la Division (mutinites à équiper de matériel HP).

Relevant du Chef de service Organisation et Informatique de la Division, il aura pour mission l'organisation du domaine ainsi que la définition, l'étude et la mise en place du système informatique de gestion de production. Responsable du planning et du budget du projet, il mènera son action en liaison étroite avec les utilisateurs et les informaticiens des sites.

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, est ingénieur diplômé d'une grande école et a quelques années d'expérience opérationnelle de la gestion de production, ainsi que de la conduite de projets informatiques dans ce domaine. Maîtrise de l'anglais indispensable. Lieu de travail : Courbevoie. Des déplacements fréquents sur les sites sont à prévoir.

Adresser votre C.V. et lettre manuscrite, rémunération actuelle et photo sous la référence L120/M à H. Bouet, Sema-Selection : Centre Mera 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Chef de projet dans le domaine de l'immobilier industriel

Vous serez responsable de la réalisation intégrale d'un site de plusieurs dizaines de milliers de M2 regroupant les diverses fonctions de l'entreprise : fabrication, laboratoires, entrepôts, administration...

Le projet comprend aussi bien l'infatallisation (adaptation aux besoins des utilisateurs, architectures, planning, coût) que la réalisation et la représentation du maître d'ouvrage auprès des architectes, B.E.T., entrepreneurs, services centraux administratifs.

Pour réussir cette mission, il nous semble nécessaire d'être diplômé d'une grande école d'ingénieur et de posséder une expérience de 5 ans dans le domaine des techniques du bâtiment, de l'élaboration et de la réalisation de programmes immobiliers industriels.

Vous travaillerez au sein d'une société internationale à dimension humaine qui a la volonté d'investir en France (Nord Ouest de Paris) et qui base sa croissance sur des produits destinés à des industries verticales (depuis le spatial jusqu'au bâtiment) et intégrant une forte innovation technologique.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre CV, en précisant sur l'enveloppe la réf. M. 5494, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

AOP

La division mesures de l'AOP, l'un des tous premiers industriels français dans le domaine de la mesure numérique recherche

Ingénieur d'études expérimenté

diplômé d'une grande école d'électronique E.S.E., I.R.G., E.N.S.I.E.T., etc...

Vous avez acquis quelques années d'expérience dans l'électronique des basses fréquences, et l'utilisation des microprocesseurs (8.800).

Au sein de l'équipe d'ingénieurs de la Division, vous serez le responsable de l'étude et du développement d'appareils de mesures électroniques de petites et moyennes séries, mettant en œuvre des techniques analogiques et des microprocesseurs.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et prétentions à A.O.I.P., à l'attention de Monsieur PERNOT - B.P. 301 75824 Paris Cedex 13

Groupe Bull

Jeunes Ingénieurs, l'informatique est votre passion et une étape dans votre carrière. Si vous êtes attirés par la technique, l'encadrement, si vous avez le sens des responsabilités, vous pouvez être l'un des :

CHEFS DE PROJET

dont nous avons besoin pour la conception et la réalisation de nos applications de gestion. Anglais souhaité.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 450 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MESURE ET REGULATION

Le champ d'activités du secteur «Mesure et Régulation» de Schlumberger se développe en France à travers quatre grandes sociétés: ENERTEC, FLONIC, SEREG et le GIERS.

La fonction personnel chez nous: une fonction clé et évolutive par excellence.

Pour cela, nous recrutons aujourd'hui de jeunes diplômés (grande école de gestion, Sciences po., grande école d'ingénieurs...)

Après une première mission, les possibilités d'évolution qui offriront à eux seront à la mesure de leur potentiel et des opportunités du groupe Schlumberger en France ou à l'étranger.

Débutants ou avec une première expérience d'environ 2 ans en usine ou dans un poste fonctionnel...

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. FP/179 M, à la Direction du Personnel, SCHLUMBERGER MESURE ET REGULATION, 12 place des Etats-Unis, BP 56, 92123 Montrouge.

Schlumberger



JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Pour mener à bien nos projets de développement, de la conception jusqu'à l'industrialisation...

Jeune ingénieur diplômé (Supélec, INSEP, INSA ou équivalent), vous désirez assurer votre début de carrière tout en affirmant vos compétences techniques...

Nous recherchons l'ingénieur développement industriel dont la mission sera celle d'un homme de projet, gérant les produits nouveaux, de la conception jusqu'à la réalisation industrielle.

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 17, rue Courmeur 51024 REIMS CEDEX 58, av. de Wagram 75017 PARIS.



SOCIETE INGENIERIE à vocation internationale recherche pour intégration à son équipe fiabilité INGENIEUR FIABILISTE Formation SUP AERO - Centrale, A.M., INPG ou universitaire.

MB ELECTRONIQUE, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique, recherche pour son Département HYPERFREQUENCE: 2 INGENIEURS TECHNICO-CLAUX

VILLE BANLIEUE SUD (40.000 HABITANTS) POUR SA CRECHE FAMILIALE 1 INFIRMIERE DIPLOMEE D'ETAT

La Compagnie Financière (Banque du Groupe Edmond de Rothschild) Direction des Grandes Entreprises. Responsable de clientèle MF

Important organisme d'économie sociale et de la mutualité recherche CADRES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

ET. FINANCIER PARIS recherche INSPECTEUR COMMERCIAL CONFIRME

SOCIETE DE NEGOCIE INTERNATIONAL recherche pour son service UN JEUNE REVISEUR

ASTER BOUTILLON Filiale de Mesure et Régulation du Groupe Schlumberger recherche un Responsable de projet

INGENIEUR L'AVENIR DEVANT SOI Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Collaborateur (trice) commercial (e) Pour extension et gestion, clientèle et relations publiques.

Collaborateur Technico-Cial Bien introduit dans les industries chimiques, pharmaceutiques, alimentaires...

Collaborateur CADRE Ce poste conviendrait à candidat âgé de 40 ans maximum. Une expérience similaire serait souhaitable.

BANQUE PRIVEE FRANCAISE PARIS en fort développement filiale à groupes importants recherche

ENSEIGNANTS dans les matières suivantes: Informatique, Mathématiques, Statistiques, Comptabilité, Géographie touristique.

L'EQUIPEMENT ET LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE recrute pour son bureau d'études électromécanique UN INGENIEUR Position I ou Position II

régie presse Le Monde Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs.

OFFRES D'EMPLOIS FILIALE IMPORTANTE POUR PROMOUVOIR un véritable spécialiste EPOXY-PU... INFOSCRIP CABINET CONSEIL SECURITE MONETIQUE - TELEMATIQUE... BANQUE PRIVEE... UN EXPLOITANT COMMERCIAL CONFIRME... B.E.F.S. ENGINEERING EN FORTE EXPANSION... CADRE SUPERIEUR... MUTUELLE PARIS (250 personnes) recherche UN CADRE EXPERIMENTE EN ASSURANCES... un(e) Juriste

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche POUR PROMOUVOIR SON DEVELOPPEMENT un véritable spécialiste EPOXY-POLYURETHANNES (30 ans minimum) Pour animer son laboratoire de produits et revêtements industriels. Formation ingénieur chimiste diplômé + connaissances gestion ou marketing et langues appréciées. Responsabilités - Recherche et développement produits. - Formulation, process, contrôle qualité. - Assistance technique clientèle. EXCELLENTES PERSPECTIVES D'AVENIR. Adresser C.V. + photo + présentations sous n° 8377 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ADJOINT DIRECTEUR DEPARTEMENT GESTION PATRIMOINE OPERATIONS FINANCIERES Formation supérieure, expérience, maîtrise de l'anglais et si possible autre langue. BANQUE PRIVEE 8ème arrdt Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et présent. s/réf. 5400/M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS. services vous assiste dans le recrutement bancaire

ECOLE D'INGENIEURS PARIS recherche DIPLOMES OU UNIVERSITAIRES Pour son laboratoire de Systèmes Logiques et d'Automatismes. Pour son laboratoire d'Electronique, Métrologie et Composites. Pour son Centre de Traitement de l'Information (enseignement et développement de logiciel sur microordinateur). Travail à temps partiel possible sur enseignement et recherche appliqués. Em. C.V. à SEP, 21, rue d'Assas, 75270 PARIS CEDEX 06.

PME leader dans son domaine (systèmes transactionnels) recherche ANALYSTES PROGRAMMEURS Formation DUT ou + connaissances 1 temps réel, assemblateur (2202...) Pascal, Fortran (log. électronique). Simple et stable avec responsabilité dans petite équipe chargée de développements. Tél à M. Barreiros (1) 883-84-45.

ECOLE SECONDAIRE PRIVEE (hors contrat) région Sud de Paris recherche PROFESSEURS MATH. ANGLAIS Tél. : 494-84-88. Inst. supérieur privé rech. PROFESSEURS comptabilité, Exp. stag. 10 à 16 h hebdo, lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, 245-4-140.

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE recherche ANALYSTE Confirmé Evolué Niveau INALIC, maîtrise de gestion, école de commerce Excellente connaissance en comptabilité, facturation, COBOL, base de données. Écrire au : 78-00, avenue Général Tour Gellier, 93174 BAGNOLET CEDEX. UN INGENIEUR TECHNIQUE-CCIAL Diplômé grande école chimie ou textile. Espoir industriel ou commercial indispensable pour assistance technique et vente de ses produits chimiques auprès des autres forces de la région. Ecr. av. C.V. et prêt. s/réf. 4319 à P. LICHOU S.A., S.P. 220, 75055 Paris Cedex 01, qui tr.

Organisme de formation recrute CONSEILLER (E) EN FORMATION Environ 35 ans, bonne présentation pour contacts avec les entreprises, voiture indispensable. Adresser C.V., lettre, présent. photo avec n° 788 199 M REGIE PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE recrute JOURNALISTE Confirmé ou débutant, connaissant et intéressé par les problèmes de la communication, pour occuper plus particulièrement des secteurs de l'audiovisuel et nouvelles techniques de communication. Adresser candidatures avec références à : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

INFOSCRIPT CABINET CONSEIL SECURITE MONETIQUE - TELEMATIQUE recherche pour son développement INGENIEURS Option Informatique 2/3 ans expérience Démarche commerciale, Salaire motivant. Ecrire avec C.V. et présentations à INFOSCRIPT 26, rue de Châteauneuf, 75009 PARIS.

Le responsable d'une importante société d'informatique (Paris La Défense) recherche son assistante Collaboratrice de haut niveau (Sc Po, licence...), expérimentée (2 ans minimum) ayant le sens de l'organisation et des contacts, discrète, disponible et maîtrisant parfaitement la langue française. Anglais apprécié. Adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) sous la référence M 284 à : GIE Générale Informatique et d'Exploitation, Service du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11.

Constructeur Informatique Division Bureau de recherche 2 INGENIEURS REDACTEURS expérience en procédure de séquençage 1 INGENIEUR REDACTEUR LOGICIEL 1 INGENIEUR REDACTEUR Maintenance matériel Lèvres remplaçant Salaire élevé. Tél. pour r.-n. 784-74-82. 91406 ORSAY Cedex.

Le Laboratoire de LURE recrute sur POSTE CNRS 2 A UN INGENIEUR-ELECTRONICION Diplômé Grande Ecole ou CNAM pour la construction et la mise au point des éléments passifs de super-ACO et du générateur de synchronisation. En plus d'une formation en électronique logique et analogique, quelques années d'activités en électronique d'impulsions haute tension de puissance ou en électronique rapide seraient appréciées. Adresser C.V., photo et prêt. à M. P. Marin, Centre Universitaire, bâtiment 209, 91406 ORSAY Cedex.

BANQUE PRIVEE recherche pour son siège PARIS UN EXPLOITANT COMMERCIAL CONFIRMÉ Cadre 5 ans d'ancienneté dans le poste Formation supérieure Bonne connaissance des PME. Env. C.V., photo et présentations à REGIE-PRESSE, sous n° 7 68 341 M, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

TRAM Informatique recherche INGENIEURS INFORMATIQUES (école d'ingénieurs ou équivalent). Confirmés et débutants logiciels de base, systèmes, applications temps réel sur micro-ordinateurs. Connaissances MITRA, PDP, UNIX appréciées. Adresser un dossier de candidature avec présentations s / réf. M 84.01.09 à TRAM Informatique 23, avenue Raymond Falaise 78390 BOIS D'ARCY

B.E.F.S. ENGINEERING EN FORTE EXPANSION cherche CADRE SUPERIEUR Pour négociations, contrats, exportation et financements. Participation aux fonctions juridiques et financières qui seront définies lors des entretiens. Nous demandons formation supérieure, expérience réussie dans le domaine exploitation (engineering apprécié) Anglais juridique et technique parfait Responsabilité dynamique. Adresser C.V., présentations, à M^{me} HOUILLE B.E.F.S. 74, av. Paul-Doumer, 75016 Paris.

PPG INDUSTRIES corona BOURSE D'ETUDES PPG, leader mondial de la peinture, offre une bourse (8.000 F mensuels) à un ingénieur diplômé G.E. pour préparer une thèse de CHIMIE MACROMOLECULAIRE au Collège de France, Nationale Française. Bonne connaissance de l'anglais. Ecrire à Mlle Boleux - Collège de France - 11, place Marcelin Berthelot - 75231 PARIS Cedex 05

MUTUELLE PARIS (250 personnes) recherche pour son secteur PRODUCTION UN CADRE EXPERIMENTE EN ASSURANCES Le poste, dirigé dans un premier temps vers une assistance technique, est susceptible d'évoluer vers le rôle d'Adjoint au responsable du secteur, impliquant quelques déplacements en Ile-de-France. 10 années d'expérience professionnelle sont exigées. Les candidats doivent en particulier justifier d'une bonne connaissance de la production diversifiée (y compris les risques industriels), avoir le sens des contacts et une aptitude confirmée à l'encadrement. Ecrire avec C.V., photo et présentations sous n° T068.298 M, REGIE PRESSE - 7, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

EMPLOIS CADRES Recevez gratuitement des offres d'emploi cadres correspondantes à votre profil. Téléphoner LA SELECTIQUE 34, quai de DION-SOULTON 92900 PUTEAUX 16-05-05-04-03 (numéro vert). La Selectique s'engage au secret absolu sur les informations qui lui sont transmises.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES recherche POUR SES SERVICES JURIDIQUES un(e) Juriste Ayant une première expérience pratique du Droit des affaires, notamment en matière d'études et de négociation de contrats commerciaux. Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable - anglais souhaité. Envoyer CV + précisions sur expérience et présentations sous référence 29436 à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmet.

secrétaires SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS DACTYLO-STENO ANGLAISE ET FRANÇAISE Vous avez une bonne formation de base et une première expérience en entreprise. Vous êtes organisée, appliquée, disponible et dynamique. Votre bon contact vous permet de vous intégrer facilement dans une équipe. Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 89 à FORD FRANCE S.A. - Vincent Béranger 344, avenue Napoléon Bonaparte 92505 RUELLY-MALMAISON Cedex

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer liiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

ASSOCIATION LOI 1901 recherche SECRÉTAIRE MI-Temps Dactylo adgée Tél. : 788-87-85. P.M.E. cherche Secrétaire administration avec sens organisation et responsabilité. Ecrire avec références BARAUD, 9, rue Berthelot-Jouy, PARIS-7^e. FAIRYANT PRODUITS DE LURE recrute pour son service EXPORTATION UNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE BILINGUE ANGLAIS FRANÇAIS Bonne connaissance ESPAGNOL. Possédant plusieurs années d'expérience dans un service exportation. Envoyer C.V., présent. photo et prêt. à PARRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

Le Monde Emplois Cadres ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune. Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent. En vente chez les marchands de journaux : 6 F BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro : Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Code postal _____ Ville _____ Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus) Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

Comment Morgan aide les directeurs financiers sur des marchés de plus en plus complexes



Quatre des responsables Morgan qui ont résolu le problème de financement à long terme d'un client, par un placement privé en devises couvert en dollars U.S. De g. à d.: Jonathan Seem, responsable du secteur Etats-Unis Ouest; Maureen Hendricks, International Financial Management; Robert Engel, Executive Vice President et Treasurer; Bruno Eberli, Foreign Exchange Trading.

N'importe quelle banque peut vous prêter de l'argent à un taux donné. Morgan vous apporte plus - en proposant des solutions novatrices à vos besoins financiers, en anticipant les mouvements des marchés financiers et des marchés des capitaux dans le monde, en vous aidant à agir au bon moment.

Morgan vous apporte son expérience. Aucune banque ne connaît mieux les multiples éléments qui affectent les marchés financiers: différence de taux d'intérêts, fluctuations des monnaies, mouvements de capitaux, stratégies des banques centrales. Les spécialistes de Morgan à travers le monde échangent informations et tactiques vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cela vous permet d'avoir une perspective mondiale.

Morgan est très spécialisée. Nous avons centralisé toutes nos activités concernant les marchés financiers dans notre division Trésorerie. Partout dans le monde, nos cambistes et nos analystes sont proches de leur marché et en contact permanent entre eux et avec nos banquiers. Cette osmose donne à Morgan et à ses clients plus de rapidité, plus de contact et plus de connaissances.

Morgan est rapide. Nous connaissons les

sources de fonds disponibles et leurs utilisateurs, la manière d'y accéder et les meilleurs choix répondant à vos besoins. Nos responsables sont habilités à prendre eux-mêmes, sur le terrain, les décisions qui s'imposent.

Morgan est un teneur de marché. Nous intervenons activement sur le marché des obligations émises par le gouvernement américain, sur les différents marchés monétaires, sur le marché de l'or, sur le marché des Euro-obligations, sur les marchés des changes pour les devises les plus importantes. Et nos marges sont extrêmement compétitives.

Morgan vous aide sur le court terme ou sur le long terme. Lorsque vous avez des liquidités à investir, nous vous proposons diverses options de placements. Quand vous avez besoin de financement, soit nous mettons à votre disposition des crédits à court terme à des conditions compétitives pour votre fonds de roulement, soit nous vous faisons des prêts à plus longue échéance pour financer des investissements ou des projets de développement. Nous mettons en place des placements privés en diverses monnaies avec des inves-

tisseurs étrangers. Par l'intermédiaire de notre filiale de Londres, Morgan Guaranty Ltd, nous émettons des obligations à taux fixes ou à taux flottants et des obligations convertibles sur le marché des Euro-obligations.

Morgan vous donne des idées pour limiter vos coûts. Prenant des positions importantes à la fois sur le marché des capitaux et sur celui des changes, nous pouvons souvent réduire vos coûts de financement. Nous mettrons au point des techniques pour vous protéger contre les risques de change, nous vous aiderons à établir votre planification fiscale, et nous vous alerterons sur les possibilités de couverture et d'arbitrage.

Morgan vous aide. Contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan ou écrivez à Dominique George, Vice President à Paris.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France: 14, place Vendôme, Paris. Tél.: 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

Membre FDIC

صكزا من الاصل

Le Monde
CONJONCTURE
 hausse du télé...
 - pour plus de...
 un impôt d...

La hausse du téléphone de...
 intervenue au 1^{er} août...
 quelle un impôt déguisé?...
 Poncelet, sénateur (gav...
 démocrate) du Lot-...
 l'effort et saisit le...
 d'Etat pour légaliser (un...
 par le Parle...
 M. Alexandre, mima...
 des PTT, il s'agit...
 d'exceptionnel destiné à...
 du pays. Les...
 serviront aux...
 Qui a ré...
 on le sait, a été bel...
 par l'Elysée, contre...
 PTT pour combler un...
 en 1984...
 de début d'année et qui...
 de 150 milliards de...
 Le PTT devient orateur

CHARGES QUE L'ETAT FAIT

	1984	1983
de la dette	2,1	2,1
des dépenses	3,9	2,9
des recettes	1	0,9
Total	4,6	3,9

ressus supplémentaires néces...
 de l'Etat. Or, le Conseil...
 de l'Etat, toutes...
 et il est plus...
 que les PTT vont...
 pour combler...
 de certaines firmes de...
 (le CGCT nous...
 aux souhaits...
 de 10,5...
 destinée à la moder...
 des industries électroniques

Y aura-t-il en 1985? Selon le...
 de l'Etat pour l'an prochain...
 dans le budget...
 de PTT pour un total...
 de 7,2 milliards de francs...
 en 1985 (le Monde de...
 Les « positions...
 de 2,2 milliards de francs...
 de la Trésorerie des...
 de 2,2 milliards de francs...
 de 5,5 milliards de francs...
 de la position...
 de la direction générale des...
 de 7,2 milliards...
 pour le financement...
 de la différence...
 de 8,3 milliards...
 correspond bien...
 de la hausse de...
 de dépenses, on observe une...
 de réserve...
 de 5,9%...
 de 5% en un an.

HAUSSE
MATIÈRES PREMIÈRES
PORTÉES EN FRANCE :
+ 5,9 % EN UN AN

Les matières premières...
 ont augmenté...
 de 5,9%...
 de 5% en un an.

CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE RATTACHÉ AU MINISTÈRE DU PLAN

Le Centre mondial - informati...
 de ressources humaines - pré...
 PTT, vient de passer sous le...
 du territoire, a indi...
 M. Jean-Jacques...
 le 17 septembre...
 ainsi les informations...
 de la Conard enchaîné...
 de l'Informatique, avait été...
 par la volonté du prési...
 de la République. Placé à l'ori...
 de la recherche, il avait...
 l'année suivante au...
 des PTT.

« L'engagement a été opéré sur...
 par le Plan qui...
 de Jean-Jacques...
 qui s'exprimait

Le Monde

économie

CONJONCTURE

La hausse du téléphone représente - pour plus de la moitié - un impôt déguisé

La hausse du téléphone de 10,5 centimes intervenue au 1er août dernier est-elle un impôt déguisé ? M. François-Poncet, sénateur (gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, l'affirme et saisit le Conseil d'Etat pour illégalité (un impôt devant être voté par le Parlement). Pour M. Méxandeau, ministre délégué chargé des PTT, il s'agit d'un effort exceptionnel destiné à la modernisation du pays. Les sommes récoltées serviront aux industries de pointe. Qui a raison ? Cette hausse, on le sait, a été bel et bien décidée par l'Elysée, contre l'avis des PTT, pour combler un déficit budgétaire général en 1984, sous-évalué en début d'année et qui glissait vers les 150 milliards de francs. Les PTT devaient orienter

LES CHARGES QUE L'ETAT FAIT SUPPORTER AUX PTT

Table with 4 columns: 1984, 1985, Différence, Destination. Rows include Fonds de réserve, Financement de la filière électronique, Remunération des PTT, Total.

Les recettes supplémentaires nées de cette hausse entre le 1er août et la fin 1984 vers l'Etat. Or, le Conseil d'Etat étant désormais saisi, toute acrobatie est interdite et il est plus que probable que les PTT vont conserver cette somme pour combler les déficits de certaines firmes de l'électronique (la CGCT notamment). Contrairement aux souhaits de l'Elysée, la hausse de 10,5 centimes sera donc destinée à la modernisation des industries électroniques en 1984.

Qu'en sera-t-il en 1985 ? Selon le projet de budget pour l'an prochain, l'Etat va « puiser » dans le budget dit « amorce » des PTT pour un total de 14,9 milliards de francs contre 6,6 milliards en 1984 (le Monde du 13 septembre). Une « ponction » qui est d'abord directe : au travers du fonds de réserve doté de 2,2 milliards de francs et au travers de la non-remunération par le Trésor des fonds des comptes chèques postaux (CCP), ce qui représente une somme de 5,5 milliards de francs. Ensuite, indirecte, par la mise à la charge de la direction générale des télécommunications des 7,2 milliards prévus pour le financement des industries électroniques et spatiales (voir tableaux). La différence entre les deux années, soit 8,3 milliards (14,9 - 6,6) correspond bien grosso modo aux recettes supplémentaires attendues de la hausse de 10,5 centimes en 1985.

Côté dépenses, on observe une stagnation du fonds de réserve (2,2 milliards contre 2,1), soit en fait une légère régression en francs constants, un doublement du crédit de la filière électronique (7,2 mil-

liards contre 3,5 milliards environ), mais en sens inverse une ponction accrue sur les CCP (3,5 milliards de moins à gagner par la poste contre 1 milliard cette année). Les crédits destinés aux industries de pointe se répartissent en 3,263 milliards pour le CNES (espace), l'Agence pour l'informatique, l'INRIA et le CESIA (informatique), et en 3,811 milliards pour l'informatique, le bureautique et les composants (dont 1,7 milliard qui sera la part des PTT aux dotations au capital des groupes nationaux).

Tous calculs faits, les 8,3 milliards de recettes supplémentaires se distribuent donc ainsi en 4,5 milliards qui vont vers l'Etat et 3,7 milliards qui restent aux PTT pour les industries de pointe. En l'absence d'information sur la destination exacte des fonds versés à l'Etat, on peut conclure que moins de la moitié des recettes provenant de la hausse ira à la modernisation du pays, ce qui contredit les affirmations de M. Méxandeau. L'usage du téléphone sera bel et bien « imposé » de quelque 5 ou 6 centimes par communication l'an prochain.

Cet impôt PTT n'est, au demeurant, pas un inédit. Les fonds des CCP n'ont jamais été réunifiés correctement par le Trésor, et ce sous aucun septennat. L'opposition devrait s'en souvenir. L'inquiétant est toutefois l'ampleur de la ponction qui servira à alimenter le budget général en 1985 : 7,7 milliards contre 3,1 milliards l'an passé. Les PTT ne devraient certes pas en souffrir dans leurs investissements. L'an prochain, l'administration prévoit un résultat d'exploitation positif de 7,7 milliards de francs. Si les gains de productivité assurent une augmentation de 2 % des recettes en volume, il ne sera pas nécessaire d'augmenter les tarifs du téléphone. Bref, l'opération hausse « apparaît » blanche », pour le ministre des PTT.

Mais il y a une condition : que les Français téléphonent autant demain qu'hier... comme ils le font aujourd'hui. Ce qui est le prix de l'essence. S'ils réduisent leurs communications, alors, les critiques contre un monopole des PTT « inefficace » car « étatique » gagneront en légitimité. La « dérégulation » des PTT fera de nouveaux adeptes. Alors, la hausse se retournera contre elle-même : trop d'impôts téléphoniques aura tué l'impôt téléphone.

ÉRIC LE BOUCHER.

HAUSSE DES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES EN FRANCE : + 5,9 % EN UN AN

Les prix des matières premières importées en France ont augmenté de 1 % en août par rapport à juillet. En un an, la hausse est de 5,9 % (exprimés en dollars, les prix baissent de 1,1 % en un an). Les prix alimentaires augmentent de 1,2 % en un mois et de 3,1 % en un an. Les prix des matières premières industrielles augmentent de 0,9 % en un mois et de 8 % en un an.

LE CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE RATTACHÉ AU MINISTÈRE DU PLAN

Le Centre mondial « informatique et ressources humaines », précédemment rattaché au ministère des PTT, vient de passer sous la tutelle du ministère du plan et de l'aménagement du territoire, a indiqué son président, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, le 17 septembre, confirmant ainsi les informations données par le Canard enchaîné.

Ce centre, qui vise à populariser les outils de l'informatique, avait été créé en 1982 par la volonté du président de la République. Placé à l'origine sous la tutelle du ministère de l'Industrie et de la recherche, il avait été rattaché l'année suivante au ministère des PTT.

Ce changement « a été opéré sur ma demande, car c'est le plan qui prévoit les évolutions futures du pays », a souligné Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui s'exprimait sur « Europe 1 ».

SOCIAL

Les consultations sur l'emploi

FO EST PRÊTE A ENVISAGER DES AMÉNAGEMENTS POUR CERTAINS CONTRATS A DURÉE DÉTERMINÉE

Force ouvrière est prête à « envisager des aménagements » pour les contrats à durée déterminée des chômeurs de plus de cinquante-cinq ans, a déclaré M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, le 17 septembre, après être reçu par M. Michel Delebarre, ministre du travail. M. Faesch a indiqué que la formation en alternance pour les jeunes pourrait former quatre-vingt mille à cent mille jeunes d'ici à la fin de l'année 1984 et trois cent mille en 1985. « C'est un objectif que nous souhaitons atteindre. Nos propositions ont été comprises par le ministre », a ajouté M. Faesch.

Dans le cadre de ses consultations sur l'emploi, M. Delebarre a également reçu la CGC et l'Association des maires de France dont le président, M. Michel Giraud, a souligné qu'il était tout à fait exclu « que les collectivités locales prennent en charge le financement des emplois d'intérêt collectif ».

En août

HAUSSE DE 0,7 % DU NOMBRE DE CHOMEURS INDEMNISÉS

Le nombre de chômeurs indemnisés par l'UNEDIC s'élevait à la fin août à 1800 294, soit une hausse de 0,7 % par rapport au mois de juillet (le Monde daté 19-20 août), selon les statistiques provisoires publiées le 17 septembre. Toutefois on y ajoutant comme chaque mois les dossiers en cours de traitement qui seront approuvés avec effet rétroactif, on peut évaluer le nombre de chômeurs indemnisés à 2038 900 contre 2005 100 fin juillet.

Pour l'UNEDIC, la hausse constatée de 0,7 % « est plus faible que d'habitude » - la moyenne ayant été de 1,8 % au cours du même mois les années précédentes - et cela s'explique par les « fortes rentrées exceptionnelles au cours du mois de juillet » : au total, en juillet et août 1984, 611 000 dossiers ont été déposés contre 521 000 pendant les mêmes mois de 1983.

Parmi les chômeurs indemnisés, on compte 630 760 bénéficiaires de l'allocation de base (contre 600 696 en juillet), 56 368 de l'allocation spéciale (contre 73 381), 230 419 de l'allocation de fin de droits (contre 225 531), 149 691 de l'allocation forfaitaire d'insertion (comme en juillet) et 42 876 de l'allocation de solidarité spécifique (contre 40 088). Enfin, 684 677 personnes touchaient une forme ou l'autre d'allocation de préretraite (contre 685 119).

ÉTRANGER

Aux États-Unis

GRÈVE DANS DOUZE USINES DE GENERAL MOTORS

Après vingt heures de discussions pendant le week-end, les négociations ont été rompues entre la direction de General Motors et le syndicat de l'automobile UAW à Detroit (Michigan). Les syndicats de l'UAW se sont mis en grève le 17 septembre dans douze des principales usines de GM aux États-Unis. Toutefois, une nouvelle réunion de négociations pourrait avoir lieu mardi. Les discussions échouent sur le problème de la sécurité de l'emploi. - (UPL)

Les prix de gros américains ont baissé pour la première fois depuis novembre 1983, accusant un recul de 0,1 % en août. Ce résultat est essentiellement dû à une diminution des prix des produits pétroliers (- 4,2 %) qui n'a jamais été aussi importante depuis mars 1983, et aussi à une baisse des prix des produits alimentaires. - (AP, Reuter.)

EXPORTEZ sans souci

VOUS produisez français NOUS achetons pour nos clients du Moyen-Orient. Indiquez-nous vos possibilités.

INTRADE FRANCE 6 bis, rue de Cadix 75015 PARIS

Un accord salarial dans la fonction publique paraît peu vraisemblable en 1984

Depuis le 17 septembre, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, reçoit les délégations syndicales pour voir s'il existe encore une possibilité de négociation salariale pour 1984 dans la fonction publique.

Après la grève nationale du 8 mars dans la fonction publique, M. Mauroy campait fermement sur ses positions, refusant par exemple une nouvelle augmentation au 1er juillet. Aujourd'hui, les syndicats demandent un rattrapage pour combler l'écart entre le niveau des traitements et le glissement des prix, la FEN ayant réclamé 2 % dès le 1er septembre, la CFDT se singularisant en prenant comme « objectif prioritaire pour 1984 le maintien du pouvoir d'achat en masse des salariés inférieurs à 7 500 F ». FO et la CGT se montrent particulièrement exigeantes. Il serait « impensable qu'une mesure ne soit prise rapidement », affirme M. Giacqué (FO) le 17 septembre.

Pour garantir ce pouvoir d'achat en masse, le gouvernement lâche donc une prime uniforme de 500 F en mai 1984... sans que la majorité des fédérations de fonctionnaires s'estiment quittes pour autant.

La deuxième difficulté devait naître de l'ambiguïté, sciemment entretenue, avec laquelle M. Le Pors, alors en charge de la fonction publique, présentait l'augmentation du niveau des salaires de 1 % au 1er avril. S'agissait-il d'une mesure de rattrapage sur 1983 ou d'une première mesure pour 1984 ? Le ministre communiste laissa planer le doute. M. Mauroy trancha rapidement en indiquant que c'était une mesure pour 1984. Quel qu'il soit, depuis le début de l'année, les fonctionnaires n'ont eu que 1 %, alors que sur la même période, le glissement des prix a été de 4,9 %.

La troisième difficulté résulte du mode même de négociation dans la fonction publique. Les fonctionnaires étaient habitués à négocier « en niveau », et voilà qu'on veut les faire discuter « en masse » (M. Le Garrec ayant également cette volonté). Une augmentation « en niveau » est un ajustement de X % à telle date - par rapport à la base hiérarchique du 1er janvier - pour l'ensemble des rémunérations. Elle se compare au glissement des prix pendant la même période. Si on parle « en masse », on raisonne autrement : puisqu'on prend en compte le total des revenus et non le salaire, qu'il s'agisse de mesures générales ou de mesures catégorielles. L'évolution en pourcentage de la masse se compare alors à l'évolution en moyenne des prix.

Le jeu devient encore plus complexe avec le mécanisme de l'« effet report ». Celui-ci résulte tout simplement du fait que les augmentations en niveau décidées en cours d'année ont un effet de report sur les progressions des salaires l'année suivante. Le gouvernement a abordé ainsi l'année 1984 avec un « effet de report » des augmentations intervenues en 1983 sur 1984 de 6,17 %, ce

qui absorbait d'emblée l'évolution prévue pour la masse salariale cette année. Marge de manœuvre : zéro.

Après la grève nationale du 8 mars dans la fonction publique, M. Mauroy campait fermement sur ses positions, refusant par exemple une nouvelle augmentation au 1er juillet. Aujourd'hui, les syndicats demandent un rattrapage pour combler l'écart entre le niveau des traitements et le glissement des prix, la FEN ayant réclamé 2 % dès le 1er septembre, la CFDT se singularisant en prenant comme « objectif prioritaire pour 1984 le maintien du pouvoir d'achat en masse des salariés inférieurs à 7 500 F ». FO et la CGT se montrent particulièrement exigeantes. Il serait « impensable qu'une mesure ne soit prise rapidement », affirme M. Giacqué (FO) le 17 septembre.

Risque social ou économique

MM. Fabius et Le Garrec se trouvent donc placés devant plusieurs possibilités. La première est de fermer la porte, de demeurer très « strict » pour ne pas mettre en péril la politique de rigueur... et donc de s'en tenir au 1 % du 1er avril. Par là même, le gouvernement se donne une bonne marge de manœuvre pour aborder la négociation salariale en 1985. L'effet de report sur 1985 du 1 % d'avril est de 0,25 %. Or les hypothèses économiques inscrites dans le budget prévoient pour l'année prochaine une évolution en moyenne des prix de 5,2 % à laquelle devra se rapporter la progression de la masse (soit 4,5 % en niveau), 5 %, cela donne du champ.

Mais alors, le risque social - et politique - est grand. La CGT ne restera pas l'arme au pied. La FEN n'écartera pas une action de grève. Le voudrait-elle qu'elle ne pourrait guère y réussir, FO étant résolue à se montrer particulièrement combative et les élections professionnelles dans l'enseignement le 3 décembre aiguisant les surenchères intersyndicales (FO-FEN, notamment).

Certes la capacité de mobilisation sur le pouvoir d'achat a été évacuée, et le gouvernement ne se laissera pas forcer à ébranler par une nouvelle grève, même si elle a l'ampleur de celle du 8 mars dernier. Mais il peut se trouver aussi face à une sorte de « guérilla » provoquant de minorités dans certains secteurs comme les PTT, où les agents sont déjà échauffés par la réorganisation en cours et la suppression de 2 000 emplois. Le jeu vaut-il la chandelle ? MM. Fabius et Le Garrec ont donc une deuxième possibilité, qui est celle d'ouvrir largement la porte. Sur le papier, ils peuvent effectivement lâcher du lest.

Comment ? La prime de 500 F accordée en mars ne jouant que sur un seul mois, elle a eu pour conséquence de ramener le fameux effet report de 6,17 % à 5,61 %. Le 1 % d'avril et les différentes mesures catégorielles ont porté l'augmentation

de la masse salariale de 1984 à 6,72 %. Or entre-temps, l'évolution des prix ne correspondant pas à ce qui était attendu, le gouvernement a dû revoir ses hypothèses économiques : l'évolution moyenne des prix, et donc théoriquement celle de la masse salariale, pourrait être de 7,5 % ou de 7,6 %. Si MM. Fabius et Le Garrec accordent 2 % en niveau au 1er septembre et 2 % au 1er décembre, cela portera la masse salariale pour l'année à 7,56 %. On reste dans le cadre imparti.

Mais une telle concession a un double inconvénient immédiat. Tout d'abord, le gouvernement restreint d'autant sa marge de manœuvre pour 1985 en se retrouvant pour l'année prochaine avec un effet report de 3,41 %. Ensuite, l'affichage de deux augmentations de 2 % pour les fonctionnaires risque de porter un rude coup à la crédibilité de la politique de rigueur... en France et à l'étranger, avec le danger supplémentaire d'une contagion dans le secteur privé où, jusqu'à présent, les salaires ont été relativement bien « tenus ». Une telle hypothèse est donc plus qu'improbable (d'autant qu'il faut intégrer dans la masse les mesures « glissement, vieillesse, technique », et rend extrêmement aléatoire la conclusion d'un accord pour 1984.

Il y a donc de bonnes chances pour que, comme en 1977, il n'y ait pas d'accord. Si le gouvernement retient cette troisième possibilité, il devra cependant calmer le jeu et préparer une relance de la politique contractuelle pour 1985. La difficulté sera d'autant plus grande que, pour plusieurs fédérations, le gouvernement avait « rompu » deux accords précédents « à des plus crédités » aux yeux des fonctionnaires. Il pourrait alors dresser un simple inventaire pour 1984 et accorder unilatéralement une augmentation - modérée - en fin d'année, quitte à ce qu'elle ne concerne d'abord que les fonctionnaires du bas de la grille, avant d'être étendue progressivement l'an prochain à l'ensemble des agents de l'Etat.

Le jeu s'annonce extrêmement serré, alors même que M. Le Garrec entend réunir la politique conventionnelle et s'engager dans une discussion en terme de salaires annuels, ce qui permettrait de raisonner uniquement en masse et d'éviter l'actuel « décrochage » avec les augmentations en niveau. Adapte de la concertation - et de la déscription - ne il confie souvent son « énorme respect » pour les syndicats, mais il va d'abord avoir à gagner leur confiance.

M. Le Garrec entend entraîner la fonction publique dans la voie de la modernisation - quitte à créer d'abord un groupe de réflexion sur ce thème avec les syndicats, - mais cela suppose un effort considérable de toutes les parties et un minimum d'adhésion. Pas facile, quand le pouvoir d'achat risque de régresser et que le nombre d'emplois va être diminué de 5 300... ?

MICHEL NOBLECOURT.

INCULPATION DE TREIZE MEMBRES DU COMMANDO INVESTI FUSALP

Les treize membres du commando qui avaient investi le 3 septembre l'entrepôt de stockage de Fusalp, à Albertville (Savoie), occupé depuis janvier 1984 par les ouvriers de l'entreprise (le Monde du 5 septembre), ont été inculpés de violences et de voies de fait par le juge d'instruction, M. Bourvier.

Le commando dirigé par le patron de la nouvelle société Fusalp-Diffusion, M. Martin Reynaud, était composé de plusieurs cadres de l'entreprise et de gros bras recrutés pour la circonstance. Des coups avaient été échangés avec les grévistes, qui entendaient protéger le stock d'armes et de fusils, « seule arme » selon eux pour imposer aux repreneurs de Fusalp, mise en liquidation depuis trois ans, le maintien des unités de production de l'entreprise à Albertville et à Saint-Jean-de-Maurienne.

Le député de la circonscription, également président du conseil général de la Savoie, M. Michel Barnier (RPR), avait dénoncé avec vigueur « l'attitude brutale des cadres, qui n'a pas de justification face à un syndicat qui s'est toujours comporté de manière constructive et responsable » (en l'occurrence la CFDT). - (Corresp.)



CERGY. LE SEUL GRAND QUARTIER D'AFFAIRES DU NORD OUEST PARISIEN.

Des bureaux pour vous installer ou vous agrandir ! Allez à Cergy-Préfecture le seul quartier d'affaires à 30 minutes au Nord-Ouest de Paris. Les faits : des surfaces variées de 10 à 10 000 m². Toutes les grandes administrations et les sièges de banques. Des transports, des commerces, des logements, des équipements sportifs, sociaux et culturels. Les chiffres : 260 000 m² de bureaux - 120 000 habitants, 55 000 emplois, plus de 800 entreprises dont 3M, Burroughs, Thomson... Le prix du m² de bureau ? 600 à 800 F charges comprises. La réussite est à Cergy. Profitez de sa dynamique pour réussir votre implantation. Votre interlocuteur : L'Établissement public. Tél. : (3) 030.16.00.

A CERGY LES FAITS ET LES CHIFFRES PARLENT D'EUX MÊMES.

Form with fields for name, society, address, code postal, and establishment public details.

AFFAIRES

L'administrateur provisoire de Creusot-Loire critique les pouvoirs publics

La situation de Creusot-Loire n'est, on s'en doute, guère florissante. Faisant un bilan devant l'assemblée générale des actionnaires de cette société, l'administrateur provisoire désigné par le tribunal de commerce de Paris, M. Hubert Lafont, l'a rappelée en quelques chiffres: les fonds propres de Creusot-Loire ont une valeur négative de 940 millions de francs, les provisions s'élevaient à 2 milliards, et le montant des créances à 5,5 milliards de francs. Autant dire que Creusot-Loire est moribonde.

Mais M. Lafont ne s'est pas contenté d'un bilan. Il a aussi mis en cause la responsabilité des pouvoirs publics dans l'état actuel du dossier. Il a regretté notamment que le gouvernement ait uniquement misé sur la solution proposée par Fives-Lille pour sortir le numéro un de la mécanique lourde du dépôt de bilan, solution « spontanément rejetée » par l'ensemble du personnel selon lui. Les pouvoirs publics ont éliminé « les solutions alternatives par d'amicales pressions », a ajouté M. Lafont, qui a estimé en outre que le gouvernement avait « constamment sous-estimé les besoins de

financement de Creusot-Loire » tant en 1983 qu'en 1984.

Après le retrait « définitif » de Fives-Lille, « il est trop tôt », a encore dit M. Lafont, pour donner le résultat des autres recherches immédiates entreprises avec l'accord des pouvoirs publics. Mais il est clair que la coûteuse poursuite des activités ne pourra se prolonger « au-delà de la fin octobre au plus tard ».

Dans ces conditions, pas question de nommer de nouveau un conseil d'administration. « Pleins pouvoirs » ont été donnés à l'administrateur provisoire « pour réaliser, dans la mesure nécessaire, les actifs de la société aux meilleures conditions ». Le début de la fin ? La CGT, qui le craint sans doute, a demandé le 17 septembre que la population de la région du Creusot soit consultée sur « le maintien de la garantie de l'emploi, la constitution d'un pool de repreneurs avec, pour l'essentiel, la participation des entreprises du secteur public intéressé ainsi que le secteur financier et les banques nationalisées ».

Massey-Ferguson cherche à vendre son usine de Marquette (Nord)

1 400 emplois menacés

De notre correspondant

Lille. - Les mille quatre cents salariés de l'usine Massey-Ferguson de Marquette, près de Lille, en chômage total partiel depuis le 21 juin, ne reprendront pas le travail le 1^{er} octobre comme il avait été prévu. La direction a annoncé au conseil d'entreprise une prolongation de chômage technique et l'abandon de la fabrication des moissonneuses-batteuses à Marquette, principale production de cette usine.

Seion Massey-Ferguson, le marché, en récession depuis dix ans,

s'est encore rétréci: du 1^{er} septembre 1983 au 31 août 1984, Massey-Ferguson a vendu 503 moissonneuses contre 707 au cours du précédent exercice. Les carnets de commandes ne semblent pas annoncer une amélioration; dans ces conditions le groupe a décidé l'abandon de la production, une mesure qui vise essentiellement l'usine de Marquette, la seule en Europe à produire les moissonneuses-batteuses de cette marque. Celle-ci a d'ailleurs passé un accord avec la firme danoise Dronningborg dont elle commercialisera la production sous ses propres couleurs.

Que vont devenir les mille quatre cents salariés et les 300 000 mètres carrés de l'usine de Marquette? Massey-Ferguson cherche des repreneurs éventuels. Elle a diffusé pendant l'été, auprès de trois cent cinquante entreprises françaises et étrangères, une plaquette vantant les mérites du site. A ce jour, six sociétés seraient en pourparlers avec le groupe. Mais l'inquiétude demeure pour le personnel. La CGT accuse la direction de « laisser pourrir la situation dans l'espoir que les effectifs se dégonflent d'eux-mêmes au fil des mois ».

JEAN-RENÉ LORE.

[Au cours de l'année 1983, Massey-Ferguson a investi 230 millions de francs en France dont 90 millions à Marquette, le reste dans l'usine de tracteurs de Besenval. L'entreprise avait reçu alors le soutien financier des pouvoirs publics, avec 180 millions de prêts participatifs apportés par l'Etat. Les syndicats (CGT et CFDT surtout) accusent alors la direction et le gouvernement de M. Mitterrand de laisser sans eux, et la CGT expliquait fin décembre 1983 que la fermeture de l'atelier de fonderie, qui a entraîné en février 464 suppressions d'emplois salariés, signifiait la fermeture définitive de Marquette. Les faits semblent aujourd'hui donner raison aux syndicats. Environ 2 000 salariés étaient employés à Marquette en juin 1983. Il y en avait 1 400 en juin 1984.]

AEG-TELEFUNKEN A ACHEVÉ DE REMBOURSER SES CRÉDITEURS

AEG-Telefunken va rembourser 350 millions de deutschemarks (un peu plus de 1 milliard de francs) à ses principaux créanciers le 18 septembre. La firme, naguère numéro deux de l'électronique en Allemagne fédérale, met ainsi fin à la procédure de dépôt de bilan dans laquelle elle était engagée depuis dix-huit mois.

Ce redressement est facilité par la transformation des créances des banques (1,04 milliard de deutschemarks) en lignes de crédit et par l'abandon par les différents créanciers de 60 % des sommes qui leur étaient dues. La société, dont le redressement est jugé « exemplaire » par les banquiers, a fait un léger bénéfice (37 millions de deutschemarks) en 1983 et devrait rester bénéficiaire en 1984. Avec des cessations d'actifs et certaines fermetures AEG-Telefunken a réduit son chiffre d'affaires de 30 % en deux ans (de 14,8 milliards de deutschemarks en 1981 à 11,5 milliards en 1983). La main-d'œuvre s., quant à elle, est réduite de près de moitié (70 000 contre 136 000).

LA GUERRE DES PRIX DANS L'INFORMATIQUE FAMILIALE

Atari, l'un des principaux fabricants américains de jeux vidéo et d'ordinateurs domestiques, racheté et dirigé par M. Jack Tramiel, vient de décider de baisser ses prix de 30 à 50 %. Les micro-ordinateurs 600-XL et 800-XL passent respectivement de 2 500 F à 1 400 F et de 3 500 F à 2 500 F. Le modèle VCS-2600 cotétera 700 F au lieu de 1 200 F.

Atari a perdu 540 millions de dollars en 1983. M. Tramiel, ex-président-directeur général de Commodore, le numéro un mondial du secteur, en procès avec son ancienne firme, a engagé une restructuration drastique, qui s'est traduite par le licenciement de presque tout le personnel. Aujourd'hui, il brade les anciens modèles: place nette. Commodore devra vraisemblablement suivre et casser ses prix à son tour.

[Cette « guerre des prix » risque de laisser les deux firmes exsangues. Les constructeurs américains du secteur mènent une politique suicidaire. Les européens Philips et Thomson choisissent des standards différents (le M6400 de 8 septembre). Seuls, les japonais mènent une politique cohérente et concertée. Faut-il s'attendre que, dans deux ou trois ans, il n'y ait plus que deux firmes? - E.L.B.]

Soixante PME d'Ile-de-France et Tokyo. - Une soixantaine de PME de la région Ile-de-France vont tenter une percée commerciale au Japon à l'occasion de la prochaine exposition des régions françaises à Tokyo en octobre, a annoncé M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, le 17 septembre. La région a débouqué à ce sujet une subvention de 400 000 F pour aider les entreprises.

MONNAIES

Le dollar : plus de 9,50 F

(Suite de la première page.)

De plus, les derniers indices publiés pour le mois d'août (baisse de 0,8 % des ventes de détail, diminution de 0,4 % de la production des biens de consommation, très faible progression, 0,2 % de la production industrielle) semblent indiquer que la reprise économique s'assagit outre-Atlantique, ce qui serait de nature à atténuer la demande de crédits et, donc, la pression sur les taux d'intérêt.

Enfin, toujours pour le mois d'août, les prix de gros américains ont baissé de 0,1 % pour la première fois depuis novembre 1983, ce qui paraît de nature à éloigner la possibilité d'un retour de l'inflation, hanche des autorités monétaires, dont la politique pourrait, ainsi, ne pas être durcie.

En dépit de tous ces éléments qui devraient, logiquement, calmer les acheteurs de dollars, ces derniers ne renouent pas et, même, récidivent. Il y a donc autre chose, et cette « autre chose », c'est, simplement, que le monde entier « observe » les Etats-Unis leur reprise et la rentabilité retrouvée des investissements, qu'on peut y effectuer (Nestlé vient d'y consacrer 3 milliards de dollars).

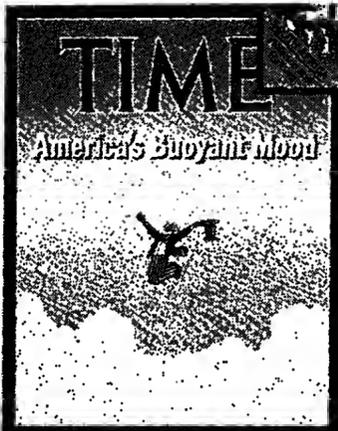
Bien plus, les arguments qui, en mars dernier, étaient utilisés pour appuyer la thèse d'une baisse du « billet vert » provoquée par le déficit de la balance des paiements et la montée inquiétante de l'endettement des Etats-Unis, sont littéralement

« retournés ». L'endettement? Mieux vaut prêter beaucoup à un pays riche et soluble qu'à un petit pays pauvre et insolvable. Quant à une fuite des capitaux étrangers hors des Etats-Unis, elle provoquerait une forte hausse des taux, de nature à les rappeler. Les déficits de la balance des paiements? Les Etats-Unis n'ont pas de problèmes car le dollar, c'est eux.

Le déficit budgétaire forme? En 1985, que M. Mndale ou M. Reagan soit président, il y a de fortes chances que les impôts soient augmentés pour le réduire. En fait, un sentiment commence à se faire jour dans les esprits: même s'il fléchit un peu (c'est possible), le dollar s'est installé sur un plateau élevé où il risque de demeurer pour un certain temps, un grand dam des investisseurs étrangers des Etats-Unis, dont les protestations légitimes doivent être cependant nuancées.

L'Allemagne fédérale n'a-t-elle pas enregistré une augmentation de 47 % de ses exportations vers les Etats-Unis depuis le début de 1984? Pour la France, cette augmentation est de 61 %, mais les montants, hélas, ne sont pas comparables, et, au train où vont les choses, le gouvernement français risque d'être contraint de durcir à nouveau sa politique, si le dollar reste aussi élevé. Cela aussi n'a pas été prévu en mai 1981, mais était-ce prévisible?

FRANÇOIS RENARD.



La couverture du dernier numéro de Time, le magazine américain. En légende: « Amérique plus le feu ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with 5 columns: COURE DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include SE-UL, DM, FF, S, E, R. Bmp.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 3 columns: SE-UL, DM, FF. Rows include 11 5/16, 11 1/2, 11 7/8, 12 1/8, 12 1/2, 12 7/8, 13 1/8, 13 1/2, 13 3/4, 14 1/8, 14 1/2, 14 3/4, 15 1/8, 15 1/2, 15 3/4, 16 1/8, 16 1/2, 16 3/4, 17 1/8, 17 1/2, 17 3/4, 18 1/8, 18 1/2, 18 3/4, 19 1/8, 19 1/2, 19 3/4, 20 1/8, 20 1/2, 20 3/4, 21 1/8, 21 1/2, 21 3/4, 22 1/8, 22 1/2, 22 3/4, 23 1/8, 23 1/2, 23 3/4, 24 1/8, 24 1/2, 24 3/4, 25 1/8, 25 1/2, 25 3/4, 26 1/8, 26 1/2, 26 3/4, 27 1/8, 27 1/2, 27 3/4, 28 1/8, 28 1/2, 28 3/4, 29 1/8, 29 1/2, 29 3/4, 30 1/8, 30 1/2, 30 3/4, 31 1/8, 31 1/2, 31 3/4, 32 1/8, 32 1/2, 32 3/4, 33 1/8, 33 1/2, 33 3/4, 34 1/8, 34 1/2, 34 3/4, 35 1/8, 35 1/2, 35 3/4, 36 1/8, 36 1/2, 36 3/4, 37 1/8, 37 1/2, 37 3/4, 38 1/8, 38 1/2, 38 3/4, 39 1/8, 39 1/2, 39 3/4, 40 1/8, 40 1/2, 40 3/4, 41 1/8, 41 1/2, 41 3/4, 42 1/8, 42 1/2, 42 3/4, 43 1/8, 43 1/2, 43 3/4, 44 1/8, 44 1/2, 44 3/4, 45 1/8, 45 1/2, 45 3/4, 46 1/8, 46 1/2, 46 3/4, 47 1/8, 47 1/2, 47 3/4, 48 1/8, 48 1/2, 48 3/4, 49 1/8, 49 1/2, 49 3/4, 50 1/8, 50 1/2, 50 3/4, 51 1/8, 51 1/2, 51 3/4, 52 1/8, 52 1/2, 52 3/4, 53 1/8, 53 1/2, 53 3/4, 54 1/8, 54 1/2, 54 3/4, 55 1/8, 55 1/2, 55 3/4, 56 1/8, 56 1/2, 56 3/4, 57 1/8, 57 1/2, 57 3/4, 58 1/8, 58 1/2, 58 3/4, 59 1/8, 59 1/2, 59 3/4, 60 1/8, 60 1/2, 60 3/4, 61 1/8, 61 1/2, 61 3/4, 62 1/8, 62 1/2, 62 3/4, 63 1/8, 63 1/2, 63 3/4, 64 1/8, 64 1/2, 64 3/4, 65 1/8, 65 1/2, 65 3/4, 66 1/8, 66 1/2, 66 3/4, 67 1/8, 67 1/2, 67 3/4, 68 1/8, 68 1/2, 68 3/4, 69 1/8, 69 1/2, 69 3/4, 70 1/8, 70 1/2, 70 3/4, 71 1/8, 71 1/2, 71 3/4, 72 1/8, 72 1/2, 72 3/4, 73 1/8, 73 1/2, 73 3/4, 74 1/8, 74 1/2, 74 3/4, 75 1/8, 75 1/2, 75 3/4, 76 1/8, 76 1/2, 76 3/4, 77 1/8, 77 1/2, 77 3/4, 78 1/8, 78 1/2, 78 3/4, 79 1/8, 79 1/2, 79 3/4, 80 1/8, 80 1/2, 80 3/4, 81 1/8, 81 1/2, 81 3/4, 82 1/8, 82 1/2, 82 3/4, 83 1/8, 83 1/2, 83 3/4, 84 1/8, 84 1/2, 84 3/4, 85 1/8, 85 1/2, 85 3/4, 86 1/8, 86 1/2, 86 3/4, 87 1/8, 87 1/2, 87 3/4, 88 1/8, 88 1/2, 88 3/4, 89 1/8, 89 1/2, 89 3/4, 90 1/8, 90 1/2, 90 3/4, 91 1/8, 91 1/2, 91 3/4, 92 1/8, 92 1/2, 92 3/4, 93 1/8, 93 1/2, 93 3/4, 94 1/8, 94 1/2, 94 3/4, 95 1/8, 95 1/2, 95 3/4, 96 1/8, 96 1/2, 96 3/4, 97 1/8, 97 1/2, 97 3/4, 98 1/8, 98 1/2, 98 3/4, 99 1/8, 99 1/2, 99 3/4, 100 1/8, 100 1/2, 100 3/4, 101 1/8, 101 1/2, 101 3/4, 102 1/8, 102 1/2, 102 3/4, 103 1/8, 103 1/2, 103 3/4, 104 1/8, 104 1/2, 104 3/4, 105 1/8, 105 1/2, 105 3/4, 106 1/8, 106 1/2, 106 3/4, 107 1/8, 107 1/2, 107 3/4, 108 1/8, 108 1/2, 108 3/4, 109 1/8, 109 1/2, 109 3/4, 110 1/8, 110 1/2, 110 3/4, 111 1/8, 111 1/2, 111 3/4, 112 1/8, 112 1/2, 112 3/4, 113 1/8, 113 1/2, 113 3/4, 114 1/8, 114 1/2, 114 3/4, 115 1/8, 115 1/2, 115 3/4, 116 1/8, 116 1/2, 116 3/4, 117 1/8, 117 1/2, 117 3/4, 118 1/8, 118 1/2, 118 3/4, 119 1/8, 119 1/2, 119 3/4, 120 1/8, 120 1/2, 120 3/4, 121 1/8, 121 1/2, 121 3/4, 122 1/8, 122 1/2, 122 3/4, 123 1/8, 123 1/2, 123 3/4, 124 1/8, 124 1/2, 124 3/4, 125 1/8, 125 1/2, 125 3/4, 126 1/8, 126 1/2, 126 3/4, 127 1/8, 127 1/2, 127 3/4, 128 1/8, 128 1/2, 128 3/4, 129 1/8, 129 1/2, 129 3/4, 130 1/8, 130 1/2, 130 3/4, 131 1/8, 131 1/2, 131 3/4, 132 1/8, 132 1/2, 132 3/4, 133 1/8, 133 1/2, 133 3/4, 134 1/8, 134 1/2, 134 3/4, 135 1/8, 135 1/2, 135 3/4, 136 1/8, 136 1/2, 136 3/4, 137 1/8, 137 1/2, 137 3/4, 138 1/8, 138 1/2, 138 3/4, 139 1/8, 139 1/2, 139 3/4, 140 1/8, 140 1/2, 140 3/4, 141 1/8, 141 1/2, 141 3/4, 142 1/8, 142 1/2, 142 3/4, 143 1/8, 143 1/2, 143 3/4, 144 1/8, 144 1/2, 144 3/4, 145 1/8, 145 1/2, 145 3/4, 146 1/8, 146 1/2, 146 3/4, 147 1/8, 147 1/2, 147 3/4, 148 1/8, 148 1/2, 148 3/4, 149 1/8, 149 1/2, 149 3/4, 150 1/8, 150 1/2, 150 3/4, 151 1/8, 151 1/2, 151 3/4, 152 1/8, 152 1/2, 152 3/4, 153 1/8, 153 1/2, 153 3/4, 154 1/8, 154 1/2, 154 3/4, 155 1/8, 155 1/2, 155 3/4, 156 1/8, 156 1/2, 156 3/4, 157 1/8, 157 1/2, 157 3/4, 158 1/8, 158 1/2, 158 3/4, 159 1/8, 159 1/2, 159 3/4, 160 1/8, 160 1/2, 160 3/4, 161 1/8, 161 1/2, 161 3/4, 162 1/8, 162 1/2, 162 3/4, 163 1/8, 163 1/2, 163 3/4, 164 1/8, 164 1/2, 164 3/4, 165 1/8, 165 1/2, 165 3/4, 166 1/8, 166 1/2, 166 3/4, 167 1/8, 167 1/2, 167 3/4, 168 1/8, 168 1/2, 168 3/4, 169 1/8, 169 1/2, 169 3/4, 170 1/8, 170 1/2, 170 3/4, 171 1/8, 171 1/2, 171 3/4, 172 1/8, 172 1/2, 172 3/4, 173 1/8, 173 1/2, 173 3/4, 174 1/8, 174 1/2, 174 3/4, 175 1/8, 175 1/2, 175 3/4, 176 1/8, 176 1/2, 176 3/4, 177 1/8, 177 1/2, 177 3/4, 178 1/8, 178 1/2, 178 3/4, 179 1/8, 179 1/2, 179 3/4, 180 1/8, 180 1/2, 180 3/4, 181 1/8, 181 1/2, 181 3/4, 182 1/8, 182 1/2, 182 3/4, 183 1/8, 183 1/2, 183 3/4, 184 1/8, 184 1/2, 184 3/4, 185 1/8, 185 1/2, 185 3/4, 186 1/8, 186 1/2, 186 3/4, 187 1/8, 187 1/2, 187 3/4, 188 1/8, 188 1/2, 188 3/4, 189 1/8, 189 1/2, 189 3/4, 190 1/8, 190 1/2, 190 3/4, 191 1/8, 191 1/2, 191 3/4, 192 1/8, 192 1/2, 192 3/4, 193 1/8, 193 1/2, 193 3/4, 194 1/8, 194 1/2, 194 3/4, 195 1/8, 195 1/2, 195 3/4, 196 1/8, 196 1/2, 196 3/4, 197 1/8, 197 1/2, 197 3/4, 198 1/8, 198 1/2, 198 3/4, 199 1/8, 199 1/2, 199 3/4, 200 1/8, 200 1/2, 200 3/4, 201 1/8, 201 1/2, 201 3/4, 202 1/8, 202 1/2, 202 3/4, 203 1/8, 203 1/2, 203 3/4, 204 1/8, 204 1/2, 204 3/4, 205 1/8, 205 1/2, 205 3/4, 206 1/8, 206 1/2, 206 3/4, 207 1/8, 207 1/2, 207 3/4, 208 1/8, 208 1/2, 208 3/4, 209 1/8, 209 1/2, 209 3/4, 210 1/8, 210 1/2, 210 3/4, 211 1/8, 211 1/2, 211 3/4, 212 1/8, 212 1/2, 212 3/4, 213 1/8, 213 1/2, 213 3/4, 214 1/8, 214 1/2, 214 3/4, 215 1/8, 215 1/2, 215 3/4, 216 1/8, 216 1/2, 216 3/4, 217 1/8, 217 1/2, 217 3/4, 218 1/8, 218 1/2, 218 3/4, 219 1/8, 219 1/2, 219 3/4, 220 1/8, 220 1/2, 220 3/4, 221 1/8, 221 1/2, 221 3/4, 222 1/8, 222 1/2, 222 3/4, 223 1/8, 223 1/2, 223 3/4, 224 1/8, 224 1/2, 224 3/4, 225 1/8, 225 1/2, 225 3/4, 226 1/8, 226 1/2, 226 3/4, 227 1/8, 227 1/2, 227 3/4, 228 1/8, 228 1/2, 228 3/4, 229 1/8, 229 1/2, 229 3/4, 230 1/8, 230 1/2, 230 3/4, 231 1/8, 231 1/2, 231 3/4, 232 1/8, 232 1/2, 232 3/4, 233 1/8, 233 1/2, 233 3/4, 234 1/8, 234 1/2, 234 3/4, 235 1/8, 235 1/2, 235 3/4, 236 1/8, 236 1/2, 236 3/4, 237 1/8, 237 1/2, 237 3/4, 238 1/8, 238 1/2, 238 3/4, 239 1/8, 239 1/2, 239 3/4, 240 1/8, 240 1/2, 240 3/4, 241 1/8, 241 1/2, 241 3/4, 242 1/8, 242 1/2, 242 3/4, 243 1/8, 243 1/2, 243 3/4, 244 1/8, 244 1/2, 244 3/4, 245 1/8, 245 1/2, 245 3/4, 246 1/8, 246 1/2, 246 3/4, 247 1/8, 247 1/2, 247 3/4, 248 1/8, 248 1/2, 248 3/4, 249 1/8, 249 1/2, 249 3/4, 250 1/8, 250 1/2, 250 3/4, 251 1/8, 251 1/2, 251 3/4, 252 1/8, 252 1/2, 252 3/4, 253 1/8, 253 1/2, 253 3/4, 254 1/8, 254 1/2, 254 3/4, 255 1/8, 255 1/2, 255 3/4, 256 1/8, 256 1/2, 256 3/4, 257 1/8, 257 1/2, 257 3/4, 258 1/8, 258 1/2, 258 3/4, 259 1/8, 259 1/2, 259 3/4, 260 1/8, 260 1/2, 260 3/4, 261 1/8, 261 1/2, 261 3/4, 262 1/8, 262 1/2, 262 3/4, 263 1/8, 263 1/2, 263 3/4, 264 1/8, 264 1/2, 264 3/4, 265 1/8, 265 1/2, 265 3/4, 266 1/8, 266 1/2, 266 3/4, 267 1/8, 267 1/2, 267 3/4, 268 1/8, 268 1/2, 268 3/4, 269 1/8, 269 1/2, 269 3/4, 270 1/8, 270 1/2, 270 3/4, 271 1/8, 271 1/2, 271 3/4, 272 1/8, 272 1/2, 272 3/4, 273 1/8, 273 1/2, 273 3/4, 274 1/8, 274 1/2, 274 3/4, 275 1/8, 275 1/2, 275 3/4, 276 1/8, 276 1/2, 276 3/4, 277 1/8, 277 1/2, 277 3/4, 278 1/8, 278 1/2, 278 3/4, 279 1/8, 279 1/2, 279 3/4, 280 1/8, 280 1/2, 280 3/4, 281 1/8, 281 1/2, 281 3/4, 282 1/8, 282 1/2, 282 3/4, 283 1/8, 283 1/2, 283 3/4, 284 1/8, 284 1/2, 284 3/4, 285 1/8, 285 1/2, 285 3/4, 286 1/8, 286 1/2, 286 3/4, 287 1/8, 287 1/2, 287 3/4, 288 1/8, 288 1/2, 288 3/4, 289 1/8, 289 1/2, 289 3/4, 290 1/8, 290 1/2, 290 3/4, 291 1/8, 291 1/2, 291 3/4, 292 1/8, 292 1/2, 292 3/4, 293 1/8, 293 1/2, 293 3/4, 294 1/8, 294 1/2, 294 3/4, 295 1/8, 295 1/2, 295 3/4, 296 1/8, 296 1/2, 296 3/4, 297 1/8, 297 1/2, 297 3/4, 298 1/8, 298 1/2, 298 3/4, 299 1/8, 299 1/2, 299 3/4, 300 1/8, 300 1/2, 300 3/4, 301 1/8, 301 1/2, 301 3/4, 302 1/8, 302 1/2, 302 3/4, 303 1/8, 303 1/2, 303 3/4, 304 1/8, 304 1/2, 304 3/4, 305 1/8, 305 1/2, 305 3/4, 306 1/8, 306 1/2, 306 3/4, 307 1/8, 307 1/2, 307 3/4, 308 1/8, 308 1/2, 308 3/4, 309 1/8, 309 1/2, 309 3/4, 310 1/8, 310 1/2, 310 3/4, 311 1/8, 311 1/2, 311 3/4, 312 1/8, 312 1/2, 312 3/4, 313 1/8, 313 1/2, 313 3/4, 314 1/8, 314 1/2, 314 3/4, 315 1/8, 315 1/2, 315 3/4, 316 1/8, 316 1/2, 316 3/4, 317 1/8, 317 1/2, 317 3/4, 318 1/8, 318 1/2, 318 3/4, 319 1/8, 319 1/2, 319 3/4, 320 1/8, 320 1/2, 320 3/4, 321 1/8, 321 1/2, 321 3/4, 322 1/8, 322 1/2, 322 3/4, 323 1/8, 323 1/2, 323 3/4, 324 1/8,

ص. ك. م. ا. م. ل.

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS Comptant 18 SEPTEMBRE

PARIS 18 septembre Effrètement

Le lancement de l'emprunt d'Etat n'a guère surpris en Bourse. Son montant (15 milliards de francs dans un premier temps) est considéré comme un minimum. Quant à ses doubles conditions, en fonction des deux tranches (voir page 42), elles sont jugées attractives par la communauté financière, où l'on souligne la nette détermination des taux: 12,20 % pour la tranche fixe (celle qui a l'air de très bien se placer, d'embée) contre 12,80 % pour la précédente emprunt d'Etat du mois de juin et 11,60 % pour la tranche à taux variable contre 12,30 % précédemment.

Par contre, ce qui monopolise l'attention des financiers encore mardi, est l'irrésistible ascension du dollar, qui a passé la barre des 9,50 F pour grimper à 9,5170 F en séance officielle. Du côté des actions, les cours s'effritent. En baisse de 0,2 % à l'ouverture de la séance, l'indice instantané accusait un recul de 0,4 % en clôture, alors que les écarts demeuraient généralement modérés. Quelques ratés, tout de même, tel celui de Fives-Lille, réservé à la baisse et qui a finalement perdu plus de 4 %, tandis que Bie, UFB, CPDE, Saint-Louis, Darty, Capreux, BSN, Promodis (parmi les plus fortes baisses), Moulinex, Thomson-CSF et Chargeurs réunis reculent de 1,5 % à 3 %.

A l'inverse, Nord-Est, Europe 1, SGE-SB, Dassault, Primagis, La Redoute, Peugeot, Imétel, Club Méditerranée et Compagnie bancaire progressent de 1 % à 4 %. Nouvelle avance de Courcelle (4,25 %) et redressement de Rodiotechnique (2,2 %), une valeur plutôt éprouvée la semaine précédente. Glissement des cours international de l'or à Londres (336,50 dollars contre 338 dollars la veille) tandis que le lingot gagne 250 F à Paris, à 102 250 F, le napoléon étant inchangé à 601 F. Dollar-titre: 10,72/74 F.

NEW-YORK Irrégulier

Le marché new-yorkais a évolué en dents de scie tout au long de la séance de lundi, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait fluctué de quelques 10 points de part et d'autre de la barre d'équilibre, reflétait finalement, en clôture, un repli symbolique de 0,44 point, à 1 237,08, tandis que le volume des échanges était ramené à 88,79 millions d'actions, contre 137,42 millions le vendredi précédent.

Visiblement, le marché hésite à prendre position, et les investisseurs s'avouent désemparés entre les incertitudes que continue à susciter la situation sociale chez General Motors, où les négociations se poursuivent avec les syndicats afin d'éviter une grève générale des mouvements affectant déjà une dizaine d'installations de cette firme automobile, et les supputations relatives à l'évolution future des taux d'intérêt, étant donné le taux relativement élevé des taux pratiqués sur les fonds fédéraux (11 1/2 % dans l'après-midi).

Parmi les actions les plus traitées figurent (avec un volume de titres supérieur à un million) des firmes comme Bell South, Control Data, General Motors et Commonwealth Edison, les opérateurs faisant remarquer la bonne tenue des valeurs-vedettes, notamment d'American Express et de General Electric.

Table of stock prices for Paris Bourse, listing various companies and their prices in Francs.

Table of stock prices for New York Bourse, listing various companies and their prices in Dollars.

Table of stock prices for the Second Marché, listing various companies and their prices.

Table of stock prices for SICAV 17/9, listing various companies and their prices.

Table of stock prices for Etrangères, listing various international companies and their prices.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EUROCARD. - Cette carte de paiement nationale et internationale, diffusée à parts égales par le Crédit agricole et par le Crédit mutuel, deuxième carte de paiement internationale sur le marché français, vient d'atteindre son cinq cent millionsième porteur. Affilié au réseau Mastercard, qui compte 85 millions de titulaires dans cent cinquante pays et réalise un chiffre d'affaires annuel de 500 milliards de francs, Eurocard a aussi signé un accord avec le CIEC (Circuit International Européen de Cartes) pour le lancement d'une carte qui s'est concrétisée en juillet dernier, avec le Mobicard (en ce qui concerne la clientèle France uniquement) qui passe de 76 millions de francs à 2,1 milliards de francs en 1984, selon la direction de cet émetteur.

AMERICAN EXPRESS. - Un accord a été signé, lundi, entre le groupe Crédit-lyonnais et le groupe American Express, selon lequel, à partir de janvier 1985, les porteurs de la carte American Express pourront tirer de l'argent dans les distributeurs automatiques du réseau Cécier du Crédit lyonnais en France. Cet accord se applique pas aux porteurs français de la carte. American Express, qui compte plus de 19 millions d'adhérents dans le monde, prévoit d'installer soixante-quinze « Points American Express » dans les principales villes européennes dans les deux années à venir.

Table of daily stock indices (INDICES QUOTIDIENS) and exchange rates (TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE).

Table of daily stock indices (INDICES QUOTIDIENS) and exchange rates (TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE).

Règlement mensuel

Table of monthly settlement data, showing various financial metrics and their changes.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates (COTE DES CHANGES) for various currencies and markets.

Table of daily stock prices (VALEURS) for various companies, including their opening, closing, and high/low prices.

Advertisement for 'OBLI COOP - SICAV' and 'Schlumberger', featuring text about financial services and company information.

Advertisement for 'ROGER H. FRANCK', featuring text about importation and pricing of goods.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
- 2. « Deux actes courageux », par François Lelièvre et René Minguet; Lettres au Monde.
 - 11: La Bonne Économie, de Serge Christophe Kolm.
- ÉTRANGER**
- 3 à 5. - Le retrait des troupes françaises et libyennes du Tchad.
 - 6-7. **DIPLOMATIE**
 - 8. **PROCHE-ORIENT**
 - JORDANIE: la France est prête à livrer de nouvelles armes à Amman.
 - 8-9. **EUROPE**
 - 10. **AMÉRIQUES**
 - CANADA: la formation du gouvernement de M. Mulroney.
 - ASIE
- POLITIQUE**
- 12. La PS et le projet de budget pour 1985.
 - 13. Les conventions annuelles des organisations syndicales.
- SOCIÉTÉ**
- 14. L'augmentation de la criminalité s'est ralentie en 1983.
 - TRANSPORTS.
 - 16. **MÉDECINE**
 - ÉCHOS.
- CULTURE**
- 17. **VARIÉTÉS:** Bernard Lavilliers reprend le Casino de Paris.
 - MUSIQUE: première de la Périclète au Théâtre des Champs-Élysées.
 - CINÉMA: *Besoin d'amour*, de Jerry Schatzberg.
 - 19. **COMMUNICATION:** Canal Plus, jour J moins cinquante.
- ÉCONOMIE**
- 39. **FTT:** la hausse du téléphone représente - pour plus de la moitié - un impôt déguisé.
 - SOCIAL:** un accord salarial dans la fonction publique paraît peu vraisemblable en 1984.
 - 40. **AFFAIRES:** l'administrateur provisoire de Crouzet-Louis critique les pouvoirs publics.

- RADIO-TÉLÉVISION (20)**
- INFORMATIONS**
- « SERVICES » (37):
- « Vie associative »; Météorologie; Mots croisés; « Journal officiel ».
 - annonces classées (21 à 36); Carnet (20); Programmes des spectacles (18-19); Marchés financiers (41).

En raison de l'actualité, notre dossier du mardi, cette semaine « Le point sur... la théologie de la libération », sera publié dans notre numéro de mercredi (journal daté 20 septembre).

Le numéro du « Monde » daté 18 septembre 1984 a été tiré à 526 178 exemplaires

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE

IBM PC

ORDI

30 F chez votre marchand de journaux

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS

A partir de 590 F

COSTUMES

A partir de 1 750 F

NOUVELLE COLLECTION

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

sur mesure

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone: 742-70-61.

Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

Le samedi de 9 h à 12 h.

L'Etat va lancer un emprunt de 15 milliards de francs

L'Etat va lancer, dans les prochains jours, un emprunt - le troisième de cette catégorie depuis le début de l'année - d'un montant initial de 15 milliards de francs. Destinée à financer en partie le déficit budgétaire, il sera composé de deux tranches (chaque d'un montant minimum de 4 milliards de francs) suivant le modèle de la précédente émission (Le Monde du 27 juin 1984).

La première, d'une durée de huit ans, sera émise à taux fixe avec un intérêt de 12,20 % (soit 244 F par obligation). L'amortissement, au pair, interviendra en totalité à la fin de la huitième année, le coupon annuel étant payable le 8 octobre de chaque année et, pour la première fois, le 8 octobre 1985.

La seconde, d'une durée de douze ans, sous forme de coupures de 2000 F, comme pour la première tranche, comportera un taux d'intérêt de 11,60 % et une option d'échange valable chaque année à partir de 1986. Les porteurs pourront alors échanger leurs titres contre des obligations à taux variable dont l'intérêt sera déterminé à terme échu (et, pour la première

M. Bernard Tapie s'oppose à une société danoise pour le rachat des Piles Wonder

Menant une offensive surprise, M. Bernard Tapie, le reprenneur désormais célèbre d'entreprises en difficulté (Look, Terrillon, Kiclers), est devenu, lundi 17 septembre 1984 à 15 heures, PDG de la société des Piles Wonder, deuxième fabricant français de piles électriques derrière le groupe CGE.

Il a été appelé d'urgence à cette fonction par la famille Courtesuisse-Brouillet, héritière des fondateurs des Piles Wonder et propriétaire de 37 % des actions, qui lui a consenti une promesse de vente. Selon M. Tapie, sa venue a été motivée par la nécessité d'éviter le rachat de la société par une firme étrangère, Hellesens, filiale du groupe danois Great Northern Telegraph. « Quitte à négocier, a-t-il déclaré, il me semble plus astucieux de le faire avec le groupe CGE qu'avec les Danois: il ne faut pas introduire encore davantage de loups dans la bergerie ».

Le groupe CGE a fait connaître, en début de semaine, qu'il n'était pas candidat au rachat des Piles Wonder, sans doute pour deux raisons: l'absence de rentabilité et le souci d'occuper une trop forte position en France. Le rachat par les Danois est proposé par un autre groupe d'actionnaires, la banque Worms (nationalisée), et la Continentale d'énergie, filiale du groupe suisse Electrowatt et allié à ladite banque, qui ont racheté chacune 17 % des Piles Wonder à E.L.F. Aquitaine en octobre 1983 et, avec d'autres partenaires, détiennent environ 40 % du capital des Piles Wonder.

Jusqu'à présent, ces nouveaux actionnaires n'ont pas voulu déloger des administrateurs au conseil d'administration de Wonder tenu solidairement par la famille fondatrice, ce qui a permis à M. Bernard Tapie

LA COUR DE CASSATION PRENDRA SA DÉCISION LE 21 SEPTEMBRE SUR L'EXTRADITION DES SÉPARATISTES BASQUES

La Cour de cassation devrait prendre sa décision à propos des Basques dès vendredi prochain 21 septembre. La grève de la faim observée par les sept séparatistes incarcérés à Fresnes, et dont l'Espagne réclame l'extradition, explique qu'elle ait encore réduit le délai qu'elle s'était fixé la semaine dernière (Le Monde du 18 septembre).

Lundi 17, elle a rendu un arrêt qui précise le cadre dans lequel elle prendra sa décision. Il s'agissait du pourvoi formé par deux gros trafiquants de drogue réclamés par les Etats-Unis, MM. Alvaro Garcia Henriquez, de nationalité colombienne, et Camille Dewylder, de nationalité belge. La chambre d'accusation de Basse-Terre (Guadeloupe) avait donné un avis favorable à leur extradition. Les deux pourvois ont été rejetés, mais la décision de la chambre criminelle confirme que, dans des affaires, elle examine seulement s'il n'y a pas eu des violations de la loi, « de nature à priver l'arrêt en la forme des conditions essentielles de son existence légale ».

Cette formulation hermétique signifie que, dans l'affaire basque, la chambre criminelle se bornera à vérifier si la chambre d'accusation de Pau a bien respecté le code de procédure pénale, ce qui limite les chances des séparatistes d'obtenir satisfaction.

En République sud-africaine LA GRÈVE DES MINEURS PARTIELLEMENT SUIVIE

Trois Noirs tués à Katlehong

Deux hommes ont été tués par des balles en caoutchouc utilisées par la police dans la cité noire de Katlehong, située à l'est de Johannesburg, et le corps d'une femme, méso d'une balle dans la tête, a été découvert dans la même ville, a annoncé, lundi 17 septembre, le porte-parole de la police de Pretoria. Ces trois morts portent à trente-huit le nombre officiel des victimes des émeutes qui se sont produites dans les « townships » du Transvaal au cours des deux dernières semaines.

L'agitation des étudiants s'est également poursuivie lundi à l'université (noire) du Nord, où les étudiants boycottent les cours depuis trois semaines. Cette université, ainsi que celle du Kwazulu, dans le foyer tribal du KwaZulu, a été fermée. La première grève légale organisée en Afrique du Sud par un syndicat noir, celui des mineurs, n'a été, d'autre part, que partiellement suivie lundi, par environ quarante mille mineurs. Ce mouvement, qui touche les mines d'or, devrait cependant se prolonger par une nouvelle grève - illégale celle-ci - à l'ouest de Johannesburg, dans la mine de Durban-Deep, où, selon le porte-parole de Rand Mines, de violents incidents ont été signalés lundi. (AFP, AP, Reuters).

M. BACHY (PS) SE DÉCLARE FAVORABLE A UN ASSOUPLISSEMENT DE LA LÉGISLATION SUR L'EMBAUCHE

M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS chargé des entreprises, rappelle dans une interview publiée par les Echos mardi 18 septembre, que le ministre du travail - consulte, ces jours-ci, les partenaires sociaux pour une révision des textes sur le contrat à durée déterminée. « Nous, socialistes, indique M. Bachy, nous pensons que mieux vaut embaucher quelqu'un, même si c'est sous contrat à durée déterminée, que de le laisser au chômage ».

« De même, continue M. Bachy, nous pensons que, pour certaines petites entreprises, notamment, il est possible d'admettre un certain assouplissement des seules fiscales, car, pour beaucoup d'entre elles, [embaucher] accroît le poids des charges ».

M. Bachy estime qu'il ne faut pas utiliser la crise comme prétexte pour rayer d'un trait de plume un certain nombre d'acquis historiques. Il juge, cependant, que la mobilité de l'emploi, « rendue indispensable par la mutation industrielle », peut impliquer « des évolutions dans la pratique sociale et dans la législation ».

INCIDENTS A L'USINE CITROËN DE NANTERRE

Vers 4 heures du matin, mardi 18 septembre, des militants cégétistes ont décapé un étalonneur les sas grillés installés à l'entrée de l'usine Citroën de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Vers 6 h 30, à la prise de travail, la direction a fermé l'entrée principale de l'usine, ne laissant entrer les non-liégeois que par une petite porte. Une bagarre a opposé, devant l'établissement, des agents de maîtrise et des salariés licenciés.

Chantiers navals: appel à la grève le 19 septembre à Saint-Nazaire. - Les syndicats CGT, CFDT et FO des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire ont appelé à une grève mercredi matin 19 septembre avec manifestation en ville pour « réaffirmer leur opposition au plan de congés conversion dans la navale », qu'ils qualifient de « licenciements déguisés ».

5 Répondeurs

Dep. 695 F. chez Duriez

GREES PTT. Répondeur simple 695 F. ttc. Enregistrer sur mesure. Coupe dès fin du message de votre correspondant. Vs payez beaucoup de temps à l'écoute: 1580 F ttc.

Consultable à distance par code vocal: 2600 F ttc. Id. par boîtier codé: 2790 F ttc. Id., vocal et boîtier: 2995 F ttc.

Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 215 F ttc. Duriez, 132, bd St-Germain, M^o Odéon.

Sur le vif Strapontin

Je suis d'une humeur de chien, ce matin. Je l'ai franchement mauvaise. Pour un peu, je m'ordais. Non, mais c'est vrai! Je croyais que ça marchait pour moi, que me notoriété dépassait le Puy-de-Dôme et gagnait les Landes et le Cotentin. Mes copains me disent: gare à la grosse tête, bientôt tu ne passeras plus la porte. Je les envoie au bain.

Qui c'est qui a été invité à adhérer à un nouveau club, un truc très chic, très fermé, le Club L, rien que des femmes, rien que des cracks, des vedettes de la finance, de l'industrie, de la politique, des médias et de la haute administration. Un truc à faire pâlir le Sicile, même principe, même modèle, mais masculin.

Hier, j'y vais, ça a lieu le troisième lundi de chaque mois, au Royal-Monaco. Il y avait plein de filles très chouettes, on s'amusait bien, on était ravies d'être là, entre soi, et de faire la nique aux mecs du Sicile. Et qu'est-ce qu'on apprend? Le Sicile vient de s'ouvrir aux femmes. Il en a déjà recruté une demi-douzaine, trépas sur le volet.

Est-ce que ces super-nanas, encore plus super que celles qui sont là, autrement les hommes n'en voudraient pas, font également partie de notre club? Pensez-vous! Il faudrait qu'elles soient folles. S'il a franchi le ligne, un Noir américain ne va pas tout flanquer par terre en allant jouer au poker à Haden.

Alors, on avait l'air de quoi, nous, là? De compter pour du beurre. Une zweite Garnitur, comme disent les Allemands, du second choix. On faisait anti-chambre, on attendait que l'étite de ces messieurs vaille bien se servir un peu pour nous céder une petite place, un strapontin au premier des ruses. Quel genre de succès? Il n'y a eu toujours qu'un, hélas! masculin.

CLAUDE SARRAUTE.

AU DEUXIÈME TRIMESTRE Le salaire horaire ouvrier a augmenté de 2 %

Selon les résultats de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} juillet 1984 publiés par le ministère du travail, le taux de salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans a augmenté de 2 % au deuxième trimestre 1984, soit légèrement plus que ce qui avait été prévu - 1,9 % (Le Monde du 3 août 1984).

Cette hausse du salaire horaire est supérieure à celle du premier trimestre 1984 (1,5 %) mais inférieure à celle du deuxième trimestre 1983 (2,5 %). Le ministère observe que « malgré une hausse plus forte du SMIC au second trimestre de 1984 (4,7 %, réalisé en deux fois: 3,4 % en mai et 1,2 % en juillet) qu'au même trimestre de 1983 (4,1 %), la hausse du taux de salaire horaire est sensiblement plus faible cette année (2 %) que l'an dernier (+ 2,5 %). Ceci semble confirmer un ralentissement du rythme annuel de hausse des salaires: + 7,6 % de juillet 1983 à juillet 1984 contre 9,8 % de janvier 1983 à janvier 1984 ». En tenant compte de l'évolution de la durée du travail, la hausse du salaire mensuel est de 2,2 % au cours du second semestre 1984 et de 6,9 % sur un an. Quant à l'indice brut des effectifs salariés, il enregistre une légère hausse de 0,2 %, mais du 30 juin 1983 au 30 juin 1984 la baisse est de 2,7 %.

Au Maroc M. Akka Ghazi (USFP) est élu député des émigrés du nord de la France

M. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat CGT de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), candidat de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) au Parlement marocain a remporté les élections marocaines pour le nord de la France, recueillant 5 627 voix, soit 30 % des suffrages, a annoncé lundi soir à Paris le président de la commission des opérations de dépouillement de vote.

Quinze candidats briguaient les suffrages des électeurs pour la circonscription nord de la France, qui regroupe Paris, Nanterre, Bobigny, Lille et Strasbourg. Il y a eu 20 145 votants et 18 677 suffrages exprimés. Ali Wahbi (PND) arrive en seconde position derrière Akka Ghazi (USFP) avec 3 368 voix (18 %). Le candidat du parti de l'istiglal, M. Mohamed Al-Mekoussi, est en troisième position avec 703 voix (3,7 %) et celui du parti communiste marocain M. Al-Frighi Abdallah, en sixième position avec 1 035 voix (soit 5 % des suffrages).

Quelque 250 000 ressortissants marocains, âgés de plus de 21 ans et résidant en France, étaient appelés à élire deux députés pour les représenter à l'Assemblée nationale marocaine, l'un pour la première circonscription, dite du nord, l'autre pour la circonscription, dite du sud. Celle-ci est constituée de Lyon, Reims, Marseille, Bordeaux, Montpellier et Bastia.

Les résultats du secteur sud n'étaient pas connus mardi en début de matinée.

Au Maroc même, quatre jours après les élections législatives marocaines, l'éventualité d'un remaniement ministériel - même s'il est probable - n'était pas encore évoquée. En effet, un tiers du futur Parlement (soit 102 députés) doit encore être désigné au scrutin indirect, le 2 octobre. La rentrée parlementaire aura lieu le 13 octobre. (AFP.)

Eléments en VRAI BOIS

chez CAPÉLOU

37, Avenue de la République - 75011 PARIS - Tél. 357.46.35

Métro Parmentier

Tous styles.

Tous bois.

Toutes les combinaisons.

Toutes dimensions.

Vos problèmes de place facilement résolus.

CREDIT FACILE

Pièce de Solar

HORLOGE CALENDRIER

Nouvelle, à cristaux liquides

SICOB - Stand N°2D 2408

C.E.V.M.I.

Tél. (1) 553.47.29+

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE

La stratégie de la dette

signera pas? Il semblerait que Buenos Aires par le biais de l'argent de l'économie, le Bernardo Grinspun, que le « grand » de l'Amérique latine conclura à son tour une bonne et due forme de financement de la dette. Les pressions des puissances et la voie à un arrangement global avec les créanciers.

Cette nouvelle devrait apporter une note d'optimisme aux investisseurs monétaires qui attendent ce mercredi 20 septembre, en préparation de la réunion générale du FMI et de la Banque mondiale, dont la séance se tiendra du 24 au 26 septembre. Venant après la réunion des très importants représentants concis entre eux du FMI - le directeur - et les grandes banques internationales, le rapprochement des deux camps de vue longtermistes de l'Etat-Alfonso et la mission confiée par M. de Larosière à la Commission internationale de la dette, ce point, et obstinément dirigé par le directeur général des Fonds monétaires.

Il est évident et est bon, d'abord et avant tout, de démanteler l'énorme crise de confiance en traitant séparément le cas de chaque pays. Il s'agit de la spécificité de la situation de chaque pays. Les créanciers, qui sont les banques commerciales des pays développés, et d'autre part les banques commerciales des pays pauvres, endettés.

Il n'est pas seulement sur le plan de la procédure - et sur le plan de la diplomatie - que la Larosière et les gouvernements des principaux pays endettés ont marqué des points. Sur le plan proprement technique et économique, la stratégie choisie a également remporté quelques succès. C'est un fait que le fameux processus de négociation a joué une fois de plus comme le Brésil, le Mexique et même l'Argentine, qui ont aujourd'hui de très sérieux événements commerciaux qui dépassent en général les négociations.

Mais ces résultats n'ont été obtenus qu'au prix de lourds sacrifices qui n'auraient pas été réalisés si les pays en question s'étaient pas abandonnés aux dernières années à une débauche de dépenses et non pas à une politique d'équilibre économique et financier qui leur a permis de faire face à la crise du Mexique dont reconstruire le pays à un coût d'inflation au total de 100 %, dépasse largement les objectifs - fixés en accord avec le Fonds monétaire international - du Brésil, où les prix ont augmenté par quatre et où le poids du service de la dette a été réduit au seul paiement des intérêts. Loin d'être complètement résorbée, la dette de l'endettement mondial a joué, et l'on doit s'en féliciter, mais ne peut à elle seule substituer à la restauration de l'ordre international.

Une information page 35.)

سكزا من الاصل